



MEGAPESCA Lda

CONTRAT CADRE FISH/2006/20

**CONVENTION SPECIFIQUE N°8 : EVALUATION EX-POST
DU PROTOCOLE D'ACCORD DE PECHE ENTRE LA
COMMUNAUTE EUROPEENNE ET LA REPUBLIQUE DE
GUINEE, ANALYSE ECONOMIQUE DE LA RENTABILITE
DE FLOTTE CHALUTIERE, ANALYSE DE L'IMPACT DU
PROTOCOLE FUTUR SUR LA DURABILITE, Y COMPRIS
L'EVALUATION EX-ANTE**

Rapport final

30 novembre 2007

Ce rapport a été préparé avec le soutien financier de la Commission européenne.

Les vues exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de la Commission européenne, ni n'anticipent sa politique dans ce domaine.

Ni le contenu intégral, ni des parties de ce rapport ne peuvent être reproduits sans autorisation écrite de la Commission européenne. Le cas échéant, tout extrait devra être accompagné de la référence explicite de ce rapport.

Oceanic Développement, MegaPesca Lda (2007). 'Contrat cadre pour la réalisation d'évaluations, d'études d'impact et de suivi concernant les accords de partenariat dans le domaine de la pêche (FPA) conclus entre la Communauté européenne et les pays tiers, et plus généralement sur le volet externe de la Politique Commune de la Pêche : Evaluation ex-post du protocole d'accord de pêche entre la Communauté européenne et la république de Guinée, analyse économique de la rentabilité de flotte chalutière, analyse de l'impact du protocole futur sur la durabilité, y compris l'évaluation ex-ante'

DOCUMENT INTERNE : DROITS DE DIFFUSION RESERVES A LA C.E.

Contact des auteurs :

OCEANIC DEVELOPPEMENT

Z.I. du Moros, 29900 Concarneau, France

Tel : +33 2 98 50 89 99

Fax : +33 2 98 50 78 98

Email : info@oceanic-dev.com

URL : <http://www.oceanic-dev.com>

Version : Rapport final

Réf. rapport: FPA 08/GIN_EM/07

Date de publication : 30/11/2007

Taux de change moyens des unités monétaires utilisés dans ce rapport

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1 EUR= GNF	1 542	1 732	1 855	2 240	2 850	4 422	6 243	6 598
1 EUR = USD	0.92	0.90	0.95	1.13	1.24	1.24	1.26	1.33
1 USD = GNF	1 720	1 934	1 963	1 981	2 287	3 572	4 960	4 980

Liste des acronymes utilisés dans cette étude

Acronyme	Libellé
ACP	Afrique Caraïbes Pacifique
AFD	Agence Française pour le Développement
AGEXPHA	Association Guinéenne des Exportateurs de Produits Halieutiques
ANAM	Agence de Navigation Maritime
APD	Aide publique au Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
BID	Banque Islamique de Développement
BND	Budget National de Développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CIF	<i>Cost Insurance Freight</i>
CITES	Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction
CNDD	Commission Nationale du Développement Durable
CNE	Conseil National de l'Environnement
CNSHB	Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura
CNUDM	Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer
CNSP	Centre National de Surveillance et de Protection des Pêches
COMEXT	Base de données des statistiques du commerce extérieur de et entre les pays de l'Union Européenne
COMHAFAT	Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les États Africains riverains de l'Océan Atlantique
CONAPEG	Confédération Nationale des Professionnels de la Pêche en Guinée
COPACE	Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre Est
CPUE	Captures Par Unité d'Effort
CRE	Conseils régionaux de l'Environnement
CSRP	Commission Sous-Régionale des Pêches
CTOI	Commission des Thons de l'Océan Indien
DCR	<i>Data Collection Regulation</i>
DSRP	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
EIBC	Enquête Intégrale Budget et Consommation
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FEPI	Fédération Patronale de la Pêche Industrielle
FIBA	Fondation Internationale du Banc d'Arguin
FMC	<i>Fisheries Monitoring Centres</i>
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	<i>Free on Board</i>
FRH	Fonds de Recherche Halieutique
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
FTE - ETP	Équivalent temps plein ; <i>full-time equivalent</i> en anglais
GLC	Général Lansana Conté
ICCAT - CICTA	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique
IDP	Investissement dans le Développement
IEO	Institut Espagnol Océanographique
INN (pêche) - IUU	(Pêche) Illicite, non déclarée et non réglementée; <i>Illegal Unreported and Unregulated</i> en anglais
IPIMAR	Institut Portugais de Recherches en Sciences et Technologies de la Mer
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
MPA	Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture
NAFO - OPANO	Organisation des Pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO en français)
NEAFC - CPANE	Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE en français)
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OAV	Office Alimentaire et Vétérinaire
OFIMER	Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONP	Observatoire National des Pêches
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industrielle
OMVG	Organisation pour la Mise en valeur du Fleuve Gambie
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
ORP	Organisation Régionale de Pêches
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Production Maximale Équilibrée
PMEDP	Programme pour des Moyens d'Existence Durables dans la Pêche
PNAE	Plan National d'Action pour l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PCRD	Programme Cadre de Recherche et Développement
PRCM	Programme Régional de conservation de la zone Côtière et Maritime en Afrique de l'Ouest

Acronyme	Libellé
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SMCP	Société Mauritanienne de Commercialisation du Poisson
STECF	<i>Scientific, Technical and Economic Committee for Fisheries</i>
TAC	Totaux Admissibles des Captures
TJB	Tonneaux de Jauge Brute
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNMAG	Union Nationale des Mareyeuses et Mareyeurs de Guinée
UNPAG	Union Nationale des Pêcheurs Artisans de Guinée
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
VHF	<i>Very High Frequency</i>
VMS	<i>Vessel Monitoring System</i>
WWF	Fonds mondial pour la vie sauvage ; <i>World Wildlife Fund for nature</i> en anglais
ZEE	Zone Économique Exclusive

RESUME

1. La Guinée est un pays situé en Afrique de l'Ouest entre la Guinée Bissau (au nord) et la Sierra Leone (au sud). La Guinée compte une population de 9,4 millions d'habitants, qui se caractérise par un taux de croissance démographique élevé (2,2% par an), une proportion élevée de jeunes de moins de 15 ans (43%) et un taux d'urbanisation de 33% que révèle le regroupement de plus d'un million d'habitants dans la capitale administrative et économique du pays, Conakry.
2. Ancienne colonie française, la Guinée a accédé à l'indépendance en 1958 en rejetant le principe d'une association avec la France et en se tournant vers l'ex-URSS. Le pays a été dirigé de manière dictatoriale jusqu'au début des années 1990, période qui a vu l'organisation d'élections et la promulgation d'une nouvelle constitution prévoyant l'établissement d'un système pluraliste et l'élection d'une assemblée. Le Général Lansana Conte, principal maître d'œuvre de cette réforme constitutionnelle a été réélu à la Présidence de la République à chaque échéance depuis cette date.
3. La Guinée dispose d'un potentiel naturel exceptionnel (agricole, minier avec la bauxite, le minerai de fer, le diamant, l'or et l'uranium, et hydroélectrique) qui reste encore sous-exploité. D'après les dernières données disponibles, le secteur tertiaire contribue à la formation de 39% du PIB, le secteur secondaire à 36% et le secteur primaire à 25%. A l'intérieur du secteur primaire, la pêche représente environ 2% du PIB, essentiellement grâce aux activités de la pêche artisanale. La croissance de l'économie guinéenne est d'en moyenne de 3% par an depuis le début des années 2000, croissance jugée inférieure à son potentiel par la Banque Mondiale.
4. Les principaux partenaires commerciaux de la Guinée sont la Corée (16% des exportations en 2004), la Russie (13%), l'Espagne (12%) et l'Irlande (8%). Les principaux fournisseurs de la Guinée sont la France (14% des importations), la Chine (10%), les Pays-Bas et les Etats-Unis. Du fait de l'abondance des ressources naturelles, la balance commerciale de la Guinée est positive.
5. La Guinée est confrontée à des difficultés économiques et reste au rang de pays pauvre. Avec un revenu par tête estimé à 347 USD / hab en 2006, un guinéen sur 2 vit avec moins d'un dollar par jour et 40% de la population vit au dessous du seuil de pauvreté. Le poids de la dette extérieure reste très important puisqu'il représente encore près de 50% du budget de l'Etat. La Guinée cherche une sortie de crise avec les institutions de Bretton-Woods et a adopté en 2002 un Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté. Parmi les secteurs économiques retenus comme moteurs potentiels de la croissance figure le secteur de la pêche.
6. Dans un passé récent, les difficultés économiques du pays et les conditions sociales précaires de la population sont à l'origine de deux crises sociales graves qui ont paralysé le pays une première fois en 2004 puis à nouveau en 2007. Cette dernière crise a conduit à la nomination d'un chef de Gouvernement adoubé par la société civile et qui s'est engagé à faire avancer la Guinée sur le chemin des réformes. L'un des facteurs déclenchant de la dernière crise a été l'insuffisance de la disponibilité de produits de la pêche et d'autres denrées alimentaires dites de base sur les marchés intérieurs et à des prix acceptables.
7. La Guinée dispose d'un environnement marin relativement propice au développement de pêcheries. La ZEE, qui présente la singularité de ne pas être ouverte sur la Haute Mer, a 75% de sa surface occupée par le plateau continental. Des phénomènes d'upwelling saisonnier et les apports des fleuves enrichissent les eaux de la Guinée dans sa partie nord en saison. En conséquence, les eaux abritent des ressources exploitables d'intérêt commercial importantes (crevettes, poissons blancs, petits pélagiques), mais dont la distribution est la plus importante dans les eaux côtières (fonds inférieurs à 20 m). Dans les parties hauturières de la ZEE de Guinée, on relève la présence de thonidés, espèces migratoires qui se répartissent sur l'ensemble des eaux de l'Atlantique tropical à cheval dans les ZEE d'Etats côtiers et de Haute Mer.
8. La politique sectorielle de la pêche en Guinée en vigueur en 2007 reste celle approuvée en 1985. Cette politique a favorisé la création d'ancrages institutionnels importants pour la recherche (le CNSHB), le contrôle des pêches (CNSP) et le contrôle sanitaire (le SIAQPPA). Le DRSP approuvé en 2002 présentait un ensemble de mesures cohérentes pour le développement du

secteur pour un budget évalué à près de 85 M€ sur trois ans. Une évaluation de la stratégie de mise en œuvre du DSRP pointe dans ce domaine des taux de réalisations insuffisants notamment à cause d'une mauvaise gestion de la ressource, de manque de moyens de la surveillance, de la vétusté des infrastructures et de l'absence d'une industrie de transformation. Le Ministère en charge de la pêche souhaite redonner un nouvel élan au secteur et a mobilisé les fonds nécessaires pour la préparation d'une nouvelle politique des pêches.

9. Le secteur de la pêche est à l'origine de 1,5% des recettes de l'Etat. Sur les 4,5 M€ collectés essentiellement sous forme de recettes non fiscales (compensations accords de pêche, vente de licences à des armements privés, taxes diverses), l'accord de pêche avec la Communauté représente environ la moitié de cette somme. La dotation budgétaire du Ministère en charge de la pêche a été d'environ 3,5 M€ en 2005 et 2006. Elle permet de couvrir les salaires des fonctionnaires, et à former un budget d'investissement qui sert de contrepartie obligatoire aux programmes de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux dans ce domaine, et dont l'essentiel sont dirigés vers le secteur de la pêche artisanale. Les seules ressources du Ministère pour le fonctionnement et l'investissement dans d'autres secteurs (recherche, surveillance) sont celles apportées hors-budget par le biais de la dotation aux actions ciblées prévue par le protocole d'accord (1,4 M€ par an, dont 400 000 € pour la surveillance des pêches, 250 000 € pour la recherche, 250 000 € pour le renforcement institutionnel, et 175 000 € pour l'encadrement de la pêche artisanale).
10. La surveillance des pêches en Guinée a fait l'objet d'un soutien important par la communauté internationale, et en particulier de la CE, en raison de la sensibilité de la zone vis-à-vis de la pêche illégale. En effet, la largeur du plateau continental et la faiblesse du dispositif de contrôle font de la ZEE de Guinée un site privilégié du développement de la prospérité d'une flotte INN. Une étude récente a ainsi estimé que le chiffre d'affaire de la pêche pirate en Guinée dépasse les 100 MUSD par an, et porte sur des quantités équivalentes à 1/3 des quantités régulièrement déclarées. Sous protocole d'accord en cours et sous le précédent, la CE a consenti un effort de financement exceptionnel, incluant l'allocation d'une enveloppe de 800 000 € pour l'achat de navires de surveillance. Au total, la CE a investi près de 7M€ depuis 2000 dans cette fonction institutionnelle clé au regard de la mise en œuvre de pratiques de pêche responsables. Malgré ce soutien, l'occurrence de la pêche INN dans la ZEE de Guinée reste importante.
11. Comme dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, le secteur de la pêche en Guinée se partage en un secteur de la pêche artisanale qui compte environ 3 600 pirogues actives et un secteur de la pêche industrielle avec un effectif variant entre 100 et 140 navires, essentiellement des chalutiers de fond qui battent plusieurs types de pavillons. Globalement, les captures dans la ZEE de Guinée sont de l'ordre de 100 000 tonnes par an (2004), dont 60% capturés par la pêche artisanale et 40% par la pêche industrielle. Les captures des navires européens sous accord représenteraient autour de 2 000 tonnes par an depuis 2004. Ce tonnage a dû être estimé, les clauses de déclarations de captures prévues par l'accord n'ayant pas été respectées de manière satisfaisante.
12. Le secteur de la pêche industrielle démersale comprend des navires européens sous accord de pêche, des navires chinois sous accord de pêche, des navires nationaux et des navires battant divers types de pavillon sous licences libres (Corée et pavillons de complaisance). Les termes de l'accord de pêche avec la Chine sont tenus secrets et ne seraient connus que par quelques uns. Les types de pêche se distribuent entre des licences poissons, céphalopodes ou crevettes, avec un système d'allocation des possibilités de pêche entre les différents pavillons / types de licences déterminé annuellement en nombre de TJB par le biais de plans d'aménagement des pêcheries. Les navires de la CE sous accord représentent 35% des possibilités de pêche sur les pêcheries de poissons et de céphalopodes, les navires chinois sous accord 32%, le solde étant réservé à des navires sous licences libres. Sur les pêcheries crevettières, les navires de la CE disposent de 38% des possibilités, le solde étant pour des navires sous licences libres. Ces possibilités ont été utilisées diversement par les différents groupes d'intervenants (peu par la CE, pleinement par la Chine, variables pour les autres), si bien qu'au final, les navires de la CE n'ont représenté que moins de 10% de l'effort de pêche effectif sur les pêcheries de poissons et de céphalopodes, et entre 10% et 44% de l'effort de pêche sur les pêcheries de crevettes. L'effort des crevettiers européens s'est exercé en grande majorité sur les pêcheries profondes, délaissant les pêcheries de crevettes dans la bande côtière.

13. Les parties hauturières de la ZEE de Guinée sont exploitées au hasard des migrations de la ressource par les thoniers senneurs européens. La ZEE de Guinée présente un intérêt environ 3 mois par an et son accès a permis la capture d'un maximum de 3 000 tonnes de thons en 2004 (moins ensuite) sur les 100 000 tonnes pêchées annuellement par ces mêmes navires dans le reste de l'Atlantique (zones de haute-mer et ZEE d'Etats côtiers). Ni les palangriers européens, ni les canneurs n'ont déclaré de captures dans la ZEE de Guinée, les premiers pêchant plus au large, les second travaillant dans des zones situées plus au Nord (Mauritanie, Sénégal, Guinée Bissau).
14. Le mode de gestion des pêcheries dans la ZEE est basé sur une allocation de possibilités de pêche par grands groupes de navires. La licence de pêche est l'élément de base du dispositif. Sa délivrance se fait contre paiements, assortis de conditions particulières suivant le type de licence. En ce qui concerne le montant des licences, les navires de la CE paient plus que les navires nationaux et les navires étrangers dits basés, mais moins que les navires sous licence libre. Les navires de la CE doivent débarquer une partie de leur pêche localement (env. 800 tonnes au maximum), les navires nationaux et les navires étrangers basés, une quantité substantielle. La gestion de la pêche s'appuie également sur des pourcentages minimums d'espèces cibles à bord et des limites aux quantités qu'il est possible de rejeter en mer. L'analyse du mode de gestion indique que les possibilités de pêche proposées sont généreuses par rapport au potentiel halieutique, et que les dispositions en matière de pourcentages d'espèces cibles et de rejets sont difficiles à respecter. Par ailleurs, les obligations en matière de débarquements obligatoires semblent peu respectées par tous les types de navires, y compris par les navires de la CE qui ont mis à terre en Guinée moins de produits de la pêche qu'ils n'auraient dû le faire.
15. Les indicateurs du niveau d'activité de la surveillance des pêches indiquent des nombres de jours de patrouille en mer relativement faibles, et des nombres d'arraisonnements qui tournent autour d'une vingtaine par an (aucun n'a concerné des navires de la CE). Cette situation entraîne des niveaux de fraudes encore importants, avec notamment des violations continues des limites d'exclusion de la zone côtière réservée à la pêche artisanale, des obstructions de maillages, et la présence de navires dans la ZEE sans autorisations de pêche. Les montants des amendes infligées aux contrevenants sont globalement peu dissuasifs.
16. Conséquence directe ou indirecte de cette situation, l'état des stocks exploités dans la ZEE de Guinée tend à se dégrader. La plupart des stocks qu'il a été possible d'évaluer, malgré des données de base déficientes, lors des groupes de travail animés par le COPACE sont dans un état de surexploitation, et notamment ceux de la bande côtière. Ceci inclut les stocks de céphalopodes et de poissons exploités par la flotte européenne sous accord. Le potentiel du stock de crevettes profondes, cible des navires européens, reste inconnu. L'état des stocks de thonidés est évalué par l'ICCAT, l'organisation régionale de pêche compétente dont la CE et la Guinée sont parties contractantes. Les mesures destinées à leur conservation sont prises par l'ORP et sont de nature contraignantes. Les écosystèmes de la bande côtière subissent également les impacts de la pêche avec notamment des taux de prises accessoires importants, dont potentiellement des espèces de tortues marines, accompagnés de rejets en mer.
17. Les filières amonts et avals de la pêche en Guinée sont peu développées. Conakry est le seul port accessible aux navires de pêche industriels. La concession pêche est enserrée entre une concession militaire et une concession minière, et dispose d'un linéaire de quai relativement limité. Les services aux navires sont également déficients avec des capacités de stockage en froid qui ne sont pas dans un état satisfaisant. La filière aval reste à dominante artisanale (fumage du poisson). Il n'existe pas d'usines de transformation de produits de la pêche susceptibles d'alimenter le marché intérieur ou le marché export international. Le marché européen est de toutes façons provisoirement fermé depuis que l'OAV a réalisé une mission en 2006 qui a conduit à suspendre à titre conservatoire les importations de produits de la pêche de Guinée en Europe.
18. L'accord de pêche existant entre la CE et la Guinée a été signé en 1983 et le protocole en cours est le 9^{ème} à s'inscrire sous cet accord cadre. Les capacités négociées portent sur 2 500 TJB de navires céphalopodiens ou poissonniers, 1 500 TJB de navires crevetiers, 34 thoniers senneurs, 14 canneurs et 9 palangriers de surface. Les capacités européennes autorisées sont globalement en baisse depuis le protocole signé en 1998. En contrepartie de cet accès, la CE verse une

compensation financière de 2 M€ par an, plus 1,4 M€ par an autre titre du financement des actions ciblées. A ces sommes, s'ajoute un financement exceptionnel de 800 000 € pour l'achat de navires de surveillance. Les paiements des armateurs européens sous accord devaient atteindre au maximum 1 M€ par an (soit 25% du coût de l'accord) sous une hypothèse de pleine utilisation. Le protocole prévoyait en outre une augmentation graduelle possible des possibilités de pêche et des paiements associés si la situation des stocks le permettait, mais l'option n'a pas été retenue par les deux parties.

19. L'utilisation des possibilités de pêche par les navires européens a été globalement décevante. Les chalutiers céphalopodières sont peu venus pêcher en Guinée (entre 10% et 39% d'utilisation), comme les navires crevettiers (entre 15% et 39%). Les thoniers senneurs ont bien utilisé les possibilités de pêche la première année (82%) mais le pourcentage est tombé régulièrement depuis (47% en 2006). Les canneurs ont pris des licences (entre 57% et 71% d'utilisation) sans venir pêcher en Guinée, alors que les palangriers n'ont utilisé aucune des 9 licences possibles. Globalement, les possibilités de pêche utilisées ont permis de soutenir l'activité d'entre 30 et 50 navires communautaires, dont une majorité de navires thoniers. Les chalutiers démersaux n'ont été qu'au nombre moyen maximum de 11 en 2004. Les raisons de cette utilisation décevante semblent provenir de difficultés à conduire des opérations rentables pour les céphalopodières et de faible productivité pour les crevettiers de la zone Guinée par rapport aux autres zones travaillées (Mauritanie, Guinée Bissau). Concernant le segment thonier européen, mis à part les palangriers qui manifestement cherchent l'espadon en dehors des ZEE d'Etats côtiers, la ZEE de Guinée présente un intérêt réel ou potentiel. La faible utilisation par les thoniers senneurs provient en fait d'un déplacement de la plus grande partie de la flotte vers l'océan indien, tous les navires qui sont restés en Atlantique ont pris des licences en Guinée, et les canneurs veulent se préserver un accès en Guinée au cas où la ressource descendrait plus au sud que sous des conditions régulières.
20. En termes d'emploi, l'accord est estimé contribuer au maintien de l'emploi de près de 250 ressortissants européens. Les clauses relatives à l'emploi de marins guinéens à bord des navires de la CE ont été respectées par les navires chalutiers, mais pas par les navires thoniers du fait de l'absence de possibilités d'escale à Conakry et du caractère imprévisible de la présence de la ressource dans la zone. Globalement, l'accord a permis de fournir de l'emploi à près de 40 ressortissants guinéens, mais sous des conditions salariales qui n'ont pas toutes été compatibles avec les standards minimums de l'OIT pourtant rappelés dans le protocole d'accord de pêche. En termes de richesses générées, l'accord de pêche a permis aux flottes européennes de générer un chiffre d'affaires évalué à 8 M€ par an en moyenne, et permettant de dégager une valeur ajoutée de 3 M€ par an environ. La valeur ajoutée au bénéfice de la Guinée est de 4,3 M€ par an en moyenne. En dehors des paiements par la Communauté, cette valeur ajoutée est constituée en majorité des frais de licences payés par les armateurs, et des salaires des marins et des observateurs embarqués.
21. L'évaluation de l'efficacité de l'accord pour atteindre ses objectifs indique qu'il a eu des répercussions positives sur la présence des navires senneurs, canneurs et crevettiers profonds de la flotte lointaine européenne. La contribution à l'objectif de sécurisation du marché européen est faible, mis à part pour le segment thonier. L'accord a été plus décevant en ce qui concerne la promotion de pratiques de pêche responsables en Guinée, avec un mode de gestion qui ne parviennent pas à contrecarrer la diminution de l'abondance des stocks côtiers. La principale faille reste la faiblesse du dispositif de contrôle et de surveillance qui ne parvient pas à être efficace, laissant le champ relativement libre aux fraudeurs. Enfin, l'absence d'interactions entre les secteurs privés de la pêche européens et guinéens n'a pas favorisé l'investissement européen en Guinée qui reste faible, voire inexistant.
22. La pertinence de l'accord se vérifie, il correspond bien à des besoins d'armateurs européens des secteurs thoniers et crevettiers profonds, et à des besoins de la Guinée pour valoriser sous forme de rentrées budgétaires des ressources que la flotte de pêche nationale ne peut exploiter. L'accord de pêche avec la CE permettait également à la Guinée de sécuriser une partie de l'approvisionnement du marché national en produits de la pêche qui est structurellement déficitaire. Il faut cependant signaler que cette contrainte d'approvisionnement n'a pas été pleinement respectée par les armements européens.

23. Enfin, en matière de viabilité, l'accord contribue à la viabilité des entreprises européennes concernées par l'accord en leur donnant un environnement juridique stable et sécurisant. En termes de viabilité des ressources biologiques de la Guinée, les navires européens ont contribué à l'effort de pêche excédentaire porté sur les stocks côtiers, tout en signalant que la part de l'effort européen ne représente que 10% de l'effort total développé par les flottes industrielles nationales, chinoises, et sous licences libres. En ce qui concerne les ressources thonières, l'accord avec la Guinée n'a pas d'incidences particulières sur la viabilité des stocks thoniers car les espèces exploitées dans la ZEE n'appartiennent pas à des unités discrètes cantonnées aux eaux guinéennes, mais se répartissent sur l'ensemble de l'océan atlantique.
24. Pour le futur, une étude d'impact a considéré quatre scénarios de renouvellement : une situation de non-accord, une situation de statu-quo, l'introduction de capacités plus en rapport avec les besoins de la CE (navires thoniers, crevettiers profonds) et un accord ne concernant que des navires thoniers. L'analyse indique qu'une situation de statu quo est à éviter notamment en raison de possibles impacts négatifs sur la viabilité des stocks et d'un manque de proportion entre les paiements et les possibilités de pêche réellement utilisées. En comparant une situation de non accord et une situation d'accord avec capacités remodelées, il apparaît qu'une situation sous laquelle un nouvel accord est signé est la plus favorable pour les deux parties. Sans accord, la Guinée ne pourrait que compenser le départ des flottes européennes par l'arrivée de nouvelles flottes qui n'ont pas d'intérêts particuliers à préserver la durabilité de l'exploitation, et la CE perdrait un de ses leviers d'action pour servir la priorité de la Commission actuelle contre la pêche INN. En effet, conserver un accord permettra à la CE de continuer à interagir au travers d'un accord de partenariat avec la politique sectorielle guinéenne, et notamment celle de la surveillance des pêches. Il faut toutefois noter qu'un accord prévoyant moins de possibilités de pêche entraînera une compensation financière plus réduite, d'autant plus si on ne considère que l'accès de navires thoniers. La mise à disposition d'autres moyens sera par conséquent nécessaire comme des financements FED sous-régionaux au bénéfice de la surveillance des pêches (déjà prévus) ou de la recherche (en voie de définition).

*

SUMMARY

1. Guinea is a country in West Africa, between Guinea Bissau (to the north) and Sierra Leone (to the south). The population of Guinea is 9.4 million, and the country is characterised by a high population growth rate (2.2% per year), a large proportion of young people (43% under the age of 15) and 33% urbanisation, with over a million people living in the administrative and business capital, Conakry.
2. Guinea was formerly a French colony, and gained independence in 1958, when the country rejected the idea of an association with France, and turned to the Soviet Union. The country was governed as a dictatorship until the early 1990s, when an election was held and a new constitution promulgated, with a view to establishing a pluralist system and electing an assembly. General Lansana Conte, the main architect of this constitutional reform has been re-elected the republic's President at each of the subsequent elections.
3. Guinea is endowed with exceptional natural resources (agricultural; mineral wealth in the form of bauxite, iron ore, diamonds, gold and uranium; and hydroelectric), which is still under-exploited. The latest available data show the tertiary sector contributing 39% of GDP, the secondary sector 36% and the primary sector 25%. Within the primary sector, fishing accounts for about 2% of GDP, and this is primarily small-scale fishing. The Guinean economy has grown by an average of 3% per annum since the beginning of the decade, but the World Bank considers this below the country's potential growth rate.
4. With regard to trading partners, Guinea's exports have gone mainly to South Korea (16% in 2004), Russia (13%), Spain (12%) and Ireland (8%), with imports coming from France (14%), China (10%), the Netherlands and the United States. Guinea's abundant natural resources enable the country to have a balance of trade surplus.
5. Guinea is faced with economic problems, and remains among the poor countries. Income per head is estimated to have been 347 USD in 2006, with one Guinean in two living on less than a dollar a day and 40% of the population below the poverty level. There is still a very heavy external debt burden, at nearly 50% of the State budget. Guinea is seeking a way out of the crisis with the Bretton-Woods institutions, and in 2002 adopted a Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP). The sectors of the economy chosen as potential engines of growth include that of fishing.
6. The country's economic problems and the population's precarious social conditions have, in recent years, led to two serious social upheavals that paralysed Guinea first in 2004, and again in 2007. This latest crisis led to a head of government being nominated and endorsed by civil society; he has undertaken to take Guinea along the road of reform. One of the factors that precipitated the second crisis was the inadequate availability, at acceptable prices, in domestic markets of fish products and other basic food commodities.
7. Guinea has a marine environment that is relatively favourable for the development of fisheries. The Exclusive Economic Zone (EEZ) has the unusual feature of not being open to the high sea, and 75% of its area is occupied by the continental shelf. Seasonal upwelling and material brought in by the rivers enrich the northern part of Guinea's waters during the season. Consequently, the waters contain exploitable resources with considerable commercial potential (shrimps, white fish and small pelagic species). These are, however, found mostly in the coastal waters (at depths of less than 20 metres). In the deep-sea parts of Guinea's EEZ, tuna species are present. These are migratory species distributed throughout the tropical Atlantic waters, shared between the EEZs of coastal States and the high sea.
8. The policy in force for Guinea's fishing sector in 2007 is still that approved in 1985. It has encouraged the creation of substantial institutional bases for research (CNSHB), monitoring of fishing (CNSP), and health monitoring (SIAQPPA). The PRSP approved in 2002 introduced an array of consistent measures to develop the sector, for a total cost estimated at nearly 85 million euros over three years. An assessment of implementation of the PRSP drew attention in this field to an inadequate proportion of projects being carried out, in particular because of poor resource management, a lack of means of surveillance, the dilapidated state of infrastructure and an

absence of processing industries. The ministry responsible for fishing wishes to give the sector new impetus, and has mobilised the funds needed to formulate a new fishing policy.

9. The fishing sector provides 1.5% of the State's revenue. Of the 4.5 million euros received – for the most part non-tax revenue (payments for fishing agreements, and the sale of licences to private shipowners, together with various taxes) – the fishing agreement with the European Community accounts for about half. The budget of the ministry responsible for fishing amounted to approximately 3.5 million euros in both 2005 and 2006. This covered the wages and salaries of public servants and enabled an investment fund to be built up, to serve as the obligatory counterpart of development programmes financed by international donors who are active in this field; most of this finance is channelled into the small-scale fishing activities. The only financial resources provided by the ministry for operating and capital expenditure in other areas (notably research and surveillance) are those provided off-budget through grants for targeted actions provided for in the protocol of the fishing agreement (1.4 million euros per annum, including € 400,000 for monitoring catches, € 250,000 for research, € 250,000 to strengthen the institutions and € 175,000 for management of the artisanal fishing sector).
10. Surveillance of fishing in Guinea has received considerable support from the international community, and in particular from the EC, because of the area's sensitivity in terms of illegal fishing. The width of the continental shelf and the inadequate resources for surveillance have made Guinea's EEZ an area especially favourable to development of prosperous IUU fleets. A recent study estimated the sales value of pirate fishing in Guinea to exceed 100 million USD a year, involving quantities amounting to one-third of those officially declared. Under the current protocol and the previous one, the EC has granted exceptional finance, including a total allowance of € 800,000 for the purchase of surveillance vessels. The EC has, in total, invested nearly € 7 million since 2000 in this institutional function, which is fundamental from the point of view of establishing responsible fishing practices. Despite the support, there is still considerable IUU fishing in Guinea's EEZ.
11. As in all west African countries, fishing in Guinea is shared between a small-scale fishing sector, with about 3,600 active dugout canoes, and an industrial fishing sector, with the number of vessels varying between 100 and 140, primarily bottom trawlers, sailing under a variety of flags. Overall, catches in Guinea's EEZ are of the order of 100,000 tonnes a year (2004), of which 60% are caught by small-scale fishing and 40% by industrial fishing. Catches by European vessels under agreement have apparently been around 2,000 tonnes a year since 2004. The tonnage has had to be estimated, as there has not been satisfactory compliance with the catch declarations requirement provided for in the agreement.
12. Industrial fleets for demersal species includes European vessels under a fishing agreement, Chinese vessels under a fishing agreement, the country's own vessels, and vessels sailing under a variety of flags, under free licences (South Korean and flags of convenience). The terms of the fishing agreement with China are kept secret, and seem to be known to only a few people. The types of fishing are split between licences for fish, cephalopods and shrimps, with a system by which fishing possibilities are allocated between various flags. The types of licences are determined annually in terms of GRT, through fisheries management plans. EC vessels under agreement account for 35% of the possibilities for fishing fish or cephalopods, with Chinese vessels under agreement accounting for 32% and the rest being reserved for vessels under free licences. In the case of the shrimp fisheries, EC vessels are entitled to 38% of the possibilities, with the rest going to vessels under free licences. How far the possibilities have been used varies between the different parties active in the field (to a limited extent by the EC, fully by China and to various extents by the others). The result is that, in the end, EC vessels accounted for less than 10% of the fishing effort on fish or cephalopods, and between 10% and 44% in shrimp fisheries. The great majority of efforts made by European shrimp trawlers has been in the deep-sea areas, leaving relatively untouched the shrimp fisheries in the coastal strip.
13. The open-sea parts of Guinea's EEZ are exploited, depending on the resource's migratory movements, by European purse seiners seeking tuna. Guinea's EEZ is of interest for about three months a year, and access allowed a maximum of 3,000 tonnes of tuna to be caught in 2004 (subsequently less); out of the 100,000 tonnes caught annually by the same vessels in the remainder of the Atlantic (on the high seas and in the EEZs of coastal States). Neither European

longliners, nor the pole-and-line vessels have declared catches in Guinea's EEZ, the former because they tend to fish in the high-seas and the latter because they work in areas further north (off Mauritania, Senegal and Guinea Bissau).

14. The way that fisheries in the EEZ are managed is based on an allocation of fishing possibilities by fleets, with fishing licences forming the basis for these arrangements. The licences are issued against payments, and associated with special conditions depending on the type of licence. As for the cost of a licence, EC vessels pay more than Guinea's own vessels and those of foreign countries said to be "based" in Guinea, but less than the vessels under free licence. EC vessels must land part of their catch (a maximum of about 800 tonnes) locally. The national vessels and foreign vessels based in Guinea have to land substantial quantities. Management of fishing also depends on minimum percentages of target species on board and limits on the quantities that may be thrown back into the sea. Analysis of the management method indicates that the fishing possibilities offered are generous compared with the fish-resource potential, and that it is difficult to comply with the provisions on percentages of target species and amounts thrown back. In addition, there seems to be little compliance with the obligations regarding compulsory landings, and this applies to all categories of vessels, including those of the EC, which have landed less fish products in Guinea than they should have done.
15. Indicators of the amount of fishing surveillance activity show that the numbers of days patrolled at sea have been relatively low, with the numbers of vessels arrested around 20 per year (in no cases EC vessels). This situation produces levels of dishonesty and evasion that are still high, notably continued violations of the coastal-zone exclusion limits (that zone being reserved for small-scale fishing), obstruction of net meshes, and the presence in the EEZ of vessels with no fishing authorisations. The level of fines imposed on violators is, in most cases, not much of a disincentive.
16. Whether as a direct or indirect consequence of that situation, the state of fish stocks exploited in Guinea's EEZ is tending to deteriorate. Most of the stocks that it has been possible to assess in working parties co-ordinated by CEEFAC have been found, despite the defective basic data, to be overexploited. This applies particularly to stocks in the coastal zone, including cephalopods and fish that are exploited by the European vessels under agreement. The potential of the deep-sea shrimp stock, which is a target of European vessels, is unknown. ICCAT, the relevant regional fishing organisation – to which both the EC and Guinea are contracting parties – has assessed the tuna stocks, and the RFO has taken binding measures for their conservation. Also, ecosystems in the coastal strip are being adversely affected by fishing with, notably, high rates of by-catches, potentially including marine turtles, together with the species thrown back into the sea.
17. Upstream and downstream activities associated with fishing are not much developed in Guinea. Conakry is the only port accessible to industrial fishing vessels. The fishing concession is hemmed in, between land devoted to military use and a mining concession, and the length of quays is fairly limited. Services available for vessels are also inadequate, with cold-storage facilities in an unsatisfactory state. Downstream activities (notably fish smoking) are predominantly artisanal. There are no processing plants for fish products that could supply either the domestic market or an international market. In any case, the European market has been temporarily closed since the FVO's 2006 mission, which led to imports of Guinean fish products into Europe being suspended as a preventive measure.
18. The existing fishing agreement between the EC and Guinea was signed in 1983, and the current protocol is the ninth to fall within the scope of that framework agreement. The negotiated capacities come to 2,500 GRT of fishing vessels targeting cephalopods, together with 1,500 GRT of shrimp trawlers, 34 tuna seiners, 14 pole-and-liners and nine surface longliners. Overall, the authorised European capacities have fallen since the protocol was signed, in 1998. As a compensation for this access, the EC makes a financial payment of € 2 million per year, plus € 1.4 million per year for targeted actions. In addition to these sums, there is exceptional finance of € 800,000 for the purchase of surveillance vessels. European shipowners' payments under agreement had to be a maximum of € 1 million per year (i.e. 25% of the cost of the agreement), assuming full utilisation. The protocol provided, in addition, for the possibility of gradual increases

in fishing possibilities and in the associated payments, if the situation of stocks permitted this, but the two parties did not choose to go ahead with that option.

19. European vessels' use of fishing possibilities has, overall, been disappointing. There have been very few fishing activities of cephalopod trawlers to fish in Guinean waters (between 10% and 39% utilisation), and the same is true of shrimp trawlers (between 15% and 39%). Tuna seiners made good use (82%) of the fishing possibilities in the first year, but the percentage has fallen progressively since then (to 47% in 2006). Pole-and-liners have taken licences (with use of 57-71%) without fishing in Guinea, whereas the longliners have not used any of the nine possible licences. Overall, the fishing possibilities used have allowed between 30 and 50 EC vessels to work, the majority fishing for tuna. The average number of bottom trawlers reached a maximum of only 11, in 2004. The reasons for this disappointing use seem to arise from the cephalopod vessels' problems in conducting profitable operations, and the shrimp trawlers being less productive when working in the Guinean zone than when in other zones (notably Mauritania or Guinea Bissau). With regard to the European tuna segment – and apart from the longliners, which are obviously seeking swordfish outside the EEZs of coastal States – the Guinean EEZ is of real or potential interest. Low utilisation by the tuna seiners results, in fact, from a movement of most of the vessels to the Indian Ocean. All of the vessels that remained in the Atlantic have taken up licences in Guinea, and the pole-and-liners want to retain their access to Guinea in case the resource moves further south than under normal conditions.
20. In terms of employment, it is estimated that the agreement has helped maintain jobs for nearly 250 EU citizens. The trawlers have complied with the clauses relating to employment of Guinean seamen on EC vessels, but that has not been the case for the tuna vessels, because of the lack of facilities for vessels to call in at Conakry, and the unpredictability of the resource's presence in the zone. Overall, the agreement has made it possible to employ nearly 40 Guinean citizens, but their wages and associated conditions have not always met the minimum ILO standards, which were nevertheless recalled in the fishing agreement's protocol. In terms of wealth produced, the fishing agreement has allowed the European fleets to generate turn-over estimated to average € 8 million per year, with added value of about € 3 million a year. The added value accruing to Guinea averages € 4.3 million a year. Outside the payments by the EC, this value added consists mainly of licence fees paid by the shipowners, and the wages and salaries of sailors and on-board observers.
21. An assessment of the agreement's effectiveness in attaining its objectives shows that there has been a benefit, in terms of the presence of European distant-waters purse seiners, pole-and-liners and deep-sea shrimp trawlers. This has contributed only weakly to the aim of achieving security of supply for the European market, except in the case of tuna. The agreement has been more disappointing in promoting responsible fishing practices in Guinea, where the management framework has not succeeded in getting to grips with the increasingly scarce coastal fish stocks. The main failure is still the weak supervision and surveillance arrangements. These are still insufficiently effective, leaving offenders relatively unhampered. Lastly, the lack of interaction between private-sector European fishing and the Guineans has done nothing to encourage European investment in Guinea, which remains weak, if not non-existent.
22. It can be confirmed that the agreement is relevant: it corresponds well to the needs of European owners of tuna vessels and deep-sea shrimp trawlers, and to that of Guinea to derive an income from the resources which its own fishing vessels are unable to exploit. The fishing agreement with the EC was also intended to secure part of Guinea's domestic market for fish products, which is structurally insufficient to meet the demand. It must, however, be pointed out that the European shipowners have not fully complied with their obligations to provide a share of their catches.
23. Finally, in terms of viability, it can be said that the agreement is helpful to the European firms involved, by giving them a stable and secure legal environment. With regard to the viability of Guinea's biological resources, the European vessels have contributed to the excess fishing resources deployed in pursuing the coastal stocks. It should, however, be pointed out that the European contribution to fishing efforts is only 10% of the total provided by the industrial fleets of Guinea itself and China, plus the vessels under free licences. With regard to the tuna resources, the agreement with Guinea has no particular impact on the viability of the stocks, as the tuna

species exploited in the EEZ do not form part of discrete units confined to Guinean waters, but are distributed throughout the Atlantic Ocean.

24. Looking to the future, an impact study has investigated four renewal scenarios: the situation with no agreement, the status quo, the introduction of possibilities (tuna vessels and deep-sea shrimp trawlers) more in line with EC needs, and a tuna-only agreement. The analysis shows that the status quo is a situation that should be avoided, in particular because of possible adverse effects on the viability of fish stocks, and because the payments are not proportioned to the fishing possibilities really used. When comparing a situation of no agreement with one where a new agreement (with redesigned possibilities) is signed, it can be seen that the latter is more advantageous for both parties. Without an agreement, Guinea could only be exchanging the departure of European fleets for the arrival of new fleets that would not have any particular interest in ensuring the resources could be exploited sustainably. The EC would meanwhile be losing one of the levers it can use to pursue the Commission's current priority of countering IUU fishing. Indeed, retaining an agreement would allow the EC to continue working through a partnership agreement to interact with Guinean policy for the sector, notably regarding surveillance of fishing. Nevertheless, it must be noted that an agreement envisaging fewer fishing possibilities would involve reduced payments, and even less if a tuna-only agreement is considered. As a consequence, it would be necessary to make other financial resources available; these could be sub-regional EDF funding, to be devoted to fishing surveillance (which is already envisaged) or research (currently being considered).

*

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1^{ère} PARTIE : LE CADRE GENERAL DE LA GUINEE	2
1. Présentation générale du pays	2
2. Contexte politique	3
2.1. La Guinée indépendante	3
2.2. La crise socio-économique	4
2.3. Le contexte institutionnel et le système de gouvernance	4
3. Contexte macro-économique	4
3.1. Les grands secteurs économiques	4
3.2. Le budget de l'Etat	6
3.3. Panorama de la situation sociale	7
3.4. L'évolution des échanges commerciaux	8
3.5. La politique de développement	9
4. La politique environnementale	11
4.1. La stratégie environnementale	11
4.2. Cadre institutionnel	12
4.3. Législation environnementale	13
5. Intégration régionale	14
2^{ème} PARTIE : ANALYSE DU SECTEUR DE LA PECHE	16
1. PRESENTATION GENERALE	16
1.1. Caractéristiques océanographiques de la ZEE de la Guinée	16
1.2. Les ressources halieutiques marines	19
2. LA POLITIQUE SECTORIELLE DE LA PÊCHE	24
2.1. La politique nationale	24
2.2. Intégration internationale	28
3. Le cadre institutionnel	30
3.1. Structuration	30
3.2. Budget	31
3.3. Zoom sur quelques fonctions institutionnelles clés	35
4. Les différentes pêcheries dans la ZEE de Guinée	39
4.1. La pêche artisanale maritime	39
4.2. Les pêcheries industrielles non-thonières	44
4.3. Les pêcheries thonières hauturières	59
4.4. Les interactions entre les différentes pêcheries dans la ZEE de Guinée	65

4.5.	La pêche continentale et l'aquaculture-----	67
5.	<i>L'état des stocks marins exploités</i> -----	69
5.1.	Ressources démersales-----	69
5.2.	Ressources pélagiques-----	70
6.	<i>Mode de gestion et de conservation des pêcheries guinéennes</i> -----	71
6.1.	La gestion des pêcheries côtières -----	72
6.2.	La réglementation de la pêche des pélagiques hauturiers -----	81
6.3.	Suivi, contrôle et surveillance -----	82
7.	<i>Impacts environnementaux de la pêche</i> -----	87
7.1.	Impact sur la ressource exploitée-----	87
7.2.	Captures accessoires et rejets -----	87
7.3.	Impact de la pêche sur la structure des communautés marines-----	90
7.4.	Pêche fantôme -----	91
7.5.	Captures d'espèces sensibles -----	91
8.	<i>Le secteur de la transformation et de la commercialisation</i> -----	92
8.1.	Les infrastructures à terre -----	92
8.2.	Les sources d'approvisionnement du marché des produits de la pêche -----	93
8.3.	La filière aval -----	95
9.	<i>Les parties prenantes de la société civile guinéenne</i> -----	97
10.	<i>Bilan : Analyse forces et faiblesses du secteur de la pêche de la Guinée</i> -----	97
3 ^{ème}	PARTIE : EVALUATION DE L'ACCORD DE PECHE -----	104
1.	<i>Le Protocole d'accord</i> -----	104
1.1.	L'accord cadre -----	104
1.2.	Les capacités négociées -----	104
1.3.	Le coût de l'accord ex-ante -----	106
1.4.	L'utilisation de l'accord -----	107
1.5.	Le coût de l'accord ex-post -----	111
2.	<i>Analyse socio-économique des retombées de l'accord</i> -----	112
2.1.	L'emploi -----	112
2.2.	Retombées économiques directes -----	115
2.3.	Retombées économiques indirectes -----	120
3.	<i>Evaluation ex-post du protocole en cours</i> -----	121
3.1.	Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche -----	122
3.2.	Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche -----	124
3.3.	Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche -----	126
3.4.	Conclusions d'étape et recommandations pour le futur -----	127
4.	<i>Etude d'impact</i> -----	128

4.1.	Définition du problème -----	128
4.2.	Les objectifs -----	129
4.3.	Les options envisageables -----	129
4.4.	Les impacts économiques, environnementaux et sociaux probables -----	130
5.	<i>Recommandations techniques en cas de renouvellement d'un accord</i> -----	136
	CONCLUSION -----	139
	BIBLIOGRAPHIE -----	140

INTRODUCTION

Le protocole d'accord de pêche entre la Communauté européenne et la République de Guinée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004 arrive à expiration au 31 décembre 2008. Il s'agit du 9^{ème} protocole entrant sous l'accord cadre conclu entre les deux parties en 1983¹. En préalable à une renégociation de l'accord, et suivant les orientations du Conseil et les dispositions du Règlement (CE, EURATOM) 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget des Communautés européennes², et notamment de son article 27, le protocole d'accord de pêche avec la Guinée doit faire l'objet d'évaluations *ex-post* et *ex-ante*. Ces évaluations sont destinées à vérifier que les résultats du programme sont conformes aux objectifs fixés (*ex-post*), et à donner au législateur les moyens de juger si le nouveau programme (le futur protocole) est nécessaire et cohérent avec les politiques communautaires dans ce domaine (étude d'impact et *ex-ante*) en lui donnant notamment les moyens d'apprécier les impacts de la politique. A cet effet, les services de la DG FISH ont confié au consortium d'entreprises titulaire du contrat cadre FISH/2006/20 la charge de l'évaluation de ce protocole.

Le protocole d'accord de pêche en cours avec la Guinée comprend l'accès de navires chalutiers de fond (chalutiers démersaux) spécialisés sur l'exploitation des poissons et céphalopodes d'une part, et sur l'exploitation de crustacés (crevettes) d'autre part, ainsi qu'un accès pour des navires de pêche thonière des segments senneurs, palangriers et canneurs. La contrepartie de l'accord de pêche est de 3,4 M€ par an, dont 2 M€ de compensation financière et 1,4 M€ de financements dédiés au secteur de la pêche sous la forme d'actions ciblées.

Ce projet de rapport final dresse un portrait de l'état général de l'économie guinéenne et des politiques de développement en cours, toutes axées sur la lutte contre la pauvreté qui est la première priorité du Gouvernement, soutenu par les bailleurs de fonds internationaux. Dans une seconde partie, le secteur de la pêche de la Guinée est décrit en détail, ainsi que les activités des différentes flottes dans la ZEE, dont la flotte européenne sous accord. Les analyses du cadre général guinéen et du secteur des pêches permettent de dégager en troisième partie de ce rapport les principaux enseignements utiles à l'évaluation *ex-post* du protocole et à l'étude d'impact de différents scénarii de renouvellement. Cette analyse permet de formuler des recommandations pour que le prochain protocole soit conforme aux engagements internationaux des deux parties, et qu'il minimise les impacts défavorables sur les parties prenantes de l'accord.

Les informations utilisées dans cette étude d'évaluation ont été recueillies lors d'une mission effectuée en juin / juillet 2007 en Guinée durant laquelle des entretiens ont été organisés avec des représentants de l'Etat et du secteur privé. Le travail d'évaluation a été complété par une analyse approfondie de la littérature scientifique et technique pertinente, ainsi que par le biais de consultations des principales associations professionnelles représentant les intérêts du secteur de la pêche européen.

¹ JOCE L 111, 27.04.1983

² JOCE L 248, 16.09.2002

1^{ère} PARTIE : LE CADRE GENERAL DE LA GUINEE

1. Présentation générale du pays

La République de Guinée, parfois appelée Guinée Conakry, est un pays du Nord-Ouest de l'Afrique. Située dans la zone de transition entre l'Afrique sahélienne et l'Afrique équatoriale, elle est bordée au Nord par la Guinée-Bissau, le Sénégal et le Mali, à l'Est par la Côte d'Ivoire et au Sud, par le Liberia et la Sierra Leone. A l'Ouest, elle dispose d'une façade maritime de 320 km de long sur l'Océan Atlantique.



Figure 1: Carte générale de la Guinée. Source : Ministère Affaires Etrangères France

D'une superficie totale de 245 857 000 kilomètres carrés, la Guinée est divisée en quatre régions géographiques : une zone côtière (la Basse-Guinée avec pour capitale Kindia), une zone montagneuse (la Moyenne-Guinée ou Fouta-Djalon avec pour capitale Labé), une zone de savane au Nord (la Haute Guinée avec pour capitale Kankan) et une zone de forêts au Sud-Est (la Guinée forestière avec pour capitale N'Zérékoré). Les deux tiers du territoire guinéen sont montagneux ou accidentés.

Par sa situation géographique, la Guinée est partagée en deux zones climatiques : le zone tropicale pour la majeure partie du territoire et la zone subéquatoriale pour la Guinée du Sud-Est. La Guinée est le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest. De nombreux cours d'eau prennent leur source dans le Fouta-Djalon (Niger, Gambie, Sénégal sous le nom de Bafing) et dans la Guinée forestière. Le Niger et ses affluents creusent en haute Guinée des plaines alluviales, souvent inondées, et bordées de terrasses aménagées en rizières. La Guinée bénéficie d'un exceptionnel potentiel naturel de développement : potentiel agricole dû à la variété de climats et au relief, potentiel minier (notamment en bauxite, minerai de fer, diamants, or, uranium) et potentiel hydroélectrique. Ce potentiel reste encore largement inexploité.

La Guinée, dont la population a presque triplé en trente ans, compte aujourd'hui 9,4 millions d'habitants avec un taux de croissance élevé de 2,2%, un âge médian de 17,7 ans et une espérance de vie de 54 ans. Le pays a reçu jusqu'à un demi-million de réfugiés venus des pays voisins durant dix années de guerre civile. La population a une densité de 39,4 hab/km² et se caractérise par un taux d'urbanisation de 33%. En dehors de Conakry (plus d'un million d'habitants) seulement deux agglomérations dépassent 100 000 habitants : Zérékoré (106 793) et Kankan (100 320).

Les Guinéens sont répartis en près d'une trentaine d'ethnies dont les trois principales sont : les Peuls (40%), les Malinkés (30%) et les Soussous (20%). Le français est la langue officielle du pays, mais seulement de 15 % à 25 % des Guinéens le pratiquent. Dans les campagnes éloignées, cette langue demeure à peu près inconnue. Les Guinéens utilisent essentiellement des langues nigéro-congolaises, telles que le poular (32 %) parlé par les Peuls, le maninka (24 %) parlé par les Malinkés, le soussou (10 %), le guerzé (3,8 %), le kissi (3,5 %), le toma (1,8 %), le dialonké (1,8 %).

L'islam sunnite est la principale religion, (plus de 90% de la population). Les chrétiens et les animistes (côte et Guinée Forestière) représentent moins de 10% de la population.

Après quarante huit années d'indépendance et nonobstant plusieurs décennies de programmes d'aides publiques au développement, le résultat économique de la Guinée reste mitigé et loin d'être adéquat. Le pays se trouve aujourd'hui dans une situation économique et financière très précaire. La République de Guinée fait partie des 20 pays les plus pauvres du monde. Sur les 177 pays classés dans l'indice 2006 du développement humain du PNUD, il arrive au 160^{ème} rang. Tous les indicateurs macroéconomiques sont en dessous des normes acceptables : inflation incontrôlable, dépréciation continue de la monnaie, détérioration des termes de l'échange, niveau de corruption élevé. Au plan social, il apparaît une pauvreté grandissante, avec plus 40% de la population guinéenne vivant en dessous du seuil de pauvreté et près de 70 % de cette population n'a pas accès à l'eau potable et à l'électricité. L'économie guinéenne a connu une croissance du PIB réel d'environ 4% depuis 1996, à l'exception de l'année 2000 à cause de l'impact des conflits frontaliers. Cela s'est traduit par une augmentation du revenu par tête d'habitant d'environ 1% par an, un niveau insuffisant pour réduire la pauvreté de façon significative.

2. Contexte politique

2.1. La Guinée indépendante

Après la Deuxième Guerre mondiale, plusieurs partis politiques se sont mis en place, dont le Parti démocratique de Guinée dirigé par Ahmed Sékou Touré. C'est ce parti qui a mobilisé en 1958 un courant d'opinion pour voter contre le projet de communauté française avancé par la République Française, et qui a ensuite déclaré l'indépendance, amenant la France à se retirer complètement et à cesser toute aide financière et autre en faveur de la Guinée. Les autres pays occidentaux se sont eux aussi tenus à l'écart de la Guinée qui, dans cette situation de relatif isolement, s'est forgé une forte identité nationale et s'est engagée dans un système de gestion socialiste soutenu par l'ex-URSS. À la tête d'un régime de parti unique, Sékou Touré a progressivement établi des tendances dictatoriales. Il a survécu à plusieurs tentatives de coup d'État et continué de diriger le pays jusqu'à sa mort, en 1984.

Deux semaines après le décès de Sékou Touré, l'armée a pris le pouvoir et instauré la deuxième République de Guinée sous la direction du Général Lansana Conté. Suite à une refonte complète de la constitution destinée à refléter le passage à la démocratie et l'instauration d'une économie de marché, des élections présidentielle et parlementaire ont eu lieu à la fin de 1993 et le Général Lansana Conté a accédé à la présidence. Il a été réélu en 1998 pour ce qui aurait dû être son dernier mandat, mais la constitution a été amendée par référendum en 2001 pour supprimer la limite des mandats présidentiels, et il a été de nouveau élu en décembre 2003 pour un troisième mandat de sept ans.

Depuis la chute du régime socialiste de Sékou Touré, la Guinée a fait l'objet d'une profonde libéralisation politique, qui a trouvé sa consécration dans la constitution approuvée par référendum en décembre 1990, laquelle a ouvert la voie à l'établissement d'un système pluraliste en 1994 et à la tenue d'élections législatives en 1995. Mais l'emprisonnement ultérieur d'Alpha Condé, l'un des principaux dirigeants de l'opposition, a été perçu comme un retour en arrière et, bien que le dirigeant ait depuis été libéré, les observateurs étrangers de même que les groupes d'opposition du pays continuent d'affirmer que le processus de démocratisation laisse encore à désirer. Tous les partis d'opposition sauf un ont boycotté les élections législatives de juillet 2002 pour exprimer leur mécontentement quant à la tenue de ce scrutin. Les partenaires bilatéraux de la Guinée ont eux aussi exprimé leurs préoccupations vis-à-vis du référendum et des élections parlementaires, pour ce qui concerne principalement le mandat et l'indépendance de la commission électorale, la neutralité de la fonction publique et l'accès des partis politiques aux médias. Les élections locales de 2005 ont constitué un test important pour l'amélioration du dispositif en place dans la perspective des

prochaines élections nationales, prévues en 2007.

2.2. La crise socio-économique

Au milieu de 2004, le pays a été victime de troubles civils provoqués par de graves pénuries d'électricité et d'eau dans la capitale et les villes principales, auxquelles s'ajoutaient des hausses des prix du carburant, des denrées alimentaires (le riz principalement) et d'autres produits. Le maintien de l'inflation à un niveau élevé en 2005 n'a fait qu'aggraver le problème, débouchant au début de mars 2006 sur une grève générale d'une semaine qui a pris fin d'une manière pacifique à la faveur d'un accord négocié sur des augmentations de salaires et d'autres concessions de la part du gouvernement. Bien que les réfugiés de Sierra Leone et du Libéria soient pour l'essentiel rentrés chez eux (beaucoup sont toutefois restés en Guinée), la situation instable qui continue de prévaloir en Côte d'Ivoire alimente de nouveau un afflux de réfugiés dans le pays et vient s'ajouter aux problèmes de sécurité qu'il connaît.

Plus récemment, la détérioration de la situation économique et sociale a été à l'origine de graves tensions. Une grève générale illimitée a paralysé l'ensemble du pays en janvier et février dernier. Le mouvement avait des motifs politiques : les syndicats et les organisations de la société civile dénonçaient l'incapacité à gouverner du président Conté, personnellement visé pour la première fois après son intervention en décembre pour faire libérer Mamadou Sylla (influent et impopulaire homme d'affaires inculpé de détournement de deniers publics). La violente répression des manifestations a entraîné la mort d'au moins 137 personnes (bilan officiel). Grâce à la médiation de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la grève générale a été suspendue après la nomination, le 27 février, d'un Premier ministre de consensus aux pouvoirs élargis, Lansana Kouyaté, diplomate expérimenté dont le nom avait été proposé par les syndicats et la société civile. Depuis sa nomination, le Premier ministre œuvre à faire avancer la Guinée sur le chemin des réformes.

2.3. Le contexte institutionnel et le système de gouvernance

La Loi fondamentale de 1990 institue un régime présidentiel. A la tête de l'Etat, le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de 5 initialement puis de 7 ans depuis la modification de la constitution en 2003. Il est le chef du gouvernement qui représente le pouvoir exécutif. Le gouvernement est dirigé par un Premier ministre nommé par décret présidentiel.

Le pouvoir législatif est assuré par un Parlement qui est constitué d'une chambre unique, l'Assemblée nationale. Celle-ci, pluraliste, a émergé grâce à la loi fondamentale de 1990. Le nombre de députés a été fixé à 114 membres (76 députés élus sur la liste nationale à la représentation proportionnelle et 38 députés élus au scrutin majoritaire uninominal à 1 tour : 1 député par circonscription). Ces députés sont élus pour cinq ans au suffrage universel direct. Aux dernières élections, en 2002, la majorité présidentielle (le Parti de l'Unité et du Progrès) a totalisé 90 députés. Suite aux mouvements de grève, les prochaines élections législatives initialement prévues en juin 2007 ont été reportées.

En matière constitutionnelle, la loi guinéenne n'a pas prévu d'organe spécialisé. C'est la Cour Suprême qui est compétente en matière de contrôle de constitutionnalité des lois, en matière de conflits d'attributions entre le Président de la République et l'Assemblée nationale et en matière de contentieux électoral. Ses décisions ne sont pas susceptibles de recours.

La Constitution guinéenne prévoit aussi une Haute Cour de justice compétente pour juger les hautes personnalités de l'Etat et un conseil économique et social qui dispose des compétences consultatives.

La plus haute autorité judiciaire est la Cour d'appel.

3. Contexte macro-économique

3.1. Les grands secteurs économiques

La part des différents secteurs d'activités est la suivante (Banque Mondiale, 2005) :

- Une domination du secteur tertiaire (transport, commerce, administration) qui contribue à environ 38,8% du PIB ;

- Une part importante du secteur secondaire (industries manufacturières, mines) pour 36,4% du PIB ;
- Un rôle plus modeste mais non négligeable du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche) : 24,7% du PIB.

Le potentiel économique de la Guinée repose essentiellement sur deux secteurs productifs : le secteur primaire et l'industrie minière. Néanmoins, le secteur primaire connaît un net ralentissement de sa croissance depuis ces dernières années. Le taux de croissance annuel est en effet passé de 7,2% en 2001 à 3,3% en 2004. La pêche contribue au PIB à hauteur de 1,97% dont 0,23 % pour la pêche industrielle et 1,74% pour la pêche artisanale (données de 2002). Mais le taux de croissance annuel de ce secteur a ralenti en passant de 9,7% en 2001 à 3,3% en 2004. Dans le secteur secondaire, à part l'activité minière, les sous secteurs industrie manufacturière et BTP (Bâtiments et Travaux Publics) constituent également des bases solides de croissance. Stimulé par la libéralisation de l'économie, le secteur tertiaire avec ses sous-secteurs commerce, transports et autres industries de service contribuent pour près de 40 % au PIB.

Dans l'ensemble, la croissance enregistrée par l'économie guinéenne depuis la fin des années 1990 est jugée inférieure à son potentiel, surtout compte tenu des ressources naturelles considérables dont est doté le pays. En termes réels, le taux de croissance du PIB qui était en moyenne d'environ 4,5% durant la décennie 90 est passé à 3% pour la période 2001-2005.

Tableau 1: Valeur et taux de croissance du PIB. Source : Banque Mondiale, 2007

	2001	2002	2003	2004	2005
PIB à prix courants (millions USD)	3 042	3 208	3 638	4 047	3 289
Taux annuel de croissance du PIB (%) - Prix constants	4,0	4,2	1,2	2,7	3,3

Bien que le pays ait maintenu une situation de paix au plan interne depuis son indépendance, les conflits intervenus dans les pays voisins ont eu un impact négatif sur ses résultats économiques. Ils ont en effet engendré des dépenses imprévues en matière de défense et de sécurité, ainsi que des coûts sociaux liés aux mesures nécessitées par l'afflux de réfugiés. Conjugués à une détérioration des termes de l'échange au début de cette décennie, ces facteurs ont pesé sur l'équilibre budgétaire du pays, qui pâtit en outre de l'inefficacité de son administration fiscale et douanière et des carences affectant la mise en œuvre de sa politique monétaire.

La Guinée est aujourd'hui dans une situation économique et financière très précaire. Faute de disponibilités en devises, l'Etat guinéen honore difficilement les échéances de sa dette extérieure dont le montant est équivalent au PIB du pays (3,1 milliards de dollars, soit 99% du PIB en 2006). Le poids de cette dette à gérer est responsable de nombreuses suspensions de concours de bailleurs de fonds et de l'interruption de certains projets.

Au début de 2004, le gouvernement a adopté un programme de relance économique qui s'imposait d'urgence pour renforcer l'administration des finances publiques, améliorer la mobilisation des recettes, réduire les exonérations fiscales et comprimer les dépenses publiques. Mais s'il y a eu compression de certaines dépenses publiques, cela s'est fait aux dépens d'importants programmes sociaux, ce qui a déséquilibré davantage la ventilation globale des dépenses publiques. Au total, ces mesures ont été insuffisantes par rapport à ce qu'il fallait au pays pour sortir de la crise. De ce fait, le taux d'inflation d'une année sur l'autre s'est accéléré et la croissance du PIB réel est restée limitée, bien inférieure à son niveau potentiel et à ce dont le pays a besoin pour réduire la pauvreté. Le gouvernement s'est à présent engagé dans un nouveau processus de réforme de ses politiques qui bénéficie de l'appui du FMI et des partenaires de développement de la Guinée. Si ce processus est mené à bien, il permettra au pays de rétablir la stabilité macroéconomique et d'établir les bases voulues pour une croissance durable et une réduction de la pauvreté.

3.2. Le budget de l'Etat

Extrait de la Loi de finance 2006, le tableau suivant indique les prévisions en matière de recettes budgétaires en monnaie nationale, et converties en euros sur la base des taux de change moyen. Les prévisions de dépenses sont également indiquées.

Ce tableau permet de vérifier que le poids de la dette est extrêmement important dans les prévisions budgétaires puisqu'il représente près de 50% des dépenses (200 M€ par an pour le service de la dette). Le secteur de la pêche est prévu représenter 16% des recettes non-fiscales du Gouvernement, et autour de 1,5% des recettes totales. En valeur absolue, ce montant représente environ 4,8 M€ par an. Il n'a pas été possible d'obtenir le découpage de cette somme entre les diverses sources, mais les recettes budgétées de l'accord avec la CE (2 M€ de compensation financière plus environ 500 000 € de recettes réelles de ventes de licences) en représenteraient un peu plus de la moitié (soit 0,75% des recettes de l'Etat). On remarque également que le produit des amendes pêche fait partie des prévisions budgétaires.

Tableau 2 : Budget de l'Etat pour 2005 et 2006 : recettes totales et dépenses pour une sélection de Ministères. Source : Loi de Finances

	2005	2006	2005	2006
	En '000 GNF		En EUR	
RECETTES				
A - Recettes intérieures	1 290 418 250	2 070 173 400	291 817 786	331 599 135
1 - Recettes fiscales	1 183 670 002	1 886 435 000	267 677 522	302 168 028
2 - Recettes non fiscales	106 748 248	183 378 400	24 140 264	29 373 442
<i>Dont redevances pêche</i>	21 225 615	29 861 300	4 800 003	4 783 165
<i>Dont amendes pêche</i>	300 000	478 000	67 843	76 566
B - Dons et emprunts	315 153 118	576 704 900	71 269 362	92 376 245
Total recettes (A + B)	1 605 571 368	2 646 878 300	363 087 148	423 975 380
	2005	2006	2005	2006
	En '000 GNF		En EUR	
DEPENSES				
Ministère éducation	145 761 560	188 320 030	32 962 813	30 164 990
Ministère défense	150 979 969	175 766 190	34 142 915	28 154 123
Ministère travaux publics	98 335 757	173 016 600	22 237 846	27 713 695
Ministère agriculture	114 476 707	121 495 700	25 887 993	19 461 108
Ministère Affaires Etrangères	58 820 348	103 086 410	13 301 752	16 512 319
Ministère Santé	67 786 152	94 904 990	15 329 297	15 201 824
---	---	---	---	---
Ministère Pêche	14 470 189	22 249 730	3 272 318	3 563 948
Ministère environnement	4 431 313	5 102 820	1 002 106	817 367
---	---	---	---	---
Autres Institutions	412 370 592	572 873 090	93 254 318	91 762 468
Dettes, pensions et divers	863 021 463	1 645 479 870	195 165 415	263 571 980
Total Dépenses	1 930 454 050	3 102 295 430	436 556 773	496 923 823

Enfin, l'allocation des budgets par Ministère indique un ciblage vers les secteurs prioritaires de l'Education et des travaux publics, de la santé et de l'agriculture. Le Ministère en charge de la pêche fait partie des petits ministères en termes d'allocation budgétaire. Il reste cependant mieux doté que le Ministère en charge de l'Environnement dont les moyens semblent dérisoires au regard de la tâche à accomplir.

3.3. Panorama de la situation sociale

Malgré ses importantes potentialités agricoles et minières, et ses performances économiques récentes (jusqu'en 2001), la Guinée demeure un pays pauvre. Avec un revenu par tête d'habitant estimé à 347 dollars US en 2006 (FMI, 2007), un guinéen sur deux vit avec moins d'un dollar par jour et 40% de la population vit en dessous du seuil absolu de la pauvreté (revenu minimum pour satisfaire les besoins essentiels). La pauvreté affecte l'ensemble des régions et des différentes catégories socioprofessionnelles. Cependant, au regard des statistiques disponibles, l'incidence de la pauvreté demeure plus forte dans les zones rurales (2 fois plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain et 7,8 fois plus élevée qu'à Conakry) et dans les régions de la Haute et de la Moyenne Guinée.

Les indicateurs sociaux de la Guinée soutiennent mal la comparaison avec ceux des pays voisins, bien que des avancées non négligeables aient été faites ces derniers temps sur le plan de l'éducation primaire et de l'accès à l'eau salubre.

Tableau 3 : Sélection d'indicateurs sociaux de la Guinée. Source : FMI, 2006

	1990		2004	
	Guinée	Afrique Sub-saharienne	Guinée	Afrique Sub-saharienne
Caractéristiques de la population :				
Espérance de vie (an)	43,7	50,0	53,9	46,1
Taux de mortalité infantile (‰)	129	109,8	104 ¹	101 ¹
Population de moins de 15 ans (%)	46,4	45	43,3	44,4
Revenu :				
PIB par habitant (dollar US)	490	585	422	727
Education :				
Taux de scolarisation en école primaire (%) :				
Garçon	25	55	51 ²	64 ²
Fille	9	45	31 ²	54 ²
Taux de scolarisation en école secondaire (%) :				
Garçon	14	25	33 ²	36 ²
Fille	5	20	15 ²	30 ²
Santé :				
Vaccination contre la rougeole (% des enfants âgés entre 12-23 mois)	35	57	52 ²	61 ²
Accès à l'eau salubre (% de la population)	42	49	51 ²	58 ²

¹ données de 2003

² données de 2002

Malgré les efforts effectués, la malnutrition et la mortalité des enfants de moins de 5 ans restent élevées en Guinée. Bien que les taux de mortalité infantile passent de 129 à 104 pour mille entre 1990 et 2004, ils sont encore en deçà des résultats envisagés. La malnutrition des enfants de moins de 5 ans demeure une question toujours préoccupante : 26% des enfants ont un retard de croissance en 2005, 35% souffrent d'insuffisance pondérale. Au niveau du primaire, les programmes de développement mis en œuvre ont permis d'enregistrer des progrès réels. Le taux brut de scolarisation est passé de 72% en 2002 à 79 % en 2005. La scolarisation des filles a atteint le taux brut de 70% en 2004 et de 73% en 2005. En dépit de ces résultats encourageants, certaines faiblesses sont à relever. Il s'agit notamment :

- de l'absence de vision globale du système éducatif ;
- de la faiblesse du ciblage des constructions scolaires de l'Etat dans les zones défavorisées ;
- de l'absence d'aménagements appropriés pour les enfants handicapés dans les constructions scolaires ;
- des faibles niveaux de qualité et d'efficacité des services éducatifs.

Concernant la situation de l'emploi en Guinée, les données disponibles datent des années 90. Néanmoins, elles révèlent plusieurs tendances, qui restent toujours pertinentes. Ainsi, l'Enquête Intégrale Budget et Consommation (EIBC) de 1994 et le recensement de 1996 font ressortir les éléments suivants: (a) Le taux de chômage a progressé de 1,8 à 3,1% entre 1991 et 1995, avec un taux de chômage urbain de 6,1% au niveau national et de 10% à Conakry, ceci avec un taux global

d'activité de 60,7%. (b) La population active est évaluée à 3,386 millions dont 57% de femmes, la ville de Conakry regroupant 11,5% de la population active de Guinée. (c) Le tableau de répartition des actifs par type de profession fait ressortir une forte prépondérance des professions agricoles (80,1% sur le plan national).

Le secteur de la pêche (activités connexes incluses) représenterait 112 000 emplois (estimation faite à partir du recensement des pirogues en 2001) ce qui correspondrait à moins de 4% de la population active.

3.4. L'évolution des échanges commerciaux

La Guinée a l'avantage de posséder d'abondantes ressources naturelles. Les exportations minières, notamment la matière première et le produit intermédiaire pour la production de l'aluminium (bauxite et alumine) dominent le commerce extérieur. En plus, des réformes structurelles ont permis une relance considérable de l'extraction de l'or et du diamant avec l'ouverture de nombreuses mines modernes. Les autres produits exportés sont principalement le café et les produits de la pêche (4,5% des exportations en valeur). Les importations concernent, quant à elles, essentiellement du matériel de transport, des produits pétroliers, des métaux, des engins mécaniques et des produits alimentaires (riz, lait, sucre).

Tableau 4 : Répartition sectorielle des échanges. Source : Banque Mondiale

En millions de dollars US	2002	2003	2004	2004/2003 (%)
Importations CIF	713	623	767	+23%
Produits alimentaires	143	132	169	
Produits pétroliers	107	109	137	
Biens d'équipement	208	150	158	
Biens intermédiaires	139	125	171	
Autres produits	116	107	132	
Exportations FOB	708	728	742	+1,9%
Bauxite	305	290	292	
Alumine	128	148	163	
Diamant	34	49	48	
Or	152	139	163	
Autres	89	102	76	

Les principaux pays importateurs des produits en provenance de la Guinée sont la Corée (16% du total des exportations en 2004), la Russie (13%), l'Espagne (12%) et l'Irlande (8%). Les principaux fournisseurs de la Guinée sont : la France (14% du total des importations en 2004), la Chine (10%), les Pays-Bas et les Etats-Unis.

Tableau 5 : Balance commerciale. Source : FMI

(En millions de dollars US)	2000	2001	2002	2003	2004
Exportations FOB	666	723	708	732	743
<i>Dont produits miniers</i>	571	636	620	625	667
Importations FOB	-583	-562	-596	-578	-708
<i>Dont produits alimentaires</i>	-106	-105	-119	-122	-157
<i>Dont autres biens de consommation</i>	-87	-83	-97	-99	-122
<i>Dont produits pétroliers</i>	-81	-88	-90	-101	-124
<i>Dont biens d'équipement et intermédiaire</i>	-308	-286	-290	-256	-305
Solde balance commerciale FOB-FOB	83	161	112	153	35
Taux de couverture (en %)	114%	129%	119%	127%	105%

Comme le montre le tableau précédent, la balance commerciale est excédentaire mais, cet excédent est passé à 35 millions USD en 2004 contre 153 millions USD en 2003. Cette baisse résulte d'une hausse des importations et d'une moindre augmentation des exportations.

■ 3.5. La politique de développement

3.5.1. La stratégie de réduction de la pauvreté

Bien que le pays dispose d'un riche potentiel, il a été l'un des premiers à avoir atteint le point de décision de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés). Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé pour la Guinée un programme au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) en mai 2001, et un Document complet de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) a été approuvé par les Conseils de la Banque et du FMI en juillet 2002.

Les DSRP sont établis par les gouvernements des pays à faible revenu selon un processus participatif dans lequel s'impliquent à la fois les parties prenantes au niveau national et les partenaires extérieurs du développement, dont le FMI et la Banque mondiale. Le DSRP décrit les politiques et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux qu'un pays mettra en œuvre pendant plusieurs années pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté; il expose aussi les besoins de financement extérieur et les sources de financement connexes.

La stratégie retenue dans le DSRP de la Guinée s'articule autour de trois axes :

- une accélération de la croissance économique : réformes de politique économique, développement des infrastructures de base, appui aux secteurs porteurs (agriculture, élevage et pêche, mines, commerce, tourisme, artisanat, PME/PMI), gestion des ressources naturelles et de l'environnement ;
- un développement des services de base et l'accès équitable à ces services (entre milieux urbains et ruraux, entre hommes et femmes) : éducation, santé et nutrition, lutte contre le SIDA, eau, électrification rurale, urbanisme, habitat, protection sociale ;
- une amélioration de la gouvernance et le renforcement du cadre institutionnel et humain : déconcentration et décentralisation, transparence et lutte contre la corruption, participation et responsabilisation des bénéficiaires, stabilité et sécurité.

Les objectifs quantitatifs ont été définis ainsi :

- Réaliser un taux de croissance annuel moyen du PIB de 5,2% en termes réels entre 2002 et 2005, contre 3,7% entre 1996 et 2000.
- Réduire l'incidence de la pauvreté monétaire, au niveau national, de 62,6% en 1994/95 à 30% en 2010, et dans les zones rurales de 82,1% à 38% durant la même période.

Mais, le deuxième rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, effectué par le FMI en 2006 a montré que ces objectifs n'avaient pas été atteints et que la stratégie en général n'a pas réussi à cause de facteurs internes et externes. Parmi les facteurs internes figurent principalement la faible mobilisation des recettes, le dérapage budgétaire, l'inflation très élevée, la mauvaise gouvernance et la corruption, les pénuries d'eau et d'électricité et la dégradation du réseau routier qui ont profondément entravé les activités des PME. Les dérapages dans la gestion macroéconomique ont engendré de sérieuses conséquences pour la mobilisation des ressources extérieures et la mise en œuvre de la stratégie. Par exemple, le programme triennal conclu avec le FMI pour la période 2002-2004 a été suspendu en septembre 2003, presque concomitamment avec le blocage des ressources prévues au titre de l'initiative des "Pays pauvres très endettés" (PPTE). Par ailleurs, et en raison des difficultés de paiement du service de la dette, plusieurs partenaires au développement avaient suspendu en 2004 les possibilités de décaisser en faveur des projets et programmes qu'ils finançaient dans le pays.

En ce qui concerne les facteurs externes, il faut relever la persistance de l'insécurité dans les pays limitrophes (Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire) qui ont fortement affecté l'équilibre économique et social du pays. En 2005 la Guinée abritait encore quelques 65.000 réfugiés dont environ 25.000 restent encore actuellement dans différents camps de la Guinée Forestière dans l'attente d'un rapatriement en 2007. Outre la pression qu'ils engendrent sur les services sociaux de base, l'environnement et la sécurité, ces conflits se sont traduits par d'importantes dépenses budgétaires (y compris le maintien d'un dispositif militaire considérable aux frontières).

Malgré les défis humanitaires en cours, le Gouvernement a fourni des efforts considérables pendant toute l'année 2005 et en 2006, pour mettre en oeuvre certains engagements pris auprès de la communauté internationale. La continuation de ces efforts en 2007 devra porter sur :

- L'organisation d'élections législatives démocratiques et transparentes ;
- La poursuite des négociations avec le FMI / Banque Mondiale en vue d'atteindre un accord pour l'approbation d'un programme macroéconomique ;
- La mise en oeuvre d'efforts en matière de gouvernance (finances publiques, ressources minières, justice, amélioration des services publics de base - eau, électricité, santé et éducation - réforme de la fonction publique et décentralisation) ;
- La baisse des taux relativement élevés de malnutrition et de mortalité en améliorant la sécurité alimentaire, en arrêtant la propagation du VIH/SIDA et la prévalence d'autres maladies telles que le choléra, la poliomyélite, la fièvre jaune et le paludisme.

3.5.2. Le rôle des bailleurs de fonds

L'Aide publique au Développement (APD) joue un rôle important dans la poursuite des objectifs de développement de la Guinée. Au cours de la période 1992-2000, elle a représenté un apport de 1.129 millions de dollars US en provenance de bailleurs de fonds bilatéraux, peu nombreux (Allemagne, France, Canada, Etats-Unis, Japon). Quant à l'aide multilatérale (Commission européenne, système des Nations unies, Institutions financières internationales), elle a été de 1.134 millions de dollars US sur la même période. En 2003, elle a représenté en moyenne 6,5 % du PIB soit un montant de 30 dollars US par habitant. Dans un contexte où les flux d'aide extérieure ont été considérablement réduits (de 400 millions de dollars US en 1992 à 237 millions de dollars US en 2003), la tendance est, pour tous les partenaires, à la concentration sectorielle.

Tableau 6 : Flux d'aide, de capitaux privés et de dettes (en % du PIB). Source : PNUD : Rapport sur le développement humain 2005.

	1990	2003
Aide officielle au développement	10,4	6,5
Investissements extérieurs nets	0,6	2,2
Autres flux privés	-0,7	0
Service total de la dette	6,0	3,6

La Banque mondiale joue, avec le FMI, un rôle prééminent auprès des autorités nationales, au travers du suivi macro-économique, du processus DSRP et du lancement de programmes innovants. L'hypothèse basse de sa stratégie (CAS 2003-2006) a d'abord été retenue, mais il est probable que la Guinée soit « reclassée » dans le scénario de base, les secteurs bénéficiant de nouveaux engagements (60MUSD) en 2004/2005 étant a priori la santé et les infrastructures rurales. D'importants projets se poursuivent dans les secteurs de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et dans la lutte contre le SIDA. La Banque mondiale finance actuellement un portefeuille de onze projets représentant des engagements de 228 millions de dollars US au total.

La Commission européenne avait retenu, outre une aide budgétaire non affectée, deux secteurs de concentration (infrastructures routières, développement rural) dans sa stratégie de coopération 2002-2007 (9^{ème} FED). Les fonds sont restés longtemps bloqués. Mais, les progrès constatés par la suite et la détermination des autorités guinéennes à respecter les engagements pris durant les consultations menées dans le cadre de l'article 96 de l'accord de Cotonou en juillet 2004, ont décidé l'UE à reprendre, d'abord partiellement, sa coopération en avril 2005. Après avoir constaté les avancées du dialogue politique national, la Commission européenne a signé en décembre 2006 le 9^{ème} FED (117,8 M€). 72% de l'enveloppe portera sur la réalisation d'infrastructures routières, notamment en Guinée forestière. L'aide de la CE sous le 9^{ème} FED ne portera pas sur le secteur de la pêche.

D'autres intervenants sur l'aide multilatérale jouent un rôle non négligeable : BAfD et financements arabes souverains (BADEA, BID, Fonds Koweïtien et Saoudien) dans les infrastructures, la santé et le développement rural.

La France est l'un des principaux donateurs bilatéraux. Son aide s'est élevée à environ 1 250 M€ depuis 1984, dont 508 M€ sur les années 1992-2001. Cette aide est depuis quelques années nettement orientée à la baisse, les montants d'aide publique au développement ayant été divisés par trois sur la période 1992-2001. L'APD française (SCAC et AFD) est essentiellement orientée vers le développement rural, les infrastructures et l'éducation. Cependant, l'accumulation d'impayés par la Guinée à l'égard de l'AFD (de l'ordre de 20 M€ fin 2005) a conduit à la suspension en mars 2004 de l'aide à l'Etat, ce qui a entraîné l'arrêt de nombreux projets réducteurs de pauvreté, en particulier dans les régions de Guinée Maritime et Forestière, régions de concentration géographique de son action.

Les autres coopérations bilatérales concentrent leur aide dans les domaines suivants :

- Allemagne : éducation et santé (y compris l'eau), concentration géographique sur la Moyenne Guinée ;
- Canada : enseignement technique et formation professionnelle, renforcement de la gouvernance et développement rural, micro-projets ;
- Japon : pêche, eau et éducation ;
- Etats-Unis : secteur privé, santé-sida, éducation et gouvernance, développement rural et environnement, via exclusivement les ONG américaines.

Un autre bailleur de fond bilatéral, la Chine, semble relativement actif en Guinée. Il y a peu d'informations sur les montants accordés, ni sur leurs conditions d'octroi. Selon les services du Ministère des Affaires Etrangères de la France, les relations entre la Guinée et la Chine tendent à se renforcer. Pékin a annoncé cette année l'annulation de 70 MUSD de dettes publiques guinéennes, et son intention de financer à hauteur d'1 milliard d'USD le barrage hydroélectrique de Souapiti en contrepartie de permis miniers à accorder à ses sociétés. La stratégie de la Chine en Guinée s'intègre dans la stratégie plus large de ce pays vers les pays d'Afrique sub-Saharienne visant à sécuriser ses approvisionnements en matières premières, à trouver de nouveaux débouchés commerciaux pour son industrie, et pour asseoir la présence de la Chine sur la scène internationale³.

4. La politique environnementale

4.1. La stratégie environnementale

L'environnement guinéen présente dans son ensemble un équilibre assez précaire au regard des impacts négatifs des activités humaines sur les ressources naturelles et les milieux récepteurs sous formes de dégradation du couvert végétal, de tarissement de cours d'eau, d'érosion des sols, de disparition d'espèces biologiques.

Face à cette situation, la Guinée a entrepris, avec l'appui de plusieurs partenaires au développement, la formulation d'un certain nombre de programmes visant à terme à enrayer les causes multiples de la dégradation des ressources naturelles et de l'environnement. C'est dans ce contexte que le Gouvernement guinéen a entrepris, en 1989, la préparation d'un Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE). L'objectif visé était de parvenir à mettre en place un cadre de référence adéquat pour faciliter la mise en oeuvre efficace d'une politique participative de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement. Il prend en compte toutes les initiatives qui étaient en train de prendre essor sur le terrain en vue de faire face aux préoccupations relatives à la dégradation de l'environnement.

Ce PNAE constitue aujourd'hui la base de la politique environnementale de la Guinée. Il a montré que la Guinée dispose d'un potentiel en eau très conséquent, des écosystèmes variés, une faune et une flore riches et variées et une grande zone maritime, tout en soulignant la présence d'importantes pressions anthropiques dues à une exploitation inadaptée des ressources. Sa mise en oeuvre fait face à un environnement dont le processus de dégradation s'aggrave de plus en plus sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs dont le plus récent est le poids des réfugiés des conflits armés du Libéria et de la Sierra Léone. Le survol des actions menées en faveur de la protection de l'environnement et d'une

³ Voir à ce sujet l'étude sur la stratégie de la Chine en Afrique publiée par L'Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union européenne (IES-UE) et disponible sur <http://www.iss-eu.org/new/analysis/analy124.pdf>

utilisation plus judicieuse des ressources naturelles montre que l'expression de la volonté politique a été suivie de faits concrets sur le terrain. Il reste cependant que si des résultats positifs ont été dans l'ensemble enregistrés, les échelles ne sont encore que de petites dimensions et sur d'autres aspects comme les actions de reforestation ou de lutte contre les feux de brousse, les résultats ont été plutôt mitigés. Les priorités restent :

- > Le renforcement des capacités nationales en études, analyses, recherches et gestion de l'environnement ;
- > L'aménagement des bassins versants et la gestion des ressources en eau ;
- > La lutte contre la déforestation, mise en défens, enrichissement du couvert végétal, gestion des forêts, classement, aménagement et gestion d'aires sensibles ;
- > La lutte contre la surexploitation des ressources de la mangrove et développement intégré de la zone côtière ;
- > La conservation et protection de la diversité biologique ;
- > La lutte contre les pollutions des milieux récepteurs, le réchauffement de la planète Terre et protection de la couche d'ozone ;
- > La lutte contre la désertification et la sécheresse ;
- > Les actions urgentes dans les zones de concentration des réfugiés des conflits armés.

Sur la scène politique internationale, la Guinée a toujours manifesté son intérêt pour la protection de l'environnement. Le pays a ainsi signé et ratifié, souvent relativement tôt, les principaux instruments internationaux de protection de la biodiversité, dont :

- La Convention sur la Diversité Biologique (Rio de Janeiro) en 1992 ;
- La Convention Internationale pour la Protection des Végétaux, adoptée à Rome (Italie) en 1952 ;
- La Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction (CITES) en 1981 ;
- La Convention concernant la Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel en 1979 ;
- La Convention relative aux Zones Humides d'importance Internationale Particulièrement comme Habitat des oiseaux d'eau (Ramsar) en 1992 ;
- La Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification dans les Pays Gravement Touchés par la Sécheresse / ou la désertification en 1997 ;
- La Convention sur le changement climatique (Rio de Janeiro) en 1994 ;
- La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, communément appelée Convention de Bonn, en 1992.

4.2. Cadre institutionnel

La mise en place d'une administration chargée de la gestion de l'environnement en Guinée date de 1986. Mais, l'autorité de l'Etat a érigé le département de l'environnement au rang de Ministère en mars 2004. Le Ministère de l'Environnement ainsi créé a pour mission, la conception, l'élaboration et la coordination de la mise en oeuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de la sauvegarde de l'environnement, de la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'amélioration de la qualité de la vie. Il est composé de trois Directions Nationales :

- la Direction Nationale de la Protection de la Nature (DNPN) ;
- la Direction Nationale de la Prévention et de la lutte contre les Pollutions et Nuisances (DNPLPN) ;
- la Direction Nationale de Contrôle de la Qualité de vie (DNCQV).

Les Services déconcentrés sont au nombre de trois :

- Au niveau régional, la mission de l'administration de l'environnement y est exercée par l'Inspection Régionale de l'Environnement. C'est par ce biais que l'administration régionale peut entreprendre des activités liées à la conservation de l'environnement ;

- Au niveau préfectoral, les missions des services sont exercées au niveau de la Direction Préfectorale de l'Environnement ;
- Au niveau sous-préfectoral, le suivi de l'environnement est exercé par le Service Sous-préfectoral de l'Environnement.

Compte tenu du fait que la plupart des Départements Ministériels disposent au niveau central de services ayant des responsabilités plus ou moins étendues en matière d'environnement, il est apparu nécessaire et même indispensable de créer des organes inter-institutionnels consultatifs pour aider le Ministre chargé de l'Environnement à harmoniser les politiques et les activités environnementales des administrations intéressées. Ainsi le Conseil National de l'Environnement (CNE) et les Conseils régionaux de l'Environnement (CRE) ont été créés en 1993 et 1997. Avec la création du Ministère de l'Environnement, s'ajoutent à ces deux organes, la Commission Nationale du Développement Durable (CNDD).

La Guinée est confrontée à quelques contraintes d'ordre institutionnelles dont les principales sont :

- le manque de cohérence et de coordination entre les programmes sectoriels de développement ;
- le manque de sensibilisation et de formation des cadres aux approches multidisciplinaire et participatives ;
- la disproportion hiérarchique du personnel ;
- la faiblesse des capacités de l'administration de planification et de suivi de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles ;
- l'insuffisance de matériels et de moyens financiers pour la mise en oeuvre des programmes.

4.3. Législation environnementale

Le droit guinéen de l'environnement s'est notablement enrichi par l'adoption de toute une série de textes législatifs et réglementaires de portée globale et sectorielle. Ce mouvement de production normative, quoique déclenché pratiquement en 1986, s'est poursuivi à un rythme soutenu et a rapidement abouti à la promulgation de plusieurs lois, complétées dans certains cas par leurs textes d'application.

La politique environnementale de la Guinée est exprimée essentiellement dans le code l'environnement et dans les autres codes relatifs aux ressources naturelles (code minier, code forestier, code de la protection de la faune sauvage et réglementation de la chasse, code foncier domanial et code de l'eau). La mise en œuvre de cette politique est décrite dans les documents de stratégies. Cette politique demande à être renforcée avec la mise en cohérence des divers textes codifiant la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement et une prise en compte plus systématique de l'environnement dans le développement des programmes et des projets sectoriels.

Un élément commun aux textes législatifs guinéens relatifs à la protection de l'environnement est constitué par leur tendance à favoriser la responsabilisation des populations, eu égard à la gestion de leur propre environnement. Diverses formes de participation populaire sont encouragées : associations écologiques, collectivités locales, groupements informels ou simples citoyens.

Cependant, malgré toutes ces bonnes intentions, force est de constater que la préservation de l'environnement est loin d'occuper le premier plan des préoccupations des autorités. Il suffit pour cela de constater l'absence totale d'encadrement environnemental dans la ville de Conakry où les déchets s'amoncellent dans les rues ou dans des décharges sauvages, et où il n'existe aucun système d'épuration des eaux usées qui se déversent dans la mer ou dans les nappes phréatiques. Le très maigre budget que reçoit le Ministère en charge de ce dossier (moins d'1 M€ par an) témoigne lui aussi d'une relégation des priorités environnementales au second plan.

5. Intégration régionale

La Guinée est globalement peu intégrée dans la sous-région. Elle n'appartient pas au bloc de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), qui rassemble les pays ouest-africains francophones suite à un refus de son dirigeant d'y adhérer après l'indépendance en 1958. Mais il se dégage nettement une volonté du Gouvernement de renforcer la coopération avec l'UEMOA.

En revanche, la Guinée est membre de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La CEDEAO a été créée à Lagos en 1975 et regroupe l'ensemble des pays de l'Afrique de l'ouest à l'exception de la Mauritanie, soit 15 pays et une population totale de l'ordre de 300 millions d'individus. En font partie le Bénin, le Burkina-Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée Conakry, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo.

Alors que le volet économique et monétaire de la CEDEAO constituait la raison d'être de l'organisation, c'est dans ce secteur que les avancées ont été les plus réduites, faute de volonté politique mais aussi en raison des caractéristiques économiques des pays concernés (faible concertation entre les banques centrales, disparité des politiques budgétaires, importance du commerce informel). Ainsi, le projet de création d'une zone monétaire couvrant l'ensemble de la CEDEAO, un tarif extérieur commun et l'organisation de la libre circulation des marchandises restent largement théoriques. Dans les faits, la Zone Franc d'une part, et l'UEMOA d'autre part, qui constituent des cadres crédibles, bornent les ambitions de la CEDEAO. Mais dans l'ensemble, aucun pays membre ne remet en question son engagement vis-à-vis de la CEDEAO. La création d'une zone monétaire alternative, initialement fixée à juillet 2005, a été repoussée à 2009. Aucun des pays concernés ne respecte les quatre critères de convergence retenus. Seuls le Ghana et la Gambie ont obtenu des résultats satisfaisants avec trois critères respectés.

En revanche, les pays membres de la CEDEAO, réunis au sommet qui s'est tenu le 19 janvier 2005, ont fait part de leur réelle volonté de remédier aux actions souvent hésitantes en matière économique. Les pays membres ont décidé de mettre en œuvre un mécanisme de gestion des catastrophes en Afrique de l'ouest. Cette décision n'est pour l'instant qu'à l'état de projet, mais une réunion d'experts devrait aboutir à des propositions et à un budget.

La grande innovation en matière économique est l'approbation par les Etats membres de la CEDEAO d'une politique agricole commune (ECOWAP), inspirée de la PAC européenne. Ce projet inclut l'élevage, la pêche, la sylviculture et la gestion des ressources naturelles. Cette politique agricole commune vise l'accroissement de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles, la mise en œuvre d'un régime commercial intracommunautaire et l'adoption d'un régime commercial extérieur commun.

Dans le cadre du protocole de la CEDEAO de libéralisation du commerce, les pays candidats pour une seconde zone monétaire et l'UEMOA ont envisagé une harmonisation de leurs règlements commerciaux.

Certains projets régionaux (pipe-line gazier, route transnationale Lagos-Nouakchott...) et certains dossiers (protocole énergie, connexion télécoms, création d'une base de données sur les opportunités d'affaires...) ont bien avancé. Pour ce qui concerne le NEPAD (nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), en revanche, une unité de la CEDEAO chargée du développement et de la mise en œuvre des projets estampillés « NEPAD » est toujours en gestation.

En dehors de la CEDEAO, la Guinée participe aux organismes régionaux et sous régionaux suivants :

- l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) ;
- l'Organisation pour la Mise en valeur du Fleuve Gambie (OMVG) ;
- l'Union du fleuve Mano (Mano River Union - MRU) ;
- l'Autorité du Bassin du Fleuve Niger ;
- l'Union Guinée-Ghana-Mali ;
- l'Union Africaine (UA) qui a remplacé l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

La Guinée a souvent été peu représentée lors des Conférences internationales à vocation régionale au cours des dernières années.

Avec le Libéria, la Guinée a entretenu des relations extrêmement tendues jusqu'à la fin de la guerre dans ce pays en août 2003. La sortie de crise libérienne offre l'occasion de consolider durablement la paix dans la région et ouvre la voie à une réconciliation entre les pays de la région du fleuve Mano (Guinée, Sierra Leone, Libéria). C'est dans ce contexte que le président Conté a organisé un sommet des chefs d'Etat de l'Union du fleuve Mano, à Conakry en mai 2004. Un nouveau sommet s'est tenu dans ce cadre en juillet 2005 à Freetown.

2^{ème} PARTIE : ANALYSE DU SECTEUR DE LA PECHE

1. PRESENTATION GENERALE

1.1. Caractéristiques océanographiques de la ZEE de la Guinée

1.1.1. La Zone Economique Exclusive et ses limites

Le décret N° 336/PRG/80 du 30 juillet 1980 porte délimitation des eaux territoriales et de la Zone Economique Exclusive. Leurs largeurs respectives ont été fixées, par les articles 1 et 2, à 12 et 200 milles nautiques « mesurés à partir de la laisse de basse mer » ; et leurs limites ont été définies à l'article 4, mais de manière incomplète et imprécise pour ce qui concerne la ZEE. La délimitation officielle de la ZEE a toutefois été précisée ultérieurement ; et figure, à présent, dans les Plans d'aménagement des pêcheries rédigés chaque année.

La ZEE guinéenne s'étend au large d'un littoral d'environ 300 km de long et occupe une surface de 59 426 km². Sa limite Nord est grossièrement orientée Nord-Est Sud-Ouest à partir de la frontière avec la Guinée Bissau, et sa limite Sud suit le parallèle 9°03'18" N depuis la frontière avec la Sierra Leone. Ces deux lignes convergent pour donner à la ZEE guinéenne la forme particulière d'un triangle, enclavé entre les ZEE des deux pays voisins. La ZEE de Guinée présente par conséquent la singularité de ne pas avoir une ouverture sur les eaux internationales, on ne peut y accéder qu'en traversant les ZEE de la Guinée Bissau ou de la Sierra Leone.

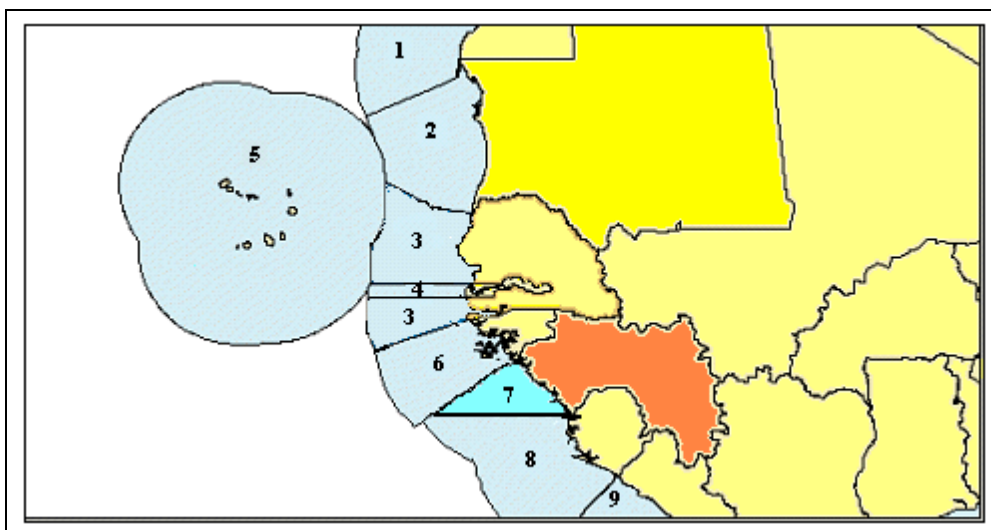


Figure 2 : Situations et limites approximatives des ZEE de la Guinée et des autres pays d'Afrique de l'Ouest - 1 : Maroc ; 2 : Mauritanie ; 3 : Sénégal ; 4 : Gambie ; 5 : Cap Vert ; 6 : Guinée Bissau ; 7 : Guinée ; 8 : Sierra Leone ; 9 : Libéria (source : Sea around us project)

La limite avec la ZEE de la Guinée Bissau, qui avait été initialement fixée de manière unilatérale par la Guinée comme parallèle à l'Equateur, a été contestée par la Guinée Bissau devant le Tribunal Arbitral de La Haye. La sentence rendue en 1985 établissait cette ligne oblique plongeant vers le Sud. Elle n'a pas été contestée par la Guinée et peut être considérée comme définitive. La Guinée s'interroge maintenant sur la possibilité d'introduire un recours concernant le tracé de la limite avec la Sierra Leone, bien qu'ayant elle-même établi cette limite par un acte unilatéral.

La principale caractéristique de la ZEE guinéenne est l'étendue du plateau continental qui occupe une surface de 44 755 km², soit 75 % de la surface totale de la ZEE. Il est intéressant, par ailleurs, de comparer le domaine maritime guinéen avec ceux des autres pays d'Afrique de l'Ouest (Tableau suivant). On note ainsi que :

- la superficie de la ZEE guinéenne est relativement peu importante ; et pour des longueurs de côtes sensiblement équivalentes, la Guinée Bissau et la Sierra Leone ont des ZEE 2 à 3,6 fois plus grandes ;
- la largeur moyenne du plateau continental guinéen (149,2 km) est comparable à celle de la Guinée Bissau (143,6 km) ; mais très supérieure à celles des autres pays ;
- le plateau continental guinéen couvre les trois-quarts de la ZEE, alors que dans les autres pays il n'occupe, au plus (cas de la Guinée Bissau voisine), que seulement le tiers de cette surface.

Tableau 7 : Caractéristiques des domaines maritimes des pays d'Afrique de l'Ouest (sources : * Profils FAO de la pêche et de l'aquaculture par pays ; ** Sea around US project)

PAYS	LONGUEUR DE COTES (km) *	SURFACE DE LA ZEE (km ²) **	SURFACE DU PLATEAU CONTINENTAL (km ²) **	(3) / (1) km	(3) / (2) %
	(1)	(2)	(3)		
Maroc	3 000	274 577	53 746	17,9	19,6
Mauritanie	720	165 338	31 622	43,9	19,1
Sénégal	718	158 861	23 093	32,2	14,5
Gambie	70	23 112	5 581	79,7	24,1
Cap Vert	1 020	800 561	5 591	5,5	0,7
Guinée Bissau	274	123 725	39 339	143,6	31,8
Guinée	≈ 300	59 426	44 755	149,2	75,3
Sierra Leone	330	215 611	28 625	86,7	13,3
Libéria	570	249 734	17 715	31,1	7,1

1.1.2. Littoral et plateau continental

Le littoral guinéen, d'orientation générale Nord-Ouest Sud-Est, apparaît comme un immense ensemble deltaïque constitué par des plaines côtières pouvant atteindre 30 km de large et limitées vers l'intérieur par les falaises de plateaux gréseux des premiers contreforts du Fouta Djallon. Ces plaines sont formées principalement par des vasières à mangrove, traversées de cordons sableux et découpées par les estuaires de nombreux cours d'eau (Komponi, Nunez, Kapatchez, Pongo, Konkouré, Somba, Soumbaya, Forécariah, Mellacorée). Seuls deux accidents rocheux viennent interrompre la monotonie de la plaine côtière et la régularité du littoral : le cap Verga et la presqu'île du Kaloum où se trouve Conakry (Domain et Bah, 1999). Le plateau continental guinéen serait le plus large de la côte atlantique d'Afrique.

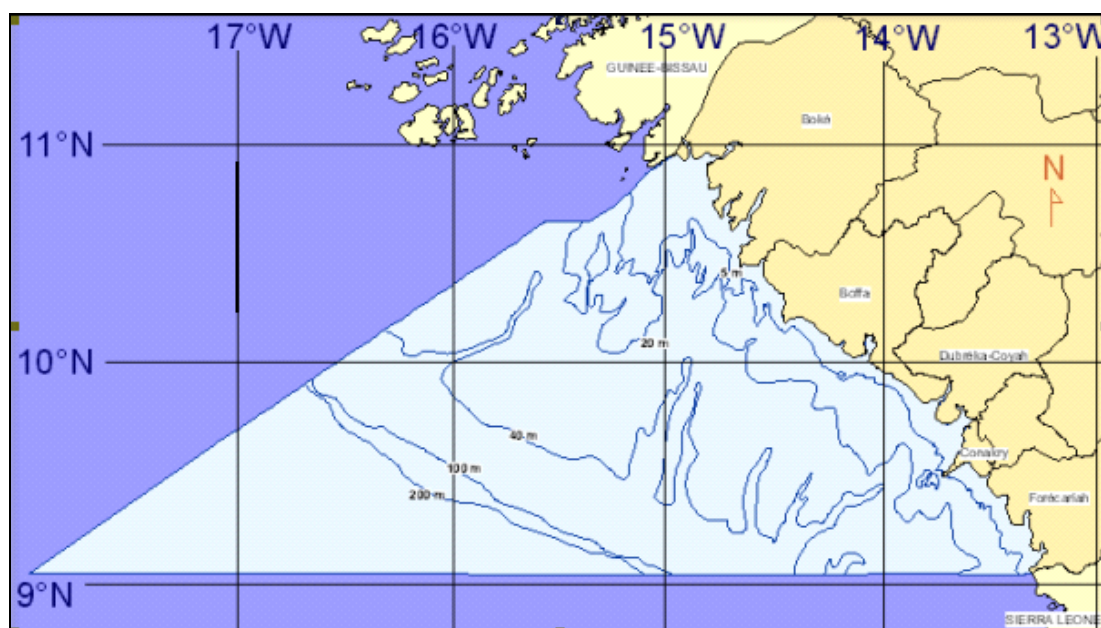


Figure 3 : ZEE et plateau continental de la Guinée (source : CNSHB)

Sa largeur, de la côte jusqu'à l'isobathe des 200 m, varie d'environ 190 km au Nord à environ 160 km au Sud. Sa pente est très peu accentuée (1 à 2° jusqu'à l'isobathe des 60 m ; 6° au-delà). 70 % de sa superficie se situent en deçà de l'isobathe des 40 m, et 95 % en deçà de celle des 100 m.

Tableau 8 : Surfaces des strates bathymétriques du plateau continental guinéen

Fonds (m)	0 - 10	10 - 20	20 - 40	40 - 100	100 - 200	0 - 200
Surface (km ²)	5 568	6 776	18 911	11 136	2 364	44 755
%	13	15	42	25	5	100

Dans sa partie médiane (entre 20 et 60 m de profondeur), le plateau continental est entaillé par de profondes paléo-vallées, perpendiculaires à la côte et aux versants parfois abrupts. Certains fonds, entre 15 et 45 m de profondeur et surtout dans le Nord du plateau, sont parcourus par de gigantesques « *ripple marks* », pouvant atteindre plus de 5 m d'amplitude et appelés « riddins » par les pêcheurs. Ces ondulations, qui paraissent mobiles, seraient dues à l'action conjuguée de la houle et de forts courants. Enfin, l'isobathe des 100 m est marquée par les traces d'un ancien récif corallien, avec des fonds durs très accidentés (Pézenne, 1999). Globalement, jusqu'à l'isobathe des 20 m, les fonds sont vaseux ; au-delà, les fonds sablo- vaseux dominent (Pézenne, 1999).

1.1.3. Caractéristiques hydrologiques

En Afrique de l'Ouest, le renforcement de l'alizé maritime en hiver est à l'origine de l'upwelling saisonnier sénégal-mauritanien, qui est observé du cap Blanc en Mauritanie jusqu'au cap Verga dans le Nord de la Guinée. Les eaux froides et salées de l'upwelling (température inférieure à 24°C ; salinité supérieure à 35 pour 1000) sont entraînées vers le Sud par une branche du courant des Canaries ; et elles atteignent le Nord de la ZEE guinéenne, leur extension maximale vers le Sud, en fin de saison sèche, pendant les mois de janvier et février. Ce courant aurait une vitesse moyenne supérieure à 0,5 noeuds.

A partir du mois de mai et en début de saison humide, jusqu'en juillet, les eaux tropicales chaudes et salées (température supérieure à 24°C ; salinité supérieure à 35 pour 1000) remontent vers le Nord à une vitesse de 0,3 à 0,4 noeuds et occupent la presque totalité du plateau continental. La frange côtière est alors occupée, jusqu'au mois de décembre, par des eaux dessalées par les pluies de mousson et les fleuves côtiers (Domain et Bah, 1999).

L'upwelling saisonnier, qui intéresse le Nord de la ZEE, et les apports terrigènes par les fleuves sont les deux sources d'enrichissement des eaux guinéennes en sels nutritifs. Par ailleurs, l'étendue du plateau continental et sa faible profondeur sur une grande partie de sa surface sont des facteurs qui favorisent le processus biologique de la photosynthèse et la production primaire. Celle-ci est estimée dans la ZEE guinéenne à 1 373 mg de carbone par m² et par jour ; et les eaux guinéennes, avec une productivité primaire sensiblement identique à celles des eaux du Sénégal et de la Gambie, seraient parmi les plus productives d'Afrique de l'Ouest (tableau suivant).

Tableau 9 : Productivité primaire moyenne dans les ZEE des pays d'Afrique de l'Ouest
(source : Sea around US project)

Pays / ZEE	Productivité primaire (mg de C / m ² / jour)
Maroc	596
Mauritanie	2 541
Sénégal	1 347
Gambie	1 396
Cap Vert	675
Guinée Bissau	1 007
Guinée	1 373
Sierra Leone	643
Libéria	590

En synthèse, on retiendra que la ZEE de la Guinée présente un potentiel productif important, l'un des plus élevé d'Afrique de l'Ouest (Mauritanie exclue). Les dimensions importantes et la nature des fonds du plateau continental en font une zone propice à l'exploitation des ressources démersales, notamment au moyen de chaluts. Ces conditions favorables sont dues à l'enrichissement des eaux assuré par l'upwelling saisonnier dans la zone nord ouest et par les apports des fleuves sur le reste du plateau. De plus, les apports terrigènes des cours d'eau sont à l'origine d'un développement important de la mangrove et de conditions environnementales propices au développement de nurseries côtières.

■ 1.2. Les ressources halieutiques marines

1.2.1. La ressource démersale

L'ichtyofaune démersale de la côte atlantique d'Afrique présente une grande richesse spécifique. Les études sur les populations de poissons ont consisté essentiellement à les regrouper en ensembles cohérents en fonction de facteurs hydrologiques (température, salinité, situation de la thermocline), en même temps que de la profondeur et de la nature du substrat. Les différents travaux ont permis, en définitive, d'établir une classification générale, par communauté, des espèces démersales d'Afrique de l'Ouest et du golfe de Guinée. Des différences peuvent cependant exister d'une zone à l'autre, en fonction des particularités environnementales.

Pour la Guinée, Domain et al. (1999) ont établi une classification détaillée des communautés démersales du plateau continental et de la pente continentale, en fonction de critères hydrologique, bathymétrique et édaphique (tableau suivant). Il faut cependant souligner que les espèces composant ces communautés ne présentent pour le plupart qu'un intérêt halieutique limité, même si elles ont toutes une importance écologique réelle.

Tableau 10 : Communautés démersales du plateau continental et de la pente continentale de Guinée, (source : Domain et al., 1999)

Type de fond (profondeur)	Caractéristiques de l'eau	Espèces principales	Communauté
Fonds mous (0 - 30 m)	Faible salinité Forte température Suprathermocline	<i>Pseudotolithus typus</i> , <i>P. elongatus</i> , <i>P. hostia moorii</i> , <i>P. epipercus</i> , <i>Polydactylus quadrifilis</i> , <i>Pentanemus quinquarius</i> , <i>Pteroscion peli</i> , <i>Cynoglossus senegalensis</i> , <i>C. monodi</i> , <i>Dasyatis spp.</i> , <i>Parapenaeopsis atlantica</i>	Sciaenidés d'estuaire
	Eaux mélangées (chaudes et dessalées)	<i>Pseudotolithus senegalensis</i> , <i>P. brachygnathus</i> , <i>Galeoides decadactylus</i> , <i>Arius heudeloti</i> , <i>A. latiscutatus</i> , <i>A. parkii</i> , <i>Drepane africana</i> , <i>Brachydeuterus auritus</i> , <i>Pomadasys jubelini</i> , <i>P. peroteti</i> , <i>P. suillus</i> , <i>Ephippion guttifer</i> , <i>Lagocephalus laevigatus</i> , <i>Eucinostomus melanopterus</i> , <i>Fistularia tabacaria</i>	Sciaenidés côtiers
Fonds rocheux (0 – 40 m)	Eaux côtières généralement chaudes et dessalées	<i>Lethrinus atlanticus</i> , <i>Lutjanus goreensis</i> , <i>L. agennes</i> , <i>L. fulgens</i> , <i>Balistes punctatus</i> , <i>Acanthurus monroviae</i> , <i>Chaetodon hoeferi</i>	Lutjanidés
Sable et sable corallien (15 – 70 m)	Couche de discontinuité de subsurface. Bas de la thermocline avec extension à la couche de mélange	<i>Sparus caeruleostictus</i> , <i>Pagellus bellottii</i> , <i>Dentex canariensis</i> , <i>Balistes carolinensis</i> , <i>Pseudupenaeus prayensis</i> , <i>Dactylopterus volitans</i> , <i>Epinephelus aeneus</i> , <i>Plectorhynchus mediterraneus</i>	Sparidés eurithermes, euribathes
Fonds mous 50 – 200 m)	En dessous de la thermocline (eau subtropicale)	<i>Uranoscopus sp.</i> , <i>Neanthias accraensis</i> , <i>Boops boops</i> , <i>Scyrium micrurum</i> , <i>Lepidotrigla spp.</i> , <i>Dentex angolensis</i> , <i>D. congoensis</i> , <i>D. macrophthalmus</i> , <i>Smaris macrophthalmus</i> , <i>Fistularia petimba</i> , <i>Ariomma bondi</i> , <i>Zeus faber</i> , <i>Zenopsis conchifer</i> , <i>Brotula barbata</i> , <i>Priacanthus arenatus</i> , <i>Antigonia capros</i> , <i>Bembrops heterurus</i> , <i>Peristedion cataphractum</i> , <i>Synagrops microlepis</i> , <i>Chlorophthalmus atlanticus</i>	Sparidés typiques
Fonds mous (15 – 100 m)	Du suprathermocline à l'infrathermocline, avec préférence pour la couche de discontinuité	<i>Cynoglossus canariensis</i> , <i>Trichiurus lepturus</i> , <i>Mustelus mustelus</i> , <i>Rhizoprionodon acutus</i> , <i>Paragaleus pectoralis</i> , <i>Raja miraletus</i> , <i>Brachydeuterus auritus</i> , <i>Penaeus notialis</i> , <i>Sepia officinalis hierredda</i>	Eurithermes, euribathes, sans groupe
Au delà des 200m	Eaux froides de la pente continentale	<i>Galeus polli</i> , <i>Centrophorus granulosus</i> , <i>Chaunax pictus</i> , <i>Setarches guentheri</i> , <i>Epigonus telescopus</i> , <i>Merluccius cadenati</i> , <i>Hoplostetis mediterraneus</i> , <i>Gephyroberyx darwini</i> , <i>Trigla lyra</i> , <i>Dibranchius atlanticus</i> , <i>Hypoclidonia bella</i> , <i>Chascanopsetta lugubris</i> , <i>Parapenaeus longirostris</i> , <i>Heterocarpus ensifer</i> , <i>H. laevigatus</i> , <i>Geryon maritae</i>	Pente continentale

➤ Les poissons démersaux

Une classification simplifiée des principales espèces de poissons démersaux, exploités (ou susceptibles de l'être), a été établie par Domain et al. (1999) en se basant essentiellement sur leur répartition bathymétrique. Cinq communautés ont été distinguées : *i*) une communauté à sciaenidés ; *ii*) une communauté à sparidés ; *iii*) une communauté à lutjanidés ; *iv*) une communauté du rebord du plateau continental ; et *v*) une communauté de la pente continentale.

Communauté à sciaenidés

En Guinée, cette communauté est celle qui présente la plus grande diversité spécifique. Il s'agit d'un ensemble d'espèces dont la plupart appartiennent à la famille des sciaenidés et plus particulièrement au genre *Pseudotolithus*.

Tableau 11 : Principales espèces exploitées de la communauté des sciaenidés. Source IRD

Composantes	Familles	Espèces
Sciaenidés d'estuaire	Sciaenidae	<i>Pseudolithus typus</i> , <i>P. elongatus</i> , <i>P. hostia moorii</i> ,
	Polynemidae	<i>Polydactylus quadrifilis</i> , <i>Pentanemus quinquarius</i>
	Cynoglossidae	<i>Cynoglossus senegalensis</i> ,
	Dasyatidae	<i>Dasyatis margarita</i> .
Sciaenidés côtiers	Sciaenidae	<i>Pseudolithus senegalensis</i> , <i>P. brachygnathus</i>
	Polynemidae	<i>Galeoides decadactylus</i>
	Ariidae	<i>Arius heudeloti</i> , <i>A. latiscutatus</i>
	Drepaneidae	<i>Drepane africana</i>
	Haemulidae	<i>Pomadasys jubelin</i>

Ces espèces vivent en milieu saumâtre à des températures supérieures à 26°C ; on les rencontre à de faibles profondeurs, sur des fonds vaseux ou sablo-vaseux, et le long des côtes colonisées par la mangrove. La répartition spatiale de cette communauté varie en cours d'année en raison des fortes variations des conditions hydrologiques du milieu. Son extension vers le large correspond grossièrement à la zone de sédimentation vaseuse et à la position de l'isohaline de 32 o/oo en saison humide.

Les espèces de la sous-communauté d'estuaire se trouvent en abondance à l'intérieur de l'isobathe des 8 m, soit jusqu'à environ 12 km des côtes. En raison de l'importance du réseau hydrographique, les eaux côtières sont dessalées toute l'année, et ce peuplement est réparti en permanence le long du littoral. Les espèces de la sous-communauté côtière sont moins dépendantes des eaux dessalées. Elles peuvent être rencontrées jusqu'à l'isobathe des 20 m, mais se trouvent le plus communément entre 8 et 15 m de profondeur.

Communauté à sparidés

Les espèces de cette communauté, parmi lesquelles de nombreuses espèces de sparidés, préfèrent les eaux plus froides et vivent généralement sur les fonds durs, sableux ou sablo-vaseux, de la partie intermédiaire du plateau continental. Les principales espèces exploitées (tableau 6) se trouvent entre les isobathes de 15 et 100 m. Entre ces profondeurs, la température décroît régulièrement de 26 à 15°C, et les salinités restent supérieures à 32 o/oo en saison des pluies et à 34,5 o/oo en saison sèche. La communauté à sparidés occupe une vaste zone d'environ 90 km de large, au delà des fonds de 15-20 m. Cette aire de distribution apparaît comme une zone biologiquement pauvre. En effet, en raison de la largeur du plateau continental, elle ne bénéficie pas des apports en éléments nutritifs des fleuves côtiers ; et ses eaux sont seulement enrichies par la queue de l'upwelling saisonnier qui se manifeste en fin de saison sèche dans la partie Nord-Ouest.

Tableau 12 : Principales espèces exploitées de la communauté des sparidés. Source : IRD

Familles	Espèces
Sparidae	<i>Pagellus bellottii</i> , <i>Sparus caeruleostictus</i> ,
Mullidae	<i>Pseudupeneus prayensis</i>
Dactylopteridae	<i>Dactylopterus volitans</i>
Serranidae	<i>Epinephelus aeneus</i>
Paralichthyidae	<i>Scyacium micrurum</i>
Uranoscopidae	<i>Uranoscopus polli</i>
Fistulariidae	<i>Fistularia petimba</i>
Priacanthidae	<i>Priacanthus arenatus</i>

Communauté à Lutjanidés

Les espèces de cette communauté vivent pour la plupart jusqu'à des profondeurs d'environ 40 m, dans des conditions de température et de salinité comparables à celles de la communauté des sciaenidés, qu'elles remplacent quand les fonds deviennent rocheux, notamment au voisinage des paléo-vallées. Les principales espèces exploitées appartiennent à la famille des lutjanidae (*Lutjanus gorensis*, *L. agennes*, *L. fulgens*) et à celle des lethriniidae (*Lethrinus atlanticus*).

Communauté du rebord du plateau continental

Cette communauté occupe une bande continue entre 80-90 m et 200 m de profondeur. Dans cette zone, les fonds sont vaseux et les conditions hydrologiques varient peu en cours d'année. La température passe de 15°C à 80 m à 14°C à 200 m ; et la salinité y est toujours d'environ 35,5 o/oo. Cette communauté se caractérise par un nombre limité d'espèces. Deux d'entre elles, *Dentex macrophthalmus* (sparidae) et *Smaris macrophthalmus* (centracanthidae) ont un intérêt commercial. Les deux espèces présentant les biomasses les plus importantes, *Antigonia capros* (caproidae) et *Ariomma bondi* (ariommatidae) ont toutefois peu de valeur.

Communauté de la pente continentale

Cette communauté, qui comprend des espèces vivant au-delà de l'isobathe des 200 m et jusqu'à des profondeurs voisines de 1000 m, est très mal connue. Parmi les poissons d'intérêt commercial, on peut citer *Chasconopsetta lugubris* (bothidae), *Dibranchius atlanticus* (ogcocephalidae), *Epigonus telescopus* (epigonidae), *Gephyroberyx darwini* (trachichthyidae), *Merluccius cadenati* (merluccidae) et *Trigla lyra* (triglidae).

➤ **Crustacés**

Crevettes côtières

On rencontre, en Guinée, quatre espèces de crevettes côtières. Une espèce de très petite taille, *Palaemon hastatus* (palaemonidae), est pêchée à pied dans les marigots et commercialisée après séchage pour servir de condiment. Trois espèces de penaeidae, *Penaeus keraturus*, *Parapenaeopsis atlantica* et *Penaeus notialis* sont capturées au chalut, mais seules *P. atlantica* et *P. notialis* font l'objet de prises significatives sur des fonds sablo-vaseux entre 10 et 25 m de profondeur. *P. atlantica*, qui est une espèce plus côtière et de plus petite taille que *P. notialis*, appartient à la communauté des sciaenidés. *P. notialis* a une plus grande distribution bathymétrique, mais n'atteint jamais les grandes tailles observées au Sénégal et en Guinée Bissau, à cause de la salinité de l'eau largement inférieure à 35 ‰, qui est le seuil en dessous duquel la croissance des adultes de cette espèce est bloquée (Garcia, 1977).

Crustacés profonds

Parmi les crevettes de la pente continentale guinéenne, on peut citer la crevette penaeidae, *Parapenaeus longirostris*, qui vit dans la partie supérieure du talus et qui est capturée au chalut ; et les crevettes pandalidae, *Heterocarpus ensifer* et *H. laevigatus*, capturables au casier sur des fonds plus importants, surtout entre 400 et 600 m de profondeur.

Le crabe *Geryon quinquedens* (geryonidae) est également présent. C'est entre 550 et 650 m de profondeur qu'il serait le plus abondant.

➤ **Céphalopodes**

Les ressources en céphalopodes de Guinée sont essentiellement représentées par les seiches, et notamment par l'espèce *Sepia officinalis hierredda* (Sepioidea), ciblée par la pêche chalutière industrielle. Cette espèce est rencontrée entre 15 et 100 m de profondeur ; et est la plus abondante entre 25 et 40 m. Sa distribution varie en fonction de la saison : en fin de saison des pluies, on la rencontre surtout dans la partie Sud du plateau continental ; et en fin de saison sèche, elle est abondante dans le Nord-Ouest. Le poulpe, espèce de céphalopode de haute valeur commerciale, est peu abondant en Guinée du fait de la dominance des fonds vaseux (le poulpe préfère les fonds sableux).

1.2.2. Ressources pélagiques

➤ **Petits pélagiques**

Plusieurs espèces de petits pélagiques fréquentent les eaux de Guinée. Certaines, présentes toute l'année (rasoir, ethmalose, sardinelle plate), sont uniquement exploitées par la pêche artisanale. Leur abondance apparente varie en fonction de la saison et est maximale pendant la saison sèche, en janvier. Les autres espèces (sardinelle ronde, chinchards, maquereau) atteignent le Nord-Ouest de la ZEE guinéenne en février, mars et avril avec l'upwelling sénégal-mauritanien ; et sont exploitées par des chalutiers pélagiques.

Tableau 13 : Principales espèces de petits pélagiques des eaux guinéennes. Source : IRD

Familles	Espèces	Noms vernaculaires
Pristigasteridae	<i>Ilisha africana</i>	rasoir
Clupeidae	<i>Ethmalosa fimbriata</i>	ethmalose
Clupeidae	<i>Sardinella maderensis</i>	sardinelle plate
Clupeidae	<i>Sardinella aurita</i>	sardinelle ronde
Carangidae	<i>Trachurus trecae</i>	chinchard
Carangidae	<i>Trachurus rhonchus</i>	chinchard
Carangidae	<i>Trachurus punctatus</i>	chinchard
Carangidae	<i>Selar crumenophthalmus</i>	chinchard
Carangidae	<i>Chloroscombrus chrysurus</i>	sapater
Scombridae	<i>Scomber japonicus</i>	maquereau

➤ **Grands pélagiques hauturiers**

Ces ressources sont surtout représentées par trois thons majeurs : l'albacore (*Thunnus albacares*), le listao (*Katsuwonus pelamis*) et le patudo (*Thunnus obesus*), ainsi que par l'espadon (*Xiphias gladius*) et d'autres poissons porte-épée (istiophoridae). Ces espèces fréquentent les eaux océaniques de l'Atlantique Centre-Est, au delà du plateau continental, où elles effectuent des migrations saisonnières. Pour ces ressources, hautement migratrices, la ZEE guinéenne représente une zone de transit entre les zones de fortes concentrations plus au Nord et les eaux internationales de la zone équatoriale. Leur disponibilité dans les eaux guinéennes dépend donc des migrations Sud-Nord au printemps, et Nord-Sud en automne ; et reste, par ailleurs, limitée à la seule partie de la ZEE qui n'est pas couverte par le plateau continental (Fontana, 1999).

1.2.3. Conclusion sur les ressources halieutiques

- Les ressources démersales sont pour la plupart concentrées dans la bande côtière d'une largeur de 15 à 20 milles nautiques (28 à 37 km), enrichie toute l'année par les apports en sels nutritifs des fleuves côtiers. Cette zone, aux eaux chaudes et dessalées, au fonds de vase, et qui s'étend jusqu'à une profondeur d'environ 15 m, abrite la communauté des sciaenidés qui se caractérise par sa richesse spécifique et les biomasses importantes des espèces qui la composent.
- A partir de l'isobathe des 20 m, en raison de la largeur du plateau continental, les effets fertilisants des cours d'eau et de l'upwelling saisonnier sénégal-mauritanien ne se font plus sentir. Le milieu s'appauvrit et les fonds sableux, pouvant atteindre 60 milles nautiques de large, sont occupés jusqu'à environ 80 m de profondeur par la communauté des sparidés, composée d'espèces préférant les eaux froides et salées. Cette zone, où les densités de poissons sont faibles, ne présente que peu d'intérêt halieutique en dehors de la seiche exploitée par la pêche industrielle.
- Au delà de l'isobathe des 80 m et jusqu'à la limite du plateau continental (200 m), la communauté du rebord du plateau constitue une biomasse importante, dont la plupart des espèces ne présentent que peu d'intérêt commercial. Cette communauté assure la transition avec la communauté du talus continental, dont les potentialités restent encore très peu connues.
- Deux stocks séparés de crevettes sont exploitées dans les eaux guinéennes par la pêche industrielle : un stock côtier jusqu'aux fonds de 40 m et un stock profond sur les fonds de 200 à 400 m.
- Certaines des ressources de petits pélagiques des eaux guinéennes sont saisonnières (liées à l'arrivée de l'upwelling sénégal-mauritanien) et uniquement accessibles aux unités de pêche industrielle.
- La présence des thons dans la ZEE guinéenne est sporadique et liée à des migrations probablement de nature trophique et/ou génésique. Ces espèces sont exploitées par des flottilles industrielles spécialisées ; et leur disponibilité dans les eaux guinéennes est limitée par la faible superficie de la partie océanique de la ZEE (environ 15 000 km²). A noter que la ZEE de Guinée ne présente pas de particularités vis-à-vis de cette ressource. Ce que les scientifiques appellent le « dôme de Guinée » est en fait une zone de concentration saisonnière de thonidés située bien au large de la limite de la ZEE, en haute mer.

2. LA POLITIQUE SECTORIELLE DE LA PÊCHE

■ 2.1. La politique nationale

2.1.1. La stratégie sectorielle nationale

La politique nationale des pêches en vigueur en Guinée en 2007 reste celle qui avait été énoncée en 1985 au moment où le pays passait d'un système d'économie dirigée d'inspiration socialiste à un système d'économie de marché. L'objectif principal qui a été assigné au secteur est la « maximisation des bénéfices économiques et sociaux que le pays peut tirer de l'exploitation rationnelle de ses ressources halieutiques ». Cet objectif est décliné en trois objectifs spécifiques :

- L'autosuffisance alimentaire en matière de protéines animales à travers l'augmentation de la consommation de poissons
- L'intégration de la valeur ajoutée du secteur à l'économie nationale
- La création d'emplois pour les populations actives

Il doit exister certaines difficultés à l'opérationnalisation d'un plan directeur mettant en œuvre cette politique sectorielle puisque le MPA a effectué plusieurs fois au cours des deux dernières décennies la démarche de constitution et d'exécution, et souvent de révision, de plans directeurs :

- Une des premières actions de planification du développement sectoriel fut l'élaboration en 1987 de la stratégie du développement de la Pêche Industrielle avec l'assistance de la Banque Mondiale.
- En 1991, dans le cadre du Projet Cadre de Promotion des Exportations Agricoles (PCPEA) financé par la Banque Mondiale, une étude portant sur la conservation et la gestion

soutenable des ressources halieutiques guinéennes a été menée notamment dans les aspects économiques et fiscaux.

- En 1996, une étude relative à la surveillance des pêches a été menée dans le cadre du Projet de Gestion des Ressources Forestières et Halieutiques.
- En 1997, avec l'appui de la FAO, un schéma directeur de la Pêche et de la Pisciculture a été préparé avec pour objectif la redéfinition d'une politique nationale et l'élaboration d'un programme d'action pour le développement durable du secteur.
- En 1999, avec l'assistance du Japon, le Ministère de la Pêche a réalisé une étude du plan de développement de la pêche artisanale en Guinée visant le développement durable du secteur avec une contribution à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et de revenus pour les communautés de pêcheurs et l'Etat.
- En 2000, le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture avec l'assistance de l'Union Européenne, a réalisé une étude qui s'inscrivait initialement dans la perspective d'amélioration des conditions d'exportation de poisson sur l'Europe. Mais ce travail a été élargi par le MPA à l'identification des lignes prioritaires d'action pour le secteur.
- En 2001, le MPA a effectué une évaluation/réactualisation du Schéma Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture élaboré en 1997 toujours avec l'aide des institutions européennes.

Ces différentes études ont néanmoins permis la création de points focaux institutionnels précieux comme le Centre National de Recherches Halieutiques de Boussoura (CNSHB, créé en 1985 et ayant bénéficié dès son lancement d'un appui scientifique permanent de l'IRD et ce jusqu'à la fin des années 1990), le Centre National de Surveillance des Pêches créé vers 1995 à la suite d'un projet cofinancé par la France et le Canada, et le Service Industrie Assurance Qualité des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (SIAQPPA) créé en 2001 et érigé l'année suivante en Autorité Compétente.

2.1.2. Le Document stratégique de réduction de la pauvreté

Le DSRP pour la Guinée retient les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage des mines ainsi que le tourisme et l'artisanat comme moteurs de la croissance nationale. L'intérêt de ces secteurs est lié à leurs contributions importantes dans la formation du PIB national, et au fait que leurs développements contribuent à diminuer l'incidence de la pauvreté en milieu rural où elle est la plus importante.

D'après le DSRP, La préservation et la valorisation des ressources halieutiques et dulçaquicoles⁴ constituent l'enjeu majeur du sous-secteur de la pêche. A cet effet, le sous-secteur devra :

- renforcer les capacités des communautés dans toutes les filières de pêche
- développer une industrie nationale des pêches adaptée aux normes internationales de qualité
- diversifier et développer les filières les plus porteuses, notamment la pisciculture en Moyenne, Haute Guinée et Guinée Forestière et la crevetteculture villageoise le long du littoral guinéen.

Le DSRP décline ce programme en 6 objectifs prioritaires à l'intérieur desquels plusieurs actions prioritaires sont identifiées. Le détail de la matrice du DSRP pour le sous secteur pêche est présenté page suivante.

Le coût total du programme a été estimé à près de 195 milliards de FNG sur trois ans, soit près de 85 M€ aux taux moyen de change de la période 2002-2004 (1 EUR = 2 315 FNG). La réalisation d'infrastructures pour la pêche artisanale (12 M€), d'un port de pêche à Conakry (52 M€) et de base de pêche de type semi industrielles (4 M€) devaient mobiliser près de 80% du budget. Le DSRP identifiait également des soutiens financiers importants pour la recherche halieutique (1 M€ sur trois ans), la surveillance des pêches (670 000 € sur trois ans), et le soutien à la filière d'exportation de produits de la pêche, comprenant le renforcement de l'autorité compétente, la construction d'ateliers de transformation et l'assainissement de ports pour un montant total de plus de 1,3 M€ sur trois ans. Dans son ensemble, le DSRP présentait des mesures cohérentes qui correspondait à de réels besoins en matière de développement des filières, et principalement des filières maritimes artisanales et industrielles.

⁴ désigne les eaux douces (lacs, rivières, ...)

L'évaluation réalisée en 2005⁵ pointe des taux de réalisation des objectifs relativement faibles et indique en conclusion que « *Dans ce domaine également [la pêche ndlr], les résultats sont mitigés. La valeur ajoutée de ce sous-secteur reste faible à cause entre autres de la mauvaise gestion de la ressource halieutique, du manque des moyens de surveillance maritime, de la vétusté des infrastructures et de l'absence d'industries de transformation* ».

⁵ Deuxième Rapport de Mise en Œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, Ministère des Finances, novembre 2005

Tableau 14 : Matrice des mesures prévues par le DSRP 2002-2004 pour le développement du secteur de la pêche. (1 EUR = 2 315 GNF). Source : DSRP

Objectifs prioritaires	Actions prioritaires	Coût en FNG	(éq. EUR)
1- Aménager des villages de pêche maritime et continentale pour renforcer les capacités des communautés	Former des acteurs en technologie de pêche et de transformation, en gestion et en micro crédit	1 000 000 000	431 965
	Former des acteurs en sécurité en mer et en réglementation des pêches	100 000 000	43 197
	Organiser des communautés représentatives	150 000 000	64 795
	Décentraliser les pouvoirs du MPA aux organisations socioprofessionnelles	50 000 000	21 598
	Créer des facilités d'accès au crédit	700 000 000	302 376
	Réaliser des infrastructures de production en pêche	28 000 000 000	12 095 032
	Réaliser des infrastructures sociales de base	800 000 000	345 572
	Appui à la création des centres privés de distribution d'intrants	380 000 000	164 147
	Sous-total	31 180 000 000	13 468 683
2- Développer une pisciculture rurale durable en Moyenne Guinée et en Guinée Forestière	Sensibiliser et sélectionner les paysans	28 000 000	12 095
	Conception et installation des étangs piscicoles	1 500 000 000	647 948
	Formation des paysans en pisciculture, en aménagement et en gestion de l'eau	300 000 000	129 590
	Installation des centres d'alevinage et de recherche d'accompagnement	500 000 000	215 983
	Empoisonnement des étangs	230 000 000	99 352
	Formation des animateurs	38 000 000	16 415
	Elaboration d'un schéma directeur de la pisciculture	600 000 000	259 179
	Approvisionner les aquaculteurs en intrants	50 000 000	21 598
	Sous-total	3 246 000 000	1 402 160
3- Pérennisation de la ressource halieutique et dulcicole	Suivi, évaluation de la ressource	2 400 000 000	1 036 717
	Surveillance de la ressource	1 550 000 000	669 546
	Restauration des berges des fleuves	600 000 000	259 179
	Ensemencement des mares permanentes en Haute Guinée	50 000 000	21 598
	Sous-total	4 600 000 000	1 987 041
4- Développer une industrie nationale des pêches adaptées aux normes internationales de qualité	Créer un pôle de développement économique des pêches comportant une base arrière de pêche industrielle	120 000 000 000	51 835 853
	Mettre en place des mécanismes de soutien financier à la constitution d'armements nationaux	5 000 000 000	2 159 827
	Aménager des ports de pêche semi industriels (3 sites)	9 000 000 000	3 887 689
	Accroître les exportations de la pêche	3 100 000 000	1 339 093
	Création de marchés centraux aux poissons pour accroître la consommation	3 000 000 000	1 295 896
	Promouvoir l'appui technique et financier aux exportateurs	14 220 000 000	6 142 549
	Sous-total	154 320 000 000	66 660 907
5- Mettre en place une administration de développement dans le sous secteur de la pêche	Déconcentrer l'administration, équiper et former le personnel pour une meilleure offre de services publics.	2 000 000 000	863 931
	Mettre en place de structures régionales et d'un système national d'information sur les pêches	500 000 000	215 983
	Sous-total	2 500 000 000	1 079 914
6- Développer la crevetteculture villageoise	Sensibilisation et formation des acteurs	20 000 000	8 639
	Aménagement des sites aquacoles	150 000 000	64 795
	Sous-total	170 000 000	73 434
TOTAL GENERAL		196 016 000 000	84 672 138

2.1.3. Le futur

Force est de constater que les objectifs de la première lettre sectorielle des pêches n'ont pas été atteints. Le secteur de la pêche en Guinée, et en particulier celui de la pêche industrielle, reste fortement extraverti avec une utilisation des ressources majoritairement dans les mains d'opérateurs étrangers, au détriment de la création de bénéfices sociaux et économiques locaux. L'autosuffisance alimentaire n'a pas non plus été atteinte. Le marché local reste déficitaire en approvisionnement et cette situation génère des tensions sociales très importantes. Quant aux actions prioritaires envisagées par le DSRP, très peu ont fait l'objet d'actions concrètes, et en particulier, le niveau des infrastructures pour la pêche reste très faible.

Le Ministère des Pêches et de l'Aquaculture souhaite donner un nouvel élan au secteur et envisage depuis 2005 la rédaction d'une nouvelle politique sectorielle appelée la « lettre de politique de développement de la pêche et de l'aquaculture ». Cette nouvelle politique intégrerait également les engagements du Gouvernement vis-à-vis du secteur de la pêche, identifié dans le DSRP comme secteur porteur de croissance, et les objectifs du Millénaire notamment en matière de gestion durable des ressources, de lutte contre la pauvreté, et de sécurité alimentaire. Suivant les indications reçues à l'occasion de la mission en juillet 2007, l'affaire serait sur le point d'aboutir. Le financement nécessaire à la préparation de cette nouvelle lettre sectorielle serait sécurisé (contributions du Fond Européen de Développement et des Nations Unies), et la FAO en serait le responsable technique.

2.2. Intégration internationale

2.2.1. Situation

Dans le domaine de la pêche, la Guinée est signataire de plusieurs accords internationaux multilatéraux, démontrant une volonté du Pays de participer aux efforts de la communauté internationale pour mieux gérer la pêche.

La Guinée a ratifié la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (la CNUDM) dès 1985. La Guinée a également accédé à la Convention sur la Gestion et la Conservation des Stocks Chevauchants en 2005.

La Guinée est membre de l'Organisation Régionale de Pêches nommée Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE). La mission du COPACE est la promotion de programmes de développement en faveur de l'exploitation de la ressource halieutique, et une assistance pour la mise en place de mesures réglementaires et de programmes de formation. Cette organisation travaille essentiellement sur les ressources côtières, démersales et pélagiques. Le COPACE est un organe consultatif intégré à la FAO et n'a pas de budget autonome. Les recommandations de gestion de la COPACE ne sont pas contraignantes pour ses membres. La Communauté européenne est également membre du COPACE.

Au niveau de la sous-région, la Guinée est un des Etats membres de la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP). La CSRP, créée le 29 mars 1985, regroupe 6 Etats membres : la Mauritanie, le Sénégal, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée et la Sierra Leone. Elle vise le renforcement de la coopération et la coordination des Etats membres dans les domaines suivants :

- L'harmonisation des politiques communes en matière de préservation et d'exploitation de leurs ressources halieutiques dans la sous-région ;
- L'adoption de stratégies communes dans les instances internationales ;
- Le développement de la coopération sous-régionale en matière de surveillance ;
- Le développement de la capacité des pays membres à entreprendre des recherches dans le secteur de la pêche sur le plan sous-régional.

Parmi les réalisations de la CSRP, on peut citer notamment :

- Les réalisations à caractère normatif

- La convention relative à la détermination des conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques au large des côtes des Etats membres signée le 14 juillet 1993.
- La convention sur la coopération sous-régionale dans l'exercice du droit de poursuite maritime, adoptée le 1er septembre 1993.
- Le protocole du 1er septembre 1993 qui définit les modalités pratiques de coordination des opérations de surveillance des pêches entre les Etats membres, en application de la convention ci-dessus.
- Des protocoles bilatéraux d'application de ces conventions ont été signés ou sont en cours de négociation. La Guinée et la Guinée Bissau se sont entendus sur les conditions de l'organisation de missions mixtes de surveillance en 2005.
- L'adoption de principes et normes relatifs au marquage des navires de pêche et le statut des observateurs embarqués,
- Et enfin, la coordination de nombreux projets financés par les bailleurs de fonds internationaux dont certains portent sur le renforcement des capacités de surveillance (constitution d'un registre régionale des navires de pêche) ou de formulation d'avis scientifiques sur la gestion des pêcheries côtières.

La Guinée est également partie de la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains riverains de l'Océan Atlantique (COMHAFAT) qui regroupe les Etats côtiers d'Afrique de l'ouest, du Maroc à la Namibie, et dont le rôle est essentiellement de maintenir en réseau les différentes institutions nationales.

Enfin, la Guinée est membre, comme la Communauté européenne, de deux des principales organisations régionales de gestion des pêches ayant pour mandat la gestion de stocks de thonidés, l'ICCAT pour l'océan atlantique (depuis juin 1991) et la CTOI pour l'océan indien (depuis janvier 2005). Cette adhésion est motivée par l'existence de navires de pêche hauturiers battant pavillon guinéen (trois palangriers figurent sur les listes de navires autorisés à pêcher par ces deux organisations). La Guinée présente des arriérés de cotisations importants (85 000 € à l'ICCAT) qui lui ont valu une suspension de droit de vote.

Enfin, on signalera que la Guinée est membre, comme beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, de la Commission Baleinière Internationale, bien que n'ayant que peu d'intérêts particuliers pour ces espèces.

2.2.2. Adéquation avec le cadre national

La Guinée n'apparaît pas être en phase avec ses engagements internationaux en matière de pêche. On constate en effet que le cadre réglementaire national qui régit l'exercice de la pêche ne s'applique que dans les eaux sous juridiction guinéenne. Cette restriction ne permet pas à la Guinée de remplir pleinement ses obligations internationales en particulier d'assurer la responsabilité de l'Etat du pavillon⁶. En effet, en vertu de ce principe de droit international que le pays a adopté, la loi nationale devrait subordonner l'exercice de la pêche en dehors des eaux maritimes sous juridiction au minimum à un système d'autorisation⁷. L'instauration d'un tel système permettrait à l'administration chargée de la pêche maritime d'assurer le suivi des navires de pêche guinéens pratiquant la pêche à l'extérieur de la ZEE et de prévoir un régime de sanctions pour les navires qui ne respectent pas les mesures de conservation internationales, ou dans les eaux de pays tiers. On observera qu'un Etat qui n'est pas en mesure d'assurer le contrôle de ses navires de pêche battant son pavillon ne peut en principe autoriser ces navires à opérer à l'extérieur de la ZEE.

Cette situation, finalement courante dans les pays en voie de développement, trouve son origine dans une attribution relativement facile du pavillon à des navires de pêche par des autorités dépendant en général d'une autre Ministère que celui en charge de la pêche (en l'occurrence, il s'agit en Guinée du Ministère en charge des transports), avec à la clé quelques recettes budgétaires. Le navire en question n'ayant pas l'intention de pêcher dans les eaux guinéennes, il n'a pas à se rapprocher des

⁶ Article 94 de la CNUDM

⁷ Article 8.2.2 du Code de conduite pour une pêche responsable, art. 18 de l'Accord des Nations Unies sur les stocks chevauchants, et article III.2 de l'accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche des mesures internationales de conservation et de gestion

services en charge de la pêche pour obtenir une autorisation qui n'est pas requise par les textes. Ceci fait du pavillon guinéen ce que la communauté internationale appelle désormais un *Flag of Non-Compliance*, c'est-à-dire un Etat de pavillon qui n'est pas un pays de libre immatriculation, mais dont les administrations nationales ne sont pas en mesure ou ne souhaitent pas procéder à la mise en place des outils et des pratiques permettant un réel suivi de leur flotte hauturière, en contradiction avec les engagements internationaux pris par ces mêmes pays. Suivant la pratique du droit international, ce type de comportement peut exposer la Guinée à des sanctions commerciales s'il est avéré que les navires battant son pavillon ne respectent pas les mesures de gestion et de conservation décidées dans un cadre multilatéral au sein des organisations régionales de pêche. La situation de la Guinée vis-à-vis de ces ORP a déjà probablement atteint cette limite car des navires battant pavillon guinéen sont inscrits sur les listes noires de navires présumés avoir conduit des actions de pêche illicite dans les zones couvertes par la NAFO et par la NEAFC.

3. Le cadre institutionnel

■ 3.1. Structuration

Conséquence des événements sociaux du début 2007, le Gouvernement guinéen est en pleine évolution. Le changement de Premier Ministre intervenu en mars 2007 a notamment conduit à la nomination d'un nouveau Ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, M. Mohamed Youla, une personnalité issue du Ministère de l'Economie et des Finances du Gouvernement précédent. Les premiers mois du nouveau Gouvernement ont été l'occasion d'une réflexion sur l'organisation de l'Administration du pays, incluant l'organisation du Ministère en charge de la pêche.

Suivant les termes d'un projet de Décret qui doit être promulgué de façon imminente par la Présidence, Le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture aura pour mission la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement guinéen dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, y compris dans le domaine du contrôle de la salubrité des produits de la pêche.

Outre un Secrétariat Général et un Cabinet, le Ministère sera organisé en deux directions techniques nationales, la Direction Nationale de la Pêche Maritime (DNPM), et la Direction Nationale de la Pêche Continentale et de l'Aquaculture (DNPCA), et aura la tutelle de trois établissements publics :

- le Centre National de Surveillance et de Protection des Pêches (CNSP) chargé du suivi, contrôle et surveillance de la pêche dans la ZEE nationale,
- le Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura (CNSHB) en charge de la recherche dans le domaine de l'exploitation des ressources marines vivantes
- et l'Observatoire National des Pêches (ONP) structure chargée de centraliser les données techniques, économiques et sociales sur le secteur de la pêche

Le Ministère dispose en outre de ce qui est appelé par les textes un service rattaché, le Service Industrie Assurance Qualité des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (SIAQPPA). Le SIAQPPA est l'Autorité Compétente au sens de la Directive 91/493/CEE.

Pour la gestion de certains aspects, notamment en rapport avec les pêcheries artisanales continentales ou maritimes, le Ministère dispose de services déconcentrés (Directions régionales et préfectorales des pêches et de l'aquaculture).

En 2006, le Ministère disposait d'un effectif de 535 fonctionnaires, affectés à plus de 85% dans les services centraux à Conakry.

3.2. Budget

3.2.1. Budget National

Il a été possible de reconstituer la dotation budgétaire du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture à partir des Lois de Finances 2005 et 2006. La Loi de Finance 2007 n'était toujours pas adoptée en juillet 2007 du fait des événements du début d'année.

Le tableau suivant indique que le Ministère dispose d'un budget d'origine national grossièrement équivalent à 1,5 M€ par an sur les années 2005 et 2006. Ce budget est abondé par des prêts et des dons de bailleurs de fond (près de 2 M€). Les postes salaires, fonctionnement et subventions qui sont destinés à financer le fonctionnement même des services du Ministère (salaires des fonctionnaires et contractuels, achats de consommables, fonctionnement des établissements publics sous tutelle) représentent environ la moitié du budget national.

Le budget d'investissement du Ministère se décompose en deux parties, *i)* l'investissement financé sur ressources nationales (le BND ou Budget National de Développement) qui constitue la contrepartie obligatoire des *ii)* financements extérieurs, budgets rendus disponibles par les bailleurs de fonds sous forme d'emprunts ou de dons et suivant les priorités sectorielles retenues d'un commun accord. En 2005 et 2006, ce budget d'investissement (ligne 4 du budget national + rubrique B du tableau suivant) a varié entre 2,5 M€ et 2,8 M€.

Tableau 15 : Budget du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture en 2005 et 2006. Source : Lois de Finances. BND : Budget National de Développement

	en 1000 FNG		en €	
	2005	2006	2005	2006
A- Budget national	5 859 489	10 251 730	1 325 077	1 642 116
1 - Traitement & Salaires	1 780 309	2 249 100	402 603	360 259
2 - Fonctionnement	749 180	1 346 910	169 421	215 747
3 - Subventions et transferts	780 000	816 250	176 391	130 746
4 - Investissements (BND)	2 555 000	5 839 200	577 793	935 320
B - Dépenses sur financements extérieurs	8 660 700	11 998 000	1 958 548	1 921 832
1 - Emprunts	5 677 400	8 816 000	1 283 899	1 412 142
2 - Dons	2 983 300	3 182 000	674 649	509 691
Total A+B	14 520 189	22 249 730	3 283 625	3 563 948

Seul le budget d'investissement pour 2006 a pu être détaillé. Comme l'indique le tableau suivant, près de 89% des 2,8 M€ prévus étaient concentrés sur le secteur artisanal (lignes 1, 2, 3 et 6). Ce secteur est soutenu en priorité par les bailleurs du fait de sa pertinence vis-à-vis des lignes stratégiques du DSRP qui voient ce secteur comme porteur de croissance de l'économie en milieu rural, où la prévalence de la pauvreté est la plus importante. Il y a eu quelques investissements au bénéfice de quelques fonctions institutionnelles clés (recherche, surveillance et contrôle sanitaire), mais relativement modestes. La coopération française, au travers de l'Agence Française pour le Développement (AFD), était le principal soutien des autorités nationales en matière de pêche. En 2005, ce budget d'investissement était sensiblement identique (2,5 M€).

Tableau 16 : Détail du budget d'investissement (aide extérieure plus contrepartie nationale) en 2006.
Source : Loi de Finance.

	Détail investissement 2006	Millions FNG	€	Bailleur
1	Développement pêche artisanale	10 374	1 661 637	AFD
2	Aménagement village pêcheurs	3 250	520 583	Initiative PPTTE
3	Marché poissons Kérien	382	61 124	
4	Contrôle sanitaire des produits de la pêche	100	16 018	
5	Renforcement capacités surveillance côtière	736	117 892	AFD
6	Développement pisciculture	1 846	295 691	AFD
7	Appui recherche halieutique	1 100	176 197	AFD
8	Observatoire national des pêches	50	8 009	
		17 837	2 857 152	

Lors de la mission, les services du Ministère ont insisté sur le caractère théorique des budgets votés sous les Lois de Finances. Le décaissement réel des montants s'avère plus difficile car il dépend de la disponibilité des avoirs de l'Etat, mais également des changements de priorités du Gouvernement en cours d'année. Il arrive en effet fréquemment que le Gouvernement ait à faire face à des situations d'urgence (crises sociales ou militaires par exemple) qui ont pour conséquence l'émergence de nouveaux besoins de financement. Ces ressources complémentaires sont alors prélevées sur les budget des différents Ministères. Par ailleurs, la mise à disposition des montants suit les règles de la comptabilité publique qu'une mission de la Banque Mondiale a estimé très lourdes, puisque le nombre de visas administratifs nécessaires pour la mise à disposition de fonds dépasserait les 50. Ainsi, de manière générale, le Ministère dispose des moyens nécessaires pour payer les fonctionnaires, un peu du fonctionnement (consommables), mais disposerait en réalité de peu de ressources pour les opérations d'investissement. Ceci n'a pu être vérifié sur place par une comparaison entre les prévisions et les réalisations budgétaires du Ministère.

3.2.2. Financement additionnel des actions ciblées du protocole d'accord de pêche

Le protocole d'accord de pêche en cours prévoyait la mise à disposition sur un compte spécial hors-budget du Ministère de la Pêche d'un montant annuel de 1,4 M€. Ce montant pouvait être révisé à la hausse si les possibilités de pêche accordés aux navires européens augmentaient, mais le statu-quo décidé du fait de la situation fragile des stocks exploités a conduit à maintenir ce montant pour toute la durée du protocole. L'intitulé et la répartition de ce budget additionnel est indiqué dans le tableau ci-dessous. Conformément aux orientations relevées dans les protocoles d'accord de pêche avec d'autres pays de la sous région, ces montants font la part belle à la surveillance des pêches (29% du total) et à la recherche halieutique (18%), deux fonctions institutionnelles importantes dans la mise en place de pratiques de pêche responsable.

Tableau 17 : Montant et répartition des financements annuels actions ciblées. D'après le Protocole d'accord

Numéro	Intitulé	Montant (€)
1	Amélioration des connaissances halieutiques et biologiques concernant la zone de pêche de la République de Guinée	250 000
2	Appui à la surveillance des pêches et à la gestion de l'effort de pêche	400 000
3	Encadrement de la pêche artisanale	175 000
4	Renforcement institutionnel des structures du ministère chargé de la pêche	250 000
5	Promotion de la formation dans les diverses disciplines scientifiques, techniques et économiques concernant la pêche	150 000
6	Contribution et participation de la Guinée aux organisations internationales de pêche	175 000
	Total annuel	1 400 000

L'allocation des montants est décidée par le Ministère suivant une programmation communiquée aux services de la Commission européenne. Suivant les indications reçues, les lignes 1 (recherche halieutique) et 2 (appui à la surveillance) sont intégralement reversées aux deux établissements

publics en charge de ces missions (CNSHB et CNSP respectivement). Les autres lignes sont gérées par l'autorité administrative du Ministère (le Cabinet).

La procédure de versement de ces montants est cadrée par le protocole. Les autorités guinéennes doivent fournir à la Commission européenne au plus tard au 31 mars de l'année en cours des rapports d'utilisation de ces fonds pour l'année passée et un rapport de programmation pour l'année à venir. Sur la base de la soumission de ces rapports, les fonds sont versés au plus tard le 2 mai sur le compte spécial du Ministère. Dans les faits, des retards dans la procédure de soumission / acceptation des rapports a conduit à décaler ces paiements au-delà des dates prévues.

Les montants des actions ciblées ont pour effet de pratiquement doubler le budget national alloué au Ministère des pêches. Pour les fonctions surveillance et recherche halieutique, les montants des actions ciblées représentent pratiquement le seul fond d'investissement possible.

3.2.3. Financement spécial surveillance des pêches sous le protocole d'accord de pêche

En raison de la faiblesse du dispositif de contrôle, surveillance et suivi des pêcheries dans la ZEE guinéenne, le protocole d'accord de pêche avait inclus un financement spécial de 800 000 € destinés à financer l'achat de deux vedettes de surveillance des pêches. Ce montant s'étant révélé insuffisant pour acheter les deux navires prévus, il a été décidé d'un commun accord de financer sur ce montant la construction d'une unité neuve (pour un budget d'environ 700 000 €) et de réserver le solde à l'achat d'une unité légère d'occasion pour un montant de 100 000 €. Initialement prévu sur la période 2004-2005, la procédure d'achat a souffert de quelques retards, et ce n'est qu'au moment de la mission en juillet 2007 que l'unité neuve de surveillance, construite par un chantier naval espagnol, est arrivée à Conakry. L'achat de l'unité légère d'occasion a été plus rapide.

3.2.4. Financements extérieurs des bailleurs de fond

Le secteur de la pêche de la Guinée bénéficie du soutien de bailleurs de fond. Lors du passage de la Mission, un travail de recensement des programmes en cours a été réalisé, mais il a été gêné par le fait qu'il n'a pas été trouvé de liste consolidée des projets des bailleurs. Seuls trois projets ont pu être identifiés (tableau suivant).

Tableau 18 : Appui des bailleurs de fond aux Autorités Guinéennes en matière de pêche identifiés lors de la mission

Bailleur	Projet	Début (durée)	Engagement
AFD	Pêche et pisciculture en Guinée forestière (concerne le secteur de la pêche artisanale)	1999 (9 ans)	5,9 M€
FAO/UK	Programme pour des Moyens d'Existence Durables dans la Pêche – PMEDP (concerne le secteur de la pêche artisanale)	1999 (7ans)	28 M€
FAO	Lettre de politique de développement de la pêche et de l'aquaculture (fourniture d'aide technique pour la rédaction d'une stratégie nationale actualisée)	2006 (9 mois)	82 K€

Si l'on compare cette liste à la liste des projets qui avaient été identifiés lors d'une précédente mission d'évaluation de la filière pêche en Guinée (rapport Metra, 2003), on relève qu'il y a une diminution sensible du niveau d'intervention des bailleurs au profit du secteur de la pêche. Les discussions tenues sur place ont effectivement confirmé un retrait des bailleurs de ce secteur, comprenant notamment une diminution des activités de la coopération française, principal bailleur de fond. Ont notamment été abandonnés à partir de fin 2006 les financements de postes d'assistants techniques de conseiller auprès du Ministère des Pêches et de conseiller auprès du CNSHB. Par ailleurs, il n'est pas certains que tous les projets qui étaient considérés en 2002 (identifiés comme à venir) aient été

finalement financés *i)* du fait de la difficulté pour le Ministère de trouver les contreparties financières requises, et *ii)* de la difficulté de l'Etat à respecter ses engagements en matière de paiement de la dette extérieure, provoquant une suspension de l'aide de la part des débiteurs de la Guinée.

Tableau 19 : Appui des bailleurs de fond aux Autorités Guinéennes en matière de pêche identifiés en 2002 (source : rapport Metra)

Projet	Objectifs	Montant (euros)	Bailleurs de Fonds	Durée	Début
Renforcement et développement du secteur	Développement des capacités institutionnelles, stimulation du dynamisme de la pêche artisanale, création d'un cadre incitatif de la pêche industrielle et normalisation fiscale et financière		BM		A venir
Pôle économique de Kamsar	Création d'un pôle économique de valorisation des produits de la mer à Kamsar		ACDI/BM		A venir
Ateliers de marée	Regrouper toutes les entreprises exportatrices de poisson dans un environnement adapté au débarquement et à la transformation de ce type de produits destinés à l'exportation				A venir
Appui au contrôle sanitaire des produits de la pêche en Guinée	Appui autorités compétentes/MPA	500 000	Coopération Française	2 ans	2002
Aménagement de 7 villages de pêche pour la lutte contre la pauvreté	Lutte contre la pauvreté et développement du secteur	1 million	PPTE/BM	2 ans	2002
Programme d'appui au Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	Renforcer l'administration de gestion du MPA	700 000	UE		2002
Fourniture d'un bateau de recherche halieutique	Rétablir les moyens nautiques indispensables au fonctionnement de la recherche	7 millions	Gouvernement Japonais	2 ans	2001
Développement de la pêche artisanale et de la pisciculture	Renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones rurales	13 millions	AFD/BAD	5 ans	2000
Système d'information et d'analyse des pêches	Renforcer la gestion nationale et sous-régionale des ressources halieutiques	50 000	UE	3 ans	2000

La Guinée se prépare également à bénéficier du soutien de bailleurs à travers des projets financés à l'échelle sous régionale via la Commission Sous-Régionale des Pêche. La CE sera l'un des principaux intervenants avec notamment :

- Le projet de renforcement de la coopération sous-régionale pour le suivi, contrôle et surveillance des activités de la pêche industrielle que la Communauté s'apprête à financer sous le PIR 9ème FED avec la CSRP comme agence d'exécution. Le soutien de la CE devrait être de 5 M€, et la contrepartie de la CSRP de 1,2 M€.
- Le projet AGPAO (Appui à la gestion des pêches en Afrique de l'Ouest) financé comme le précédent sous le PIR 9ème FED avec la CSRP en agence d'exécution. Pour ce projet et le précédent, la Communauté s'est engagée à soutenir la CSRP à hauteur de 15 M€.

Par ailleurs, la Guinée est éligible au programme en cours de renforcement des capacités nationales en matière de contrôle sanitaire des produits de la pêche ouvert à tous les pays ACP. Ce programme, doté de quelques 40 M€ sur cinq ans, a pour objectif de donner aux pays participants les moyens de renforcer le contrôle sanitaire des produits de la pêche par un soutien institutionnel (organisation administrative, politique) et technique (laboratoires d'analyse, formation des agents). Ce programme a commencé en 2002. La CE envisage avec ses partenaires ACP une prolongation de ce projet qui ne pas réussi à servir tous les besoins exprimés par les pays bénéficiaires.

On signalera également le projet CCLME (*Canary Current Large Marine Ecosystem*), un projet cofinancé par le GEF (*Global Environment Facility* – Fonds Mondial pour l'Environnement) qui visera probablement comme ses homologues dans d'autres régions (Benguela Current LME, Somali Current LME ...) à répondre à d'importantes questions sur le fonctionnement de ces écosystèmes. Ce projet

devait commencer en 2007 pour une durée de 15 ans et être coordonnée par la CSRP. Il n'a pas été possible d'obtenir plus de détails sur les activités de ce programme, mais elles devraient concerner essentiellement un soutien à la recherche.

■ 3.3. Zoom sur quelques fonctions institutionnelles clés

3.3.1. La surveillance des pêches

La ZEE de Guinée renferme un plateau continental d'une surface importante. Ce plateau constitue une surface facilement chalutable par des navires de pêche industrielle. Par ailleurs, les eaux côtières, et en particulier la zone comprise entre 0 et 20 m, sont les eaux dans lesquelles l'abondance des espèces de haute valeur commerciale est la plus forte. Ces deux traits particuliers de la ZEE de Guinée en font une zone de pêche sensible sujette à des pratiques de pêche INN intégrant notamment la pêche sans licence (un navire peut chaluter assez loin de la côte) et la pêche en zone interdite (transgression de la limite des 12 milles / isobathe 20 m pour pêcher dans la zone la plus riche). Lors de programmes de survol aériens réalisés entre 1995 et 2000 sous le programme sous-régional financé par le Luxembourg, il était relevé que 60% des navires repérés dans la ZEE étaient en infraction, soit bien plus que dans n'importe quel autre Etat de la sous région, Sierra Leone (alors en guerre) comprise. Une étude du MRAG⁸ estime que le piratage de la ZEE de Guinée permet de générer un chiffre d'affaire illégal considérable de 105 MUSD (près de 35 000 tonnes de produits de la pêche récoltés en infraction, soit 1/3 des quantités déclarées), avec comme conséquences directes un pillage du potentiel halieutique national, et un manque à gagner évident en recettes issues de la vente des licences, et autres recettes générées par l'activité des navires. S'il est un pays d'Afrique de l'Ouest où le non-respect des règles atteint des proportions très importantes, tous les observateurs s'accordent pour désigner la Guinée.

La mission de surveillance des pêches a été confiée au Centre National de Surveillance et de Protection des Pêches (CNSP), un établissement public sous tutelle du Ministère en charge de la pêche. Le CNSP dispose de six implantations sur le littoral sous formes de bases de surveillance côtière. 4 sont situées au nord, 1 au sud, et la dernière à Conakry. Chaque base est en principe pourvue d'un matériel de communication minimal (VHF et radio HF). Aucune des bases ne dispose de radars qui permettraient de détecter les mouvements de navires plus loin que ne le permettent des jumelles.

En ce qui concerne les moyens navigants du CNSP, ils n'incluent pour l'instant que des unités légères aptes à faire des patrouilles dans la zone côtière uniquement. Ce sont 6 vedettes propulsées par des moteurs hors-bord de 40 et 75 CV, une vedette en acier de 13 mètres. Suivant les informations reçues, ces unités seraient en mauvais état et peu aptes à prendre la mer, et en tous cas inaptes au travail de nuit et/ou sous conditions météorologiques défavorables. Comme le protocole d'accord de pêche en cours le prévoyait⁹, le CNSP a reçu récemment deux nouveaux moyens d'intervention sur zone : une patrouilleuse neuve de 15 m construite en Espagne, propulsée par deux moteurs de 650 CV et disposant de plusieurs jours d'autonomie pour naviguer dans les zones hauturières de la ZEE (arrivée en juillet 2007), et une vedette côtière d'occasion avec un moteur de 50 CV.

Le CNSP peut également s'appuyer sur les moyens navigants de la Marine Nationale (quelques patrouilleuses) et sur le navire de recherche quand celui-ci n'est pas en campagne. Dans ces conditions, le CNSP doit assurer le financement de la campagne (consommables carburant et vivres notamment). La Guinée n'a jamais utilisé de moyens aériens de surveillance, sauf à l'occasion du projet régional financé par le Luxembourg qui utilisait des avions affrétés hors du pays.

En matière de ressources humaines, le CNSP dispose d'un effectif de 430 personnes, incluant 81 fonctionnaires, 11 militaires détachés, et le solde en agents contractuels (dont les observateurs). Suivant les indications du Centre, les besoins en formation du personnel sont très importants.

⁸ Téléchargeable à partir de www.dfid.gov.uk/pubs/files/illegal-fishing-mrag-report.pdf

⁹ En plus des actions ciblées, le protocole prévoyait un financement exceptionnel de 800 000 € pour l'acquisition de deux vedettes de surveillance. Les montants ont été utilisés pour financer l'achat d'une vedette neuve (700 000 €) et d'une vedette d'occasion (100 000 €).

Le CNSP bénéficie en outre du soutien d'un programme original développé sous le programme pour des Moyens d'Existence Durables dans la Pêche - PMEDP (financement FAO/UK). Le principe de cette action, appelée également programme de surveillance participative, a été de former des pêcheurs artisans à la constatation d'infractions et de les équiper en moyens de communication et de repérage légers (VHF, GPS). Ainsi, des pêcheurs artisans guinéens en activité qui repèrent un chalutier en train de travailler en zone interdite à l'intérieur des 12 milles, peuvent prévenir le CNSP qui dépêchera sur place des moyens pour constater juridiquement l'infraction et arraisonner le navire le cas échéant.

Le financement ordinaire du CNSP est assuré par le produit d'une taxe de surveillance payée par les navires au moment de prendre des licences. Le montant de cette taxe est publié dans les plans d'aménagement annuels des pêcheries, et est reproduit dans le tableau ci-dessous. La taxe est forfaitaire quelle que soit la durée de la licence prise. La flotte industrielle n'étant composée que de navires congélateurs, le barème pour les glaciers n'est pour l'instant pas applicable. D'après le CNSP, cette taxe rapporterait aux environs de 400 000 € par an. A noter que les navires communautaires sous accord ne paient pas cette taxe de surveillance, les autorités considèrent que l'appui sectoriel versé par la Communauté (de 400 000 € par an également) permet de les en exonérer. Il n'a pas été possible de savoir si les navires chinois sous accord sont assujettis au paiement de cette taxe¹⁰.

Tableau 20 : Montant de la taxe annuelle de contribution à l'effort de surveillance des pêches (en USD).
Source : Plans d'aménagement

Statuts	Glaciers	Congélateurs
Navire guinéen	2 000	5 000
Navires étranger basé	4 500	7 500
Navire étranger	5 500	7 500

Le problème de la surveillance en Guinée est l'objet de toutes les attentions de la Communauté européenne. Sous le protocole d'accord précédent (2000-2001 prorogé deux fois), la Communauté européenne versait 800 000 € par an au titre de l'appui à la surveillance, plus une prime d'un maximum de 370 000 € par an (article 6 du protocole d'accord 2000-2001)¹¹. Sous le protocole en cours, la Communauté verse 400 000 € par an, plus un financement exceptionnel de 800 000 € pour l'achat de deux vedettes de surveillance. Ainsi, entre 2000 et 2008, la Communauté européenne aura investi autour de 7 M€ dans la surveillance des pêches en Guinée. La Guinée a en outre bénéficié des soutiens accordés par le programme sous-régional de surveillance financé par le Luxembourg, et recevra également un soutien spécifique dans le cadre du projet de surveillance sous-régional que se prépare à financer la Communauté européenne (5 M€ au total).

Sous réserve d'une évaluation spécifique plus fine, l'efficacité de cet investissement semble très décevante. La Guinée continue de se plaindre d'un manque de moyens pour effectuer la surveillance, et les témoignages recueillis sur place tendent à indiquer que la pêche illégale ne semble pas moins active qu'elle n'a pu l'être par le passé. C'est donc un secteur qui reste à renforcer d'une part pour préserver le patrimoine halieutique national, mais également pour que ne subsiste pas en Guinée une sorte de refuge pour les navires de pêche IUU à l'heure où la plupart des pays de la sous-région consentent des investissements importants pour protéger leurs ressources. En effet, inévitablement, le piratage des ressources guinéennes constitue un piratage des ressources sous-régionale dans la mesure où la plupart sont partagées.

3.3.2. La recherche halieutique

En Guinée, l'organisme responsable de la recherche halieutique est le Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoua (CNSHB), établissement Public à caractère scientifique et administratif, créé en 1985 et placé sous la tutelle du Ministère chargé des Pêches et de l'Aquaculture. Le CNSHB est doté d'une autonomie financière et administrative.

¹⁰ Dans les grandes masses, on peut estimer que la réponse est négative. 400 000 € par an correspond grosso modo au paiement de la taxe par 60 navires, soit le nombre de navires sous licences libres ou nationales hors accord de pêche avec la Chine ou la CE.

¹¹ Les versements effectifs ont été 2000: 370.000 € ; 2001: 317.460 € ; 2002: 290.339 € ; 2003: 370.000 €

Le CNSHB compte 73 agents (32 fonctionnaires dont 28 chercheurs et 41 contractuels tous chercheurs). La plus grande partie du personnel scientifique est donc constituée d'agents contractuels qu'il est difficile actuellement d'intégrer dans la fonction publique compte tenu des difficultés financières du Ministère de tutelle. Les cadres scientifiques contractuels seraient actuellement parmi les plus performants ; et le risque de démotivation qui pourrait résulter de l'absence de perspectives de recrutement doit être sérieusement envisagé.

Les ressources financières du CNSHB sont diverses, elles incluent :

- La dotation de l'Etat guinéen, qui s'élève à 64 MFNG par an (environ 13 000 €), est versée en deux fois. Elle ne couvre que les salaires des agents contractuels.
- Les fonds de l'action ciblée « Amélioration des connaissances halieutiques et biologiques concernant la zone de pêche de la République de Guinée ». Ce financement est de 250 000 € par an pour toute la durée du protocole, l'augmentation prévue en cas de nouvelles possibilités de pêche n'ayant pas été mise en œuvre.
- Des financements de partenaires extérieurs dont i) la coopération française dans le cadre d'un programme intitulé « Appui à la création d'un système national de recherche agronomique, zootechnique et halieutique en Guinée ». La dotation du CNSHB pour l'exécution du volet halieutique est de 312 000 € pour 3 ans ; ii) le « Programme Régional de conservation de la zone Côtière et Maritime en Afrique de l'Ouest » (PRCM) est financé pour une durée de 5 ans (2004-2008) par plusieurs ONG intervenant pour la protection de l'environnement (WWF, UICN, Wetlands International, FIBA,...). Coordonné par la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP), le PRCM couvre les 7 pays de la CSRP (Mauritanie, Sénégal, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone). Dans le cadre de ce programme, le CNSHB reçoit un financement de 90 000 € sur trois ans, et iii) des contributions obtenues sous le PCRD pour la participation du CNSHB aux programmes de recherche ECOST et ISTAM.

Les moyens nautiques à la disposition du CNSHB sont deux vedettes équipées de moteurs hors-bord pour les travaux côtiers et surtout le navire de recherche « Général Lansana Conté » (GLC), d'une longueur de 30m, don du Japon en 2003. Le navire de recherche est le principal instrument utilisé pour réaliser les campagnes d'évaluation de l'abondance des stocks mais il s'avère que les prévisions de campagne ne peuvent pas toujours être respectées faute de financement. Ainsi, depuis la livraison du navire en 2003, seules deux campagnes d'évaluation directe des ressources démersales chalutables du plateau continental purent avoir lieu : du 20 décembre 2004 au 5 janvier 2005 (17 jours), avec 80 traits de chalut effectués ; et du 8 au 24 avril 2006 (17 jours), avec 120 traits de chalut réalisés. Le navire a également été utilisé pour participer à des opérations de contrôle des pêches et sous contrat de charter avec des pays voisins (Angola, Guinée Bissau) pour réaliser des campagnes d'évaluation.

Pour l'année 2007, le CNSHB a envisagé quatre campagnes halieutiques de 15 jours chacune, trois concernant les ressources démersales (poissons et céphalopodes) et une les petits pélagiques. Par manque d'un financement suffisant, seules trois campagnes furent programmées : une en avril sur les petits pélagiques et deux en septembre et décembre sur les démersaux. Finalement, la campagne d'avril pour l'évaluation des ressources de petits pélagiques n'a pu avoir lieu ; le matériel acoustique et d'écho-intégration nécessaire n'étant pas encore disponible à bord du GLC. En outre, le navire a été programmé pour 5 campagne à l'étrangers totalisant 100 jours, pour des mises à disposition de pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire : 1 campagne de 10 jours ; Angola : 2 campagnes de 1 mois ; Guinée Bissau : 2 campagnes de 15 jours)

D'après les informations recueillies auprès du « Service d'appui logistique », le coût d'un jour de campagne du GLC serait de 14,6 millions de FG, soit d'environ 3 000 €. Le financement du navire de recherche (équiper, entretien, équipement) est assuré par deux types de concours financiers :

- le Fonds de Recherche Halieutique (FRH) a été mis en place en 2005 à la suite d'un accord entre le Ministère des finances et le MPA. Le FRH est destiné au paiement des salaires des marins et à la réalisation d'une campagne par an au minimum. Depuis 2007, le FRH est alimenté en partie les recettes des contrats de charter, et par le produit d'une taxe de 1 000 USD prélevée sur les redevances trimestrielle payée par les navires de pêche industrielle.

Cette contribution a semble t-il été décidée après que le Japon se soit inquiété de l'insuffisance des budgets réservés à l'entretien du navire.

- Une partie du Budget National du Développement (BND) est destinée au fonctionnement du GLC. En 2006, elle a été de 217 M FNG (43 400 €).

On se trouve ainsi devant une situation où le navire de recherche guinéen doit effectuer des campagnes dans les eaux de pays de la sous-région sous contrat d'affrètement pour générer des recettes, au détriment de la réalisation de campagnes dans les propres eaux du pays.

3.3.3. Le contrôle sanitaire des produits de la pêche

Depuis son inscription sur la liste des pays aptes à exporter des produits de la pêche vers le territoire de la CE, les opérateurs de Guinée ont réussi à développer un flux d'exportation de poissons de la pêche artisanale permettant de générer un flux d'une valeur de 21 M€ par an. L'importance de ce flux est certes minime vis-à-vis du flux total des exportations du pays (plus de 700 MUSD par an), mais il permet d'offrir à certains opérateurs du secteur des perspectives de développement de leurs entreprises, et contribue à sécuriser le cadre d'éventuels investissements extérieurs dans la filière, européens en particulier. Suite à la mission de l'OAV fin 2006 et à ses résultats défavorables, le respect du principe de précaution a conduit à suspendre l'autorisation d'exportation pour ne pas risquer de compromettre la santé des consommateurs européens. L'une des raisons évoquée est que l'Autorité Compétente, le Service Industrie Assurance Qualité des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (SIAQPPA), n'est pas en mesure de garantir les exigences sanitaires figurant sur le certificat de salubrité annexé à la Décision 2002/61/CE de la Commission autorisant ce pays à exporter des produits de la pêche vers l'UE.

L'une des raisons évoquée par le SIAQPPA est un manque général de ressources pour mener à bien sa mission. D'après le service, le budget qui lui a été alloué en 2006 par son Autorité de tutelle a été de l'ordre de 16 000 € (80 M FNG), soit un montant qui ne suffit pas à couvrir les coûts de fonctionnement d'une unité qui compte 59 cadres, et qui doit mener des inspections sur tout le littoral (sites de débarquement de la pêche artisanale). Le SIAQPPA estime ses besoins au minimum au triple de ce montant, sans compter les budgets nécessaires à l'investissement dans les ressources humaines (besoins de formation) et dans du matériel de travail.

Le SIAQPPA a disposé de peu d'autres possibilités de ressources financières. L'ONUDI, au travers de son programme de renforcement du secteur privé national, a apporté une aide spécifique au SIAQPPA en 2000 avant la première inspection de l'OAV. Le service comptait ensuite sur le soutien du programme SFP de la CE, mais la première mission en Guinée de ce programme n'a été réalisée que tardivement en 2006, quelques mois avant la mission de l'OAV, et n'a pour l'instant apporté aucun moyen concret suivant les dires des responsables de ce service. La mission du SFP a estimé les besoins de la Guinée à environ 500 000 € pour lui permettre de faire face à ses missions d'autorités compétentes. Probablement du fait de la mise en œuvre de ce programme SFP par la Commission, les actions ciblées prévues par le protocole 2004-2008 n'ont pas intégré de financement vers cette mission institutionnelle.

La fonction de contrôle sanitaire apparaît par conséquent quelque peu délaissée, et il est vrai que le principe de son renforcement n'est apparu qu'en pointillés au cours des discussions qui ont été organisées avec les services du Ministère en charge de la pêche. Les déficiences relevées par l'OAV et la décision de suspendre l'agrément de ce pays ne constituent pas une surprise dans ce contexte. Or, la certification sanitaire des exportations de produits de la pêche est de toute première importance si le pays souhaite développer son secteur aval et sécuriser d'éventuels investissements extérieurs. Il est ainsi souhaitable que ce volet soit spécifiquement pris en compte lors de la négociation d'un prochain accord de partenariat dans le domaine de la pêche si le programme spécifique de la Communauté dans ce domaine (le programme SFP) n'est pas en mesure d'apporter des solutions contribuant à rectifier cette situation pénalisante pour le pays.

4. Les différentes pêcheries dans la ZEE de Guinée

4.1. La pêche artisanale maritime

Deux caractéristiques distinguent la pêche artisanale maritime en Guinée, d'une part la pluralité des groupes sociaux et ethniques impliqués dans ce secteur, d'autre part la diversité des techniques, engins et embarcations de pêche. Considéré comme prioritaire par son dynamisme et son importance socio-économique, ce secteur a connu une nette évolution au cours des vingt dernières années aux niveaux des moyens de production (embarcations et engins de capture), des techniques de pêche et des espèces ciblées.

Le secteur occupe environ 80 000 emplois directs, soit plus de 95 % des emplois directs de la pêche maritime guinéenne (FAO, 2005). Sa contribution à l'approvisionnement du marché local est, par ailleurs, essentielle. Entre 2000 et 2004, la pêche artisanale maritime a débarqué en moyenne près de 69 000 t par an.

4.1.1. Les moyens de production

Les moyens de production de la pêche artisanale maritime guinéenne sont très diversifiés, tant au niveau des embarcations que des engins de pêche. Diverses influences étrangères (sierra léonaise, sénégalaise, malienne, ghanéenne) ont successivement enrichi les techniques de pêche artisanale en Guinée. En effet, transformations et inventions techniques ont surtout été le fait de pêcheurs étrangers.

Les embarcations de pêche artisanale sont des pirogues. Le dernier recensement du parc piroguier remonte à 2001 où 3 636 embarcations actives étaient dénombrées, dont 40 % étaient motorisées. Après être resté pratiquement inchangé pendant plusieurs années, le nombre de pirogues actives aurait augmenté de 54 % entre 1998 et 2001, (tableau suivant).

Tableau 21 : Evolution du parc piroguier de 1992 à 2001 (sources : Chavance & al., 1994 ; CNSHB ; ONP)

Année	Nombre de pirogues actives	Nombre de pirogues motorisées	Taux de motorisation (%)
1992	2 306	1 091	47,3
1995	2 343	1 188	47,7
1998	2 361	1 057	44,8
2001	3 636	1 454	40,0

Cinq grands types de pirogues sont rencontrés actuellement sur le littoral guinéen : les *gbankenji* et les *kourou* sont des pirogues monoxyles ; les *yoli*, *salan* et *flimbote* sont des pirogues à membrures, disposant d'une quille et de bordés.

- les *gbankenji* sont des pirogues massives, rencontrées tout le long du littoral, ainsi que sur les cours d'eau à l'intérieur des terres. Le mode de propulsion est le plus souvent la voile ou bien la pagaie. En 1992, les *gbankenji* représentaient près de 31 % du parc piroguier actif (Chavance et al., 1994).
- les *kourou* sont des pirogues originaires de Sierra Leone et du Libéria. Plus fines et plus petites que les *gbankenji*, elles sont exclusivement utilisées pour la pêche à la ligne à proximité des îles de Loos. Leur mode de propulsion est la pagaie à larges pelles. En 1992, les *kourou* ne représentaient que 2 % du parc piroguier actif (Chavance et al., 1994).
- Les *yoli* sont des embarcations d'origine sénégalaise, peu utilisées actuellement. En 1992, elles ne représentaient que 1 % du parc piroguier actif (Chavance et al., 1994).
- Les *salan* sont des pirogues d'origine sierra léonaise, comprenant différents sous-types. Les plus petits *salan* mesurent de 3 à 7 m de long, sont propulsés à la voile et peuvent embarquer au maximum 3 hommes. Les plus grands mesurent de 10 à 24 m et sont motorisés ; ils

peuvent embarquer 4 hommes et passer plusieurs jours en mer. Les *salan* sont les pirogues les plus répandues en Guinée ; en 1992, ils représentaient près de 61 % du parc piroguier actif (Chavance et al., 1994).

- Les *flimbote* également d'origine sierra léonaise se distinguent des grands *salan* par leur double étrave. Ces pirogues sont toutes motorisées. Elles peuvent embarquer plus de 20 hommes et passer plusieurs jours en mer. En 1992, les *flimbotes* représentaient 5 % du parc piroguier actif (Chavance et al., 1994).

Quatorze engins de capture ont été identifiés dans la pêche artisanale maritime guinéenne : filet maillant dérivant, filets maillants encerclants (3 maillages), filets maillants calés (3 maillages), filet tournant, filet barrage, filet soulevé, épervier, senne de plage, ligne à main et palangre de fond flottante (Chavance et al., 1994).

Les pêches à la ligne à main et à la palangre de fond sont pratiquées à partir de pirogues monoxyles pour la capture d'espèces démersales de haute valeur commerciale (Machoirons, mérours, dorades, soles, capitaines, otolithes). Certaines embarcations sont équipées d'une caisse à glace pour la conservation du poisson.

Différents types de filets sont utilisés en fonction des espèces ciblées. Le filet maillant dérivant est utilisé pour la capture des petits pélagiques, et notamment de l'ethmalose¹². Les 3 filets maillants encerclants ciblent respectivement l'ethmalose, les mulets et le bobo. Les 3 filets maillants calés sont utilisés pour la capture du gros capitaine, des bars, des machoirons, des barracudas, des raies et des requins. Le filet tournant, enfin, cible les petits pélagiques, ethmalose et sardinelle plate.

Quatre engins de pêche à pied sont également employés. Le filet barrage disposé perpendiculairement au sens du courant, en bordure du rivage ou en travers des estuaires et des bras de mer, capture des espèces démersales côtières. Les prises sont démaillées à marée basse. Les filets barrages appartiennent généralement à des agriculteurs pêcheurs. Le filet soulevé et l'épervier capturent surtout des poissons juvéniles. Le filet soulevé, ou filet conique, est aussi couramment utilisées par les femmes pour la capture d'une petite crevette côtière, *Nematopalaemon hastatus*. Enfin, la senne de plage est très peu utilisée en Guinée en raison de la rareté des rivages sableux et sablo-vaseux.

Le type d'engin utilisé et la nature de l'espèce ou des espèces ciblées déterminent l'activité de pêche, communément nommée « métier ». Comme partout ailleurs, un des éléments essentiels de la caractérisation de la pêche artisanale maritime guinéenne est la multiplicité des métiers.

Le dernier recensement du parc piroguier, réalisé en 2001, a permis de connaître l'importance respective des différents métiers au sein de la flottille piroguière (figure ci-dessous). Le métier le plus répandu est celui de la pêche au filet maillant dérivant à ethmalose (plus de 1 000 pirogues), suivi des métiers de pêches à la palangre (655 pirogues) et à la ligne à main (550 pirogues).

¹² L'ethmalose (*Ethmalosa fimbriata*) est une espèce de petit pélagique qui vit dans les eaux très côtières

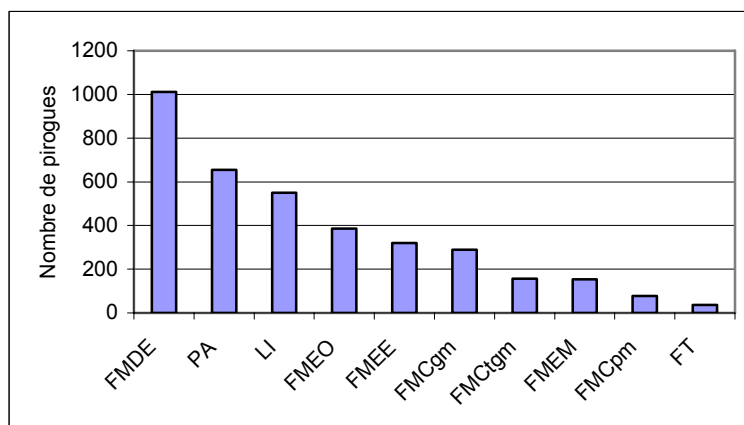


Figure 4: Répartition des différents métiers au sein de la flottille piroguière en 2001 (source : CNSHB).
FMDE : Filet maillant dérivant à ethmalose, PA : palangre, LI : ligne, FMEO ; FMEE ; FMCgm ...
diverses formes de filets maillants, FT : filet tournant.

4.1.2. Zones de pêche

Une typologie spatiale de l'exploitation par les différentes flottilles de la pêche artisanale a été proposée par Ecoutin et al. (1999). Quatre zones ont été distinguées en fonction de leur distance à la côte.

- Entre la côte et 1,4 milles nautiques vers le large, évoluent les pirogues monoxyles (*kourou*, *gbankenji*) et les pirogues à membrures non motorisées (*salan* à voile, petit *yoli*). Cette zone comprend le cordon littoral, les estuaires, les bras de mer et la partie très côtière du plateau continental.
- Au delà de la bande précédente et jusqu'à 2 à 4 milles de la côte, pêchent les embarcations faiblement motorisées (*salan* équipés de moteurs de 8 à 15 cv).
- Plus au large et jusqu'à 5 à 8 milles de la côte, opèrent principalement les *salan*, *yoli*, *flimbote* équipés de moteurs relativement puissants, de 25 à 40 cv¹³.
- Enfin, la zone au delà des 8 milles nautiques est fréquentée par les plus grosses unités (grands *salan* et *flimbote*).

La figure suivante présente les zones d'activité des principaux métiers de la pêche artisanale. Il apparaît que la plupart des activités sont côtières et ont lieu à l'intérieur ou légèrement au delà de l'isobathe des 20 m.

¹³ Réglementairement, les pirogues équipées de moteurs de plus de 25 cv doivent actuellement pêcher au delà de 6 milles nautiques de la côte

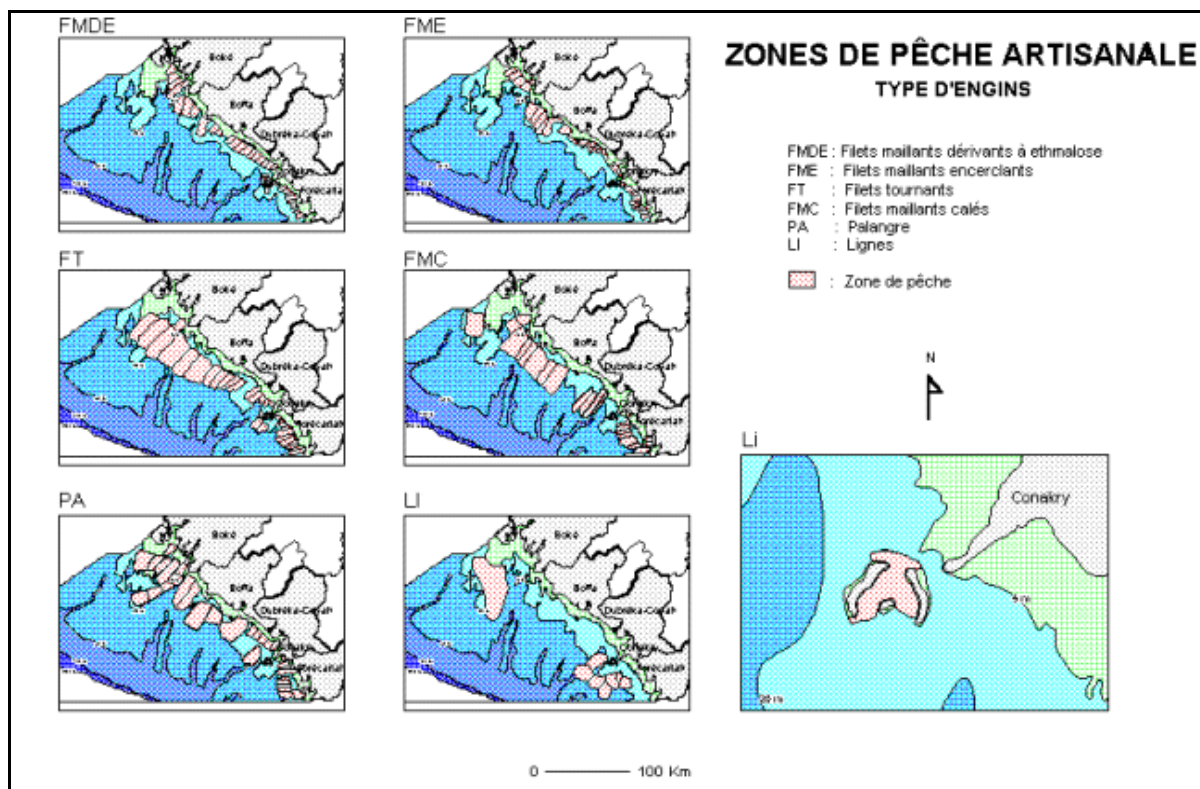


Figure 5 : Zones de pêche artisanale pour différents types d'engins (source : IRD-CNSHB)

4.1.3. Effort de pêche et production

Sur la période 2000-2004, entre 359 800 et 500 700 sorties ou jours de pêche, tous métiers confondus, auraient été effectués chaque année par la flottille de pêche artisanale guinéenne (443 700 en moyenne annuelle) ; ce qui représente entre 100 et 140 sorties par pirogue et par an, tous types d'embarcations confondus. La production totale a été, en moyenne, d'environ 69 200 t par an, avec un maximum de 91 400 t en 2003 et un minimum de 57 200 t l'année suivante en 2004. Sur cette courte période, aucune tendance n'apparaît clairement dans l'évolution des productions des différents métiers.

Les pirogues les plus actives sont celles qui pêchent au filet dérivant à ethmalose, aux filets encerclants (à ethmalose et à otolithes) et à la palangre. Elles exercent environ 78 % de l'effort total de la pêche artisanale et assurent 78 % de la totalité des captures (figure suivante).

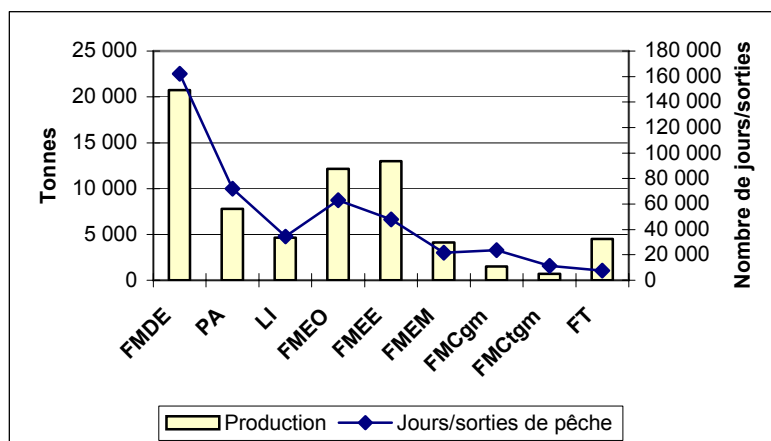


Figure 6 : Production et effort de pêche moyens des différents métiers de la pêche artisanale guinéenne sur la période 2000-2004 (sources : CNSHB-ONP)

4.1.4. Principales espèces capturées

Le tableau ci-dessous indique les principales informations sur les captures de la pêche artisanale maritime. L'espèce largement dominante est l'ethmalose (*Ethmalosa fimbriata*) qui représente plus de la moitié des captures. Les prises de ce petit pélagique montrent une grande variabilité inter-annuelle, liée probablement, au moins en grande partie, à des facteurs environnementaux. Ainsi sur la période 2000-2004, les captures d'ethmalose ont été comprises entre 29 000 t en 2000 et près de 52 800 t en 2003. Elles ont été en moyenne de plus de 37 800 t par an, ce qui a représenté 55 % de la totalité des prises.

La principale espèce est ensuite une espèce de poisson de fond, le bobo (*Pseudolithus elongatus*). Ses captures ont été en moyenne de plus de 6 700 t par an sur la période 2000-2004 ; et ont représenté 10 % de l'ensemble des prises artisanales. Les captures de cette espèce ont considérablement augmenté d'environ 4 000 t en 2000 à près de 9 800 t en 2003, puis sont redescendues à environ 7 700 t en 2004. Le bobo est un poisson très apprécié sur le marché coréen ; et depuis quelques années la pression de pêche, artisanale et industrielle, sur cette espèce se serait accentuée.

Les autres espèces et groupes d'espèces bien représentés régulièrement dans les captures de la pêche artisanale guinéenne sont par ordre d'importance : les machoirons (*Arius spp.*), les bars (*Pseudolithus spp.*), la sardinelle plate (*Sardinella maderensis*), les dorades (sparidae), les mulets (mugilidae), les soles (cynoglossidae, soleidae), le gros capitaine (*Polydactylus quadrifilis*), les carangues (carangidae) et les raies (dasyatidae, gymnuridae, myliobatidae, rajidae, rhinobatidae, rhinopteridae).

Tableau 22 : Principales espèces capturées par la pêche artisanale guinéenne et évolution des captures de 2000 à 2004 (sources : CNSHB-ONP)

Espèces ou groupes d'espèces	Noms scientifiques	Années					Moyenne annuelle (%)
		2000	2001	2002	2003	2004	
Ethmalose	<i>Ethmalosa fimbriata</i>	29 015	38 454	36 450	52 788	32 438	37 829 (55 %)
Sardinelle plate	<i>Sardinella maderensis</i>	7 228	3 312	1 941	3 664	1 397	3 508 (5 %)
Bobo	<i>Pseudolithus elongatus</i>	4 015	5 170	7 098	9 776	7 680	6 748 (10 %)
Bars	<i>Pseudolithus spp.</i>	3 422	3 644	3 483	3 173	2 470	3 238 (5 %)
Machoirons	<i>Arius spp.</i>	4 569	6 195	5 768	11 825	5 966	6 865 (10 %)
Soles	CYNOGLOSSIDAE, SOLEIDAE	1 032	914	483	462	270	632 (1 %)
Dorades	SPARIDAE	1 618	4 562	2 541	1 362	934	2 203 (3 %)
Mulets	MUGILIDAE	1 894		2 372	2 680	1 799	1 749 (3 %)
Petit capitaine	<i>Galeoides decadactylus</i>	45	14	32	130	141	72
Gros capitaine	<i>Polydactylus quadrifilis</i>				929	1298	445 (1 %)
Grondeurs	<i>Pomadasys spp.</i>	292	292				117
Raies	Plusieurs familles	968	681	582			446 (1 %)
Carangues	CARANGIDAE	262	1 168	577		261	453 (1 %)
Barracudas	<i>Sphyrna spp.</i>	171	880	560			322
Sapater	<i>Chloroscombrus chrysurus</i>				276		55
Ceinture	<i>Trichiurus lepturus</i>	418					84
Autres espèces			6 293	4 098	4 373	2 576	3 468 (5 %)
Total des captures		59 579	71 579	65 985	91 439	57 230	69 162

4.1.5. Débarquement des captures

Les captures de la pêche artisanale sont mis à terre dans 96 débarcadères répartis sur le littoral entre la frontière avec la Guinée Bissau et celle avec la Sierra Leone, dans les préfectures de Boké (22 débarcadères), Boffa (23), Dubréka (7), Coyah (2), Conakry (27) et Forécariah (15). Il s'agit le plus souvent de plages sur lesquelles sont tirées les embarcations et où se déroulent les activités liées à la pêche, comme le ramendage des filets, la réparations des pirogues et la première vente des produits. La plupart de ces sites de débarquement sont spécialisés dans la pratique d'un seul métier. La disponibilité de ressources halieutiques dans le rayon d'action des unités de pêche, les facilités d'accès au site et la proximité d'un marché pour écouler les produits ont déterminé le choix des débarcadères (Chavance et al., 1999).

4.2. Les pêcheries industrielles non-thonières

En Guinée, la pêche industrielle, à l'exclusion de la pêche thonière, englobe trois pêcheries démersales (poissonnière, céphalopodièr et crevettière) et une pêcherie pélagique. Tous les navires opérant dans ces pêcheries sont des chalutiers. Dans leur grande majorité, ils exploitent les ressources du plateau continental (poissons démersaux et petits pélagiques ; céphalopodes ; crevettes côtières) ; toutefois, certains d'entre eux (exclusivement des navires de la C.E., à l'heure actuelle) ciblent les crevettes profondes du talus continental.

Les données sur les captures des navires de la pêcherie industrielle sont collectées par une équipe d'observateurs du CNSP embarqués sur les différents navires opérant dans les eaux guinéennes. Les informations obtenues permettent une estimation de l'effort de pêche, des captures et des rendements, par type de pêcherie, par mois et par espèce ou groupe d'espèces. Le plan d'échantillonnage mis en oeuvre correspond à un échantillonnage aléatoire stratifié. L'unité d'échantillonnage est le navire ; et la stratification des navires est basée sur le type de licence de pêche. La période d'observation de base est le mois. Le tirage des navires se fait chaque mois dans chaque strate, de manière aléatoire et sans remise. Ce système, mis en place à la faveur d'un projet de coopération scientifique entre le CNSHB et l'IRD (Institut Français de Recherche pour le Développement) est fonctionnel depuis 1993.

4.2.1. Les capacités de pêche industrielle non-thonières

Plusieurs types de navires industriels opèrent en Guinée. Administrativement, les navires de pêche industrielle travaillent sous 4 catégories de licences distinctes : *i)* la licence poissonnier, *ii)* la licence céphalopodiers, *iii)* la licence crevettier, et *iv)* la licence petits pélagiques. Ces licences sont accessibles à des navires répartis en trois grands groupes : les navires de la C.E. sous accord, les navires chinois sous accord, et les navires sous licences libres (nationaux et étrangers).

La base de la distribution des possibilités de pêche est donnée par les plans d'aménagement annuels (voir à ce sujet la partie 6.1.1 page 72). Le tableau suivant indique pour chaque catégorie de navire le maximum des capacités autorisées et l'utilisation effective telle qu'elle a été enregistrée par les autorités de Guinée sous la forme de tirages de licences. Le déploiement effectif des navires mesuré en TJB représente l'effort de pêche réel.

Tableau 23 : Comparaison entre les objectifs maximaux de capacité (objectif) alloués et l'utilisation effective (Réal.). Source : Ministère des Pêches de Guinée

Type de licences	Catégories de flottes	2004		2005		2006		2007*	
		Objectif	Réal.	Objectif	Réal.	Objectif	Réal.	Objectif	Réal.
Céphalopodiers et poiss. Démersaux	C.E.	2 500	38%	2 500	10%	2 500	20%	2 500	5%
Céphalopodiers et poiss. Démersaux	Chine	2 300	98%	1 700	99%	1 700		1 700	65%
Céphalopodiers	Libres	2 200	81%	1 800	97%	1 800	72%	1 600	0%
Poissonniers démersaux	Libres	3 500	95%	2 900	94%	2 900		2 600	72%
Sous-total		10 500	79%	8 900	72%	8 900	58%	8 400	37%
Crevettiers	C.E.	1 500	39%	1 500	33%	1 500	15%	1 500	10%
Crevettiers	Libres	2 500	30%	2 500	37%	2 500	75%	2 500	12%
Sous-total		4 000	33%	4 000	35%	4 000	52%	4 000	12%
Total demersal		14 500	67%	12 900	60%	12 900	27%	12 400	29%
Petits pélagiques		26 000	15%	26 000	22%	26 000	13%	26 000	10%

* au 20 juin 2007

Ces informations permettent de mesurer :

- Que l'objectif maximal alloué aux navires de la CE n'a été que faiblement utilisé. La partie relative à l'évaluation de l'accord reviendra en détail sur cette utilisation

- La Chine a utilisé à presque 100% ses possibilités de pêche en 2004 et 2005. Les possibilités ouvertes pour les navires sous licence libre des catégories céphalopodières et poissonniers ont également été utilisées à un niveau proche du maximum ces deux années
- Pour 2006, les données communiquées par les Autorités ne font pas la différence entre les différentes flottes, mais il apparaît que le ratio d'utilisation des possibilités de pêche poissons et céphalopodes s'érode pour ne tomber qu'à 58% des possibilités allouées cette année là.
- En ce qui concerne le segment crevettier, les possibilités de licences libres sont relativement sous-utilisées (environ 1/3 en 2004 et 2005 ; 52% en 2006).
- En ce qui concerne 2007, il est trop tôt pour tirer des conclusions, mais on note une utilisation élevée des possibilités de pêche annuelle en 1 semestre pour les navires chinois et ceux opérant sous licence libre.

L'utilisation des possibilités de pêche par grande catégorie d'intervenants sur la pêche démersale permet d'établir que sur le segment poissonniers et céphalopodières, les navires de la CE ont représenté au plus en 2004 11% de l'effort de pêche industriel mesuré en TJB navires effectivement déployés. Sur ce segment, les navires chinois sous accord ont représenté environ ¼ de l'effort de pêche total. Le solde de la capacité déployée l'est par les navires sous licences libres (y compris les navires nationaux). Concernant le segment crevettier, les capacités déployées par les navires de la C.E. ont atteint une part plus importante de l'effort global (de 44% en 2004 à 10% en 2006). L'exploitation très majoritaire du stock de crevettes profondes par les navires de la C.E. a fait que cet effort s'est déployé principalement sur les grands fonds, hors de la zone côtière.

Tableau 24 : Capacités de pêche (mesurées en TJB) déployées par les navires de pêche démersale suivant leurs types de licences et catégories. D'après données MPA

Type de licences	Catégories de flottes	2004		2005		2006		2007*	
		Capacité	%	Capacité	%	Capacité	%	Capacité	%
Céphalopodières et poiss. Démersaux	C.E.	952	11%	247	4%	499	10%	136	4%
Céphalopodières et poiss. Démersaux	Chine	2 252	27%	1 688	26%			1 100	35%
Céphalopodières	Libres	1 801	22%	1 737	27%	4 633	90%	0	0%
Poissonniers démersaux	Libres	3 309	40%	2 713	42%			1 880	60%
Sous-total		8 313	100%	6 386	100%	5 132	100%	3 116	100%
Crevettiers	C.E.	590	44%	499	35%	218	10%	154	33%
Crevettiers	Libres	746	56%	918	65%	1 876	90%	312	66%
Sous-total		1 336	100%	1 417	100%	2 094	100%	466	100%
Toutes catégories démersales	C.E.	1 542	16%	746	10%	717	10%	289	8%
Toutes catégories démersales	Autres	8 108	84%	7 056	90%	6 508	90%	3 292	92%
Total demersal		9 649	100%	7 802	100%	7 226	100%	3 581	100%

* au 20 juin 2007

Au final, sur la période 2004-2006, la capacité de pêche totale déployée sur le segment démersal par les navires de la C.E. (possibilités poissonniers, céphalopodières et crevettiers confondus) a représenté entre 16% (2004) et 10% (2005 et 2006) de la capacité totale des navires de pêche exploitant les ressources démersales.

En termes de nombre de navires industriels, les informations communiquées par les Autorités de Guinée indiquent qu'il y a eu en 2004 un nombre total de navires licenciés de 143, incluant 18 navires C.E., 42 chinois et 83 sous licences libres. Ce nombre ne cesse de décroître sur la période puisqu'en 2006, les autorités n'ont enregistré qu'un total de 94 navires ayant pris des licences de pêche, dont 15 de la C.E., 27 chinois et 52 sous licences libres.

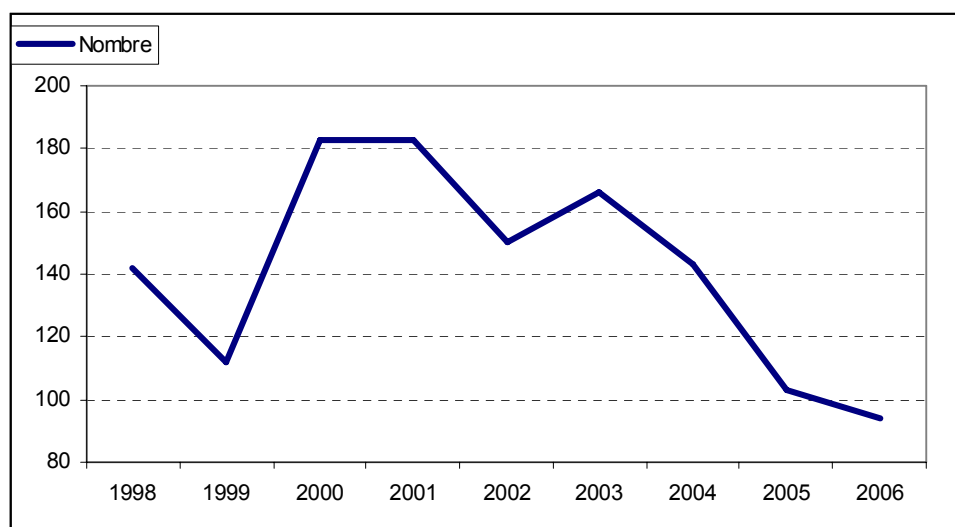
Tableau 25 : Nombre de navires industriels de pêche démersal ayant pris une licence en Guinée par type de licence et par catégorie de flotte de pêche. Source : MPA

	Céphalopodiérs	Poissonnier	Crevettiers	Pélagique	Total
Année 2004					
C.E.	2	4	12		18
Chine	22	20			42
Libres	20	46	13	4	83
Total	44	70	25	4	143
Année 2005					
C.E.	0	2	9	0	11
Chine	18	13	0	0	31
Libres	21	23	12	5	61
Total	39	38	21	5	103
Année 2006					
C.E.	0	8	7	0	15
Chine	19	8	0	0	27
Libres	2	33	14	3	52
Total	21	49	21	3	94
Année 2007*					
C.E.	0	3	6	0	9
Chine	21	0	0	0	21
Libres	0	21	3	3	27
Total	21	24	9	3	57

* au 20 juin 2007

A noter que l'effectif du nombre de navires licenciés ne peut être mis directement en correspondance avec les capacités déployées en TJB. En effet, les navires peuvent prendre des licences pour une durée minimale de 3 mois. Ainsi, 4 navires qui auront pris chacun une licence trimestrielle compteront pour 4 unités dans le décompte du nombre de navires, alors qu'un navire licencié pour une durée de 1 an ne comptera que pour une unité. Dans les deux cas, la mesure de la capacité déployée en TJB est la même. Ceci étant dit, les capacités déployées en TJB et le nombre de navires licenciés suivent la même tendance décroissante.

Sur une période plus longue (à partir de 1998), les données statistiques du CNSHB montrent que le nombre de navires industriels licenciés a atteint un pic en 2000 et 2001 (183 navires), avant de décroître régulièrement jusqu'à la période actuelle (hormis un rebond en 2003). Selon ces données, le nombre de navires industriels licenciés en 2006 était équivalent à la moitié du nombre de navires licenciés en 2000 et 2001.

**Figure 7 : Evolution du nombre de navires industriels de pêche démersale (hors navires thoniers) qui ont pris une licence en Guinée, toutes nationalités confondues. Source: CNSHB & ONP**

4.2.2. Production totale et principales espèces

Jusqu'en 2004, le traitement des données a été réalisé par le CNSHB ; depuis 2005, le relais est assuré par l'ONP. Les résultats sont présentés dans un « Bulletin Statistique des Pêches » annuel. Le dernier bulletin disponible est celui de l'année 2004. Les statistiques pour les années 2005 et 2006 sont toujours en cours de traitement.

De 2000 à 2004, les captures de la flotte industrielle, tous segments confondus, après être passées par un maximum de 65 700 t en 2001, ont régulièrement baissé chaque année jusqu'à 39 700 t. Ce schéma de variation se retrouve au niveau de la plupart des principales espèces-cibles (figure suivante). Il est compatible avec la décroissance du nombre de navires de pêche licenciés sur cette pêcherie.

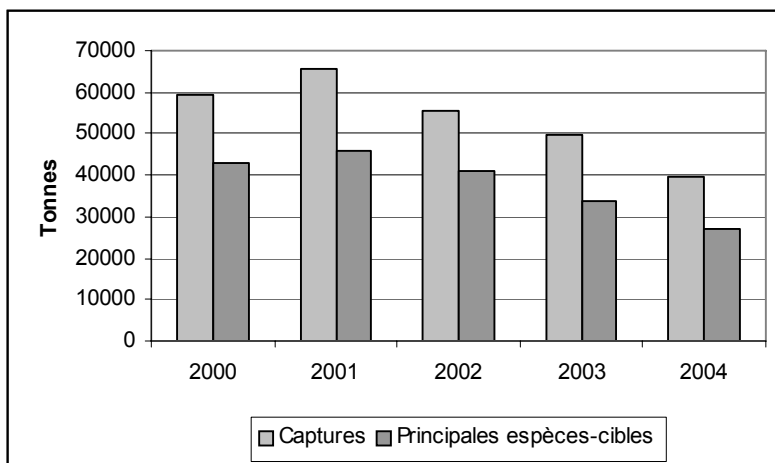


Figure 8 : Variation des captures de la flotte industrielle non thonière de 2000 à 2004 (sources : CNSHB et ONP)

Douze espèces et groupes d'espèces sont ciblés par les différentes pêcheries industrielles (tableau 8). Ces différentes espèces-cibles représentent approximativement 70 % du total des captures de la pêche industrielle non thonière.

Tableau 26 : Principales espèces et groupes d'espèces (en tonnes) ciblés par la flotte industrielle (sources : CNSHB et ONP)

Espèces ou	Noms scientifiques	Années				
groupes d'espèces		2000	2001	2002	2003	2004
Principales espèces cibles						
Sardinelles	<i>Sardinella spp.</i>	2 284	4 060	4 359	3 985	4 807
Chinchards	CARANGIDAE	6 863	4 650	5 562	4 430	2 559
Bobo	<i>Pseudolithus elongatus</i>	4 808	4 804	2 827	4 040	1 620
Bars	<i>Pseudolithus spp.</i>	5 065	4 884	3 429	2 870	432
Machoirons	<i>Arius spp.</i>	3 760	2617	1 904	1 448	934
Soles	<i>Cynoglossus spp.</i>	5 360	6 554	4 941	3 475	3 325
Dorades	SPARIDAE	3 187	2 837	2 739	3 004	2 892
Petit capitaine	<i>Galeoides decadactylus</i>	3 157	4 823	4 158	2 829	2 322
Rouget	<i>Pseudupeneus prayensis</i>	1 059	1 791	1 657		1 219
Crevettes	PENAEIDAE, ARISTAEIDAE	2 065	2 236	2 148	1 354	1 091
Seiche	<i>Sepia officinalis hierredda</i>	4 268	5 820	6 698	5 136	4 977
Poulpe	<i>Octopus vulgaris</i>	917	988	772	1 387	874
Total des principales espèces cibles		42 792	46 062	41 192	33 958	27 052
Autres espèces		16 665	19 620	14 351	15 629	12 610
Total des captures		59 457	65 682	55 542	49 587	39 662

Contribution des différentes pêcheries à la production totale

Sur la période 2000-2004, la contribution moyenne des différentes pêcheries industrielles non thonière a été la suivante:

- pêche de démersale poissonnière : 47 % (25 500 t) ;
- pêche de céphalopodes : 21 % (11 400 t) ;
- pêche de crevettes : 10 % (5 500 t) ; et
- pêche de petits pélagiques : 22 % (11 600 t).

4.2.3. Pêcheries de poissons démersaux et de céphalopodes

Ces deux segments de la pêche industrielle sont décrits ensemble. En effet, les flottilles poissonnière et céphalopodière utilisent des chaluts de même type et concentrent, en outre, leurs activités sur les mêmes zones de pêche.

➤ Engin de pêche

Les chaluts utilisés pour la pêche des poissons démersaux et des céphalopodes sont des chaluts de fond classiques à panneaux, avec une ouverture verticale de moins de 2 m. Le maillage réglementaire dans le cul des chaluts est fixé à 70 mm (maille étirée).

➤ Zones de pêche

Les zones de pêche des navires poissonniers démersaux et des navires céphalopodiers ont été cartographiées par l'IRD et le CNSHB en 1995 (figures suivantes)¹⁴. On observe que la zone d'activité des céphalopodiers se trouve globalement incluse dans celle des poissonniers, plus vaste et plus côtière ; et qu'une grande partie des secteurs les plus fréquentés, notamment dans le Nord-Ouest du plateau continental entre les isobathes de 20 et 40 m, sont communs aux deux flottilles.

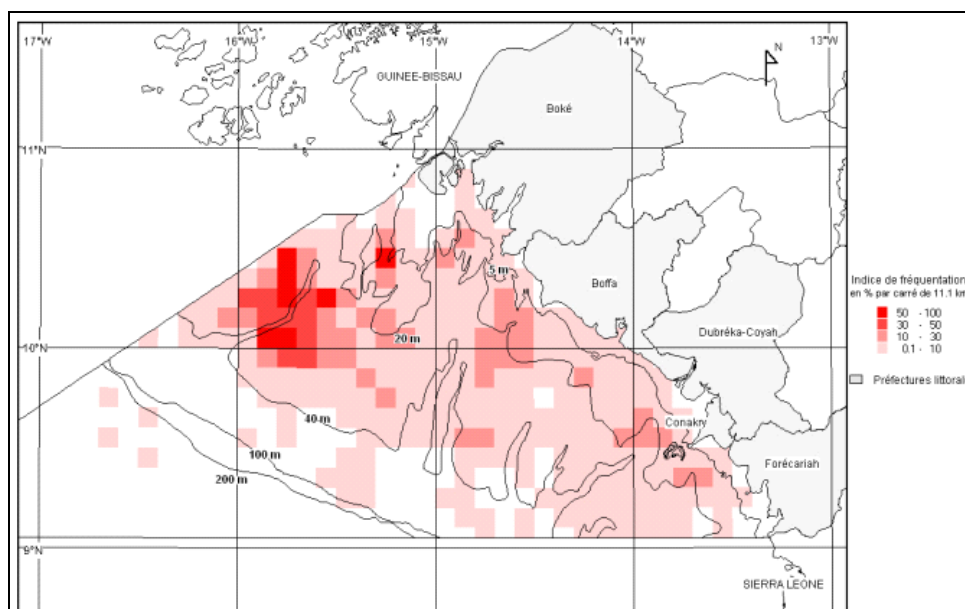


Figure 9 : Zones d'activité des pêcheurs démersaux en 1995 (source : IRD-CNSHB)

¹⁴ Depuis quelques années, la pêche au chalut est interdite dans la zone comprise entre la ligne de base et les douze milles nautiques ou l'isobathe des 20 m

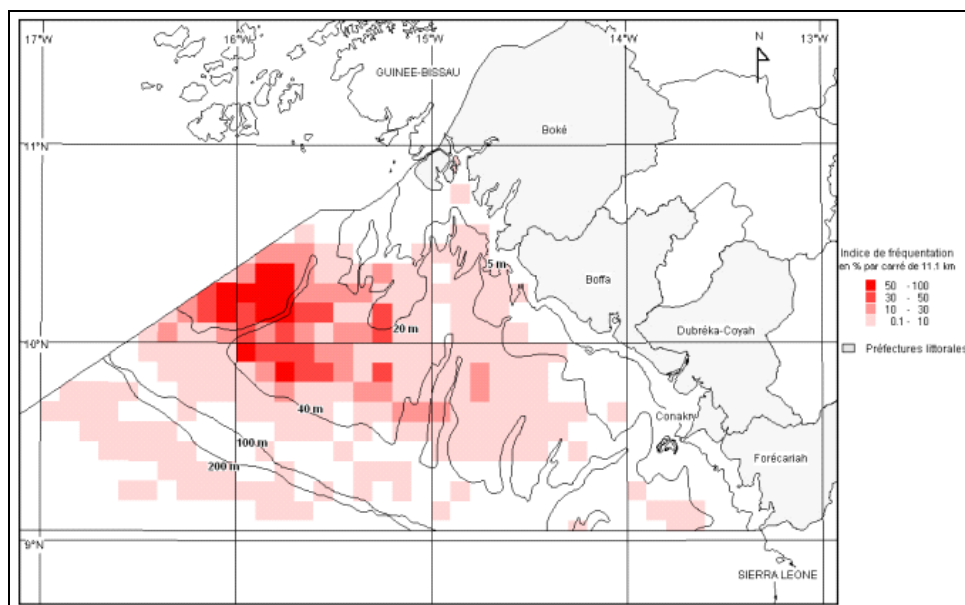


Figure 10 : Zones d'activité des céphalopodiers en 1995 (source : IRD-CNSHB)

➤ Composition spécifique des captures

La catégorie dominante dans les captures des poissonniers et des céphalopodiers sont les poissons qui ont représenté respectivement 92 et 62 %, en moyenne, des captures des deux flottilles sur la période 2000-2004. Les principales espèces entrant dans les captures appartiennent à la communauté des sciaenidés. Il s'agit du bobo (*Pseudotolithus elongatus*), des bars (*Pseudotolithus typus*, *P. senegalensis*, *P. brachygnathus*, *P. hostia moorii*), des machoïrons (*Arius heudeloti*, *A. latiscutatus*, *A. parkii*), des soles (*Cynoglossus senegalensis*, *C. monodi*, *C. senegalensis*) et du petit capitaine (*Galeoides decadactylus*). Quelques espèces dominantes appartiennent également à la communauté des sparidés. Ce sont, notamment, les dorades (*Pagellus bellotii*, *Pagrus caeruleostictus*) et le rouget (*Pseudupeneus prayensis*).

Au cours de la même période, les captures des céphalopodes, surtout de la seiche (*Sepia officinalis hierredda*, sepiidae) et aussi du poulpe (octopodidae), par la flottille spécialisée n'ont représenté que 33 %, en moyenne, des prises totales ; alors que celles des poissonniers avec 7 % du total des captures étaient loin d'être négligeables.

Les captures de crevettes côtières (*Penaeus notialis*, *Parapenaeopsis atlantica*) par les poissonniers sont très faibles ; chez les céphalopodiers, elles peuvent être plus importantes ; sur la période 2000-2004, elles ont été respectivement de 1 et 5 %, en moyenne.

Les profils de capture des navires poissonniers et céphalopodiers n'apparaissent pas nettement individualisés et présentent des similitudes. Dans les deux pêcheries, la catégorie dominante de poissons est celle de la communauté à sciaenidés ; et la communauté à sparidés est presque également représentée. Les céphalopodes dominent légèrement dans le profil de capture des céphalopodiers ; mais constituent aussi une part relativement importante des prises des poissonniers.

Tableau 27 : Composition spécifique des captures (en tonnes) des poissonniers de 2000 à 2004 (sources : CNSHB et ONP)

Espèces	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Bobo	4 779	4 779	2 820	4 037	1 057	3 494
Bars	4 402	4 435	3 251	2 744	0	2 966
Machoirons	2 910	2 174	1 593	1 204	601	1 696
Soles	2 101	3 267	2 113	1 528	1 766	2 155
Petit capitaine	1 831	3 283	3 127	2 241	1 574	2 411
Dorades	1 388	1 917	1 728	2 212	1 739	1 797
Rouget	345	673	578		693	458
Poissons divers	8 977	10 537	8 707	7 881	6 456	8 512
Total poissons	26 734	31 065	23 916	21 847	13 886	23 489
% poissons	97	93	91	92	83	92
Total crevettes	9	240	170	51	198	134
% crevettes	0	1	1	1	1	1
Poulpe	134	124	89	72	294	143
Seiche	775	1 839	2 141	1 688	2 364	1 761
Total céphalopodes	908	1 963	2 230	1 760	2 658	1 904
% céphalopodes	3	6	8	7	16	7
Total des captures	27 651	33 268	26 316	23 658	16 742	25 528

Tableau 28 : Composition spécifique des captures (en tonnes) des céphalopodières de 2000 à 2004 (sources : CNSHB et ONP)

Espèces	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Bobo	21	25	1	0	563	122
Bars	445	208	69	33	427	236
Machoirons	500	368	134	71	247	264
Soles	2 795	2 923	1 265	1 687	1 391	2 012
Petit capitaine	1 079	1 062	783	194	731	770
Dorades	1 263	828	612	695	1 076	895
Rouget	655	1 113	559		526	571
Poissons divers	2 172	3 182	1 908	1 869	1 947	2 216
Total poissons	8 930	9 709	5 329	4 549	6 908	7 086
% poissons	66	64	62	48	68	62
Total crevettes	637	811	753	292	178	534
% crevettes	5	5	9	3	2	5
Seiche	3 154	3 767	2 303	3 257	2 519	3 000
Poulpe	781	864	203	1 313	580	748
Total céphalopodes	3 35	4 630	2 506	4 570	3 099	3 748
% céphalopodes	29	31	29	49	30	33
Total des captures	13 502	15 150	8 588	9 411	10 185	11 367

Cette comparaison des profils de capture suggère que les chalutiers des flottilles poissonnière et céphalopodière, qui utilisent le même engin de capture et opèrent sur les mêmes zones de pêche, possèdent une grande flexibilité. Ils peuvent, en effet, de manière opportuniste, changer de stratégie d'exploitation en passant d'un comportement poissonnier à un comportement céphalopodier, et inversement.

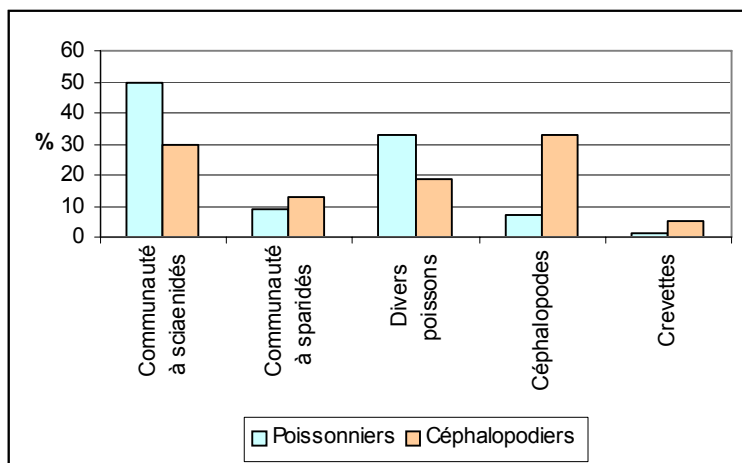


Figure 11 : Profils moyens de capture, par grandes catégories d'espèces, des chalutiers poissonniers et céphalopodiers sur la période 2000-2004

➤ Rejets

Les informations obtenues sur les rejets des navires poissonniers et céphalopodiers proviennent des déclarations obligatoires faites par les navires étrangers à l'administration des pêches ; et doivent donc être considérées avec prudence. Les volumes rejetés sont communiqués globalement, sans distinction des espèces concernées. Les tableaux de la page suivante présentent les captures et les rejets réalisés par quelques chalutiers étrangers, poissonniers et crevettiers, de 2000 à 2003. Au cours de cette période, et pour cet échantillon de navires, les rejets ont représenté de 14,3 à 45,9 % des captures chez les poissonniers, et de 18,5 à 25,9 % des captures chez les céphalopodiers. En plus des fluctuations inter-annuelles, les quantités rejetées varient également en fonction des espèces ciblées et de la stratégie d'exploitation des navires, qui dépend en grande partie du pavillon et/ou de l'armement. Les pourcentages moyens de rejets sur la période 2000-2003, calculés à partir des données des tableaux suivants sont présentés ci-dessous.

Chalutiers poissonniers

C.E.	18,1 %
Chine	26,6 %
Pays tiers	32,9 %
moyenne	25,9 %

Chalutiers céphalopodiers

C.E.	22,9 %
Chine	21,7 %
moyenne	22,3 %

Sur la base de ces pourcentages moyens, l'ensemble des navires poissonniers et céphalopodiers pourraient avoir rejeté respectivement 9 700 et 3 300 t de prises diverses par an, en moyenne, sur la période 2000-2003.

Tableau 29 : Captures et rejets (en tonnes) de quelques chalutiers poissonniers de 2000 à 2003. Source : ONP

Années	2000			2001		
Pavillons (nombre de navires)	C.E. (2)	Chine (2)	Pays tiers (2)	C.E. (2)	Chine (2)	Pays tiers (2)
Captures totales	740	629	1 673	1 179	625	2 017
Rejets	129	168	325	254	137	522
% rejets	17,4	26,7	19,4	21,5	21,9	25,9
Captures conservées	611	461	1 348	925	488	1 495
Poissons	481	379	1 298	634	447	1 376
Céphalopodes	70	31	0	126	7	0
Crustacés	9	37	2	16	24	1
Divers	52	14	47	148	10	118

Années	2002			2003		
Pavillons (nombre de navires)	C.E. (2)	Chine (2)	Pays tiers (2)	C.E. (2)	Chine (2)	Pays tiers (2)
Captures totales	1 017	1 761	1 776	1 124	484	3 561
Rejets	191	532	484	161	92	1 636
% rejets	18,8	30,2	27,3	14,3	19,0	45,9
Captures conservées	827	1 229	1 292	963	392	1 925
Poissons	539	1 072	1 239	672	289	1 845
Céphalopodes	151	83	0	227	92	4
Crustacés	8	20	2	5	11	7
Divers	129	54	51	59	0	69

Tableau 30 : Captures et rejets (en tonnes) de quelques chalutiers céphalopodiers de 2000 à 2003. Source : ONP

Années	2000		2001		2002		2003	
Pavillons (nombre de navires)	C.E. (1)	Chine (2)	C.E. (2)	Chine (2)	C.E. (2)	Chine (2)	C.E. (2)	Chine (2)
Captures totales	306	688	960	884	773	999	1 083	764
Rejets	59	153	240	229	186	201	229	141
% rejets	19,3	22,2	25,0	25,9	24,1	20,1	21,1	18,5
Captures conservées	246	536	721	655	587	798	854	623
Poissons	131	272	361	463	275	512	292	389
Céphalopodes	71	257	310	167	259	273	444	228
Crustacés	42	0	41	1	44	0	93	1
Divers	3	7	10	24	9	12	25	4

4.2.4. La pêche crevettière

Le terme pêche crevettière recouvre en fait deux pêcheries différentes : la pêche de crevettes côtières où les espèces cibles sont *Penaeus notialis* et *Parapenaeopsis atlantica* et la pêche de crevettes profondes, où les principales espèces ciblées sont *Parapenaeus longirostris* et *Aristeus varidens*. Dans le « Bulletin Statistique des Pêches », les données concernant ces deux pêcheries sont malheureusement agrégées.

➤ Engins de pêche

Les crevettiers côtiers utilisent des chaluts à deux faces de faible ouverture verticale, montés sur des gréments à tangon. Il peut y avoir un ou deux chaluts par tangon. Les crevettiers profonds, quant à eux, se servent de chaluts de fond classiques à panneaux avec une faible ouverture verticale.

Le maillage réglementaire dans le cul des chaluts à crevettes est fixé à 40 mm (maille étirée).

➤ Zones de pêche

Les zones de pêche des crevettiers côtiers et profonds sont nettement séparées (figure suivante). Les premiers travaillent sur des fonds généralement compris entre 18 et 25 m ; les seconds, à la limite du

plateau continental, au delà de l'isobathe des 100 m, et sur le talus continental, jusqu'à des profondeurs de près de 700 m.

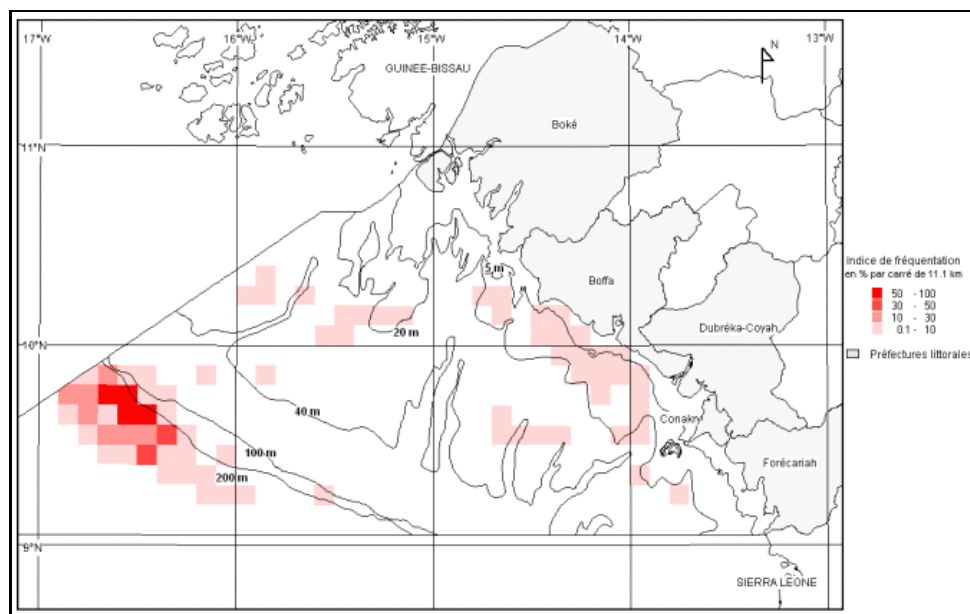


Figure 12 : Zones d'activité des crevettiers en 1995 (source : IRD-CNSHB)

➤ Composition spécifique des captures

Les poissons constituent la majorité des captures des crevettiers, côtiers et profonds confondus ; sur la période 2000-2004, ils ont représenté, en moyenne, 65 % des prises. Parmi les principales espèces figurent des poissons des communautés à sciaenidés (bars, machoïrons, soles, petit capitaine) et à sparidés (dorades, rouget). D'autres espèces, côtières et profondes, entrent dans la catégorie « poissons divers », qui représentent environ 60 % des captures de poissons. Quelques informations sur la composition de cette catégorie ont été obtenues grâce à des comptes rendus d'observateurs embarqués. Parmi les poissons également capturés en quantités significatives par les crevettiers côtiers, on peut citer les grondeurs (*Pomadasys spp.*, *haemulidae*), le turbot (*Psettodes belcheri*, *pserranidae*) et une grande variété de raies (*dasyatidae*, *gymnuridae*, *myliobatidae*, *rajidae*, *rhinobatidae*, *rhinopteridae*). Les principales espèces de poissons capturées par les crevettiers profonds sur le talus continental sont les merlus (*Merluccius spp.*, *merluccidae*), les baudroies (*Lophius spp.*, *lophiidae*) et certains requins (*Galeorhinus sp.*, *triakidae*).

Tableau 31 : Composition spécifique des captures (en tonnes) des crevettiers, côtiers et profonds confondus, de 2000 à 2004 (sources : CNSHB et ONP)

Espèces	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Bars	218	240	110	93	5	133
Machoirons	346	74	152	141	70	157
Soles	464	364	1 562	260	168	564
Petit capitaine	247	477	248	394	8	275
Dorades	372	4	316	8	2	140
Rouget	59	6	520		0	117
Poissons divers	3 476	1 085	2 888	1 810	1 575	2 167
Total poissons	5 182	2 250	5 796	2 706	1 828	3 553
% poissons	73	60	59	69	69	65
Crevettes	1 418	1 185	1 224	1 011	715	1 111
Divers crustacés	164	110	57	32	21	77
Total crustacés	1 582	1 295	1 281	1 043	736	1 188
% crevettes	22	35	13	26	28	22
Seiche	340	195	2 254	191	94	615
Poulpe	4	6	480	8		100
Total céphalopodes	344	201	2 734	199	94	715
% céphalopodes	5	5	28	5	3	13
Total des captures	7 108	3 746	9 811	3 948	2 658	5 456

Les crevettes ne représentent que 22 %, en moyenne, des captures conservées des crevettiers côtiers, mais plus de 90 % de celles des crevettiers profonds, comme le montre le tableau suivant, établi à partir de comptes rendus d'observateurs embarqués sur des crevettiers européens au cours de huit campagnes de pêche en 2006 et 2007.

Tableau 32 : Composition des captures conservées (en tonnes) de crevettiers européens (2 côtiers et 3 profonds) en 2006 et 2007 (source : CNSP)

Type de crevettier (navires)	Profond (3)		Côtier (2)
Année (campagnes de pêche)	2006 (3)	2007 (3)	2007 (2)
Catégorie			
Poissons démersaux (%)	2,1 (5,6)	3,17 (5,5)	67,43 (72,9)
Crevettes (%)	35,04 (93,3)	54,01 (94,2)	20,21 (21,9)
Seiche (%)			4,84 (5,2)
Crabe (%)	0,43 (1,1)	0,16 (0,3)	

Trois espèces de crevettes de la famille des penaeidae entrent dans les captures des crevettiers côtiers ; deux sont dominantes (*Parapenaeopsis atlantica* et *Penaeus notialis*), une troisième est bien moins abondante (*Penaeus kerathurus*).

Les crevettiers profonds exploitent *Parapenaeus longirostris* (penaeidae) à la limite du plateau continental (au delà de l'isobathe des 180 m) et sur la partie supérieure du talus, et des espèces de la pente continentale jusqu'à des profondeurs d'environ 700 m, notamment *Aristeus varidens* (aristaeidae) et *Plesionika sp.* (pandalidae). En même temps que ces crevettes, le crabe profond (*Geryon maritae*, geryonidae) est capturé à des profondeurs d'environ 400 m.

Les céphalopodes, essentiellement la seiche, représentent habituellement environ 5 % des captures des crevettiers côtiers. Certaines années, cependant, comme en 2002, les prises de céphalopodes peuvent être supérieures à celles des crevettes; ce qui souligne encore les interactions qui existent entre les différents segments de la pêche démersale industrielle exerçant sur le plateau continental.

➤ Rejets

Des informations ont été obtenues, auprès du CNSP, sur les captures et les rejets des crevettiers européens exploitant les crevettes profondes. Elles proviennent des comptes rendus des observateurs embarqués ; et peuvent donc être considérées comme relativement fiables. Les volumes rejetés par ces navires représentent de 50 % à 78 % des captures totales, selon les années (tableau ci-dessous).

Tableau 33 : Captures et rejets (en tonnes) de crevettiers profonds de la C.E. de 2004 à 2007 (source : CNSP)

Année (navires)	2004 (1)	2006 (3)	2007 (3)
Captures totales	82,17	76,56	257,44
Rejets	41,77	38,98	200,01
% rejets	50,83	50,91	77,69
Captures conservées	40,41	37,58	57,34
Poissons	1,82	2,10	3,17
Crustacés	38,39	35,48	54,17
Divers	0,20		

Les pourcentages de rejets par les crevettiers côtiers pourraient être inférieurs. En 2007, d'après des rapports d'observateurs embarqués, deux crevettiers côtiers européens ont rejeté, au cours de deux campagnes de pêche, près de 47 t de produits pour une capture totale de 139 t (soit un taux de rejets de 34 %). Les rejets étaient composés essentiellement de sapater (*Chloroscombrus chrysurus*, carangidae), rasoir (*Ilisha africana*, clupeidae) et pelon (*Brachydeuterus auritus*, haemulidae), ainsi que d'autres espèces de poissons démersaux sans valeur commerciale.

4.2.5. Pêcherie de petits pélagiques

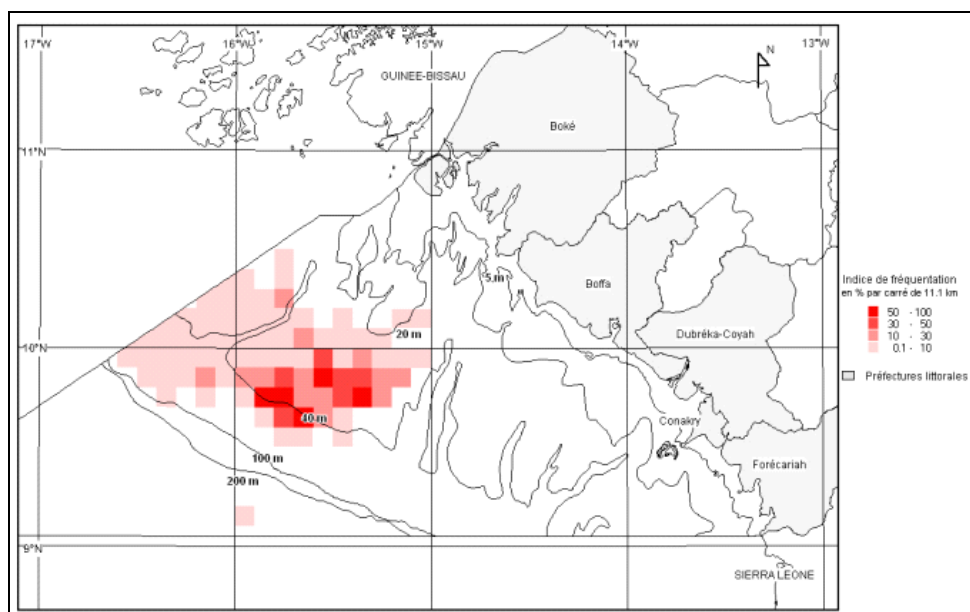
La pêche industrielle de petits pélagiques ne concerne que quelques gros chalutiers (5 en 2004), mesurant plus de 30 m de longueur hors-tout, dont la plupart jaugent plus de 1 000 TJB et sont équipés de moteurs de plus de 2 000 cv. Ces unités ciblent les sardinelles (surtout la sardinelle ronde, *Sardinella aurita*, clupeidae) et les chinchards (*Decapterus spp.*, carangidae).

➤ Engin de pêche

L'engin de pêche est le chalut pélagique à panneaux. La pratique du chalutage en boeufs est interdite, ainsi que l'usage de la senne coulissante. Le maillage dans le cul du chalut n'est fixé par aucune mesure réglementaire.

➤ Zones de pêche

La pêche industrielle des petits pélagiques se concentre dans la partie Nord-Ouest du plateau continental (figure ci-dessous), fertilisée par l'upwelling saisonnier sénégal-mauritanien. L'activité des chalutiers pélagiques n'est autorisée qu'au delà de 50 milles nautiques de la ligne de base.

**Figure 13 : Zones d'activité des chalutiers pélagiques en 1995 (source : IRD-CNSHB)**

Composition spécifique des captures

Les espèces ciblées, sardinelles et chinchards constituent l'essentiel des captures. Sur la période 2000-2004, elles ont représenté entre 60 et plus de 80 % de celles-ci (tableau suivant). Parmi les autres espèces, il faut signaler les carangues (carangidae) et les divers démersaux dont les prises sont, certaines années, importantes. Ceci confirme que les chalutiers pélagiques opérant en Guinée sont capables de pêcher près du fond et de rentrer en concurrence avec les autres flottes industrielles et démersales.

La sardine ronde et les chinchards migrent dans le Nord-Ouest du plateau continental guinéen à la faveur de l'arrivée des eaux froides de l'upwelling sénégal-mauritanien ; et les captures de ces espèces montrent une très forte saisonnalité, avec des maxima pendant la saison sèche, de novembre à mai, et des minima pendant la saison humide, de juin à octobre.

Tableau 34 : Composition spécifique des captures (en tonnes) des poissonniers pélagiques de 2000 à 2004 (sources : CNSHB et ONP)

Espèces	2000	2001	2002	2003	2004
Sardine	2 183	3 986	4 146	3 919	4 749
Chinchards	6 108	4 344	4 705	3 575	1 417
Total petits pélagiques	8 290	8 329	8 850	7 494	6 166
% petits pélagiques	74,08	61,60	81,79	59,64	61,19
Carangues	825	1 202	45		1 243
Divers pélagiques	15	1 608	78	1 797	629
Divers démersaux	2 60	2 380	1 848	3 275	2 039
Total des captures	11 264	13 581	10 903	12 626	10 138

Aucune information n'a pu être obtenue sur les rejets des navires chalutiers pélagiques.

4.2.6. Données sur les captures des navires européens sous accord

Les données sur la production des navires européens de pêche démersale sous accord n'ont pu être obtenues ni de la part des services de la Commission, ni de la part des autorités guinéennes. Cette absence d'information provient d'un non respect de l'obligation de remises des journaux de bord par une majorité des intervenants européens en Guinée (quelques navires espagnols ont remis des déclarations, les navires grecs et italiens n'en ont remis aucune).

Cependant, comme condition d'exercice dans la ZEE, les navires européens sous accord doivent embarquer un observateur pendant toute la durée de leur séjour. Les services du Ministère en charge de la pêche ont communiqué à la mission quelques rapports de ces observateurs. Ils contiennent des données sur les prises de quelques navires européens. Ces données sont présentées dans les sections suivantes.

Les données traitées couvrent la période de l'actuel protocole de l'accord de pêche et se rapportent aux années 2004, 2006 et 2007. Dix rapports détaillés ont été remis à la mission ; ils concernent les années 2006 (3 campagnes de crevetters profonds espagnols et 2 campagnes de poissonniers) et 2007 (3 campagnes de crevetters profonds espagnols et 2 campagnes de crevetters côtiers grecs).

Ces quelques données permettent d'estimer, pour chacune des trois types licences de pêche démersale (poissonnière, céphalopodièrè et crevettièrè), les rendements journaliers (globaux et par catégorie d'espèces) des chalutiers communautaires, ainsi que les compositions spécifiques de leurs captures. Il faut, toutefois, garder présent à l'esprit que les rendements estimés ne reposent que sur les données d'un nombre limité de navires.

➤ Rendements journaliers

Chalutiers poissonniers et céphalopodiers

Tableau 35 : Estimation du rendement journalier des navires européens de la catégorie poissonniers-céphalopodiers. D'après rapports observateurs

Type de navire	Céphalopodier	Poissonnier	
Années (navires)	2004 (2)	2004 (4)	2006 (2)
Jours de pêche	359	262	198
Captures totales conservées (kg)	567 550,28	729 740,74	350 232,30
Captures / espèce / jour (kg)			
Poissons	599,73	2022,20	1416,04
Crustacés	123,73	4,34	25,82
Crevettes			21,05
Crabes			4,77
Céphalopodes	825,69	663,96	326,99
Seiches			326,99
Divers	31,78	94,77	
Rendement / jour (kg)	1 580,93	2 785,27	1 768,85

Chez les poissonniers, on note que le rendement global a chuté de plus de 36 % de 2004 à 2007 ; les captures journalières de poissons ont baissé de 30 %, et celles de céphalopodes de 50 %. Le rendement moyen pour un céphalopodier est de l'ordre de 1 580 kg par jour de pêche dont 38% de poissons, 8% de crevettes et 52% de céphalopodes. Pour les poissonniers, le rendement mesuré baisse de 2 785 kg / jour en 2004 à 1 768 kg / jour en 2006.

Chalutiers crevettiers

Tableau 36 : Estimation du rendement journalier des navires européens de la catégorie crevettiers. D'après rapports observateurs

Type de navire	Crevettier		
Années (navires)	2004 (1)	2006 (3)	2007 (3)
Jours de pêche	109	169	234
Captures totales (kg)	40 405,00	37 580,53	57 236,40
Rendements / espèce / jour (kg)			
Poissons	16,72	12,43	13,53
Crustacés	352,17	209,94	231,07
Crevettes		207,38	230,38
Crabes		2,56	0,69
Céphalopodes			
Seiches			
Divers	1,80		
Rendement / jour (kg)	370,69	222,37	244,60

De 2004 à 2006-2007, les rendements journaliers de crevettes ont diminué d'environ 37 %. La capture par jour de pêche passe de 370 kg de crevettes à un peu plus de 220 kg. Les captures d'autres types d'espèces sont relativement basses car les navires ne conservent que les crustacés et les espèces de poissons de haute valeur commerciale à bord (baudroies).

➤ **Temps de présence dans la ZEE**

Cette information est extraite des données sur l'utilisation de l'accord obtenues de la DG FISH. Pour chaque catégorie de pêche, on compte pour chaque année le nombre total de trimestres pendant lesquels des navires de la CE ont été licenciés¹⁵. Ce nombre de trimestre est multiplié par 3 pour le convertir en mois.navires. Le résultat est indiqué dans le tableau suivant. L'activité des céphalopodiers a été de 21 mois.navires en 2004 (1 navire pendant 3 trimestres, et 1 navires pendant 4 trimestres), et nulle ensuite. Pour la catégorie des poissonniers, le temps de présence augmente, et passe de 12 mois.navires en 2004 à 32 mois.navires en 2006. En ce qui concerne les crevettiers, le temps de présence de la flotte européenne a été de 78 mois.navires en 2004 et 2005, avant de retomber à 30 mois.navires en 2006.

¹⁵ Par exemple, si un navire crevettier a pris une licence annuelle, un autre une licence semestrielle et un autre une licence trimestrielle, le nombre total de trimestres pendant lesquels des navires de la CE ont été licenciés pour pêcher dans la ZEE de Guinée est de 7 trimestres.navires, soit 21 mois.navires.

Tableau 37 : Temps d'activité (en mois.navires) de la flotte européenne dans la ZEE de Guinée. D'après données DG FISH.

mois navires	2004	2005	2006
Céphalopodiers	21	0	0
Poissonniers	12	24	32
Crevettiers	78	78	30

➤ **Estimation des captures**

L'estimation des captures est conduite en multipliant le rendement par jour de pêche par le temps d'activité des navires européens dans la ZEE. Concernant les rendements de l'année 2005, non obtenus, ils ont été estimés comme la moyenne des données obtenues pour 2004 et 2006. Le nombre de jours de pêche par mois a été estimé à 28. Il tient compte des délais pour se rendre sur la zone de pêche (la plupart des navires opèrent à partir de Dakar), et des temps d'arrêts entre deux campagnes (avitaillement, déchargement). Sous ces hypothèses, on estime les captures de la flotte européenne de pêche démersale sous accord comme variant entre 2 209 tonnes en 2004 et 1 772 tonnes en 2006.

Tableau 38 : Estimation des captures des navires européens de pêche démersale dans la ZEE de Guinée

Captures (t)	2004	2005	2006
Céphalopodier			
Poissons	353	0	0
Crustacés	42	0	0
Céphalopodes	0	0	0
Divers	69	0	0
TOTAL	464	0	0
Poissonniers			
Poissons	679	1 155	1 269
Crustacés	1	10	23
Céphalopodes	223	333	293
Divers	32	32	0
TOTAL	936	1 530	1 585
Crevettiers			
Poissons	37	32	10
Crustacés	769	614	176
Céphalopodes	0	0	0
Divers	4	2	0
TOTAL	810	648	187
Bilan			
Poissons	1 069	1 187	1 279
Crustacés	812	624	199
Céphalopodes	223	333	293
Divers	105	34	0
TOTAL	2 209	2 178	1 772

Le total des captures dans la ZEE de Guinée par toutes les flottes industrielles n'est disponible que pour l'année 2004 (dernière année de publication des statistiques). Si l'on compare les captures estimées pour la flotte européenne aux captures totales (tableau ci-dessous), on relève que la part des captures réalisées par les flottes CE opérant dans les catégories poissonniers et céphalopodiers est relativement modeste (3 à 9%). C'est sur ces deux segments qu'opèrent les flottes chinoises sous accord et autres pavillons (notamment Corée) sous licence libre. La flotte CE n'a d'importance significative sur le segment crevettier (30% des captures totales), en signalant toutefois que l'essentiel de l'activité de la flotte CE se déroule sur les stocks de crevettes profondes, loin de la zone côtière où exercent tous les autres navires de la flotte industrielle (segments crevettiers côtiers, poissonniers et céphalopodiers) et de la flotte artisanale.

Tableau 39 : Comparaison des captures estimées de la flotte CE par rapport à l'ensemble des flottes industrielles (données ONP).

Captures 2004 (tonnes)	Flotte CE	Total toutes Flottes	% flotte CE
Segment céphalopodier	464	16 742	3%
Segment poissonnier	936	10 185	9%
Segment crevettiers	810	2 658	30%
Total	2 209	29 585	7%

4.2.7. Synthèse sur la pêche industrielle non thonière

- i) La production globale de la pêche industrielle non thonière est d'environ 46 000 t par an. L'essentiel de la production est assuré par les pêches démersales (78 %) et notamment celle de poissons (47 %). La pêche pélagique reste marginale en raison du caractère saisonnier de l'abondance des ressources de petits pélagiques.
- ii) Les chalutiers industriels se concentrent surtout dans la partie Nord de la ZEE, près de la frontière avec la Guinée Bissau, qui est plus riche pour l'ensemble des pêcheries. En effet, le déplacement Nord-Sud de l'upwelling sénégal-mauritanien est favorable aux concentrations de petits pélagiques ; et les apports d'éléments nutritifs par les fleuves côtiers favorisent le développement des espèces démersales. En outre, l'élargissement du plateau continental vers le Nord est propice à l'exercice du chalutage de fond.
- iii) Le chevauchement des zones de distribution des différents groupes d'espèces entraîne des captures accessoires importantes pour chacune des pêcheries démersales opérant sur le talus continental. Ainsi, alors que la pêcherie crevettière côtière semble relativement bien individualisée, les fortes interactions qui existe entre les pêcheries poissonnière et céphalopodière incitent les navires à un comportement opportuniste face à un stock multisécifique. Dans ces conditions, la distinction administrative de deux types de pêcheries, « poissons démersaux » et « céphalopodes » n'apparaît pas pertinente en ce qui concerne la gestion des ressources.
- iv) La pêche démersale industrielle repose essentiellement sur l'exploitation des espèces de la communauté à sciaenidés. D'après les données scientifiques, les espèces de cette communauté se répartissent entre 0 et 30 m, avec un maximum d'abondance dans des zones de moins de 15 m de profondeur. L'exploitation de cette ressource est en compétition avec la pêche artisanale, pour laquelle cette communauté représente le stock principal.
- v) Dans l'ensemble des pêcheries, les rejets représentent un pourcentage important des captures. Ils seraient moins importants dans les pêcheries poissonnière et céphalopodière (respectivement, 26 et 22 % en moyenne) que dans les pêcheries crevettières, côtière et profonde (respectivement, 34 et 63 %, en moyenne).

4.3. Les pêcheries thonières hauturières

La pêche industrielle thonière cible le groupe des pélagiques hauturiers qui est composé de l'albacore (*Thunnus albacares*), du patudo (*Thunnus obesus*), du listao (*Katsuwonus pelamis*) à titre principal, et les espèces dites apparentées que sont l'espadon (*Xiphias gladius*) et d'autres espèces de poissons porte-épée. Ces espèces occupent l'espace océanique en dehors du plateau continental. Les espèces sont ciblées par des navires spécialisés dont les thoniers senneurs pour la capture de thonidés à destination de la conserve, les canneurs qui ciblent les mêmes espèces et pour le même marché, et les palangriers dont la cible est constituée essentiellement par l'espadon et par les requins océaniques.

La ZEE guinéenne est comprise dans l'aire de distribution des thonidés recherchés. L'aire de répartition de l'espadon s'étend beaucoup plus vers le nord, jusqu'aux latitudes européennes.

La pêche industrielle thonière est à dominante étrangère en Guinée. Il existe certes trois palangriers guinéens nationaux autorisés à pêcher dans l'océan atlantique (d'après la liste ICCAT des navires autorisés), mais aucune information n'est disponible sur leurs activités.

4.3.1. La pêche à la senne

Comme les océans pacifique et indien, l'océan atlantique est le théâtre d'une pêche thonière à la senne importante. Suivant les données de l'ICCAT, les captures de thons se sont élevées à 175 000 tonnes par an en moyenne sur ces cinq dernières années. Les navires communautaires sont à l'origine de 63% des prises (102 000 tonnes par an en moyenne), avec l'Espagne (32% des prises) et la France (27%) comme seuls Etats membres participant à cette pêche. Les autres pavillons importants sont ceux du Ghana (19% des prises, 46 000 tonnes par an) et des Antilles Néerlandaises (8%, 14 000 tonnes par an en moyenne). On relèvera la tendance à la diminution des prises des senneurs de la CE, tendance qui a démarré au début des années 1990, et qui s'explique par un redéploiement de la flotte communautaire de senneurs vers l'océan indien. En 1991, la France et l'Espagne avaient 61 senneurs en activité dans cet océan, il n'en restait plus que 19 à la fin 2005.

Tableau 40 : Captures (tonnes) des senneurs par pavillon dans l'Atlantique oriental. Source : ICCAT

Pays	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Pavillons C.E.	114 216	108 569	120 826	102 030	68 760	102 880
<i>Dont : Espagne</i>	<i>65 182</i>	<i>59 400</i>	<i>67 951</i>	<i>56 032</i>	<i>32 120</i>	<i>56 137</i>
<i>Dont : France</i>	<i>49 034</i>	<i>49 169</i>	<i>52 875</i>	<i>45 998</i>	<i>36 640</i>	<i>46 743</i>
Ghana	32 268	37 851	33 451	17 649	43 022	32 848
Antilles Néerlandaises	21 753	11 619	19 548	15 164	1 822	13 981
Panama	944	1 427	0	10 928	20 945	6 849
Cape Verde	620	1 559	239	239	0	531
Divers	18 458	17 213	14 846	14 853	28 393	18 753
Total	188 259	178 238	188 910	160 863	162 942	175 842

La pêche à la senne de l'Atlantique oriental capture principalement du listao (*K. pelamis*) et de l'albacore (*T. albacares*). Le patudo (*T. obesus*) est la troisième espèce la plus pêchée. Comme l'indique le tableau suivant, les prises de listao et d'albacore représentent entre 87 et 90% des prises déclarées des senneurs. Les captures de patudo sont variables pour représenter en moyenne un peu moins de 10% des prises. Les autres espèces pêchées le sont en quantités relativement faibles, avec la thonine (*Euthynnus alletteratus*) comme principale espèce accessoire de thon pêchée.

Tableau 41 : Prise (tonnes) par espèce de la pêche à la senne de l'atlantique oriental. Source : ICCAT

Espèce	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
<i>Katsuwonus pelamis</i>	72 599	68 831	89 962	86 008	89 282	81 336
<i>Thunnus albacares</i>	90 502	88 323	75 504	58 632	57 451	74 082
<i>Thunnus obesus</i>	21 549	15 748	17 554	12 777	12 428	16 011
<i>Euthynnus alletteratus</i>	786	2 710	4 451	2 016	2 323	2 457
Autres espèces	2 709	1 483	1 201	1 192	1 458	1 609
TOTAL	188 145	177 095	188 672	160 625	162 942	175 496

Du fait du caractère hautement migrateur des thons, les thoniers senneurs européens, espagnols et français, sont donc amenés à exploiter une vaste zone, grossièrement limitée par les parallèles 20°N et 10°S, et la côte d'Afrique et le méridien 30°W. Cette zone englobe les ZEE de plus d'une vingtaine de pays d'Afrique de l'Ouest (soulignés : les Etats avec lesquels la C.E. a des protocoles d'accords de pêche en vigueur): Mauritanie, Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Nigeria, Guinée Equatoriale, Sao Tomé, Gabon, Congo, Angola), mais comprend également une partie importante en dehors de toute ZEE. La stratégie des navires est de suivre les migrations des espèces cibles suivant leurs migrations qui suivent un cycle annuel plus ou moins stable d'une année sur l'autre. Le lieu de pêche reste imprévisible. Il peut être en haute-mer ou dans la ZEE d'un pays côtier, ce qui explique que les navires y sécurisent un accès en début de campagne, soit en utilisant des possibilités de pêche prévues sous un accord communautaire, soit en concluant des accords privés.

A titre d'exemple, les distributions de l'effort de pêche des senneurs européens sont représentées sur la figure suivante pour la période 2000-2004. Les zones exploitées sont sensiblement les mêmes d'une année sur l'autre. Ces figures indiquent une concentration de l'effort dans les eaux tropicales du Golfe de Guinée, grossièrement de part et d'autres de l'équateur sur une bande de 5° de latitude de large. La ZEE de Guinée (grossièrement comprise entre 9° et 11°N, et 13° et 17°W) coïncide avec une zone où les captures sont importantes 3 mois de l'année, de mars à mai.

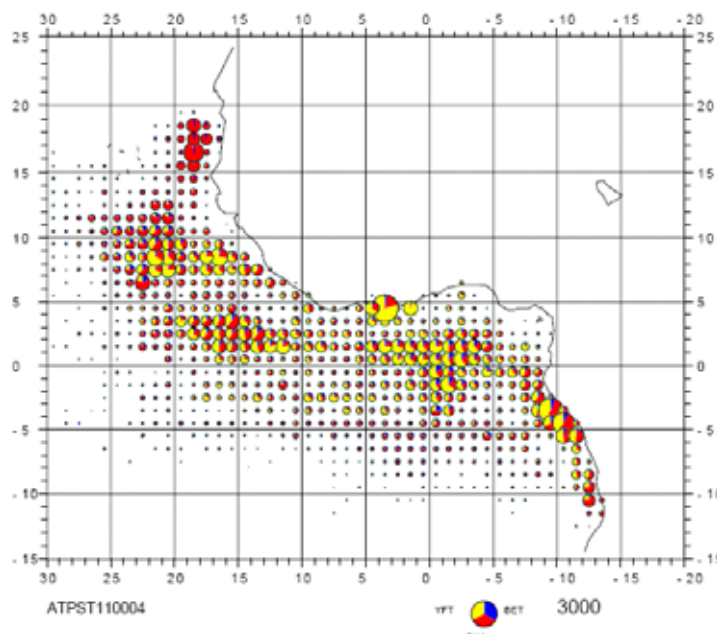


Figure 14 : Distribution des prises des senneurs européens sur la période 2000-2004. Source : ICCAT

Le tableau suivant compare les prises des senneurs communautaires dans la ZEE de Guinée aux prises totales dans l'océan atlantique. Les données indiquent que les navires espagnols pêchent relativement peu en Guinée, au maximum un peu plus de 670 t en 2004. La zone guinéenne est plus importante pour les senneurs français qui y ont capturé plus de 2 657 tonnes en 2004, et des quantités variables ensuite mais souvent de l'ordre du millier de tonnes. Dans l'ensemble, on note que les prises des senneurs européens dans la ZEE de la Guinée représentent entre 2 et 3% du total des prises de ce segment dans l'atlantique.

Tableau 42 : Prises (en tonnes) des senneurs communautaires dans la ZEE guinéenne. Source : ICCAT et DG FISH

	France			Espagne			Total C.E.		
	Atlantique	ZEE Guinée	%	Atlantique	ZEE Guinée	%	Atlantique	ZEE Guinée	%
2004	45 998	2 657	6%	56 032	675	1%	102 030	3 332	3%
2004	36 640	1 346	4%	32 120	321	1%	68 760	1 667	2%
2006		741			247			988	

Les senneurs européens effectuent leurs rotations à partir des ports d'Abidjan (Côte d'Ivoire), de Dakar (Sénégal) ou de Téma (Ghana). Les navires effectuent des campagnes de l'ordre de 50 jours, reviennent dans ces ports pour décharger les prises, s'approvisionner et effectuer les rotations d'équipage, puis repartent en mer. Les captures sont vendues aux conserveries implantées dans les pays ACP cités, mais peuvent être également chargées sur des cargos pour approvisionner les conserveries de l'océan indien, ou les conserveries situées sur le territoire de l'Espagne. Aucune escale n'a été effectuée dans le port de Conakry en raison de sa capacité d'accueil restreinte, des difficultés d'approvisionnement, et de l'absence de débouchés pour les captures¹⁶.

¹⁶ Il n'y a pas de conserverie de thon en Guinée

4.3.2. La palangre de surface

Les métiers de la palangre englobent toute une série d'engins de pêche. Les flottes de pêche industrielle utilisent deux grandes familles de palangres : les palangres profondes pêchant autour de 400 mètres de profondeur pour cibler les espèces de thons types albacore, patudo ou thon rouge, et les palangres de surface exploitant les couches superficielles à la recherche d'espadons principalement. Le premier type de palangres profondes est pratiqué par les flottes asiatiques car elle permet de capturer de gros individus pour le marché du sashimi. Les palangres de surface sont utilisées notamment par les flottilles européennes avec des prises d'espadons destinées au marché intérieur.

Les navires palangriers se répartissent sur tout l'océan atlantique, y compris dans ses latitudes extrêmes nord et sud où les thons dits tempérés (germon, thon rouge) sont exploités. La plupart des navires ciblant les thonidés à la palangre sont la propriété d'intérêts asiatiques (Japon, Chine y compris Taiwan, Corée). Une étude récente a estimé à près de 900 le nombre de navires palangriers de plus de 24 m licenciés dans l'océan atlantique¹⁷. La flotte européenne de palangriers hauturiers est plus modeste, quoique relativement importante. On l'estime à une centaine de navires (espagnols et portugais), dont certains restent exploiter les eaux communautaires autour des Açores ou de Madère.

La pêche palangrière dans l'océan atlantique (toutes régions et toutes espèces) est à l'origine de la capture de près de 180 000 tonnes par an. Taiwan et la Chine (29% des prises moyennes) et le Japon (15%) représentent plus de 45% des captures palangrières déclarées dans cet océan. Les captures de la flotte européenne représentent 26% des prises annuelles en moyenne, nettement dominées par l'Espagne avec une moyenne de 38 000 tonnes par an. Les prises des navires italiens et grecs sont confinées à la Méditerranée, seuls l'Espagne et le Portugal ayant des flottes de pêche palangrière lointaines parmi les Etats membres.

Tableau 43 : Captures des palangriers par pavillon dans l'Atlantique. Source : ICCAT

Flag	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Chine Taiwan	44 478	47 142	53 608	43 774	31 468	44 094
Chine R.P.	10 143	8 655	10 908	8 622	8 969	9 459
Espagne	41 487	37 017	37 279	42 378	36 735	38 979
Portugal	6 549	6 985	10 490	6 399	14 807	9 046
Japon	28 065	25 570	31 245	31 313	24 798	28 198
Brésil	23 041	15 979	14 524	9 573	15 090	15 641
USA	6 584	6 891	6 137	6 298	5 208	6 224
Mexique	1 345	1 355	1 596	10 765	11 123	5 237
Autres pavillons	31 416	16 040	23 629	30 389	31 060	26 507
Total	193 107	165 634	189 415	189 511	179 257	183 385

Les navires espagnols déclarent des captures d'environ 11 000 tonnes d'espadon par an et de 24 000 tonnes de requins océaniques, dont le peau-bleue (*Prionace glauca*) à titre principal. Les navires asiatiques ne déclarent pas leurs prises accessoires de requins.

La figure suivante indique la répartition de l'effort de pêche des palangriers de surface espagnols sur la période 2000-2004. Ce graphique permet de vérifier que l'activité des palangriers espagnols se répartit sur une surface importante de l'océan atlantique, et principalement dans des zones hauturières, y compris dans les latitudes australes. La zone guinéenne apparaît être une zone d'intérêt secondaire, l'activité sous cette latitude se déroulant beaucoup plus au large. On ne dispose pas de telles données pour les palangriers de surface du Portugal, mais les stratégies sont très similaires entre les deux pays.

Les palangriers espagnols et portugais sont des navires qui font des marées durant jusqu'à 90 jours. Il existe plusieurs bases logistiques à partir desquelles les navires effectuent leurs rotations. Ce sont les îles du Cap Vert et la Namibie pour le côté Est de l'océan Atlantique, et l'Uruguay côté Ouest. Les

¹⁷ Miyake, P.M. - 2004 : Review of longline fleet capacity of the world. SCTB17 Working Paper- SPC

captures sont acheminées par cargo frigorifique vers l'Espagne où elles sont mises sur le marché sans transformation.

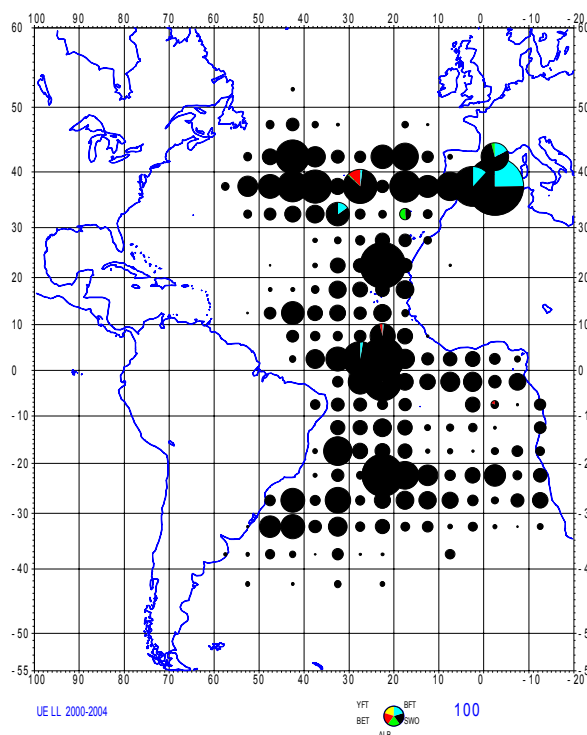


Figure 15 : Distribution des captures des palangriers espagnols entre 2000 et 2004 dans l'atlantique.

Source : IRD d'après données ICCAT

Aucun palangrier européen n'a utilisé les possibilités de pêche prévues sous l'accord dans la ZEE guinéenne.

4.3.3. La pêche à la canne

La technique de la pêche à la canne consiste à exploiter les thons en surface en les attirant vers le navire à l'aide d'appâts vivants qui sont en général des petits pélagiques type sardinelle ronde (*S. aurita*) et sardinelle plate (*S. maderensis*). Les poissons sont alors pêchés un par un à l'aide de cannes équipées d'un hameçon sans ardillon.

Le développement du segment canneur à Dakar remonte aux années 50 quand une partie de la flottille qui pêchait le germon dans le Golfe de Gascogne venait au Sénégal entre novembre et mars pour exploiter l'albacore. Certains de ces navires ont fini par s'installer de façon permanente à Dakar pour se consacrer exclusivement à la pêche de thons tropicaux, avec des changements de pavillon pour certains. Les canneurs français sont même réputés basés à Dakar dans la mesure où ils ont constitué des sociétés d'armement de droit sénégalais, tout en conservant le pavillon d'origine.

Au cours de la période historique, le nombre de canneurs a d'abord connu un fort accroissement. D'une moyenne de 17 canneurs au début des années 60, la flottille européenne a compté plus de 60 canneurs de 1963 à 1970. Ensuite, le nombre d'unités a continuellement baissé pour avoisiner les 10 unités en 1991. A partir de 1992, le nombre de canneurs s'accroît pour atteindre 22 en 1999. D'abord dominée par des navires glaciers, la proportion de navires congélateurs de grande capacité (capacité de stockage supérieur à 90 tonnes) a augmenté pour représenter actuellement la totalité de la flottille. La flotte de canneurs battant pavillon européen (France et Espagne) est proche de 13 unités en 2005, 9 espagnols et 4 français (source ICCAT), avec un effectif qui reste remarquablement stable depuis le milieu des années 1990.

La pêcherie à la canne des canneurs européens est très localisée entre 6°N et 22°N le long des côtes d'Afrique de l'Ouest et un peu plus au large vers les îles du Cap Vert. Toutefois, la zone la plus

productive qui assure la pérennité de la flottille est beaucoup plus restreinte, de 15°N à 22°N au large de la Mauritanie jusqu'au 20°W. Les canneurs descendent parfois pêcher en Guinée-Bissau, et plus rarement en Guinée (bande latitudinale 9°N-11°N).

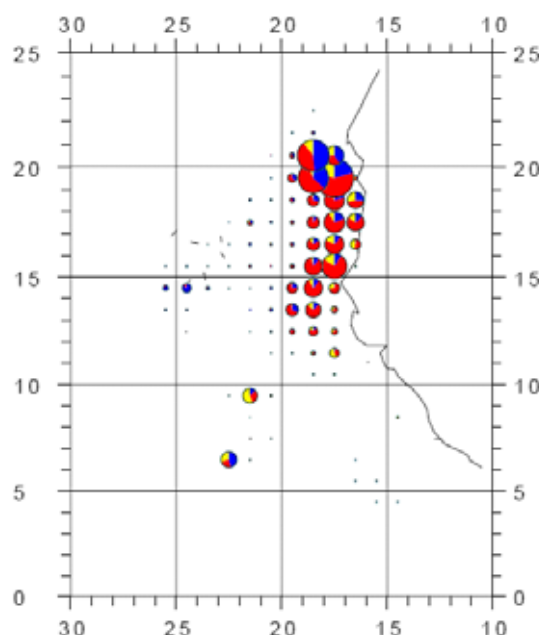


Figure 16 : Distribution des captures des canneurs sur la période 2000-2004. D'après données ICCAT

Les captures de ce segment s'établissent en moyenne à 57 000 tonnes par an depuis 2005. Le Ghana, qui a développé une flotte de canneurs importante pour alimenter les conserveries de Téma, représente près de 70% des prises. Les canneurs européens (uniquement français ou espagnols) capturent autour de 10 000 tonnes par an.

Tableau 44 : Captures des thoniers canneurs dans l'atlantique tropical oriental. Source : ICCAT

Pavillon	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne
Ghana	56 539	28 196	31 702	45 092	39 204	40 147
Espagne	3 007	5 224	7 819	7 513	8 879	6 488
France	4 845	4 539	3 393	2 934	3 461	3 834
Sénégal	2 875	2 064	1 486	2 552	6 896	3 175
Cape Verde	783		1 437	1 437	57	928
Autres pavillons	3 902	3 636	3 155	2 481	215	2 678
Total	71 951	43 660	48 992	62 009	58 711	57 064

Les thoniers canneurs européens ciblent, comme les thoniers senneurs, les trois espèces de thonidés majeurs que sont l'albacore, le patudo et le listao. Les thons sont pêchés pour être vendus comme matière première à l'industrie de la transformation en conserve et principalement aux usines basées à Dakar, port historique d'attache de ces navires. Les navires canneurs sont des unités plus légères que les senneurs (autour de 30 m de long, contre 80 m et plus pour les senneurs), disposant de capacités de congélation à bord, et font des marées de 30 jours de Dakar à Dakar.

Bien que les canneurs européens aient pris des licences en Guinée, aucune pêche n'y a eu lieu (les déclarations de capture dans la ZEE sont nulles). Ceci confirme le caractère accessoire de la zone guinéenne pour ce type de pêche. Les armements y prennent des licences de précaution, ce qui est possible compte-tenu de leur coûts modiques (400 € hors quantités additionnelles), et au cas où des conditions de pêche exceptionnelles feraient que la stratégie de pêche les amène à travailler dans cette zone relativement Sud par rapport à leurs zones de pêche traditionnelle.

4.4. Les interactions entre les différentes pêcheries dans la ZEE de Guinée

Les interactions entre pêcheries résultent du partage de l'espace et de la ressource entre les différentes composantes de l'activité halieutique.

En Guinée, le recouvrement des zones de pêche sur le plateau continental, ainsi que la compétition pour la capture des mêmes espèces-cibles génèrent des interactions concurrentielles entre pêches artisanale et industrielle, souvent à l'origine de conflits. Les navires de la pêche thonière (senneurs, canneurs et palangriers) qui opèrent dans les zones hauturières ne sont pas concernés par ces interactions.

4.4.1. Interactions pour l'espace

Pour la capture des espèces démersales, chalutiers et pirogues opèrent dans les mêmes zones d'abondance et sont en concurrence pour l'utilisation de l'espace lorsque leurs activités s'exercent en même temps.

Les interactions spatiales entre ces deux formes d'exploitation résultent, d'une part du déploiement vers le large des activités d'une partie de la flottille artisanale qui a élargi son rayon d'action grâce à la motorisation, et d'autre part du développement des pêches illégales des chalutiers dans les zones côtières plus productives. Ainsi, des grandes pirogues motorisées de type salan-haut se sont spécialisées, depuis le début des années 90, dans la capture des dorades à la ligne (Bouju, 1999) sur des fonds de 15 à 200 m, où elles se trouvent en compétition avec les chalutiers. Quant aux chalutiers poissonniers ciblant les poissons de la communauté à sciaenidés, ils ont tendance à se rapprocher de plus en plus des côtes en violation de la réglementation en vigueur, pour améliorer leur rendement ; et entrent par là en concurrence directe avec une grande partie de la flottille artisanale. Une analyse des résultats de la surveillance côtière, effectuée en 2002 dans le cadre de la CSRP, a montré que plus de la moitié des chalutiers opérant sur le plateau continental guinéen violaient la réglementation sur la délimitation des zones de pêche.

La compétition spatiale entre pirogues et chalutiers a parfois des conséquences tragiques. En plus des destructions d'engins de pêche artisanale, des destructions de pirogues, pouvant entraîner des noyades de pêcheurs, sont parfois provoquées la nuit par des collisions avec des chalutiers travaillant tous feux éteints dans la zone côtière interdite à la pêche industrielle. Guilavogui et al. (2006) ont réalisé une typologie des conflits de pêche à partir de 230 cas enregistrés dans 9 débarcadères de pêche artisanale entre 1992 et 2000.

- La majorité des conflits (90 %) concernent des pertes et des destructions d'engins.
- La plupart des collisions entre chalutiers et pirogues (70 %) ont lieu entre 18h00 et 6h00. Les unités artisanales pêchant à la palangre et au filet maillant dérivant, qui effectuent des sorties de nuit, sont les plus exposées aux incursions nocturnes des chalutiers dans la zone côtière.
- Les risques de collision entre unités artisanales et industrielles sont plus fréquents pendant la saison des pluies, en particulier d'août à octobre. Quand l'enrichissement de la zone côtière en sels nutritifs apportés par les crues et l'augmentation de la biomasse qui s'ensuit, notamment celle des espèces de la communauté à sciaenidés, attirent les chalutiers poissonniers.

Il faut signaler que la presque totalité des conflits déclarés par les pêcheurs artisans restent sans suite ; et que la plupart du temps les chalutiers incriminés dans des collisions ne sont pas identifiés. On se doit également de signaler la situation inverse où des pirogues artisanales incriminent à tort des navires qui travaillent régulièrement dans l'espoir d'obtenir des compensations.

4.4.2. Interactions sur la ressource

Les espèces ciblées à la fois par les unités industrielles et artisanales sont des poissons démersaux du plateau continental, très demandés sur le marché national et/ou recherchés pour l'exportation en raison de leur valeur commerciale. La plupart de ces espèces sont surtout abondantes dans la zone côtière interdite aux chalutiers, à l'intérieur des 12 milles ou de l'isobathe des 20 m.

L'analyse des profils de capture des pêcheries artisanales et industrielles, tous métiers confondus, indique que les espèces pour l'exploitation desquelles chalutiers et pirogues sont en compétition sont

des poissons de la communauté à sciaenidés (bobo, bars et machoirons), de la communauté à sparidés (dorades) et, à un degré moindre, les soles (figure suivante). Le Bobo (*Pseudolithus elongatus*) et les machoirons (*Arius spp.*), qui sont des espèces très côtières, sont surtout capturés par la pêche artisanale. Les dorades (sparidae) et les soles (*Cynoglossus spp.*), qui vivent plus au large, sont surtout capturés par la pêche industrielle. Les captures de bars (*Pseudolithus spp.*) sont sensiblement équivalentes pour les deux formes d'exploitation.

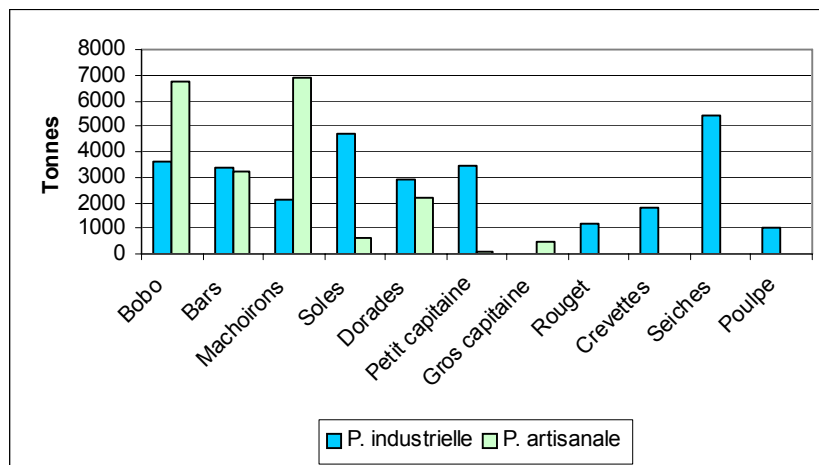


Figure 17 : Profils moyens de capture des pêcheries industrielles et artisanales pour la période 2000-2004 (sources : CNSHB et ONP)

Concernant les autres principales espèces démersales, il n'existe, par contre, aucune interaction entre pêcheries. Les crevettes côtières et les céphalopodes (seiches et poulpe), sont uniquement exploités par les chalutiers industriels. Le petit capitaine (*Galeoides decadactylus*), bien que faisant partie de la communauté à sciaenidés côtiers est capturé presque uniquement par les chalutiers ; ainsi que le rouget (*Pseudupeneus prayensis*) qui appartient à la communauté à sparidés. Le gros capitaine (*Polydactylus quadrifilis*), qui fait partie de la communauté à sciaenidés d'estuaire et vit dans des eaux peu profondes et parfois saumâtres, n'est capturé que par les pirogues.

➤ **Synthèse sur les interactions entre pêcheries artisanales et industrielles**

- En Guinée, les interactions spatiales entre pêcheries industrielles et artisanales sont observées dans la partie la plus côtière du plateau continental ; et les compétitions pour l'accès à la ressource concernent des espèces démersales de haute valeur commerciale, ciblées simultanément par les deux pêcheries. Il s'agit des poissons de la communauté à sciaenidés (bobo, machoirons, bars), de la communauté à sparidés (dorades diverses), et des soles.
- La plupart de ces espèces, notamment celles de la communauté à sciaenidés, sont plus abondantes dans la zone côtière interdite aux chalutiers industriels.
- Pour améliorer leurs rendements, les chalutiers poissonniers adoptent des stratégies d'exploitation opportunistes ; et se rapprochent des côtes en violation de la réglementation sur les zones de pêche. Ces incursions en zone interdite ont la plupart du temps lieu la nuit, quand la surveillance de la zone côtière est plus difficile ; et sont à l'origine de destructions d'engins de pêche artisanale et de collisions avec des pirogues ayant une activité nocturne.
- Concernant la gestion de l'accès à l'espace et à la ressource, Guilavogui et al. (2006) ont souligné la contradiction qu'il y avait à autoriser les chalutiers démersaux à exploiter des ressources démersales, essentiellement localisées dans des zones qui leur sont en principe interdites.
- Il faut enfin souligner que toutes les espèces ciblées simultanément par les deux pêcheries supportent les efforts de pêche conjoints des chalutiers poissonniers et des pirogues spécialisées dans la capture des démersaux ; et que toutes ces espèces sont actuellement surexploitées, à l'exception des bars considérés comme pleinement exploités.

4.5. La pêche continentale et l'aquaculture

4.5.1. La pêche continentale

La Guinée dispose d'un réseau hydrographique important d'environ 6 500 km. Des grands fleuves d'Afrique occidentale prennent en effet leur source dans les monts Fouta Djallon en Moyenne Guinée. Le plus important, le Niger parcourt en Guinée 580 km. Depuis sa source et avec ses principaux affluents, il donne à la Guinée plus de 3 400 km de voies d'eau. Parmi les autres rivières importantes, on peut citer la Gambie (210 km de cours) et la Bafing, une des rivières donnant naissance au Sénégal (130 km de cours). En outre, les plaines périodiquement inondées par diverses rivières durant la saison des pluies couvrent une superficie d'environ 200 000 ha. Ces caractéristiques offrent des conditions favorables à l'exercice et au développement de la pêche continentale.

L'exercice de la pêche dans les eaux intérieures est réglementé par la loi L/96 / 007/AN du 22 juillet 1996, portant organisation de la pêche continentale en République de Guinée. En outre, une structure coutumière de gestion des activités de pêche continentale existe souvent dans les villages de pêcheurs de l'intérieur du pays.

La pêche continentale est une activité saisonnière liée au cycle hydrologique des cours d'eau. La pêche commence généralement à la décrue des eaux, en novembre, et se poursuit jusqu'en mai-juin. La morte-saison se situe pendant la saison des pluies et la période des hautes eaux, en août-septembre, quand le poisson est dispersé dans les plaines d'inondation.

La pêche se pratique à pied ou à partir de pirogues monoxyles de 3 à 6 m de longueur. Le dénombrement des pirogues de pêche continentale est actuellement en cours de réalisation par la DNPA. Dans 12 des 34 préfectures de Guinée, leur nombre est de 1 770 (pour comparaison, le nombre de pirogue artisanale de pêche maritime approchait les 3 700 en 2001). Les engins de pêche utilisés sont la ligne à main, la palangre, le filet maillant, le filet à l'étagère, la senne de plage, l'épervier, le filet conique et la nasse. Au début des années 90, Matthes (1993) estimait à environ 6 000 le nombre de pêcheurs professionnels et à un millier celui de pêcheurs occasionnels et saisonniers. Actuellement, la DNPA a recensé plus de 2 800 pêcheurs opérant dans les eaux continentales de 12 des 34 préfectures de Guinée.

Les captures se composent principalement de cichlidae (*Tilapia* spp.), clariidae (*Clarias* spp.), bagridae (*Auchenoglanis* sp., *Chrysichthys* sp.), cyprinidae (*Barbus* sp.), centropomidae (*Lates* sp.), distichodontidae (*Distichodus* sp.), Alestiidae (*Hydrocynus* sp., *Alestes* sp.), Mochokidae (*Synodontis* sp.). Dans 12 préfectures, la production de la pêche continentale est estimée par la DNPA à environ 1 190 t par an (tableau suivant). Ce chiffre assez faible au regard de la production de la pêche artisanale maritime (près de 70 000 tonnes par an) témoigne d'une activité à dominante vivrière.

Tableau 45 : Nombre de pêcheurs, de pirogues et production de la pêche continentale dans 12 des 34 préfectures de Guinée (source : DNPA)

Préfecture	Nombre de pêcheurs	Nombre de pirogues	Production (t)
Beyla	40	37	299,52
Dabola	443	21	38,60
Fria	620	84	7,11
Kankan	447	283	43,87
Kerouané	84	336	34,75
Kindia	195	105	0,78
Kissidougou	100	51	147,54
Kouroussa	270	24	192,87
Mandiana	474	377	81,51
N'Zérékoré	121	117	38,70
Siguiri	278	335	299,37
Yomou	46		5,00
TOTAL	2 808	1 770	1 189,62

4.5.2. Aquaculture

➤ *Aquaculture continentale*

La pisciculture extensive est surtout pratiquée en Guinée forestière, où les potentiels en eau et en espèces sont les plus importants, et où 500 hectares ont été identifiés comme propices à cette forme d'aquaculture. Au début, simple activité complémentaire de l'agriculture, la pisciculture s'est développée, depuis le début de la décennie, avec l'introduction de la rizipisciculture.

Actuellement, dans l'ensemble de la Guinée, la pisciculture concerne une cinquantaine de villages et 473 pisciculteurs (98 % d'entre eux se trouvent en Guinée forestière). 367 étangs sont exploités, et ce nombre serait en constante évolution. Les espèces élevées sont le tilapia *Oreochromis niloticus*, cichlidae (60 % de la population); l'osteoglossidae, *Heterothis niloticus* (20 %); le claridae, *Heterobranchus isopterus* (15 %) et le cichlidae, *Hemichromis fasciatus* (5 %). En 2006, la production piscicole a été de 62,5 t, dont 60 à 70 % de tilapias. Les produits de la pisciculture sont commercialisés localement.

Deux projets sont actuellement en cours pour appuyer le développement de cette activité au sein des communautés paysannes.

En Guinée forestière, dans le cadre d'un projet financé par l'Agence Française pour le Développement (AFD), 52 hectares ont été aménagés pour la rizipisciculture. Sur un cycle de production de 7 mois, le rendement obtenu est d'environ 500 kg de tilapia par hectare; et à la production de poisson vient s'ajouter celle d'environ 70 t de riz par an. A la fin du cycle de grossissement, les tilapias pèsent de 250 à 300 g et sont commercialisés localement au prix de 12 000 FG le kg (ce qui est un prix élevé).

En haute Guinée, grâce au financement de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), des mares gérées par des communautés villageoises sont curées et/ou creusées jusqu'à une profondeur d'environ 1 m, puis fertilisées avec de la bouse de vache, avant d'être empoissonnées.

➤ *Aquaculture marine*

En 1988, grâce à un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD), démarrait un projet pilote de crevetticulture, avec la création d'une société mixte, la Société d'Aquaculture de Koba (SAKOB), gérée par l'Etat guinéen, des privés guinéens et une société française.

Une écloserie était construite sur l'île de Tamara (dans les îles de Loos), et une ferme de grossissement avec 400 hectares de bassins et une unité de traitement, sur le continent dans la région de Koba. La production de deux espèces de crevettes, *Penaeus vanamei* et *P. monodon*, ne devait jamais dépasser 250 t; 80 tonnes de crevettes furent cependant exportées en 1992-93. En 1994, la SAKOB devait cesser son activité; les raisons avancées sont le choix de sites inadaptés (éloignement de l'écloserie et de la ferme), le surinvestissement, l'insuffisance du fonds de roulement et enfin la mauvaise gestion. Les installations seraient actuellement entretenues dans l'espoir d'un éventuel repreneur. Jusqu'à présent tous les candidats à la reprise se seraient finalement désistés.

Après l'échec de la SAKOB, le développement d'une crevetticulture industrielle et villageoise est prévu sur les basses terres côtières pour une production initiale de 1 800 t de crevettes. On estime que 30 000 hectares sont aménageables pour la crevetticulture.

5. L'état des stocks marins exploités

5.1. Ressources démersales

L'évaluation des principaux stocks démersaux du plateau continental de la ZEE guinéenne a été réalisée en 2003, au sein du Groupe de travail sur l'évaluation des ressources démersales du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre Est (COPACE), lors de la réunion qui s'est tenue à Conakry du 19 au 29 septembre 2003 (FAO/COPACE, 2006).

Les stocks ont été évalués avec un modèle de production basé sur le modèle de croissance de population de Schaefer, en utilisant les informations disponibles jusqu'en 2001. Les données de base utilisées pour chaque stock ont été les captures totales annuelles et une série de CPUE. Les CPUE retenues ont été celles des flottilles industrielles de chalutiers.

Le modèle a permis d'estimer la Production Maximale Equilibrée (PME) de chacun des stocks analysés et de calculer deux indicateurs du niveau d'exploitation :

- i) le rapport entre la biomasse estimée pour la dernière année de la série de données (2001) et la biomasse qui permettrait la PME, B_{2001} / B_{PME} ; et
- ii) le rapport entre la mortalité par pêche subie par le stock au cours de la dernière année de la série de données (2001) et celle qui permettrait une prise équilibrée durable à partir de la biomasse courante (celle de 2001), $F_{2001} / F_{PE}B_{2001}$.

Pour B_{2001} / B_{PME} , des valeurs inférieures à 1,0 indiquent un état de surexploitation ; et supérieures à 1,0 un état de sous-exploitation. Pour $F_{2001} / F_{PE}B_{2001}$, c'est le contraire, des valeurs inférieures à 1,0 suggèrent un état de sous-exploitation ; et supérieures à 1,0 un état de surexploitation. Pour ces deux points de référence, des valeurs proches de 1,0 indiquent un état de pleine exploitation.

5.1.1. Les poissons

Sept espèces et groupes d'espèces, qui constituent des stocks monospécifiques et plurispécifiques, ont été sélectionnés et analysés en raison de leur importance relative dans les captures et de la disponibilité de données. Ce sont le bobo (*Pseudotolithus elongatus*), les bars (*Pseudotolithus spp.*), le petit capitaine (*Galeoides decadactylus*), les machoirons (*Arius spp.*), les dorades (sparidae), les soles (*Cynoglossus spp.*) et les grondeurs (*Pomadasys spp.*). Les CPUE utilisées pour l'évaluation ont été celles des chalutiers poissonniers.

Les niveaux d'exploitation de ces stocks sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 46 : Etats des principaux stocks de poissons démersaux du plateau continental de Guinée, établis à partir des données disponibles jusqu'en 2001 (source : FAO/COPACE, 2006)

Stock	Etat du stock	PME (t)	B_{2001} / B_{PME}	$F_{2001} / F_{PE}B_{2001}$
<i>Arius spp.</i>	Surexploité	6 411	1,12	1,39
<i>Pseudotolithus elongatus</i>	Incertain			
<i>Pseudotolithus spp</i>	Pleinement exploité ; risque de surexploitation	7 610	1,10	1,13
<i>Galeoides decadactylus</i>	Pleinement exploité ; risque de surexploitation	1 735	1,01	2,79
Sparidae	Surexploité	6 349	0,72	1,27
<i>Pomadasys spp.</i>	Surexploité	1 554	0,46	1,82
<i>Cynoglossus spp.</i>	Surexploité	2 510	0,74	3,17

Pour les stocks de dorades (sparidae), grondeurs (*Pomadasys spp.*) et soles (*Cynoglossus spp.*), le diagnostic de surexploitation est sans appel. Ces stocks apparaissent, en effet, clairement surexploités tant au niveau des biomasses que des mortalités par pêche.

Pour les stocks de machoirons (*Arius spp.*), bars (*Pseudotolithus spp.*) et petit capitaine (*G. decadactylus*), les résultats de l'évaluation peuvent apparaître contradictoires et les diagnostics sont

plus difficiles à établir. En effet, les biomasses courantes sont sensiblement équivalentes à B_{PME} , ce qui indique une pleine exploitation. Par contre, les mortalités par pêche courantes, supérieures à $F_{PE}B_{2001}$, suggèrent un état de surexploitation. En conséquence, il est raisonnable de supposer qu'en 2001 ces stocks se trouvaient probablement dans un état de légère surexploitation ou de pleine exploitation proche de la surexploitation.

Concernant le stock de bobo, *P. elongatus*, le modèle n'a pas permis un ajustement satisfaisant des données ; et les tendances des CPUE, observées jusqu'en 2001, n'ont pu être expliquées par des changements de biomasse. En conséquence, aucun diagnostic n'a pu être établi, en 2003, sur l'état du stock. Depuis la situation a évolué et le Groupe de travail a pu déterminer que le stock de *P. elongatus* était surexploité (FAO/COPACE, 2005).

5.1.2. Crevettes

Parmi les ressources crevettières exploitées dans les eaux guinéennes, seul le stock de *Penaeus notialis* a été évalué ; et les CPUE des crevettiers côtiers ont été utilisées pour l'évaluation. Les ressources de crevettes profondes, et notamment celle de *Parapenaeus longirostris*, n'ont pu être évaluées faute de données suffisantes.

Les résultats de l'évaluation du stock de *P. notialis* indiquent que la biomasse courante (B_{2001}) est inférieure à celle qui produirait la PME (rapport égal à 0,74), et que la mortalité par pêche de 2001 est le double de celle qui permettrait de capturer la production naturelle du stock (rapport de 2,05).

Le stock apparaît donc clairement surexploité, tant en terme de biomasse que de mortalité par pêche.

5.1.3. Céphalopodes

Dans les eaux guinéennes, les céphalopodes sont surtout représentés par les seiches ; et l'espèce dominante dans les captures des chalutiers est *Sepia officinalis hierredda*.

Les résultats de l'évaluation montrent que la biomasse courante (B_{2001}) est très inférieure à B_{PME} (ratio de 0,33) et que la mortalité par pêche de 2001 est le double de $F_{PE}B_{2001}$ (2,06).

Le stock de seiches est donc fortement surexploité, en termes de biomasse et de mortalité par pêche.

■ 5.2. Ressources pélagiques

5.2.1. Petits pélagiques

Deux grands groupes de petits pélagiques sont pêchés dans les eaux guinéennes. Le premier comprend deux espèces très côtières de clupeidae, l'ethmalose (*Ethmalosa fimbriata*) et la sardinelle plate (*Sardinella maderensis*), qui sont présentes toutes l'année et sont exploitées uniquement par la pêche artisanale. Le second est constitué d'espèces saisonnières, la sardinelle ronde (*Sardinella aurita*, clupeidae) et les chinchards (surtout *Trachurus trecae*, carangidae), qui migrent pendant la saison sèche dans le Nord-Ouest du plateau continental guinéen, à la faveur de l'arrivée de l'upwelling sénégal-mauritanien, et qui sont ciblées par les chalutiers pélagiques industriels.

Ces ressources n'ont encore jamais été évaluées. Le Sous-Comité scientifique du COPACE a toutefois recommandé, lors de sa quatrième session tenue à Accra (Ghana) du 24 au 26 octobre 2005, la création d'un groupe de travail sur l'évaluation des petits pélagiques pour la région du COPACE au sud du Sénégal.

Malgré l'absence d'évaluation, mais en se basant sur les indicateurs de pêcherie, les stocks d'ethmalose et de sardinelle plate sont considérés comme sous-exploités (Fontana, 1999). Quant aux stocks de sardinelle ronde et de chinchards, partagés avec la Guinée Bissau et sans doute aussi avec la Gambie et le Sénégal, ils sont probablement pleinement exploités. Il convient toutefois de souligner que le prélèvement sur ces stocks partagés des chalutiers industriels opérant dans les eaux guinéennes est infime. Il suffit d'indiquer qu'en 2004, les débarquements de petits pélagiques en Afrique du Nord-Ouest ont atteint 1,9 millions de t, dont environ 700 t de sardine et 1,2 millions de t de sardinelle ronde et autres espèces (FAO/COPACE, 2005) ; et que la même année, dans les eaux

guinéennes, les captures de sardinelle ronde et de chinchards par les chalutiers pélagiques n'ont été que de 6 200 t.

5.2.2. Grands pélagiques hauturiers

Trois espèces de thons majeurs, ciblées par les flottes thonières industrielles, transitent par la ZEE guinéenne, au delà du plateau continental, à l'occasion de migrations saisonnières. Il s'agit de l'albacore, du patudo et du listao. L'espadon, un autre grand pélagique hauturier peut également être exploité par les palangriers dans la ZEE de la Guinée.

Ces ressources sont évaluées au sein des groupes de travail du Comité permanent pour la recherche et les statistiques / *Standing Committee on Research and Statistics* (SCRS) de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (CICTA / ICCAT). Les dernières informations sur l'état des stocks proviennent du rapport 2006 du SCRS. De manière très résumée :

- Le stock de listao (*Kastuwonus pelamis*) est dans un état satisfaisant mais révèle des signes de surexploitation localisés. Le potentiel de ce stock (PME) reste inconnu
- Le stock d'albacore (*Thunnus albacares*) est d'après les dernières évaluations conduites en 2001 dans une situation estimée être entre la pleine exploitation et la surexploitation. La PME serait de l'ordre de 148 000 t, avec un niveau de captures courant (108 000 t en 2005) sensiblement inférieur à ce potentiel.
- Le stock de patudo (*Thunnus obesus*) est estimé être dans un état de pleine exploitation à légère surexploitation. La PME se situe entre 93 000-114 000 t et le niveau de captures actuels fixé par TAC (moins de 90 000 t par an) permet de favoriser le rétablissement du stock de cette espèce
- Enfin, le stock nord d'espadon (*Xiphias gladius*) qui concerne potentiellement la ZEE de Guinée (la limite entre stock Nord et Sud est le parallèle 5°N) est désormais estimé être dans un état de pleine exploitation après avoir été dans un état de surexploitation dans les années 1990. La PME est de l'ordre de 14 100 t. Pour information, le stock sud d'espadon est estimé être sous-exploité, mais un plafond de captures équivalant à la PME (17 000 t) est conservé par prudence.

6. Mode de gestion et de conservation des pêcheries guinéennes

Le principal texte réglementaire régissant l'exercice de la pêche dans la ZEE de Guinée est la Loi L/95/13/CTRN du 15 mai 1995 portant Code de la Pêche Maritime, et son Décret d'application 97/227/PRG/SGG du 16 octobre 1997. Ce texte ne couvre que les activités de pêche dans les eaux maritimes sous juridiction nationale.

Les dispositions du Code s'appliquent uniquement aux personnes et navires de pêche opérant dans les limites de la ZEE. Les navires étrangers exploitant la ZEE de Guinée doivent donc se conformer à ces textes réglementaires, sauf s'il existe un protocole d'accord de pêche qui prévoit explicitement des dispositions différentes. Par ailleurs, la pêche par les navires battant pavillon de la Guinée en dehors de la ZEE ne tombe pas sous le champ d'application de ce Code.

En ce qui concerne les conditions particulières de l'exercice de la pêche, la Guinée présente la singularité d'adopter chaque année un plan de gestion et d'aménagement des pêcheries par voie réglementaire¹⁸. Rendus obligatoires par le Code de la Pêche, ces plans annuels, publiés et adoptés sans interruption depuis 1992, définissent les conditions particulières applicables pour l'année en cours pour l'exercice de la pêche dans la ZEE, tels que les limites de capacités, les zones de pêche, les maillages, et diverses obligations comme le débarquement obligatoire de produits de la pêche. Les plans sont préparés vers la fin de l'année n-1 pour le début de l'année n, et sont un compromis entre les avis scientifiques les plus récents et les besoins exprimés par les autres administrations

¹⁸ Le dernier plan d'aménagement est celui pour l'année 2007. Il a été adopté par l'arrêté 07439/MPA/SGG/2007 du 26 décembre 2006

nationales, notamment en termes de recettes budgétaires et de satisfaction des besoins alimentaires nationaux. Cette notion de plan d'aménagement existe également dans la plupart des Codes de la Pêche d'autres pays d'Afrique (Mauritanie, Sénégal, Gabon par exemple), mais la Guinée est le seul pays qui a effectivement mis en œuvre cette disposition à notre connaissance.

Pour les navires étrangers qui opèrent sous accord de pêche (navires européens et chinois), les dispositions contenues dans ces accords internationaux priment sur les dispositions des plans d'aménagement.

■ 6.1. La gestion des pêcheries côtières

6.1.1. Gestion des capacités de pêche

➤ Les accords de pêche

En 2007, la Guinée avait deux accords de pêche en vigueur, un avec la Communauté européenne et sur lequel on aura l'occasion de revenir, l'autre avec la République Populaire de Chine.

Malgré plusieurs demandes, il n'a pas été possible de consulter le texte de l'accord entre la Guinée et la Chine. A en croire les représentants du Ministère de la Pêche, cet accord ne serait connu que par un nombre très limité de personnes, et en tous cas, pas du domaine public. Cependant, par recoupement avec les informations collectées par ailleurs, on peut établir qu'il existe une contrepartie payée au Trésor Public de 400 000 USD par an pour l'accès de l'équivalent de 1 700 TJB de navires chalutiers. Suivant les informations reçues, cette contrepartie était de 800 000 USD jusqu'en 2004 pour l'accès de 2 300 TJB de navires chalutiers. Pour le reste de l'accord (montant des licences de pêche, conditions particulières d'exercice de la pêche dans la ZEE, procédures en cas d'infractions, révision des possibilités de pêche), aucune information n'est disponible.

➤ Statut des navires

Le Code de la pêche prévoit trois types de situations en ce qui concerne le statut des navires :

1. Les navires guinéens
 2. Les navires étrangers
 3. Les navires étrangers basés en Guinée
1. D'après le Code de la pêche, est considéré comme bateau de pêche guinéen un navire qui appartient à l'Etat ou qui appartient pour au moins 51% de sa valeur à des ressortissants guinéens. D'après la Loi, ces navires doivent débarquer la totalité de leurs captures en Guinée et être armés par un équipage entièrement guinéen (sauf régime dérogatoire). Il n'a pas été possible de préciser si les navires réputés guinéens au sens du Code de la Pêche battent pavillon national. Si l'on examine les dispositions du Code de la Marine Marchande à ce sujet, l'obtention du pavillon obéit aux mêmes règles de majorité de l'actionnariat en faveur de ressortissants guinéens, mais demande en plus un certificat de radiation du registre du pavillon précédent. Ce que le Code de la Pêche ne précise pas. On observe également que curieusement, les obligations du Code de la Marine Marchande concernant l'équipage de navires de pêche guinéens (au moins 40% des officiers et 60% des marins) sont moins restrictives que celles du Code de la Pêche. De fait, si l'on examine les statistiques de l'ONP pour l'année 2004, on observe que sont compris sous le statut de navire guinéen des unités battant pavillon national (une majorité), mais aussi pavillon de Belize, de Chine ou de Corée, et, sous réserve d'erreurs dans le bulletin, de navires espagnols et italiens.
 2. Les navires étrangers sont ceux qui ne remplissent pas les conditions définies pour les navires guinéens. On retrouve sous cette nomenclature essentiellement des navires de nationalités chinoise et européennes. Ces navires peuvent opérer de façon libre, ou sous les conditions convenus au travers d'un accord de pêche bilatéral avec l'Etat du pavillon.
 3. Enfin, les navires étrangers basés sont ceux dont les activités sont effectuées à partir de la Guinée. Dans le cadre d'arrangements approuvés par le Ministre, ces navires doivent débarquer les quantités de poissons pêchées dans les eaux guinéennes. Ni le Code de la

Pêche ni son décret d'application ne définissent plus en avant ce qui est entendu par activités effectuées à partir de la Guinée pour cette catégorie de navires. On peut cependant supposer qu'il s'agit des opérations de déchargement / avitaillement. Les nationalités des navires concernés sont d'après le bulletin statistique de l'ONP pour 2004, des navires battant pavillon de la Chine, de Corée du Sud ou du Sierra Leone.

Les textes d'application du Code de la Pêche, et notamment les plans d'aménagement annuels des pêcheries s'appuient sur les statuts des navires pour définir des conditions d'accès différentes, plus ou moins incitatives, s'appliquant au niveau des possibilités de pêche et aux redevances à payer.

➤ Détermination des possibilités de pêche

Les plans d'aménagement sont l'outil utilisé chaque année pour décider de l'allocation des possibilités de pêche maximales, exprimées en TJB. La base de cette allocation est la détermination du potentiel exploitable pour les principaux groupes d'espèces sur la base des travaux de l'institut scientifique guinéen. Ce potentiel exploitable est ensuite converti en objectifs de capacité déployées sur la base *i)* du rendement moyen journalier des navires par type de pêche et *ii)* de la jauge moyenne d'une unité de pêche suivant les types de pêcheries. Ce travail conduit à identifier des quotas de TJB admissibles sur chaque pêcherie (poisson démersal, céphalopode, crevette, petits pélagiques). Ce quota est ensuite réparti entre les navires suivant leurs statuts, en tenant compte des contraintes imposées par les accords de pêche en vigueur (CE et Chine).

Le tableau suivant indique l'évolution des possibilités de pêche depuis 2004.

Tableau 47 : Total des capacités admissibles (en TJB) par type de pêche et par statut de navire. Source : Plans d'aménagement 2004 à 2007

Type de pêche	Statut	2004	2005	2006	2007
Céphalopodiers et poiss. Démersaux	Union européenne	2 500	2 500	2 500	2 500
Céphalopodiers et poiss. Démersaux	Chine populaire	2 300	1 700	1 700	1 700
Céphalopodiers	Autres	2 200	1 800	1 800	1 600
Poissonniers démersaux	Autres	3 500	2 900	2 900	2 600
Réduction				-1 100	-1 100
Sous-total		10 500	8 900	7 800	7 300
Crevettiers	Union européenne	1 500	1 500	1 500	1 500
Crevettiers	Autres	2 500	2 500	2 500	2 500
Sous-total		4 000	4 000	4 000	4 000
TOTAL		14 500	12 900	11 800	11 300

- En ce qui concerne les navires européens, les possibilités sont restées identiques à celles qui ont été négociées en 2004. La clause du protocole qui permettait éventuellement d'accroître les possibilités pour les navires de la catégorie poissonniers-démersaux n'a pas été mise en œuvre du fait des diagnostics défavorables sur l'état de la ressource.
- Les possibilités de pêche pour les navires de la Chine sous accord ont été diminuées de 2 300 à 1 700 TJB (-26%), comme celles accordées aux navires autres parmi lesquels interviennent les navires guinéens, étrangers basés et étrangers (-26%) également. Les capacités accordées à ce segment des navires « autres » sur la pêcherie poissons-céphalopodes (4 200 TJB au total) restent cependant supérieures aux capacités accordées aux navires européens et aux navires chinois sous accord.
- En ce qui concerne les possibilités crevettières, elles restent identiques depuis 2004, ceci en cohérence discutable avec les signaux d'alarmes tirés quant à l'état de cette ressource.
- Au total, les capacités de pêche sur la pêcherie poissons-céphalopodes ont diminué de 30%, et globalement, la capacité globale admissible a diminué de 22% entre 2004 et 2007.

Le plan fixe également un quota maximal de 26 000 TJB pour le segment de la pêche aux petits pélagiques. Par contre, il ne fixe aucun objectif pour le segment artisanal qui déploie pourtant un effort de pêche important sur les stocks de poissons dans la bande côtière.

6.1.2. L'accès aux pêcheries

Suivant les termes du Code de la Pêche, l'exercice de la pêche dans la ZEE guinéenne est subordonné à l'obtention d'une licence délivrée par le Ministre de la Pêche. La délivrance est délivrée contre paiement des droits afférents (montant de la redevance, taxe de contrôle et frais d'observateurs si applicable), et à la suite d'une visite technique au port de Conakry visant à vérifier l'adéquation entre les caractéristiques techniques déclarées et les documents fournis.

➤ La pêche artisanale

En l'absence de textes spécifiques, l'obligation de la licence pour la pêche artisanale est longtemps restée floue, si bien qu'il était de l'entendement général que l'accès était libre. L'arrêté N° 676/MPA/SGG/2006 du 2 février 2006 portant réglementation de la pêche artisanale met fin à ce vide juridique en définissant la pêche artisanale (pêche pratiquée à pied ou à bord d'embarcations utilisant des engins qui ne sont pas manœuvrés mécaniquement, et moyen de conservation des captures qui n'est autre que la glace ou le sel), en rendant obligatoire la délivrance préalable d'une licence de pêche qui peut être délivrée par les services déconcentrés de l'Administration. En outre, cet arrêté rend obligatoire l'immatriculation des embarcations et l'inscription dans un registre.

La licence de pêche artisanale est payante. Les tarifs sont définis dans les plans d'aménagement des pêcheries. Ils sont définis en USD. Le tableau suivant indique les montants prévus par le plan d'aménagement 2007. On observera qu'ils sont relativement chers (à titre de comparaison, la licence de pêche artisanale est d'au plus 35 € au Sénégal, et 85 € en Mauritanie).

Tableau 48 : Coût des licences de pêche artisanales en 2007. Source : Plan d'aménagement

Type d'embarcation	Montant par an par embarcation	
	USD	eq. EUR
Pêche artisanale aux requins	7 500	5 639
Pêche artisanale démersale		
Nationale	1 500	1 128
Etrangère	3 500	2 632
Pêche artisanale pélagique		
Nationale	250	188
Etrangère	500	376

➤ La pêche industrielle

Les différents types de licences sont définis dans les plans d'aménagement annuels. L'examen des textes adoptés pour les années 2004 et ultérieures indique 6 types de licences (ou types de pêche) différents pour les pêcheries se déroulant dans les zones côtières :

1. La licence petits pélagiques
2. La licence céphalopodier
3. La licence crevettier côtier
4. La licence crevettier du large, introduite dans le plan d'aménagement 2005 et conservée ensuite
5. La licence poissonnier démersal
6. La licence collecteur, abandonnée à partir de 2006. Ce type de licence concernait des navires gigognes qui embarquent plusieurs dizaines de pirogues de pêche artisanale et qui récupèrent ensuite leurs captures

Des dispositions spécifiques sont prises pour tel ou tel type de licence. Elles concernent les niveaux maximums de capacités admissibles (en TJB), les taux de prises accessoires maximales à bord, les zones de pêche et les dimensions des engins de pêche.

Il existe en outre des licences de pêche hauturières qui concernent les thoniers senneurs, les canneurs, les palangriers et les crabiers.

➤ **Le coût de l'accès**

Les tarifs de licences sont fixés chaque année par les dispositions des plans d'aménagement des pêcheries. Ils sont applicables aux navires industriels congélateurs bénéficiant de licences dans la ZEE. Le taux des redevances est sans préjudice des taux applicables aux navires étrangers qui opèrent sous accord. Ainsi, les navires de la Communauté sont assujettis aux taux prévus par le protocole. Concernant les navires chinois qui opèrent sous l'accord entre ce pays et la Guinée, il semble qu'ils bénéficient également d'un tarif spécifique, mais cela n'a pu être confirmé.

Le tableau suivant indique les tarifs de licences de pêche pour les catégories côtières suivant le statut du navire (guinéen, étranger, étranger basé) et son type de pêche (céphalopodier, crevettier). Les informations sont données en USD (devise utilisée dans les textes) et converties en EUR suivant la parité moyenne annuelle.

Tableau 49 : Montant des redevances (en USD/TJB/an) applicables aux navires industriels congélateurs suivant leurs statuts et leurs types de pêche. Source : Plans d'aménagement 2004 à 2007

Statut	Type de pêche	2004	2005	2006	2007
Navire guinéen	Petits pélagiques	18	18	18	40
	Céphalopodiers	230	230	230	290
	Crevettiers côtiers	270	270	270	340
	Crevettes large		250	250	320
	Poissonniers	160	160	160	210
Navire étranger basé	Petits pélagiques	40	40	40	50
	Céphalopodiers	300	300	300	300
	Crevettiers côtiers	350	350	350	350
	Crevettes large		330	330	330
	Poissonniers	160	230	230	220
Navire étranger	Petits pélagiques	60	60	60	65
	Céphalopodiers	330	330	330	330
	Crevettiers côtiers	400	400	400	400
	Crevettes large		380	380	380
	Poissonniers	310	310	310	300
Navire C.E.	Céphalopodier	219	219	224	224
	Crevettiers	279	279	286	286
	Poissonniers	197	197	202	202

Ce tableau permet d'observer que les tarifs des licences applicables aux navires guinéens ont été considérablement augmentés en 2007 par rapport aux années précédentes pour être presque alignées sur les tarifs payables par les étrangers basés et les étrangers. Ceci est sans doute à mettre en relation avec les témoignages reçus sur le mauvais comportement des navires qui ne respectent pas la règle de base régissant leur statut, c'est à dire le débarquement de toute la pêche en Guinée. On relève par contre le maintien, voire la baisse en 2007, du prix des licences pour les navires étrangers basés ou les navires étrangers sur les types de pêche crevettes côtières, céphalopodes, et poissons démersaux.

Les navires européens travaillant sous accord ont des coûts de licences définis par le protocole d'accord de pêche (197 € par TJB par an pour les poissonniers, 219 € par an pour les céphalopodiers et 279 € par an pour les crevettiers, qu'ils soient côtiers ou du large¹⁹). La comparaison avec les taux applicables aux différents types de navires indique

- Que le coût des licences européennes est supérieur au coût appliqué aux licences des navires guinéens, ce qui est logique s'il s'agit de privilégier la flotte nationale. Le relèvement

¹⁹ Avec une majoration de 2,5% à appliquer à partir de 2006.

des tarifs applicables aux navires guinéens a inversé la tendance en 2007 pour les céphalopodiers.

- S'agissant des navires étrangers basés, la licence européenne céphalopodiers est moins chère que pour les navires opérant sous ce statut. Les licences payées par les navires européens exploitant les poissons et les crevettes (au moins sur la période récente) est plus élevée.
- Enfin, les licences européennes sont toujours moins chères que celles payées par les navires étrangers

Ainsi, les navires européens sont favorisés par rapport aux navires étrangers non basés, c'est à dire ceux opérant sous licences libres. Le coût des licences européennes se trouve dans la gamme des tarifs de licence payés par les navires étrangers basés, qui ont également des obligations en termes de débarquement en Guinée.

Tableau 50 : Equivalent du montant des redevances (en EUR/TJB/an) applicables aux navires industriels congélateurs suivant leurs statuts et leurs types de pêche. Source : Plans d'aménagement 2004 à 2007. Italique : licence européenne plus chère. Gras : licence européenne moins chère

Statut	Type de pêche	2004	2005	2006	2007
Navire guinéen	Petits pélagiques	15	15	14	30
	Céphalopodiers	<i>185</i>	<i>185</i>	<i>183</i>	218
	Crevettiers côtiers	<i>218</i>	<i>218</i>	<i>214</i>	<i>256</i>
	Crevettes large		<i>202</i>	<i>198</i>	<i>241</i>
	Poissonniers	<i>129</i>	<i>129</i>	<i>127</i>	<i>158</i>
Navire étranger basé	Petits pélagiques	32	32	32	38
	Céphalopodiers	242	242	238	226
	Crevettiers côtiers	282	282	<i>278</i>	<i>263</i>
	Crevettes large		<i>266</i>	<i>262</i>	<i>248</i>
	Poissonniers	<i>129</i>	<i>185</i>	<i>183</i>	<i>165</i>
Navire étranger	Petits pélagiques	48	48	48	49
	Céphalopodiers	266	266	262	248
	Crevettiers côtiers	323	323	317	301
	Crevettes large		306	302	286
	Poissonniers	250	250	246	226

Le coût des licences payées par les navires chinois n'a pu être obtenu directement faute d'avoir pu consulter le texte de l'accord, mais on peut l'estimer. Suivant les indications données par le Ministère, les possibilités de pêche sous cet accord (1 700 TJB par an) ont été utilisées à plein en 2006 (comme les autres années). Elles ont généré un revenu de 1 258 452 207 GNF, soit 253 700 USD. Si l'on rapporte ce revenu à la capacité de pêche déployée (1 700 TJB), cela ferait un coût unitaire proche de 150 USD par TJB par an, soit moins cher que tous les barèmes prévus par les plans d'aménagement, y compris pour les navires guinéens. L'accord de pêche entre la Guinée et la République Populaire de Chine pour la période 1997-1999 qu'il a été possible de consulter, prévoyait une charge de licence semble-t-il supérieure de 170 USD / TJB pour les poissonniers, et de 200 USD / TJB pour les céphalopodiers.

Concernant les licences de pêche thonières, les différents plans d'aménagement ont fixé les tarifs de licences suivant pour les navires thoniers senneurs, palangriers, ou canneurs.

Pour cette catégorie de navire, il n'existe pas de distinction entre différents statuts, ceux-ci ne pouvant s'appliquer à la pêche thonière dans la mesure où tous les navires concernés susceptibles de pêcher dans la ZEE guinéenne sont étrangers et qu'il ne peut y avoir d'étrangers basés en l'absence d'infrastructure. Les tarifs des licences ont été sensiblement augmentés en 2007, surtout pour la pêche palangrière. Cette augmentation est théorique car aucun navire étranger de ce type n'a pris de licence en Guinée au moins depuis 2004.

Tableau 51 : Coût des licences pour les catégories de pêche thonière en Guinée par unité et par an. Source : Plans d'aménagement 2004 à 2007

Type de navire	2004	2005	2006	2007
En USD (tarif officiel)				
Thoniers senneurs	22 500	22 500	22 500	28 125
Canneurs	16 500	16 500	16 500	20 625
Palangriers	2 500	2 500	2 500	50 000
En EUR (conversion du tarif officiel)				
Thoniers senneurs	18 145	18 145	17 857	21 147
Canneurs	13 306	13 306	13 095	15 508
Palangriers	2 016	2 016	1 984	37 594

Les navires européens paient une licence au tarif nominal de 2 500 € pour les senneurs, 400 € pour les canneurs et 1 000 € pour les palangriers. Ils doivent également payer en plus 25 € par tonne pêchée au-delà d'un certain tonnage (100 tonnes pour les senneurs, 16 tonnes pour les canneurs, et 40 tonnes pour les palangriers).

Concernant les senneurs, les informations indiquent une présence dans la zone d'environ 3 mois (discontinue, les navires entrent et sortent de la ZEE). En l'absence d'accord de pêche, on peut donc imaginer qu'ils auraient pris une licence de trois mois, soit une charge d'environ 4 500 € (de 2004 à 2006) ou 5 000 € par trimestre (en 2007). Ceci équivaut à des pêches de 180 à 200 tonnes dans la ZEE guinéenne suivant les dispositions de l'accord de pêche. En 2004, 6 des 11 senneurs français ont dépassé ces seuils, avec des captures qui élèvent les frais de licences de 8 000 € à 12 000 € pour un navire, soit plus qu'ils auraient payé s'ils avaient utilisé le système de licence libre en Guinée. En 2005 et 2006, certains senneurs européens ont à nouveau dépassé ce seuil. Cette comparaison permet d'observer que les licences négociées pour les senneurs sous l'accord peuvent être plus chères que les tarifs des licences libres prévus par les autorités guinéennes. Cela dépend en fait des quantités effectivement pêchées dans la ZEE. Le système communautaire de tarification de la licence thonière a ainsi l'avantage de protéger financièrement les armements en cas de mauvaises pêches dans la zone, quand ils la fréquentent.

Les navires canneurs et palangriers n'étant pas venus dans la zone guinéenne, on ne peut se livrer à la même comparaison.

Vis-à-vis des autres accords de pêche, on relève que le coût des licences payés par les armements chalutiers en Guinée sont équivalents à ceux fixés pour la Guinée Bissau, un peu plus favorables que ceux prévus sous l'accord avec le Sénégal pour les céphalopodiens, mais plus chers pour les autres catégories, et enfin très inférieurs aux coûts de l'accès en Mauritanie qui est une zone de pêche beaucoup plus productive.

Tableau 52 : Coût des licences pour les navires de la C.E. sous les accords de pêche avec d'autres pays de la sous-région. Source : protocoles d'accord

	Sénégal	Guinée-Bissau	Mauritanie	Guinée
Protocole:	Expiré (mi-2006)	2004-2008	2006-2008	2004-2008
Catégorie de pêche :				
- Poissonniers	157 €/TJB/an	197€/TJB/an (229€/TJB/an)**	144€/GT/an (230 €/TJB/an)*	197 €/TJB/an
- Céphalopodiens	246 €/TJB/an	219 €/TJB/an (229€/TJB/an)**	321€/GT/an (514 €/TJB/an)*	219 €/TJB/an
- Crevettiers	210 €/TJB/an	279 €/TJB/an (307€/TJB/an)**	268€/GT/an (429 €/TJB/an)*	279 €/TJB/an

* : Le protocole avec la Mauritanie fixe les coûts en GT. L'équivalence en TJB par an a été estimée en multipliant le coût en GT par 1,6

** Augmentation prévue pour la période 2008-2012

Les coûts supportés par les armements thoniers sont grossièrement les mêmes sous tous les accords.

6.1.3. La répartition dans l'espace des activités de pêche

Les zones dans lesquelles les navires de pêche peuvent exercer sont mentionnées dans les arrêtés annuels portant approbation des plans d'aménagement. L'objectif de la réglementation est de repousser les navires industriels à une certaine distance de la côte afin de protéger les écosystèmes côtiers toujours plus sensibles que les parties hauturières, et donner un espace réservé à la pêche artisanale en lui réservant l'accès aux ressources les plus proches et en les protégeant des interactions avec la pêche industrielle.

La pêche artisanale maritime utilisant des moteurs de moins de 25 CV peut se pratiquer sans restriction de zone dans toute la ZEE. Les embarcations de plus de 25 CV ne peuvent pêcher à moins de 6 milles des côtes.

Dans le cas général, la pêche au chalut par les navires industriels n'est autorisée qu'au-delà de 12 milles de la ligne de base, ou de l'isobathe des 20 m quand celle-ci dépasse les 12 milles. Les chalutiers titulaires de la licence profonde doivent pêcher à plus de 30 milles de la ligne de base, les chalutiers pélagiques doivent pêcher à plus de 50 milles. Cette mesure est en place depuis 2004. Jusqu'en 2003, la limite réglementaire était la ligne des 10 milles. Elle a été modifiée à la faveur de l'adoption du plan d'aménagement de 2004 comme le demandait le protocole d'accord de pêche entre la CE et la Guinée (Article 9 de l'annexe au protocole) ;

La réglementation guinéenne ne prévoit pas de limite de zone pour les navires thoniers (senneurs, canneurs, palangriers). Le protocole d'accord est également muet sur une limite applicable à ces navires (sauf pour les canneurs qui ne peuvent venir s'approvisionner en appâts à moins de 12 milles). Cette absence de limite ne constitue pas cependant un incitatif aux navires pour se rapprocher de la côte dans la mesure où les espèces ciblées (thons hauturiers et espadons) et les engins utilisés (sennes de 300 m de chute, palangres) font que les navires pêchent en pratique au dessus de fonds supérieurs à 500 m, soit bien au large et sans risque d'interaction avec les pêcheries artisanales ou industrielles chalutières dans la ZEE.

6.1.4. Mesures techniques sur les engins

Les principales mesures techniques portant sur les engins de pêche concernent les maillages minimaux des filets. Pour les navires industriels, les maillages minimaux listés dans le tableau suivant sont compatibles avec les préconisations de la CSRP pour les chaluts. Il serait cependant plus adapté de relever le maillage minimal des chalutiers crevettiers profonds à 50 mm, comme cela est la règle en Mauritanie, afin de rendre cette pêche un peu plus sélective. Les maillages des chaluts pour les chalutiers de pêche pélagique semblent ne pas être définis par la réglementation.

Tableau 53 : Maillages minimaux réglementaires. Source : plans d'aménagement 2004 à 2007

Type d'engins	Ouverture de maille
Pêche artisanale	(en mm maille <u>non</u> étiré)
Pêche de pélagiques	25 mm
Pêche de démersaux	30 mm
Engins traînants	(en mm maille étirée)
Chalut à poissons	70 mm
Chalut à céphalopodes	70 mm
Chalut à crevettes	40 mm

Il n'existe aucune autre mesure technique portant sur les chaluts, comme l'usage de chaînes racleuses, le nombre de mailles dans la circonférence, ou le diamètre ou le nombre des fils dans le cul du chalut. Ces mesures, instaurées dans les eaux européennes, préviennent les grèements de chaluts qui tendent à fermer les mailles en diminuant ainsi la sélectivité. Il n'y a pas non plus d'obligation d'utiliser des dispositifs sélectifs comme des grilles séparatrices ou des panneaux à mailles carrées. Par ailleurs, la pratique du chalutage en boeuf (par paires) qui permet de tirer, à deux navires de moindre puissance, des chaluts de dimensions très importantes, est interdite.

La réglementation nationale interdit également l'usage de la pêche au poison ou à l'explosif, ainsi que l'emploi de sennes de plage ou de sennes coulissantes.

Les dispositions nationales sur les engins sont compatibles avec les dispositions du protocole d'accord de pêche avec la CE, sauf en ce qui concerne l'emploi de la senne coulissante, interdit par la réglementation guinéenne, qui est l'unique engin de pêche utilisé par les thoniers senneurs européens et les canneurs lors des pêches d'appâts. La senne coulissante est également l'un des engins les plus utilisés par les pêcheurs artisans de la sous-région pour capturer des petits pélagiques.

6.1.5. Pourcentages de prises accessoires

Les chalutiers industriels qui possèdent des licences pour la pêche de poissons démersaux, de céphalopodes ou de crevettes côtières exploitent sensiblement les mêmes zones. L'engin de pêche est également le même, seules diffèrent les tailles de mailles autorisées (70 mm pour les chalutiers possédant une licence de pêche aux poissons démersaux et aux céphalopodes, et 40 mm pour les chalutiers crevettiers).

Dans ces conditions, le pourcentage d'espèces accessoires qu'il est possible de détenir à bord est une disposition centrale car elle permet, par exemple, de contraindre les chalutiers titulaires d'une licence de pêche aux poissons démersaux à ne pas avoir à bord plus de x% de céphalopodes ou de crevettes, espèces cible des chalutiers titulaires d'autres types de licences. Ces pourcentages sont estimés par rapport au total de la capture détenue à bord. La réglementation ne précise pas si ces pourcentages se mesurent à tout moment, ou en fin de campagne de pêche.

Les pourcentages admissibles d'espèces accessoires sont définis par les plans d'aménagement annuels. Comme le montre le tableau suivant, il y a eu des évolutions sur les pourcentages sur la période récente (plans d'aménagement antérieurs à 2005, puis postérieurs). Avant 2005, les céphalopodiers ne pouvaient avoir à bord plus de 7,5% de crevettes ou de poissons. Par la suite, les proportions ont été relevées à 35% de poissons et 9% de crevettes. Pour les crevettiers, l'autorisation de détention à bord de poissons est passée de 12% à 15%, celle de céphalopodes abaissée de 15% à 10%. Enfin pour les navires de pêche titulaires d'une licence poissons de fond, le pourcentage admissible de céphalopodes est resté à 9% mais celui de crevettes a augmenté de 7 à 9%. Les conditions agréées par le protocole d'accord de pêche avec la CE pour ses navires correspondent à celles introduites en 2005, mettant fin ainsi à une situation (en 2004) où les navires communautaires bénéficiaient de conditions différentes par rapport aux autres navires industriels licenciés.

La réglementation ne prévoit pas de marges de tolérance.

Tableau 54 : Pourcentages réglementaires de prises accessoires. Source : plans d'aménagement

	Poissons démersaux	Céphalopodes	Crevettes
Plans d'aménagement 2003 et 2004			
Poissonniers démersaux	--	9%	7%
Céphalopodiers	7,5%	--	7,5%
Crevettiers	12%	15%	--
Plans d'aménagement depuis 2005			
Poissonniers démersaux	--	9%	9%
Céphalopodiers	35%	--	9%
Crevettiers	15%	10%	--

Comme signalé en introduction, les navires chalutiers industriels exploitent sensiblement les mêmes zones, avec des engins de pêche aux caractéristiques approchantes. Les chaluts étant peu sélectifs, le navire va nécessairement ramener à bord des quantités importantes d'autres groupes d'espèces. A titre d'exemple, les données d'observateurs sur des navires crevettiers côtiers indiquent que seuls 17% des prises totales sont des crevettes, 3% des céphalopodes, et le solde, 80% des espèces diverses, dominées par des poissons. Pour être en règle avec la réglementation, le navire devra donc rejeter des quantités très substantielles de poissons, et de céphalopodes, pour que les pourcentages s'ajustent à la réglementation²⁰. La même constatation est faite pour les céphalopodiers qui capturent

²⁰ Sur l'exemple d'un navire crevettier sur lequel les mesures des observateurs ont relevé une prise totale de 146 tonnes de crevettes, 29,6 tonnes de céphalopodes et 701 tonnes de poissons et divers (en trois ans), le rejet

au total 31% de céphalopodes, 3% de crevettes et 65% de poissons. La mise en conformité avec la réglementation imposera là encore des rejets substantiels.

Or les plans d'aménagement précisent que le rejet de plus de 10% de la capture est interdit, et que rejeter plus de 15% est un motif de suspension de la licence, en plus des peines d'amendes prévues dans ce cas. On se trouve donc dans une situation où la réglementation sur les pourcentages des prises accessoires, qui forme le socle de la détermination des droits de pêche associés aux licences, est tout simplement inapplicable du fait de la contrainte imposée sur les qualités permissibles de rejets en mer.

Le protocole d'accord de pêche a tenté de fixer des objectifs de prises accessoires plus réalisables. Les navires européens peuvent avoir au maximum à bord 13.5% de crustacés et de céphalopodes pour les navires poissonniers, 13.5% de crevettes et 52.5% de poissons pour les céphalopodiens, et 22.5% de poissons et 15% de céphalopodes pour les crevettiers. Les quantités de produits de la pêche correspondant à la différence entre ces pourcentages et les pourcentages réglementaires doivent alors être cédées gratuitement aux autorités qui en organisent la collecte suivant une procédure définie par l'annexe 4 au protocole. Cette collecte n'a jamais pu être réalisée pour des raisons techniques.

Pour les autres types de pêche, notamment aux petits pélagiques, il n'y a pas de % de prises accessoires réglementaire. S'il est vrai que ces pêcheries sont relativement mono-spécifiques, il peut cependant arriver que les navires qui travaillent dans de trop faibles profondeurs, ou laissent leurs chaluts descendre dans la colonne d'eau, soient amenés à capturer des espèces démersales.

6.1.6. Tailles minimales

Il n'existe pas de texte réglementaire national définissant des tailles minimales des produits de la pêche au dessous desquelles la détention à bord, le transport ou la mise en vente est interdite.

6.1.7. Repos biologique

Les fermetures saisonnières de pêcheries, appelées repos biologique, ont pour effet de réduire l'effort de pêche exercé par les navires de pêche sur les ressources démersales du plateau continental, et donc de protéger les stocks cibles au moment où ils sont le plus vulnérables (périodes de reproduction, abondances de juvéniles). La mesure existe dans d'autres pays de la sous-région (Mauritanie, Sénégal) et porte sur la fermeture des pêcheries pendant un à deux mois par an. Les navires concernés par ces arrêts biologiques voient leurs frais de licence diminués *prorata temporis*.

Aucune mesure de ce type n'a été prise en Guinée. L'institut scientifique national a établi que, d'un point de vue biologique, cet arrêt ne s'imposait pas car en l'absence de saisons océanographiques marquées (upwelling), la reproduction de la plupart des espèces s'étend tout au long de l'année et il n'y a pas de période particulière qui justifierait une fermeture des pêcheries pour protéger les adultes reproducteurs ou les juvéniles. En dehors de cette considération purement biologique, le repos biologique peut être utilisé comme moyen de réduire l'effort de pêche (la fermeture des pêcheries pendant un mois réduit l'effort de pêche de 1/12^{ème}).

6.1.8. Evaluation du système de gestion des pêcheries dans la ZEE

La base du système de gestion guinéen est la détermination des capacités de pêche admissibles au regard du potentiel des stocks afin d'atteindre un équilibre qui assurera la viabilité des stocks. Le détail du calcul de cette mise en adéquation est développé dans les plans d'aménagement annuels. Après analyse, il semble que la manière de déterminer ces capacités admissibles présente quelques anomalies.

La première est qu'elle se base sur un respect des pourcentages de captures accessoires et d'absence de rejets conforme à la réglementation. Or, du fait de la mixité des pêcheries, et malgré

d'espèces pour se mettre en conformité avec la réglementation est estimé à 300 kg de céphalopodes et 600 tonnes de poissons, soit 77% de ses prises.

tous les efforts que pourront faire les navires de pêche, il est utopique de considérer qu'un chalutier crevettier ne capturera que 15% de poissons et 10% de céphalopodes. En réalité, il en capturera davantage, la capture de crevettes pour ce type de navire ne représentant qu'un faible pourcentage de la capture totale (la moyenne mondiale pour ce type de pêcherie est de 1 kg de captures de crevettes pour 5 kg de captures d'autres espèces). La même constatation peut être faite pour les céphalopodiers qui ne peuvent cibler que la seiche ou le poulpe, et qui capturent également des quantités substantielles d'autres espèces, principalement des poissons, en tous cas bien au-delà des 35% pris en compte dans le calcul des possibilités de pêche. Ces types de navires pêchent également beaucoup plus de crevettes qu'envisagé par le plan (presque autant que des céphalopodes). Cette prise en considération des pourcentages réglementaire conduit très probablement à sous-estimer la capture réelle, en particulier de poissons, dans des proportions très sensibles. A noter que les données collectées par les observateurs donnent tous les éléments sur la réalité des captures accessoires.

Deuxièmement, le plan d'aménagement obtient le nombre de TJB admissibles en multipliant le nombre de navires possibles (obtenu en divisant l'objectif de capture global par le rendement moyen d'un navire sur la base de 250 jours de mer par an). Il se base sur des hypothèses de tonnage (TJB) moyen par navire très surévalués : 302 TJB par navire pour un poissonnier démersal, alors qu'elle se tient plutôt autour de 240 TJB, 290 TJB par navire pour un céphalopodier alors qu'elle semble plutôt proche de 250 TJB, et 176 TJB pour un crevettier, alors qu'elle est en réalité autour de 100 TJB²¹. Cela conduit par conséquent à surestimer l'enveloppe de TJB admissibles utilisée comme objectif de gestion.

Troisièmement, il y a des incohérences manifestes dans les TJB déclarés par les navires chinois. Ils mesurent entre 40 et 45 m, mais déclarent tous une jauge de 150 TJB. Si l'on compare avec des navires européens, on observera que la jauge moyenne pour des navires de cette taille se situe plus autour de 300 TJB que des 150 TJB. On peut admettre que la manière de concevoir les navires en Chine est différente de celle utilisée en Europe, mais un tel écart (du simple au double) est difficilement justifiable techniquement. Le résultat est que les quotas de TJB admissibles sont imputés de valeur qui ne correspondent pas à la réalité, et qui sont sous-estimées.

Enfin, les plans d'aménagement ne prennent pas en compte les prélèvements effectués par la pêche artisanale dans les simulations de captures.

Tous ces éléments font que les capacités de pêche admissibles, bases du système de gestion, qui sont ajustées pour obtenir un équilibre avec le potentiel biologique du stock sont en fait très probablement excédentaires et ce, dans des proportions importantes. Cette allocation généreuse de droits de pêche est cependant atténuée par une utilisation moins importante que planifiée des possibilités de pêche. Néanmoins, les statistiques de captures publiées pour la dernière fois en 2004 indiquent des prises de poissons démersaux de près de 45 000 tonnes, quand le plan annonçait un potentiel exploitable de 30 000 à 35 000 tonnes cette année là.

Par ailleurs, les mesures techniques imposées aux navires sont minimales et consiste pratiquement uniquement en une taille réglementaire minimale pour les mailles. La réglementation sur les prises d'espèces accessoires et les rejets apparaît inapplicable car elle place les navires en situation d'infraction dès le premier coup de chalut donné.

6.2. La réglementation de la pêche des pélagiques hauturiers

Les mesures de gestion et de conservation des pélagiques hauturiers sont classées à part dans ce chapitre car elles sont imposées par l'ICCAT dont les résolutions et recommandations doivent être transposées dans les corpus juridiques des parties contractantes. Les mesures de gestion de l'ICCAT s'appliquent par conséquent aux navires européens et guinéens, qu'ils pêchent dans la ZEE de Guinée ou ailleurs.

Les mesures en vigueur à la fin 2006, sont indiquées dans le tableau suivant.

²¹ Moyennes estimées d'après des listes de navires communiqués par la DNPM

Tableau 55 : Principales mesures techniques s'appliquant aux thons tropicaux majeurs fin 2006. D'après ICCAT

Espèce	Catégorie de mesure	Principales règles en vigueur en 2006
Listao		Pas de mesures spécifiques
Albacore	Taille minimale	Pas de taille minimale
	Effort de pêche / Captures	Effort limité au niveau observé en 1992
	Moratoire	Interdiction totale de la pêche de surface (senne et canne) en novembre sur une aire comprise entre 0° et 5°N, 10 et 20°W
Patudo	Taille minimale	Pas de taille minimale
	Effort de pêche / Captures	Nombre de navires inférieurs à celui de la période 1991-1992 TAC fixé à 90 000 t pour trois ans, quota variant entre 24 et 25 000 t pour la CE
	Moratoire	Interdiction totale de la pêche de surface (senne et canne) en novembre sur une aire comprise entre 0° et 5°N, 10 et 20°W
Espadon nord	Taille minimale	125 cm (25 kg), avec 15% de tolérance, ou 119 cm sans tolérance
	Effort de pêche / Captures	TAC de 14 000 tonnes, dont 6 700 tonnes pour la CE
	Moratoire	Aucune
Makaïre bleu et blanc	Effort de pêche / Captures	Débarquements limités à 50% (M. bleu) ou 33% (M. blanc) des débarquements 1996 ou 1999
Requins	Général	Communication de données sur les prises à l'ICCAT Interdiction du prélèvement des nageoires, limite de 5% de poids de nageoires à bord par rapport au poids de carcasses.

Concernant l'albacore et le patudo, cibles des senneurs et des canneurs européens, pour lesquels le Comité scientifique recommande depuis quelques années une réduction des prises de juvéniles, et une limitation des captures, l'ICCAT a gelé les capacités et les niveaux des captures au niveau de ceux de 1991 et 1992. En outre des tailles minimales à 3,2 kg avaient été adoptées pour les deux espèces, mais elles ont été abandonnées. L'effort de réduction des captures de juvéniles est accentué par la mise en place d'un moratoire qui interdit toute pêche de surface sur une vaste zone pendant 1 mois (zone dite Pícolo au large du Golfe de Guinée).

Il s'ajoute à ces mesures techniques des résolutions et recommandations visant à combattre la pêche de thonidés par des navires IUU. L'une des mesures prises est l'établissement d'une liste positive publique de navires de parties contractantes autorisés à pêcher des thonidés, et en corollaire l'interdiction de pêche et de commercialisation des prises de thonidés de navires ne figurant pas sur cette liste positive.

6.3. Suivi, contrôle et surveillance

La ZEE guinéenne a la réputation d'être peu surveillée et de constituer une cible relativement facile pour les fraudeurs. Dans une situation d'appauvrissement des stocks, tout au moins pour la partie côtière, le respect des règles de gestion doit pourtant faire l'objet de toutes les attentions.

6.3.1. Les moyens de suivi

➤ **Registre des navires**

L'obtention de la licence de pêche est subordonnée à l'inscription préalable du navire dans un registre administré par le CNSP. Ce registre doit contenir la liste de tous les navires licenciés qu'ils soient nationaux ou étrangers, ainsi que leurs principales caractéristiques techniques. De fait, il a été constaté que les services du Ministère tiennent à jour une liste des navires autorisés à pêcher. Le CNSP réfléchit sur les manières d'échanger ces informations avec la CSRP pour la constitution d'un registre sous-régional des navires autorisés.

Concernant la pêche artisanale, l'arrêté 676/MPA/SGG/2006 constitue également l'obligation d'inscription sur un registre des navires de ce type. Il n'est pas encore en place du fait des difficultés rencontrées pour procéder à l'immatriculation des barques, mais cette action reste prioritaire.

➤ **Journaux de bord**

Les navires de pêche industriels autorisés à pêcher dans la ZEE de Guinée ont l'obligation de déclarer leurs efforts de pêche et leurs captures à l'autorité administrative suivant un modèle de journal de bord élaboré par le Ministère. Cette obligation a été normalement étendue aux navires européens opérant sous accord, et probablement, même si cela n'a pu être vérifié, aux navires chinois sous accord.

D'après les informations données par le Ministère, cette obligation est peu observée par tous les types de navires, mais sans qu'il n'ait été possible de préciser si ce manquement était davantage imputable à une catégorie de navire plutôt qu'à une autre. Pour ce qui concerne cette étude, les navires chalutiers européens ne respectent pas cette obligation, ce qui a pu être vérifié par la consultation des archives maintenues par la Délégation de la CE à Conakry. Il y a eu certes quelques déclarations en début d'accord (2004), mais pour une partie de la flotte seulement. L'obligation semble avoir été complètement oubliée les années suivantes. Les navires thoniers (senneurs, palangriers et canneurs) ont respecté cette clause de l'accord, mais la véracité de leurs déclarations, sur lesquelles sont assises en partie les redevances de pêche, est constamment remise en cause par les autorités locales. C'est également un problème récurrent pour les autres accords de pêche thoniers. Il n'existe que peu de moyens de contrôler les captures en dehors du système actuel de validation par les instituts scientifiques (IRD et IEO) sur la base de l'analyse des journaux de bord, de sondages au débarquement et d'analyse des données VMS. L'embarquement d'observateurs sur ces navires n'est pas possible du fait du caractère ponctuel des séjours dans la ZEE.

➤ **Déclarations d'entrée et sorties de zone**

Les navires européens sous accord sont tenus par le protocole d'annoncer au moins 8 heures à l'avance leur entrée ou sortie de la ZEE guinéenne. On ignore si cette disposition est incluse dans le protocole d'accord avec la Chine. En ce qui concerne les autres navires, nationaux ou étrangers, il n'existe pas de telle disposition. Les navires sont ainsi libres de pouvoir entrer et sortir de la ZEE sans avoir à l'annoncer aux autorités de contrôle, ni a fortiori sans avoir à obtenir une autorisation spécifique. Cette absence de réglementation ouvre la porte à tous types d'abus, en particulier celui de quitter la ZEE pour décharger les captures ailleurs ou s'approvisionner en haute-mer. Il serait souhaitable que ce régime d'autorisation, pourtant prévu par le Code des Pêches (art. 38), soit effectivement mise en œuvre.

➤ **Transbordement**

Le transbordement en mer dans la ZEE est réputé interdit (plans d'aménagements successifs). Il ne peut se faire que sur autorisation écrite du Ministre et à quai ou en rade de Conakry sous la supervision d'agents de surveillance du CNSP et des inspecteurs des services sanitaires. L'opération de transbordement est assujettie à une redevance de 10 USD par tonne transbordée. Le non-respect de cette clause est passible d'une suspension de licence. En 2007, la réglementation a intégré une interdiction de transbordement en haute-mer, ce qui n'était pas prévu avant, ainsi qu'une augmentation de la redevance transbordement à quai ou en rade à 30 USD par tonne. Cependant, étant donnée que le code des pêches ne s'applique que dans la ZEE guinéenne, et qu'il n'est pas prévu de régime de déclaration d'entrée - sortie de zone dans le cas général, cette disposition n'est pas utilisable pour empêcher les opérateurs de sortir de la ZEE pour transborder leurs captures en toute impunité. Comme évoqué dans le paragraphe précédent, un régime d'autorisation de sortie de la ZEE s'avère nécessaire.

➤ **Observateurs**

Les navires de pêche industriels autorisés à pêcher doivent embarquer un observateur. D'après les éléments communiqués, cette obligation est respectée et la couverture observateur est proche de 100%. En ce qui concerne les chalutiers européens qui opèrent pour beaucoup à partir de Dakar, il est fréquent que l'observateur guinéen voyage jusqu'à ce port pour embarquer, au frais de

l'armement. Seul le segment thonier européen n'embarque pas d'observateurs du fait du caractère ponctuel de ses séjours dans la ZEE guinéenne et de la durée des marées pratiquées. Cette absence d'observateur à bord des senneurs est difficilement admise par les autorités guinéennes qui y voient un facteur aggravant leurs doutes sur la véracité des déclarations transmises.

Les observateurs embarqués à bord des navires n'ont pas pouvoir de police. Ils sont chargés de consigner les captures et les rejets constatés sur les navires, et de relever toute infraction que ces navires auraient pu commettre (non respect des maillages, pourcentages de captures accessoires). Ils ont normalement une vacation radio quotidienne avec le CNSP. Les données collectées par les observateurs constituent l'une des principales sources d'informations à des fins scientifiques. Malheureusement, ce programme souffre de quelques défauts, avec des observateurs parfois analphabètes et des conditions de rémunération (50 à 60 € par mois) qui en font des proies faciles à la corruption.

Les navires de pêche participent au financement de ce programme observateur. En 2007, les armements doivent payer une participation de 385 USD par mois pour les navires guinéens, et de 400 USD par mois pour les navires étrangers. Les navires chalutiers européens sous accord doivent verser 15 € par jour (soit 450 € par période de 30 jours) pour les frais d'observateurs, c'est-à-dire plus que toutes les autres catégories de navires²². La redevance a été fixée à 10 € par jour pour les navires thoniers européens. La contribution financière des navires chinois sous accord au programme observateur est inconnue.

➤ **Le VMS**

Il n'y a pas de système de suivi des navires par satellite en Guinée actuellement. Plusieurs études ont déjà été réalisées quant à la faisabilité de la mise en œuvre d'un tel système, et la FAO se préparerait à réaliser une étude de portée régionale sur le sujet. Le VMS permettra aux services de contrôle de suivre les déplacements des navires licenciés en temps réel, et donc de veiller plus facilement au respect de certaines mesures comme l'interdiction d'accès dans la bande des 12 milles. Il ne permettra cependant pas de détecter les navires pirates pour lesquels des moyens conventionnels (radar, navires de patrouilles) continueront d'être nécessaires.

La mise en place du VMS est juridiquement faisable car le code des pêches l'a anticipé (art. 38). A condition qu'il soit étendu sans discrimination à tous les navires de pêche autorisés à pêcher dans la ZEE (y compris les navires chinois sous accord), il n'y aura pas de problèmes particuliers pour que la Communauté rende obligatoire la transmission des positions de ses navires dès lors qu'ils opèrent dans la ZEE guinéenne via un protocole spécifique, comme il en a été conclu avec d'autres Etats côtiers avec lesquels la Communauté a des accords.

A noter que d'un point de vue strictement technique, le fonctionnement d'un FMC en Guinée sera en l'état actuel des choses fortement affecté par les coupures récurrentes d'électricité sur Conakry. La solution est de sécuriser l'approvisionnement par un groupe électrogène autonome, mais qui coûte cher en carburant et en entretien.

6.3.2. Les moyens de contrôle dans la ZEE et résultat

➤ **Indicateurs d'activités**

Le tableau suivant présente les bilans d'activités présentés par le CNSP pour la période 2004-2006. Il distingue les opérations de surveillance côtière menées à l'aide d'embarcations qui peuvent être soit les moyens du CNSP, soit les navires de pêche artisanale recrutées dans le cadre du projet participatif de surveillance côtière, et les opérations de surveillance hauturière conduites avec les moyens de la Marine Nationale, le navire de recherche, ou d'autres moyens de surveillance affrétés dans le cadre de projets spécifiques sous-régionaux (projet financé par le Luxembourg et mission d'assistance de Greenpeace en 2006). La définition d'une inspection au sens des données fournies n'a pas été obtenue. On ne sait s'il s'agit d'un simple contact visuel ou radio, ou d'une inspection à bord.

²² A relativiser car les navires européens sous accord sont exemptés du paiement de la taxe de surveillance, alors que tous les autres navires opérant sous le régime général doivent la payer.

Tableau 56 : Bilan d'activité de la surveillance en mer. Source : CNSP

	Indicateurs	2004	2005	2006	à mai 2007
Surveillance côtière	Nombre de sorties en mer	735	341	426	172
	Nombre de navires inspectés	539	252	275	129
Surveillance hauturière	Nombre de jours de mer Marine Nationale	108	15	17	5
	Nombre de navires inspectés	111	23	18	2
	Arraisonnement	9	6	0	2
	Nombre de jours de mer Navire de recherche	26	5	12	0
	Nombre de navires inspectés	30	7	16	0
	Arraisonnement	4	0	0	0
	Missions sous-régionales	16	0	9	0
	Nombre de navires inspectés	22	0	5	0
	Arraisonnement	2	0	3	0
Bilan	Nombre total de navires arraisonnés	23	24	22	11

- Ces données indiquent un effort de surveillance côtière assez important. L'activité des pirogues artisanales de pêche recrutées dans le cadre du projet de surveillance participative a probablement une incidence numérique importante sur les indicateurs. Les informations ne précisent pas le nombre d'arraisonnements que cette activité côtière a permis d'obtenir.
- L'effort de patrouille hauturier reste faible. En 2005 et 2006, il a été au plus de 40 jours par an tous moyens confondus. En 2004, il a été beaucoup plus important (108 jours), sans doute du fait des moyens apportés par le projet sous-régional de surveillance financé par le Luxembourg. On note cependant que cet effort a été relativement improductif car il n'a pas conduit à un nombre d'arraisonnement beaucoup plus important que les années suivantes où l'effort était très inférieur.
- Au total, ce sont autour de 23 navires par an qui sont arraisonnés pour des infractions à la législation sur les pêches. Compte-tenu des rumeurs de piratages incessants de la ZEE guinéenne, c'est relativement peu. A titre de comparaison, l'Allemagne qui dispose d'une ZEE de surface à peu près équivalente et d'une population de pêcheurs que l'on peut qualifier de disciplinée, a relevé près d'une centaine de cas d'infractions graves en 2005 dans ses eaux²³.

➤ **Les infractions les plus courantes**

Suivant les indications du CNSP représentées dans le graphique ci-dessous, le non-respect des zones de pêche (pêche par les navires chalutiers à l'intérieur de la zone des 12 milles ou de l'isobathe 20 m) et le non-respect des maillages (mailles volontairement obturées ou filet aux mailles non réglementaires) constituent les deux types d'infractions les plus fréquemment détectées. D'ailleurs, le plus souvent, les navires pris en flagrant délit de pêche en zone interdite sont également en position d'infraction vis-à-vis de la réglementation sur les maillages. La pêche sans autorisation (défaut de licence) représente entre 5 et 6 cas par an.

²³ Voir COM(2007) 448 du 25.7.2007

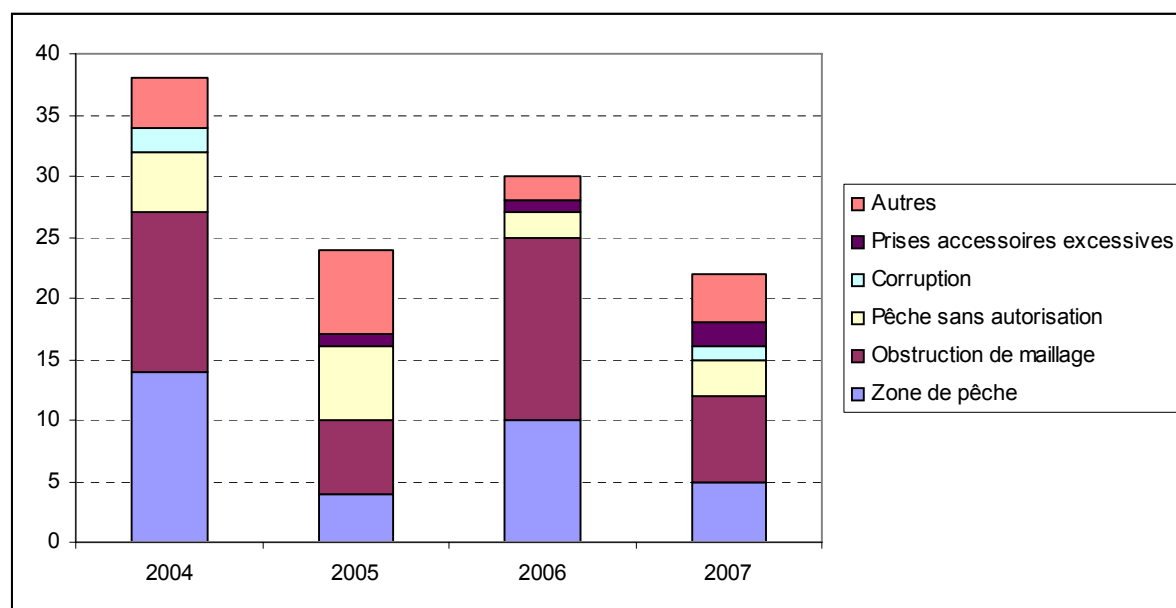


Figure 18 : Types d'infractions les plus fréquemment observés (un navire peut cumuler plusieurs infractions). Source : CNSP

Aucun navire européen opérant sous l'accord de pêche n'a fait l'objet d'un arraisonnement sur la période du protocole. Les navires arraisonnés sont des navires nationaux, des navires chinois et des navires sud-coréens pour l'essentiel.

6.3.3. Régime de sanctions

Les sanctions prévues pour les infractions à la réglementation sur les pêches sont définies par un décret datant de 1997. Le tableau suivant indique le régime des amendes et des sanctions additionnelles prévues par ce décret.

Tableau 57 : Sanctions prévues en cas d'infraction à la réglementation sur l'exercice de la pêche. Source : Décret 97/017

Type d'infraction	Amende	Sanction additionnelle possible
Engins de pêche illégaux Non respect des normes relatives aux prises accessoires Non déclaration des captures Dissimulation de preuves	2 à 3 fois la valeur de la licence annuelle	Confiscation des engins et captures frauduleuses Retrait de licence pour une durée de 1 à 6 mois
Pêche sans autorisation	7 à 10 fois la valeur de la licence annuelle	Confiscation des engins et captures frauduleuses
Autres infractions	au moins 2 fois la valeur de la licence annuelle	Confiscation des engins et captures frauduleuses Suspension de la licence en cas de récidive

L'unité de compte pour la fixation du montant de l'amende est donc la valeur de la licence annuelle. Si l'on considère un navire jaugeant 150 TJB et suivant son statut, le montant de l'amende encourue en cas d'infraction peut par conséquent être égale à un multiple des valeurs reportées dans le tableau suivant.

Tableau 58 : Valeur (en USD) approximative de la licence annuelle base 2006 dans le cas d'un navire jaugeant 150 TJB

USD	Guinéen	Etranger basé	Etranger
Poissonnier	19 050	27 450	36 900
Céphalopodier	27 450	35 700	39 300
Crevettier	32 100	41 700	47 550

Ainsi, si l'on considère le cas d'un navire pirate convaincu d'avoir pêché dans la ZEE guinéenne sans licence, il sera passible d'une amende variant entre 258 000 et 369 000 USD d'après le décret, ce qui apparaît être une sanction dissuasive. Par contre, certaines amendes semblent quelque peu disproportionnées au regard de la gravité de l'infraction commise. Ainsi, la non-déclaration de captures peut être punie d'une amende comprise entre 75 000 et 110 000 USD d'après les textes, sans compter les peines additionnelles de confiscation ou de suspension de licence.

Quoiqu'il en soit, la fixation du montant des amendes n'est pas automatique. Le barème détaillé ci-dessus sert de base de discussion aux travaux d'une commission autorisée à régler les litiges sur un mode transactionnel avec le contrevenant, et ce n'est que si cette procédure échoue qu'il y a recours à la justice. Au moins sur ces dernières années, tous les cas d'infraction ont été réglés sur ce mode transactionnel.

Il semble y avoir un écart considérable entre ce que prévoit la réglementation et la réalité en matière de sanctions. Des navires nationaux et asiatiques convaincus de pêche en zone interdite ou d'obstruction de maillage, soit des infractions aux conséquences environnementales assez graves, ont été condamnés à des amendes variant entre 30 000 000 et 80 000 000 GNF (6 000 à 16 000 € environ), alors qu'ils pouvaient être passibles d'une amende comprise entre 75 000 et 110 000 USD. Des navires chinois convaincus de pêche non autorisée (que l'on interprètera comme défaut de licence) ont été sanctionnés d'une amende de 250 000 000 GNF (env. 50 000 €) quand la réglementation prévoit une amende comprise entre 258 000 et 369 000 USD. Les amendes infligées ne semblent par conséquent pas proportionnelles à la gravité de l'infraction, et n'agissent pas comme un dissuasif pour les armements. Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes navires qui sont pris en infraction d'une année sur l'autre.

Deux éléments sont cependant à signaler pour comprendre la difficulté des conditions de travail de cette Commission Nationale d'Arraisonnement. Le premier est la multiplication d'ingérences des représentations diplomatiques des Etats de pavillon des navires arraisonnés dans les travaux de la Commission. Le second provient de la pression sociale en Guinée. Les mareyeuses de Conakry ont plusieurs fois manifesté dans les locaux du Ministère pour que des navires arraisonnés soient promptement libérés afin que leurs sources d'approvisionnement ne soient pas interrompues.

7. Impacts environnementaux de la pêche

7.1. Impact sur la ressource exploitée

Un des impacts importants de la pêche sur les ressources exploitées est celui qui résulte de l'intensité de l'effort de pêche. Cet impact peut être évalué en considérant l'état d'exploitation des principaux stocks.

La situation des stocks démersaux du plateau continental est alarmante. Les dernières évaluations, réalisées en 2003 au sein du groupe de travail du COPACE sur les ressources démersales, ont conclu que les principaux stocks étaient surexploités (bobo, machoirons, dorades, grondeurs, soles, crevette côtière et seiches) ou bien pleinement exploités avec risque de surexploitation (petit capitaine et bars).

Le rétablissement des ressources démersales du plateau continental nécessite donc une réduction globale de l'effort de pêche en même temps qu'une surveillance accrue et un contrôle rigoureux du respect de la réglementation. La réduction de l'effort devrait concerner, au même titre que la pêche industrielle, la pêche artisanale qui, grâce au libre accès dont elle bénéficie et en l'absence de toute limitation de sa capacité de pêche, exerce une pression de plus en plus forte sur les stocks côtiers ainsi que sur les habitats critiques (frayères et nurseries). Quant à la surveillance et au contrôle, ils devraient permettre de limiter le comportement souvent anarchique et parfois frauduleux des chalutiers industriels.

7.2. Captures accessoires et rejets

Dans les zones de grande diversité spécifique, comme c'est le cas dans la plupart des pêcheries tropicales et notamment en Guinée, les captures d'espèces non ciblées, représentent une part

importante des prises. En fonction de leur valeur marchande, ces captures accessoires sont soit conservées pour être commercialisées, soit rejetées directement en mer.

Le problème des rejets concerne uniquement les pêcheries industrielles, chalutières et thonières. Dans les pêcheries artisanales africaines, comme celles de Guinée, même les poissons de faible (ou sans) valeur commerciale sont conservés. Comme ils représentent, malgré tout, une source de protéines animales, ils sont soit autoconsommés à l'état frais par les familles de pêcheurs, soit transformés en produits séchés ou fumés pour être vendus sur le marché local.

7.2.1. Captures accessoires et rejets dans les pêcheries démersales

Dans les pêcheries chalutières démersales, les rejets concernent surtout des espèces ou des individus de petites tailles sans valeur marchande, dont l'importance dans les captures dépend du maillage et donc de la sélectivité du chalut utilisé. En outre, en Guinée, les chalutiers peuvent être amenés à rejeter également une partie des captures d'espèces d'intérêt commercial non ciblées, afin de ne pas dépasser les pourcentages de captures accessoires fixés réglementairement pour chaque pêcherie.

Des données sur les captures accessoires et les rejets sont régulièrement collectées par les observateurs embarqués. Jusqu'à présent, très peu d'informations ont été relevées sur la composition des rejets. Une étude pour les quantifier et déterminer leur composition spécifique par type de pêche industrielle a été engagée par le CNSHB en partenariat avec le CNSP dans le courant du premier semestre 2007.

Les crevettiers côtiers opèrent souvent dans des zones très côtières. Avec un chalut dont le maillage dans la poche est de 40 mm (maille étirée), les captures accessoires sont en partie constituées de poissons de petites tailles dont beaucoup sont des juvéniles d'espèces commerciales, qui passent les premiers stades de leur cycle vital dans les nurseries côtières. Ces prises de jeunes individus, la plupart du temps sans valeur marchande, sont rejetées en mer.

Il est de notoriété internationale que la pêche chalutière crevettière est peu sélective. Pour chaque capture d'un kg de crevettes, on estime que ce sont en moyenne 5,2 kg de poissons qui sont rejetés, car comprenant des espèces sans valeur marchande et/ou de trop petites tailles. Ce ratio moyen tient compte des pêcheries « sale », comme la pêcherie crevettière de Trinidad & Tobago, qui a un ratio de 1 kg de crevettes pour 14 kg de poissons rejetés, et des pêcheries plus « propres », comme la pêcherie crevettière du Sénégal, dont le ratio est de 1 kg de crevettes pour environ 3 kg de poissons rejetés (Alverson et al, 1994).

Dans ce classement, la pêcherie de crevettes côtière de Guinée est une pêcherie relativement « propre » avec un ratio de 1 kg de crevettes pour environ 2 kg de poissons rejetés. Plus concrètement, les rejets d'un crevettier côtier atteindraient en moyenne entre 500 et 600 kg par jour et représenteraient de 35 à 37 % des prises. Les captures accessoires conservées sont des poissons et des céphalopodes. Elles sont loin d'être négligeables et il y aurait, en moyenne, 2,7 kg de prises accessoires conservées par kg de crevettes capturées (tableau suivant).

Dans la pêcherie de crevettes profondes, les rejets atteignent de 47 à 66 % des captures et pourraient représenter de 300 à 600 kg par jour. Selon le critère du ratio « rejets / crevettes capturées », la pêcherie de crevettes profondes de Guinée serait, comme la pêcherie de crevettes côtière, relativement « propre » avec seulement 1 à 2 kg de rejets pour 1 kg de crevettes capturées. Cependant, compte tenu du maillage réglementaire de 40 mm (maille étirée) dans la poche du chalut utilisé, les rejets comprennent des quantités importantes de juvéniles de poissons commerciaux, comme le merlu (*Merluccius spp.*) et la baudroie (*Lophius spp.*). Les captures accessoires conservées sont des poissons adultes des mêmes espèces que les juvéniles rejetés (merlu, baudroie) et le crabe profond (*Geryon maritae*) ; elles ne représenteraient, en moyenne, que quelques dizaines de kg par jour.

Tableau 59 : Estimation des captures accessoires conservées et des rejets par jour de pêche dans les différentes pêcheries démersales industrielles de Guinée (source : données d'observateurs embarqués)

Crevettiers côtiers							
Années	Pavillon	Nombre de navires	Captures	Crevettes côtières (kg)	Captures accessoires (kg)	Rejets	Ratio rejets / crevettes
		(jours de pêche)	(kg)			(kg)	
2000-2003	Pays tiers	1 (376)	1 683	289	809	585 (35%)	2,02
2004-2007	UE	3 (112)	1 478	263	675	540 (37%)	2,05
Crevettiers hauturiers							
Années	Pavillon	Nombre de navires	Captures	Crevettes profondes (kg)	Captures accessoires (kg)	Rejets	Ratio rejets / crevettes
		(jours de pêche)	(kg)			(kg)	
2000-2003	Pays tiers	1 (777)	639	312	27	300 (47%)	0,96
2001-2007	UE	6 (798)	846	268	20	558 (66%)	2,08
Poissonniers							
Années	Pavillon	Nombre de navires	Captures	Poissons (kg)	Captures accessoires (kg)	Rejets	Ratio rejets / poissons
		(jours de pêche)	(kg)			(kg)	
2000-2003	Pays tiers	2 (1 368)	6 599	4 210	220	2 169 (33%)	0,52
2000-2003	Chine	2 (911)	3 841	2 401	420	1 020 (27%)	0,42
2004-2007	UE	2 (1 360)	2 985	1 710	735	540 (18%)	0,32
Céphalopodiers							
Années	Pavillon	Nombre de navires	Captures	Céphalopodes (kg)	Captures accessoires (kg)	Rejets	Ratio rejets / Céphalopodes
		(jours de pêche)	(kg)			(kg)	
2000-2003	Chine	2 (905)	3 685	1 023	1 863	799 (22%)	0,78
2000-2003	UE	2 (1295)	2 410	837	1 022	551 (23%)	0,66

Les rejets des chalutiers poissonniers représentent de 18 à 33 % des captures, selon le pavillon du navire. Les rejets des chalutiers chinois et de ceux des pays tiers (sans doute des navires coréens) seraient les plus abondants et pourraient atteindre respectivement 1 et 2,2 tonnes par jour, en moyenne. Quant aux poissonniers européens, ils ne rejetteraient que de 500 à 600 kg par jour. Plus que de la stratégie d'exploitation, la différence dans les quantités rejetées pourrait dépendre des lieux et des profondeurs de pêche ; et les navires dont les rejets sont les plus abondants pourraient être aussi ceux qui pêchent le plus près des côtes et capturent le plus de juvéniles.

Dans les captures accessoires conservées par les poissonniers, les céphalopodes dominent largement avec près de 60 % et les crevettes ne représentent que 3 % ; le reste est constitué de « divers ».

La zone de plus forte activité des chalutiers céphalopodiers se situant entre les isobathes de 20 et 40 m, relativement loin de la zone côtière, ces navires capturent et rejettent relativement moins de juvéniles que les crevettiers côtiers et les poissonniers. Les rejets dans cette pêcherie représentent 22-23 % des captures ; et pourraient atteindre, en moyenne, entre 550 et 800 kg par jour. Les captures accessoires conservées par les céphalopodiers comprennent 90 % de poissons, 7 % de crevettes et 3 % de « divers ».

Il existe actuellement des techniques éprouvées pour réduire les captures accessoires de poissons de petites tailles, et en particulier de juvéniles, par les chalutiers démersaux, tout en limitant les pertes commerciales qu'une augmentation de maillage ne provoquerait pas. Parmi celles-ci, on peut citer l'usage des panneaux à mailles carrées placées dans le dos des chaluts. Ce dispositif permet de maintenir les mailles de dos grandes ouvertes et de faciliter ainsi la fuite des petits poissons.

7.2.2. Captures accessoires et rejets dans les pêcheries thonières

La pêche thonière dans la ZEE guinéenne est très limitée et ne concerne actuellement que quelques senneurs. En conséquence, le problème des captures accessoires et des rejets dans les pêcheries thonières n'est abordé ici que pour mémoire.

➤ **Pêche à la senne**

Avec la généralisation de l'usage des dispositifs de concentration de poissons (DCP), les captures accessoires des thoniers senneurs tropicaux ont augmenté de manière significative. A la fin des années 90, elles représentaient environ 10 % des captures de thons majeurs tropicaux réalisées dans l'ensemble des pêcheries sous DCP, soit 18 000 tonnes par an (Fonteneau et al., 1999). Toutefois, on peut raisonnablement considérer que ces captures accessoires ont un impact mineur sur les écosystèmes océaniques tropicaux, compte tenu de la vaste étendue de ces écosystèmes ; surtout quand on les compare aux 9,5 millions de tonnes rejetées chaque années par l'ensemble des pêcheries de crevettes tropicales (Alverson et al., 1994).

➤ **Pêche palangrière**

Des poissons porte-épée et des requins pélagiques sont souvent capturés et rejetés par les palangriers ciblant les thons et l'espadon ; mais ces captures accessoires restent encore mal connues.

Chez les palangriers de surface opérant dans l'Atlantique, les prises de requins peuvent être importantes. Ainsi, le requin peau bleue (*Prionace glauca*) est l'espèce la plus capturée par les palangriers espagnols, avant l'espadon. On ne dispose cependant pas d'information concernant les rejets de requins dans cette pêcherie. Pour ce qui est des captures accessoires et des rejets de poissons porte-épée, une publication récente (Mejuto et al., 2007) apporte quelques informations basées sur les résultats des palangriers de surface espagnols en Atlantique. Sur un échantillon de 3 889 poissons porte-épée capturés entre 1993 et 2005, 634 (16,3 %) ont été rejetés. Les principales espèces étaient le voilier de l'Atlantique (*Istiophorus albicans*), le makaire bleu (*Makaira nigricans*), le makaire blanc (*Tetrapterus albidus*) et le makaire *Tetrapterus pfuegeri*. La raison qui amène les navires à rejeter ces espèces d'une certaine valeur commerciale est inconnue.

■ **7.3. Impact de la pêche sur la structure des communautés marines**

L'existence d'un stock démersal côtier pluri-spécifique pratiquement vierge, révélée en 1985-86 grâce aux campagnes du N.O. ANDRE NIZERY, a été à l'origine d'une mise en exploitation rapide de ces ressources par des pêches industrielle et artisanale très actives (Domain, 1999).

L'impact de cette pression de pêche croissante sur la structure des communautés démersales côtières peut être estimé grâce à l'analyse des résultats des campagnes de chalutage du N.O. ANDRE NIZERY, réalisées de 1985 à 1995, pendant les saisons sèche et humide, entre les isobathes de 5 et 20 m. Sur la période considérée, l'évolution des indices d'abondance des 20 espèces de poissons démersaux côtiers les plus abondantes a révélé une baisse généralisée des biomasses. Les modifications des structures de taille de ces mêmes espèces se sont traduites par une disparition presque totale des individus les plus grands (les plus âgés) et par une importante diminution des effectifs associée à une baisse de la taille moyenne. Ainsi, le grand capitaine, *Polydactylus quadrifilis*, dont de gros individus étaient pêchés en 1985, n'était plus représenté dans les captures de 1995 que par de rares petits spécimens (Domain, 1999).

Après dix années d'intense exploitation d'une ressource à l'origine pratiquement vierge, la réduction observée de la taille moyenne des individus au sein des principaux stocks de poissons démersaux côtiers est une réponse normale. Pour un stock donné, en effet, la taille moyenne des individus capturés varie en fonction inverse de l'effort de pêche subi par le stock.

Concernant la diversité spécifique du peuplement démersal côtier, elle est restée dans son ensemble relativement stable de 1985 à 1995.

La question de l'impact de la pêche sur l'environnement peut également être posée en terme de l'influence du prélèvement de quelques espèces cibles et des prises accessoires associées sur la biodiversité et l'équilibre biologique des populations marines. Les espèces ciblées sont souvent des poissons prédateurs de haute valeur marchande situés en haut de la chaîne trophique et la réduction de leur biomasse peut favoriser le développement d'espèces de niveaux trophiques inférieurs et de moindre valeur. Ceci peut non seulement affecter la valeur de la pêcherie, mais également modifier la structure de l'écosystème et perturber son fonctionnement, le développement de certaines espèces

n'étant plus alors contrôlé par leurs prédateurs. Une étude récente (Laurans et al., 2004), réalisée avec des données couvrant toute la période d'exploitation des stocks démersaux côtiers en Guinée, depuis les débuts de l'exploitation jusqu'à la situation actuelle de surexploitation, confirme cette hypothèse. L'étude a mis en évidence des changements importants dans la structure de l'écosystème, survenus sous l'effet de l'augmentation de la pression de pêche. Ainsi, la biomasse des hauts niveaux trophiques diminue tandis que celle des bas niveaux trophiques augmente ou reste relativement stable ; et cette tendance pourrait être liée à la baisse de la prédation s'exerçant sur les bas niveaux trophiques.

En s'appuyant sur ce qui précède, on peut admettre que la pression de pêche exercée sur les stocks de poissons démersaux côtiers en Guinée a pour conséquence directe une réduction du nombre de prédateurs de crevettes côtières. Cette diminution de la prédation peut avoir contribué de manière significative au maintien, voire à l'augmentation, de la biomasse d'une ressource, par ailleurs surexploitée.

■ 7.4. Pêche fantôme

La pêche fantôme est celle qui résulte de la perte ou de l'abandon d'un engin de capture qui continue de pêcher. Elle a lieu normalement avec des engins de pêche passifs (filet maillant, filet trémail, palangre, nasse) par opposition aux engins de pêche actifs (chalut et senne). La pêche fantôme est préjudiciable à la conservation de l'environnement et occasionne un véritable gaspillage avec des captures qui ne sont pas utilisées.

En Guinée, la perte en mer d'engins de pêche artisanale, filets et palangres, serait courante, en raison surtout de leur destruction accidentelle par les chalutiers.

En Guinée, les pertes et/ou destructions de palangres de fond seraient assez communes sur les fonds durs au Nord du cap Verga, en raison surtout de leur destruction accidentelle par les chalutiers ; et la pêche fantôme que ces engins occasionneraient serait surtout préjudiciable aux tortues marines (Bazzo, com. pers.). Une étude récente, réalisée par le CNSHB (Guilavogui et al., 2006), donnent quelques informations sur les pertes et destructions d'engins de pêche artisanale dans les eaux guinéennes. Sur la période 1992-2000, dans 9 des 21 débarcadères, 220 pertes et/ou destructions d'engins ont été signalées (95 palangres de fond ; 55 filets maillants calés ; 37 filets maillants dérivants et 33 filets maillants encerclants).

■ 7.5. Captures d'espèces sensibles

7.5.1. Les requins

Les requins ont des caractéristiques biologiques (croissance lente, maturité sexuelle tardive, long cycle de reproduction, fécondité peu élevée et longue durée de vie) donnant lieu à un faible taux de renouvellement spécifique. Ce qui les rend très vulnérables à toutes les formes d'exploitation et les expose à un risque élevé de surexploitation. Face à l'augmentation des prises mondiales de requins et au risque de raréfaction, voire de disparition de certaines espèces, la FAO a mis en place dans le cadre du Code de conduite pour une pêche responsable, un instrument international, l'IPOA sharks (*International Plan of Action for the conservation and management of sharks*), destiné à inciter les pays à gérer les stocks de requins de manière responsable, pour assurer leur exploitation durable.

Actuellement, la Guinée, par l'intermédiaire du CNSHB, participe au « Plan d'action sous-régional pour les raies, requins et tortues marines » avec les sept pays de la CSRP ; et a récemment mis en oeuvre un « Plan d'action national de conservation et de gestion durable des populations de requins », pour le suivi de la pêche artisanale de requins et la collecte de données biologiques sur les principales espèces. La pêche aux requins est une pêche artisanale qui s'est développée depuis une quinzaine d'années avec l'arrivée de pêcheurs spécialisés originaires du Ghana, du Sénégal et de la Sierra Leone. Cette pêche est surtout pratiquée à partir de pirogues de 15 à 20 m de longueur, équipées de moteurs de 40 cv et pouvant embarquer jusqu'à 12 marins. Les campagnes de pêche durent de 7 à 21 jours. L'engin de pêche utilisé pour cibler les requins est le filet maillant calé à très grandes mailles. Les requins sont débarqués sans aileron et parfois en décomposition, ce qui rend difficile leur identification par les enquêteurs. Actuellement, la pêche aux requins reste l'apanage de pêcheurs étrangers, ghanéens et sénégalais. Des opérateurs guinéens interviennent pour la

commercialisation des ailerons et la transformation des carcasses en fumé séché (Doumbouya et al., 2006). Après traitement, les carcasses sont commercialisées à l'intérieur du pays ; le poisson fumé séché n'est pas consommé sur le littoral (Bazzo, com. pers.).

Un suivi des débarquements de requins, réalisé de septembre à octobre 2005 dans 6 des 21 débarcadères de la pêche artisanale (dont 2 spécialisés dans la pêche aux requins) a permis d'identifier six espèces dans un échantillon de 1 095 requins. Ce sont le requin à museau pointu (*Rhizoprionodon acutus*), le requin bordé (*Carcharhinus limbatus*), ces deux espèces représentant plus de 85% des captures, le requin bouledogue (*Carcharhinus leucas*) et le requin tigre (*Galeocerdo cuvieri*) de la famille des carcharhinidae ; le requin marteau halicorne (*Sphyrna lewini*) et le grand requin marteau (*Sphyrna mokarran*) de la famille des sphyrnidae.

7.5.2. Tortues marines

Les tortues marines sont des animaux très vulnérables. A cause de la vaste étendue de leur distribution, des distances parcourues au cours de leurs migrations et de la diversité de leurs habitats, elles se trouvent confronter à une grande variété d'activités humaines, en particulier halieutiques. Ces interactions sont souvent la cause d'une mortalité élevée qui peut affecter gravement les populations de certaines espèces, au point de provoquer leur disparition.

Deux sites de ponte d'importance océanique se trouvent dans la sous-région. Le premier au Cap vert, dans les îles de Sal, Boa Vista et Maio, où environ 3 000 caouanes viennent pondre chaque année. Le second, en Guinée Bissau, dans les îles de Poilão (archipel des Bissagos), où de 7 000 à 10 000 tortues vertes pondent tous les ans. Un site de ponte de la tortue olivâtre dans l'île d'Orango (archipel des Bissagos) est considéré comme d'importance régionale. En Guinée, les quelques sites de ponte recensés sont d'importance secondaire. Ils se trouvent dans les îles de Loos (au large de Conakry), dans celles situées au large du cap Verga (WWF, 2004) et dans les îles Tristao (à la frontière avec la Guinée Bissau).

Les seules captures accidentelles de tortues marines signalées à la mission sont celles qui seraient dues à la pêche fantôme des palangres de fond perdues, au Nord du cap Verga (Bazzo, com. pers.). Cependant, les tortues présentes dans la zone côtière, en particulier à l'époque de la ponte, sont très exposées et potentiellement capturables par les engins de pêche utilisés dans les pêcheries côtières, aussi bien artisanales (filets maillants calés et dérivants ; palangres) qu'industrielles (chaluts) ; et des captures accidentelles ont très probablement lieu.

En particulier, les prises accidentelles de tortues marines par les chalutiers côtiers opérant sur de très petits fonds, notamment les crevettiers et les poissonniers, pourraient être relativement importantes.

7.5.3. Les cétacés

Quelques rares dauphins sont capturés accidentellement dans les pêcheries artisanales aux filets maillants. Les deux espèces qui ont été identifiées sont le dauphin à bosse, *Sousa teuszii*, et le grand dauphin, *Tursiops truncatus*. Jusqu'en 2002, un seul cas de capture accidentelle de grand dauphin était enregistré près de la frontière avec la Sierra Leone. Les prises de dauphin à bosse seraient plus fréquentes ; et les pêcheurs aux filets maillants reconnaissent des captures occasionnelles de cette espèce (Bamy et al., 2006). Le « Code de la Pêche » de Guinée, dans son article 35, indique que « La chasse et la capture de toutes espèces de mammifères marins sont interdites en tous temps et en tous lieux. ».

8. Le secteur de la transformation et de la commercialisation

■ 8.1. Les infrastructures à terre

➤ Pêche artisanale

Il existe plusieurs sites de débarquements utilisables par les pirogues de la pêche artisanale. Ces sites sont le plus souvent équipés sommairement. Suivant les informations reçues lors de la mission sur place, la plupart des équipements des sites de débarquement seraient hors d'usage, avec

notamment l'impossibilité de s'approvisionner en glace avant la marée, et une absence de possibilités de stockage en froid des captures.

➤ **Pêche industrielle**

Le seul port utilisable par les navires de pêche industrielle est le port autonome de Conakry, à l'intérieur duquel a été aménagé une darse pêche. Il permet l'accès de navires allant jusqu'à 7 m de tirant d'eau et dispose d'un linéaire de quai d'une centaine de mètres approximativement, ce qui ne permet un accès simultané qu'à deux ou trois navires de pêche de taille moyenne en même temps. Le port est équipé pour permettre des opérations d'avitaillement de base (eau, carburant), mais ne disposait pas au moment du passage de la mission de capacités de stockage en froid et de distribution de glace. L'usine située bord à quai (ex Sogui pêche) permet un stockage de 3 000 t de produits de la pêche en froid négatif et la distribution de 25 t de glace par jour, mais elle fonctionnait de manière non satisfaisante lors du passage de la mission du fait de problèmes de fourniture d'énergie et d'étanchéité.

Le port de pêche se trouve enserré entre le port militaire et un port minéralier, ce qui pose un problème de séparation des trafics. Par ailleurs, les interventions des différents services de contrôle de l'Etat (Douanes, Vétérinaire, Marine Marchande, Gendarmerie, Pêche) ne sont pas coordonnées sous forme d'un guichet unique qui simplifierait les démarches lors des escales.

■ **8.2. Les sources d'approvisionnement du marché des produits de la pêche**

Le poisson fait partie de l'alimentation de base de population guinéenne. D'après les dernières statistiques de la FAO, la disponibilité nationale en produits de la pêche serait de l'ordre de 110 000 tonnes par an, pour une consommation moyenne qui s'établirait autour de 13,2 kg de poisson par habitant (moyenne 2001-2003), soit à un niveau comparable à celui de la Mauritanie, mais bien au dessous de la consommation de poissons dans d'autres pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (26,5 kg/hab au Sénégal, 25,5 kg/hab au Ghana, 17,1 kg/hab en Sierra Leone).

Le marché national est alimenté principalement par la pêche artisanale qui débarque pratiquement toutes ses prises en Guinée, et par les apports des navires de pêche industriels qui ont obligation de débarquer tout (les navires nationaux) ou partie (les navires étrangers) localement. Le tableau suivant présente la situation des captures et des débarquements sur place pour les années 2002 à 2004 (les données pour les années ultérieures ne sont pas disponibles). Il confirme la mise en marché de la quasi-intégralité des captures de la pêche artisanale, et la mise en marché partielle (autour de 40% en 2002 et 2003, 75% en 2004) des captures de la pêche industrielle.

Tableau 60 : Comparaison captures dans la ZEE / débarquements en Guinée toutes flottes confondues (chiffres en tonnes). Source : bulletins statistiques 2002 à 2004

Type de pêche		2002	2003	2004
Captures dans la ZEE	PECHE ARTISANALE	65 985	91 439	57 230
	PECHE INDUSTRIELLE	55 542	51 181	41 965
	TOTAL CAPTURES	121 527	142 619	99 195
Débarquements en Guinée	PECHE ARTISANALE	65 985	91 439	54 856
	PECHE INDUSTRIELLE	21 373	23 407	31 320
	TOTAL DEBARQUEMENTS	87 358	114 846	86 176
Rapport débarquements / captures	% PECHE ARTISANALE	100%	100%	96%
	% PECHE INDUSTRIELLE	38%	46%	75%
	% TOTAL	72%	81%	87%

Afin de contraindre les opérateurs de navires de pêche industriels licenciés à alimenter ce marché, plusieurs dispositions réglementaires sont en vigueur :

- Les navires industriels guinéens sont tenus de débarquer toute leur production localement (disposition de base du Code des Pêches comme conditionnalité du statut de navire guinéen)

- Les navires étrangers, hors accord de pêche, doivent normalement débarquer un certain pourcentage de leurs prises localement. Ceci fait d'ailleurs partie des obligations prévues par le Code des Pêche pour l'attribution du statut d'étranger basé. Jusqu'en 2005 inclus, ces pourcentages n'ont pas été fixés. Le plan d'aménagement 2006 des pêcheries a introduit une obligation de débarquement de 70 kg / TJB / trimestre pour les navires poissonniers, et de 35 kg / TJB / trimestre pour les navires céphalopodiers, les navires crevettiers n'étant pas concernés par cette obligation. En 2007, le plan d'aménagement a considérablement renforcé cette obligation en la portant à 300 kg / TJB / trimestre pour les poissonniers, 250 kg / TJB par trimestre pour les céphalopodiers et à 150 kg / TJB / trimestre pour les crevettiers, concernés pour la première fois par ce type de mesure. Ces obligations représentent des quantités substantielles de produits de la pêche. Ainsi, un navire de 150 TJB doit débarquer au moins 45 tonnes de produit sur place par trimestre s'il est poissonnier (donc 4 fois plus sur une base annuelle), 37 tonnes s'il est céphalopodier, et 23 tonnes s'il est crevettier.
- Pour les navires européens sous accord, le protocole a prévu un débarquement obligatoire de 200 kg / TJB et par an pour les navires chalutiers (soit 30 tonnes par an pour un navire de 150 TJB qui aurait travaillé toute l'année en Guinée). Les navires thoniers ne sont pas concernés par une telle mesure. Si le protocole avait été utilisé au maximum de ses capacités chalutières (4 000 TJB en moyenne annuelle), les débarquements des navires européens auraient dû atteindre un maximum de 800 tonnes, soit un peu moins de 1% des 100 000 tonnes de produits de la pêche qui forment la disponibilité du marché en produits de la pêche. En réalité, compte-tenu de l'utilisation plus modeste que prévue des possibilités de pêche, les navires européens devaient débarquer 312 t en 2004, et environ 150 tonnes les années suivantes. Lors du protocole précédent (2000-2001), les débarquements obligatoires étaient identiques, mais une clause prévoyait le paiement d'une compensation de 30 € / TJB / an par au cas où les navires n'avaient pas l'intention de débarquer.
- Pour les navires chinois sous accord, il n'a pas été possible de vérifier s'ils sont soumis à une obligation similaire de débarquement obligatoire d'une certaine proportion de leurs prises dans la ZEE guinéenne.

Suivant les informations reçues, alors qu'aucune procédure d'infraction n'a été notifiée par le CNSP, les obligations en termes de débarquements obligatoires semblent peu respectées dans l'ensemble. Une grande proportion des navires guinéens ou des navires étrangers débarque ses captures soit en haute mer sur des cargos frigorifiques, soit directement dans des ports de la région (Las Palmas aux Canaries, Dakar au Sénégal). Quand des débarquements sur place sont pratiqués, il s'agit le plus souvent de poissons bas de gamme et mal préparés (congélation sans tri) qui auraient été rejetés en mer en l'absence d'obligation. C'est probablement ce type de comportement qui a provoqué la révision du montant privilégié de la redevance de licence de pêche réservé aux navires guinéens en 2007, pour être pratiquement aligné sur le montant de la redevance payée par les autres navires étrangers. Les navires chalutiers de la CE n'ont pas respecté non plus toutes leurs obligations en la matière. S'il semble qu'une partie des débarquements attendus en 2004 ont effectivement été effectués (102 t sur les 312 t prévues), aucun débarquement sur place n'a été constaté les années suivantes.

Le protocole d'accord entre la Guinée et la CE avait prévu d'augmenter la disponibilité pour le marché local en établissant que les captures accessoires des chalutiers prises en excès des quantités réglementaires pouvait être mise à disposition gratuitement des autorités au lieu d'être jetées à la mer, moyennant l'organisation par la partie guinéenne d'un système de collecte en mer de ces captures accessoires. Cette collecte en mer n'a jamais pu être organisée par les Autorités pour des raisons logistiques. A noter que le secteur privé a su de son côté organiser une telle collecte : les navires asiatiques s'arrêtent rarement au port, et chargent les produits à livrer au marché national sur un navire collecteur affrété par l'une des principales sociétés de consignation guinéenne.

Considérée, presque au même titre que le riz, comme une source d'alimentation stratégique pour la population, la disponibilité en produits de la pêche et à des prix abordables est une source permanente de tensions sociales en Guinée. Ainsi, c'est l'absence de disponibilité en poissons qui a constitué l'un des facteurs déclenchants de la grève générale et des manifestations qui ont fait chanceler le pouvoir au début 2007. Sans aller jusqu'à ces situations extrêmes, la population guinéenne est constamment à la recherche de poissons, et n'hésite pas, lors des périodes de pénuries ou de hausse de prix, à incriminer les navires de pêche industriels qui ne respectent pas

leurs obligations de débarquement, où les respectent mal en ne mettant sur le marché local que des espèces sans valeur commerciale, les autres espèces ayant été mises de côté pour l'exportation.

Comme preuve de la sensibilité de la question de la disponibilité en poissons, ce type de produit a fait partie de la mesure d'urgence décidée par le Gouvernement sous la pression des syndicats après les manifestations de début 2007. Par l'arrêté 2007/032 du 25 janvier 2007 portant interdiction d'exportation et de réexportation des produits agricoles vivriers, forestiers, de l'élevage, halieutiques et pétroliers, toute sortie de produit de la pêche du territoire a été interdite au moins jusqu'au 31 décembre 2007. La portée de la mesure a par la suite été retreinte à certaines espèces populaires²⁴ par l'arrêté 2007/1345 du 10 avril 2007, étant entendu que tous les produits non mentionnés dans ce texte sont autorisés d'exportation. En outre, l'arrêté du 10 avril 2007 ajoute que tous les navires de pêche doivent livrer au moins 60% de leur production au marché national.

■ 8.3. La filière aval

Le secteur de la transformation et de la commercialisation des produits de la pêche en Guinée reste très peu développé et à dominante artisanale.

Les activités de transformation sont exclusivement menées par les femmes. Il existe des liens économiques entre les pêcheurs et leurs femmes qui s'occupent de la transformation du poisson constitués essentiellement d'ethmaloses (un petit pélagique) et de machoirons (poissons chats *Arius* sp.). Ces dernières sont également très actives dans le mareyage, activité incluant souvent un préfinancement des campagnes de pêche, et la revente au détail des produits de la pêche avec une longue chaîne d'intermédiaires du lieu de production, aux marchés des villes et villages, à la revendeuse de quartier dans la rue. Les produits traités par cette filière sont essentiellement destinés à l'approvisionnement du marché national, avec quelques exportations des petits pélagiques transformés (fumés) vers les pays voisins de la sous-région (Sénégal en particulier).

Il existe également une filière d'exportation principalement vers l'Asie et l'Europe. Aucune donnée précise n'a cependant pu être collectée sur l'importance des flux, certaines données étant collectées à l'aéroport, d'autres au Port Autonome de Conakry, sans qu'il y ait de mise en cohérence des deux sources. Les chiffres qui circulent sont fantaisistes, car ils donnent des exportations totales vers tous les marchés internationaux inférieures aux seules exportations vers l'Europe (voir ci-après).

Malgré des conditions techniques difficiles (coupures d'électricité qui engendrent des ruptures de la chaîne du froid, qualité médiocre de l'eau douce), une filière d'exportation de produits de la pêche vers le territoire de l'Union Européenne avait réussi à se développer, notamment à partir des produits haut de gamme de la pêche artisanale. Comme le montrent les données d'importation enregistrées par les services des Douanes européens, ce flux représentait entre 6 500 et 6 700 tonnes par an pour un chiffre d'affaires d'environ 21 M€, comprenant des exportations de crustacés²⁵ (crevettes, pour 8 à 10 M€), de poissons frais (5 à 6 M€) et de poissons congelés (3 à 4 M€).

²⁴ Les espèces pour lesquelles l'interdiction d'exportation est maintenue sont le machoiron, la carangue, l'ethmalose, le capitaine, la dorade, et la carpe rouge.

²⁵ Curieusement, les quantités de crustacés exportés de Guinée sont supérieures aux captures enregistrées dans les statistiques de pêche (1 130 t capturées en 2004, 1 600 tonnes exportées).

Tableau 61 : Importations en quantités (Q, en tonnes) et en valeur (V en 1000 €) de Guinée dans la CE.
Source : COMEXT

PRODUIT \ PERIODE	2001		2002		2003		2004		2005	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
0301:Poissons vivants	63	295	0	26	1	19	1	32	1	28
0302:Poissons, comestibles, frais	1 047	5 240	1 225	6 113	1 271	6 134	1 244	5 762	1 182	5 623
0303:Poissons, comestibles, congelés	3 627	7 351	2 887	4 914	2 162	3 844	2 281	3 772	2 276	4 610
0304:Filets de poissons	30	330	102	778	78	782	50	557	150	492
0305: Poissons fumés ou salés	2	5	0	0	0	0	2	11	2	6
0306:Crustacés	1 121	6 442	1 257	7 413	1 763	10 509	1 600	9 207	1 436	8 773
0307:Mollusques	840	1 794	1 225	2 653	1 165	2 753	1 088	1 713	1 250	2 263
1604:Conserves de poissons	48	92	9	24	36	71	14	52	17	39
1605:Crustacés, mollusques en conserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	6 778	21 550	6 706	21 921	6 476	24 112	6 279	21 103	6 314	21 833

En matière sanitaire, la Guinée souffre de grandes carences en matière de traitement post-capture du poisson. Une première inspection de l'OAV menée en 2000 avait identifié des mesures immédiates à mettre en place afin de préserver la qualité sanitaire des produits de la pêche exportés, mais sans qu'aucune mesure de suspension n'ait été prise. En 2006, quelques mois avant une nouvelle mission d'inspection de l'OAV, le programme tous ACP *Strengthening Fisheries Products* de la DG DEV avait dépêché une mission sur place, très attendue par les guinéens qui demandait l'intervention de ce projet depuis longtemps. Cette mission a relevé un grand nombre de carences :

- l'état de la flotte des navires industriels est préoccupant ; les navires ont vieilli ; un bilan précis doit être rapidement réalisé par les inspecteurs de la cellule du port autonome à partir de la liste des bateaux officiellement agréés ;
- les contrôles sanitaires de la glace et de l'eau révèlent de nombreux résultats défavorables (85% pour la glace) ; si les contrôles doivent être renforcés dans ce domaine, c'est à la lumière du bilan de ces contrôles que les programmes doivent être proposés : matériels de chloration, réserve d'eau, rénovation des caisses à glace des pirogues, usines à glace,...;
- les quais de débarquement du poisson sont rustiques, mal aménagés, mal drainés, dépourvus de toilettes et d'arrivée d'eau,... l'environnement est encombré de détrit, les eaux usées sont stagnantes ; des efforts doivent être engagés ou poursuivis, prioritairement à Boulbinet et Kamsar ;
- la mise à niveau des établissements exportateurs doit être réalisée d'urgence, avec un bilan par établissement ;
- même si un effort important a été réalisé en matière de transport du poisson, par l'achat de véhicules isothermes conformes aux normes sanitaires, on peut regretter l'absence de terminal frigorifique à l'aéroport de Conakry, officialisant ainsi la rupture de la chaîne du froid qui peut être fortement préjudiciable à la qualité sanitaire du produits en cas de retard des avions ;
- le fumage des poissons est certes une activité utile voire nécessaire pour le commerce local ; il n'empêche qu'outre les conditions souvent déplorables de ce fumage la qualité initiale du poisson est très médiocre voire mauvaise (raies guitares par exemple) faisant peser des risques pour la santé.

Quand l'OAV a mené cette nouvelle mission d'inspection à la fin 2006, les constats ont été une nouvelle fois très défavorables. Ceci a amené les institutions communautaires à prendre la mesure d'urgence de suspension jusqu'à nouvel ordre des importations de produits de la pêche en provenance de Guinée²⁶. Nonobstant la suspension unilatérale des exportations de certains produits imposée par le Gouvernement Guinéen pour l'année 2007, l'importation de produits de la pêche d'origine guinéenne dans l'UE est désormais interdite.

²⁶ Décision 2007/87/CE de la Commission du 2 février 2007 (JOCE L28 du 3.2.2007)

9. Les parties prenantes de la société civile guinéenne

La liberté syndicale est inscrite dans la Constitution Guinéenne. Cette opportunité a été saisie par les acteurs du monde de la pêche qui ont créé plusieurs associations de défense de leurs intérêts. Les intérêts représentés recouvrent ainsi ceux de la pêche artisanale (chefs d'entreprises et marins) et de la pêche industrielle (chefs d'entreprises), des exportateurs de produits de la pêche, des mareyeuses et des transformatrices de poissons. Les quatre principales associations de défense des intérêts sectoriels sont :

- L'A.G.EX.P.HA : Association Guinéenne des Exportateurs de Produits Halieutiques
- La FE.P.P.I : Fédération Patronale de la Pêche Industrielle
- U.N.P.A.G : Union Nationale des Pêcheurs Artisans de Guinée
- U.N.M.A.G : Union Nationale des Mareyeuses et Mareyeurs de Guinée.

Ces associations sectorielles se sont regroupées à l'intérieure d'une association nationale appelée la CONAPEG (Confédération Nationale des Professionnels de la Pêche en Guinée), une association aux statuts démocratiques (élection des représentants) et aux ressources financières tirées des cotisations de ses membres. La CONAPEG est l'interlocuteur du Gouvernement pour ce qui concerne les relations avec le secteur privé. S'il n'existe pas de cadre formel de concertation du type d'un comité consultatif, la CONAPEG reconnaît un accès facile aux institutions dès qu'un problème particulier se fait jour.

La Guinée est également un pays qui fait l'objet d'un suivi attentif de la part d'organisations de défense de l'environnement. Greenpeace y a mené des opérations de surveillance en mer, et l'*Environment Justice Foundation* a publié en 2006 un rapport dénonçant des pratiques de pêche illégales dans la ZEE de Guinée²⁷, en alléguant une participation active d'intérêts communautaires.

10. Bilan : Analyse forces et faiblesses du secteur de la pêche de la Guinée

Le tableau AFFOM suivant présente de manière synthétique les forces et faiblesses (éléments endogènes) du secteur de la pêche guinéen replacées dans un contexte macro-économique globale, ainsi que les opportunités et menaces (éléments exogènes). Cette analyse est menée suivant les constatations faites lors des deux premières parties de ce rapport d'étude, et a vocation de synthèse.

²⁷ Rapport téléchargeable à partir de http://www.ejfoundation.org/pdf/party_to_the_plunder.pdf

Tableau 62 : Récapitulatif des Forces et Faiblesses du secteur des pêches de la Guinée et des menaces et opportunités

	Forces du secteur des pêches de la Guinée	Faiblesses du secteur des pêches de la Guinée	Opportunités	Menaces
LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DES PÊCHES				
Contexte macroéconomique général	Adoption en 2001 d'un cadre de lutte contre la pauvreté, soutenu par les institutions internationales	Pays pauvre lourdement endetté, la Guinée dépend du soutien budgétaire des bailleurs de fonds lié aux performances du DSRP Lenteur des réformes qui retarde les effets de la lutte contre la pauvreté avec des déséquilibres importants qui subsistent entre les différentes catégories de la population	Renouvellement récent des institutions qu pourrait donner un regain de confiance aux investisseurs nationaux	Menaces permanentes de soulèvement de la population très vigilante sur les problèmes de sécurité alimentaire (disponibilité et prix des denrées de base)
Politique générale de développement du secteur de la pêche		La politique de pêche est ancienne (1985) et devrait être réactualisée en fonction des priorités macro-économiques du pays (lutte contre la pauvreté, développement économique)		Faiblesse de ressources budgétaires nécessaires pour financer les programmes d'investissement nécessaires
Cadre général législatif relatif à l'exercice de la pêche		Le cadre législatif de base est ancien et ne prend pas en compte les obligations du pays vis-à-vis des ORGP Plusieurs dispositions (prises accessoires, rejets) apparaissent inapplicables et ne sont donc pas respectées.	Réflexion sous-régionale dans le cadre de la CSRP sur une harmonisation des cadres juridiques des Etats membres	

	Forces du secteur des pêches de la Guinée	Faiblesses du secteur des pêches de la Guinée	Opportunités	Menaces
Gestion des pêcheries	Adoption d'un système de plan d'aménagement annuel qui permet de faire évoluer la réglementation d'une année sur l'autre suivant les besoins	Allocation semble t-il optimiste de droits de pêche aux navires industriels Difficultés pour maîtriser le secteur des pêches artisanales Centralisation des administrateurs à Conakry et peu de présence de l'Etat dans les régions		Politique générale de diminution des dépenses publiques qui empêche les recrutements nécessaires
Suivi des pêcheries	Systèmes d'enquêtes qui permettent un suivi des captures de la pêche artisanale et industrielle Observations en mer sur les navires industriels	Absence de valorisation des données collectées en mer sur les navires industriels		
Contrôle et surveillance des Pêches	Existence d'une direction technique spécialisée (le CNSP) Arrivée récente d'un navire de contrôle dédié, financé par la C.E. Installation prochaine du VMS sur les flottes industrielles	Manque de moyens nautiques propres et dépendance vis-à-vis des moyens de l'armée Faible rendement opérationnel : une vingtaine d'arraisonnement par an alors que la fraude apparaît beaucoup plus importante Difficultés pour imposer des amendes dissuasives aux navires convaincus de fraude	Initiative de la communauté internationale contre la pêche INN qui devrait conduire à aider les pays les moins performants en matière de contrôle. Programmes de développement des capacités régionales grâce à l'aide luxembourgeoise, puis de la C.E.	Disponibilité des moyens de l'armée aléatoire en raison de l'instabilité aux frontières du pays Le renforcement des dispositifs MCS dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Sénégal, Guinée Bissau) déplace la pêche INN vers les pays les moins performants en ce domaine. Inadaptation du cadre réglementaire qui favorise la fraude

	Forces du secteur des pêches de la Guinée	Faiblesses du secteur des pêches de la Guinée	Opportunités	Menaces
Autorité compétente et qualité des produits	Existence d'une entité spécialisée (le SIAQPPA)	De nombreuses lacunes ont été constatées par l'OAV. L'autorisation d'exportation vers la CE est suspendue à titre de précaution. Non-conformité des embarcations et des sites de débarquement avec absence récurrente de capacité de stockage en froid	La Guinée attend de bénéficier du programme de renforcement des capacités sanitaires financé par la CE au bénéfice des pays ACP	Faiblesse générale des infrastructures du pays : coupures de courant, insalubrité de l'eau potable Désintérêt des investisseurs étrangers potentiels devant la crainte de voir le pays interdit d'exportations vers la C.E.
Conventions et traités internationaux	La Guinée a accédé aux principaux instruments internationaux relatifs à la pêche.	Contradiction entre les engagements pris et les faits, notamment en matière de suivi des navires de pêche Pavillon guinéen assimilable à un pavillon de non-respect		Mouvement de la Communauté internationale vers une meilleure application des traités internationaux, et en particulier l'application de sanctions commerciales envers les pays qui ne respectent pas leurs engagements
Appui scientifique à la gestion des pêcheries	Existence d'un centre de recherche spécialisé (le CNSHB) bien inséré dans le réseau des centres de recherche d'Afrique de l'Ouest Propriété d'un navire de recherche bien entretenu	Insuffisance des moyens financiers	L'amélioration de l'avis scientifique est au cœur de la promotion de pêche responsable Renforcement des ORP souhaité par la Communauté internationale. Le COPACE s'il est renforcé pourrait soutenir les scientifiques guinéens	Le développement de comportements de pêche frauduleux dans la ZEE rend les données de base utilisées pour les évaluations biaisées
Environnement		Cadre juridique encore très incomplet qui prévient la mise en œuvre des mesures de protection (AMP) Absence d'intégration des considérations environnementales dans la gestion des pêcheries dans la ZEE, avec en particulier l'absence de prise en considération des quantités rejetées, parfois importantes, par les chalutiers côtiers et crevettiers profonds	Intervention des bailleurs et des ONG en faveur de l'environnement dans les pays d'Afrique	Faible niveau de sensibilisation de la population sur les besoins de respecter l'environnement naturel

	Forces du secteur des pêches de la Guinée	Faiblesses du secteur des pêches de la Guinée	Opportunités	Menaces
Investissements étrangers		Cadre général peu incitatif : faiblesse des infrastructures, opacité du droit des affaires, réputation de la ZEE (ressources, piratage)	Mise en œuvre par les Autorités du pays d'une meilleure gouvernance à la faveur du changement de Gouvernement	Incertitudes sur l'avenir (ressources exploitables, conditions sanitaires) qui découragent les investisseurs potentiels
LES PECHERIES DE GUINEE				
Les eaux guinéennes	Eaux côtières productives enrichies par des upwellings saisonniers Plateau continental relativement large	Productivité limitée aux eaux côtières du nord de la ZEE principalement Faible surface des espaces hauturiers de la ZEE qui diminue l'attractivité pour la pêche thonière	Forte variabilité de l'écosystème dont la productivité dépend de l'intensité des upwellings	
Stocks naturels exploitables	Abondance d'espèces commerciales de tous types (poissons, petits et grands pélagiques, crustacés, mollusques) Présence d'espèces à cycles courts (petits pélagique côtiers, crevettes) résilientes à l'effort de pêche	Pic d'abondance des ressources dans les eaux très côtières où les navires de pêche industrielle n'ont pas le droit de pêcher		Faible niveau de préservation des écosystèmes littoraux (pollution par les fleuve, déforestation) qui diminue la productivité des eaux côtières
Etat de la ressource naturelle exploitées	Ressource située dans les zones profondes (crustacés) et hauturières capables de supporter les niveaux de pêche actuels	Les conclusions des différentes expertises scientifiques convergent toutes vers un état de surexploitation des ressources côtières du plateau continental		Incertitudes sur la réalité de l'état des stocks du fait d'expertises utilisant des modèles très globaux et n'intégrant pas de données plus fines sur la biologie des espèces, les rejets et les stratégies de pêche
Flottille de pêche industrielle nationale		Les navires industriels nationaux sont en fait gérés par des intervenants de pays tiers peu concernés par l'avenir de la pêche dans le pays		Manque de capacités entrepreneuriale dans le pays et absence de système bancaire qui soutiendrait l'investissement

	Forces du secteur des pêches de la Guinée	Faiblesses du secteur des pêches de la Guinée	Opportunités	Menaces
Flottille de pêche artisanale nationale	Flotte artisanale aux métiers relativement variés qui permet de s'adapter à l'évolution de la ressource	Non-conformité des pirogues aux règles d'hygiène et insuffisance des capacités de froid Problèmes de sécurité en mer	Adoption d'un DSRP qui identifie la pêche artisanale comme levier de croissance.	L'instabilité politique dans les pays voisins conduit des ressortissants pêcheurs artisans de ces pays à migrer vers la Guinée
Equipages	Tradition maritime des populations côtières Cadre réglementaire qui impose l'embarquement de marins guinéens	Faiblesse du dispositif de formation (manque de moyens financiers) Manque de transparence dans la gestion des gens de mer (niveau de formation, contrats de travail)		Détournement des jeunes classes du secteur de la pêche en raison de la diminution de l'abondance des ressources
Structuration professionnelle du secteur	Existence de plusieurs syndicats professionnels de couverture nationale fédérés en une association nationale (la CONAPEG)	Absence de cadre formel de concertation avec les Autorités (comité consultatif par exemple)	Assouplissement de la politique du Gouvernement envers les ONG et les syndicats	
Ports et services à la flotte de pêche (filère amont)	Existence d'un port autonome avec des facilités de réparation navale accessible à des navires de pêche industrielle (tirant d'eau jusqu'à 7 m)	Le port de Conakry n'est pas un véritable port de pêche industrielle, mais un port de commerce et militaire dans lequel on a fait une place pour la pêche. Sites de débarquements de la pêche artisanale n'offrant pas les garanties en termes d'hygiène et souffrant parfois d'une gestion chaotique	Crise ivoirienne qui diminue l'attractivité du port thonier d'Abidjan	Développement de la compétitivité de places portuaires dans la région (Nouadhibou, Mauritanie, Dahkla, Maroc, Dakar, Sénégal)
Marchés des produits de la pêche	Forte demande nationale en produits de la pêche Bon positionnement de certaines espèces sur le marché asiatique	Absence de moyens de distribution des produits vers l'intérieur du pays Difficultés à sécuriser l'approvisionnement du marché national par les navires de pêche industriels Absence de capacités de stockage en congelé à terre	Développement du réseau routier vers l'intérieur du pays (bénéficie d'un soutien des bailleurs, dont la C.E.)	Faible pouvoir d'achat de la population guinéenne

	Forces du secteur des pêches de la Guinée	Faiblesses du secteur des pêches de la Guinée	Opportunités	Menaces
Transformation des produits de la pêche	Tradition nationale de fumage artisanal	<p>Pas de tradition de transformation des produits pour les marchés extérieurs (l'exportation vers la C.E. n'était autorisée que pour des produits non transformés)</p> <p>Absence d'unités modernes, même de petite taille, aux standards internationaux de qualité</p>		<p>Faiblesses de l'autorité compétente en charge du contrôle de la salubrité des produits</p> <p>Faiblesse des services publics (fourniture en électricité et eau potable notamment)</p>

3^{ème} PARTIE : EVALUATION DE L'ACCORD DE PECHE

1. Le Protocole d'accord

1.1. L'accord cadre

Le protocole d'accord en cours s'inscrit sous l'accord cadre conclu en 1983 et signé à l'époque avec la République Révolutionnaire de Guinée²⁸. Il s'agit d'un texte de portée générale qui renvoie au protocole pour ce qui est des modalités pratiques.

Cet accord cadre prévoit que « les activités de pêche ne peuvent être exercées que par des navires de la Communauté détenant un permis de pêche délivré sur demande de la Communauté ». On peut donc en déduire que cet accord comporte une clause d'exclusivité dans la mesure où un navire battant pavillon communautaire ne pourra venir pêcher dans les eaux guinéennes de sa propre initiative, et en dehors du cadre réglementaire prévu par le protocole. Les informations communiquées par les autorités guinéennes (listes de navires licenciés) indiquent que cette clause a été respectée sur la période du protocole en cours.

Les relations en matière de pêche ont été ininterrompues depuis la signature de l'accord cadre en 1983. Le protocole en cours est le 9^{ème} de la série. A noter que l'Espagne avait un accord de pêche bilatéral avec la Guinée depuis le début des années 1980 qui a été confondu avec l'accord de la Communauté lors de l'adhésion de cet Etat membre en 1986.

1.2. Les capacités négociées

Les capacités autorisées sous le protocole et leur répartition par Etat membre²⁹ en cours sont reprises dans le tableau suivant. Les possibilités pour des navires de pêche aux démersaux (poissonniers & céphalopodières et crevettiers) et thoniers (senneurs, canneurs et palangriers) placent cet accord dans la catégorie communautaire des accords mixtes (par opposition aux accords uniquement thoniers).

Les capacités de pêche démersale sont mesurées par mois en moyenne annuelle. Cela signifie qu'il peut y avoir au cours de certains mois de l'année des capacités de pêche en excès des capacités négociées, pourvu que l'utilisation les autres mois soit inférieure et ramène la moyenne au maximum prévu. Pour les navires thoniers, les capacités négociées s'entendent en nombre de navires maximums et sans restriction sur le nombre de navires pouvant travailler simultanément dans les eaux de la Guinée.

²⁸ Règlement (CE) n°971/83 du Conseil du 28 mars 1983. JOCE L111 du 27.4.1983

²⁹ Règlement (CE) n° 830/2004 du Conseil du 26 avril 2004. JOCE L127 du 29.4.2004

Tableau 63 : Capacités négociées sous le protocole d'accord 2004-2008. Source : protocole

	Catégorie de pêche	Capacités maximales	Répartition par Etat membre
Pêche démersale	Chalutiers poissonniers et céphalopodiers*	2 500 TJB par mois en moyenne annuelle, pouvant être augmentées de 500 TJB par an jusqu'à 3 500 TJB en 2008.	Espagne 844 TJB (34%) Italie 750 TJB (30%) Grèce 906 TJB (36%)
	Chalutiers crevettiers	1 500 TJB par mois en moyenne annuelle	Espagne 1 050 TJB (70%) Portugal 300 TJB (20%) Grèce 150 TJB (10%)
Pêche thonière	Thoniers senneurs congélateurs	34 navires	France 17 navires (50%) Espagne 17 navires (50%)
	Thoniers canneurs	14 navires	France 7 navires (50%) Espagne 7 navires (50%)
	Palangriers de surface	9 navires	Espagne 8 navires (89%) Portugal 1 navire (11%)

En ce qui concerne la catégorie des chalutiers poissonniers et céphalopodiers, le protocole prévoyait l'augmentation graduelle de 500 TJB par an, de 2 500 TJB en 2004 à 3 500 TJB en 2008 à condition *i)* que de l'information scientifique démontrant le bon état des stocks soit disponible, *ii)* que des réductions équivalentes du quota de licences émises hors accord (licences libres, accord avec la Chine) soient pratiquées, et *iii)* que l'utilisation des possibilités de pêche négociées par les navires européens soit satisfaisante. Cette possibilité d'augmentation n'a jamais été mise en œuvre car il s'est avéré rapidement que l'information scientifique était plutôt de nature pessimiste quant aux possibilités d'augmenter l'effort, et que l'utilisation des possibilités de pêche négociées n'a jamais été pleinement satisfaisante (voir plus loin).

Concernant la répartition par Etat membre, elle pouvait être modifiée par la Commission pour faire face à des demandes d'autres Etats membre au cas où l'un des Etats membres prévu n'épuisait pas ses possibilités de pêche. C'est ainsi qu'un navire battant pavillon de l'Italie a pu prendre une licence de pêche crevettière en 2004 suite à un reliquat dans l'utilisation de ces possibilités par l'Espagne.

Par rapport aux protocoles précédents récents, on relève que la capacité maximale du segment poissonniers & céphalopodiers a été réduite de 4 000 TJB à 2 500 TJB (-37%) dès 2000 à la faveur du renouvellement du protocole. La capacité des navires crevettiers a quant à elle été augmentée de 500 TJB pour passer de 1 000 à 1 500 TJB en 2000 également (+50%). Le nombre de navires senneurs a été augmenté en 2000 pour revenir ensuite au niveau négocié en 1998. Le nombre de canneurs autorisés est resté pratiquement inchangé, et le nombre maximum de palangriers de surface a été divisé par 3 entre 1998 et 2004.

Tableau 64 : Capacités négociées sous les protocoles précédents (le protocole 2000-2003 était en fait conclu pour la période 2000-2001 mais a été prorogé deux fois).

	1998-1999	2000-2003	2004-2008
Poissonniers et céphalopodiers*	4 000	2 500	2 500
Crevettiers*	1 000	1 500	1 500
Thoniers senneurs**	33	38	34
Canneurs**	13	14	14
Palangriers**	28	16	9

* : TJB par mois en moyenne annuelle / ** nombre d'unités

1.3. Le coût de l'accord ex-ante

En contrepartie de l'accès, la Communauté verse à la Guinée une contrepartie de 3,4 M€ par an (2 M€ de compensation financière et 1,4 M€ sous forme d'actions ciblées au bénéfice du secteur de la pêche), plus un paiement exceptionnel de 800 000 € prévu pour l'achat de vedettes de surveillance étalé sur 2004 et 2005. Cette contrepartie est fixe, quelque soit les captures réalisées par les navires européens dans la ZEE nationale. En effet, en ce qui concerne le volet thonier de l'accord, l'accord avec la Guinée a la singularité de ne pas avoir inclus de tonnage de référence qui correspond à une quantité pêchée à partir de laquelle la contrepartie financière versée par la Communauté est augmentée proportionnellement.

La contribution des armateurs est fonction d'un tarif calculé au pro-rata de la jauge exprimée en TJB pour les navires de pêche démersale, et d'un tarif fixe, indépendant de la jauge, pour les navires thoniers senneurs, canneurs et palangriers. La contribution des navires thoniers peut être revue à la hausse en cas de dépassement d'un niveau de capture précisé par le protocole (100 tonnes pour les senneurs, 16 tonnes pour les canneurs et 40 tonnes pour les palangriers de surface) au tarif de 25 € par tonne additionnelle.

Les licences sont payées d'avance au début de chaque période. Elles peuvent être trimestrielles, semestrielles ou annuelles pour les navires de pêche démersale, et uniquement annuelles pour les navires thoniers. Les captures déclarées par les navires thoniers sont vérifiées par les instituts scientifiques européens (IRD, IEO, IPIMAR) et le cas échéant, les dépassements des navires par rapports aux quantités forfaitaires sont payés après la fin de l'année.

Le coût des possibilités de pêche pour les chalutiers de pêche démersale est augmenté de 2,5% en 2006.

Dans le cas d'une pleine utilisation des possibilités de pêche, le total minimal des frais de licence versé par les opérateurs des navires européens sous accord devait se situer entre 1 010 000 € et 1 065 000 € et. La différence entre ces deux chiffres s'explique par le fait que si le protocole a négocié un accès global de 2 500 TJB pour la catégorie des chalutiers poissonniers et céphalopodiens, le choix de la spécialisation poissons ou céphalopodes revenait aux armateurs, avec des tarifs de licences différents suivant l'option retenue (d'où les deux hypothèses, une 100% poissons et une autre 100% céphalopodes). L'augmentation de 2,5% des licences démersales prévues en 2006 portait ce montant minimal entre 1,03 M€ et 1,09 M€.

Par grands types de pêche, les chalutiers démersaux devaient contribuer à environ 90% des frais de licences, les thoniers pour les 10% restants hors captures au-delà des tonnages de référence.

Tableau 65 : Estimation de la contribution minimale du secteur privé européen (€) en cas de pleine utilisation des possibilités de pêche

	Unité	Quantité	Côut unitaire	Total hyp. 1	Total hyp. 2
Chalutiers céphalopodiens	TJB	2 500	219	547 500	
Chalutiers poissonniers	TJB	2 500	197		492 500
Chalutiers crevettiers	TJB	1 500	279	418 500	418 500
Thoniers senneurs	Navire	34	2 500	85 000	85 000
Canneurs	Navire	14	400	5 600	5 600
Palangriers	Navire	9	1 000	9 000	9 000
TOTAL				1 065 600	1 010 600

Ce montant était susceptible d'être augmenté *i)* si les navires de pêche prenaient plusieurs licences trimestrielles ou semestrielles, au lieu d'une licence annuelle, et *ii)* si les navires thoniers pêchaient plus que les quantités forfaitaires dans la ZEE de Guinée.

Le total des revenus que la Guinée pouvait espérer en contrepartie de l'accès était donc sensiblement égale à 4,45 M€ par an, 3,4 M€ versés par la Communauté (76%) et 1,05 M€ versé par le secteur

privé européen (24%), non compris le financement additionnel de 800 000 € accordé pour l'achat de vedettes de surveillance des pêches.

1.4. L'utilisation de l'accord

1.4.1. Chalutiers poissonniers - céphalopodiers

L'utilisation pour cette catégorie est restée faible depuis le début de l'application du protocole. Elle était de 39% la première année, 10% en 2005, 20% en 2006 et de 4% en 2007 pour une situation arrêté en juin 2007.

Dans le détail des Etats membres, on relève que l'Espagne n'a utilisé aucune des possibilités qui lui était réservé (844 TJB, soit 34% du total), l'Italie n'a utilisé que 54% de ses possibilités (750 TJB, soit 30%) la première année en 2004, et plus rien les années suivantes, et enfin, que la Grèce a utilisé entre 62% (2004) et 11% (situation mi 2007) des 906 TJB qui lui étaient réservés.

Tableau 66 : Détail de l'utilisation des possibilités de pêche pour la catégorie des chalutiers poissonniers-céphalopodiers. D'après données CE

		2004	2005	2006	2007*
Espagne	TJB utilisés	0	0	0	0
	Possibilités	844	844	844	844
	Utilisation	0%	0%	0%	0%
Italie	TJB utilisés	408.33	0	0	0
	Possibilités	750	750	750	750
	Utilisation	54%	0%	0%	0%
Grèce	TJB utilisés	563.55	247.31	498.92	98.80
	Possibilités	906	906	906	906
	Utilisation	62%	27%	55%	11%
TOTAL CE	TJB utilisés	971.88	247.31	498.92	98.80
	Possibilités	2 500	2 500	2 500	2 500
	Utilisation	39%	10%	20%	4%

* au 20 juin 2007

Le graphique suivant indique la répartition de cette utilisation en nombres de navires. Mis à part un pic d'utilisation au troisième trimestre de l'année 2006 (8 navires européens ont pris des licences sur cette période), les effectifs sont restés faibles, de l'ordre de 5 navires en 2004, 2 navires en 2005, et 4 navires en 2006 (moyenne de l'année).

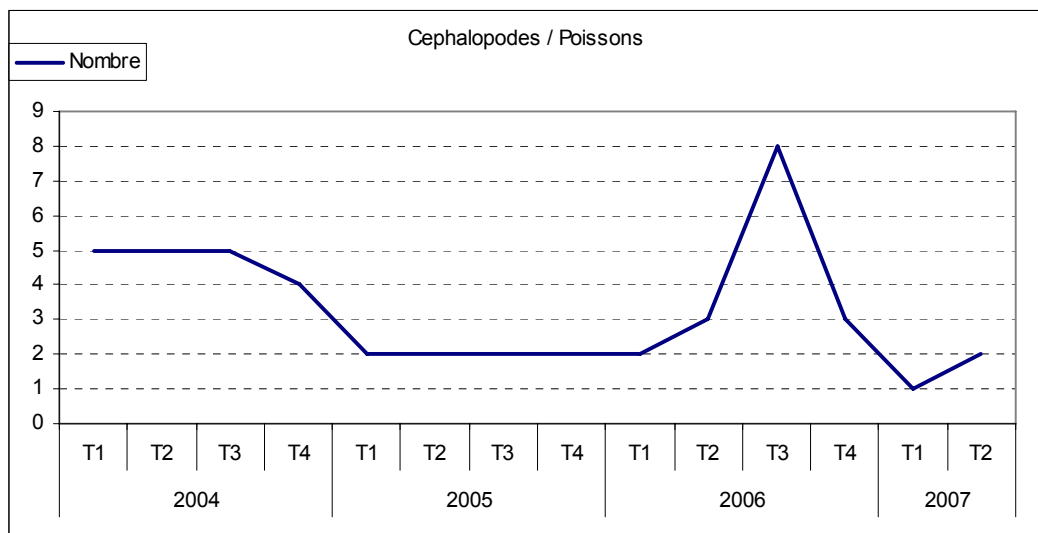


Figure 19 : Evolution par trimestre du nombre de navires européens de la catégorie poissonniers-céphalopodiers ayant pris une licence sous l'accord. D'après données CE

D'après les informations transmises par le Ministère de la Pêche, seuls deux navires ont pris des licences céphalopodières en 2004. Pour tous les autres navires et les autres années seules des licences poissons ont été prises.

D'après les représentants de l'armement céphalopodier espagnol des Canaries, principale flotte de pêche européenne spécialisée sur ce segment, la zone de pêche de la Guinée ne présente pas d'intérêt. Les navires l'ont exploitée en nombre (jusqu'à 25 unités simultanément) sur la période 1984-1995 dans des conditions de rentabilité jugées correctes. L'arrivée de flottes asiatiques au comportement irrespectueux de la réglementation sur les zones de pêche prospectées a posé beaucoup de problèmes de compétition pour l'espace et pour la ressource qui ont fini par tourner en la défaveur de cette flotte européenne qui a dû abandonner les lieux. La représentation de cet armement souligne également que les nouvelles conditions d'exploitation (zone d'exclusion à 12 milles, maillasses de 70 mm) ne permettent pas d'opérer dans de bonnes conditions de rentabilité.

1.4.2. Chalutiers crevettiers

L'utilisation des possibilités de pêche crevettière par les navires européens est également faible. Elle s'établit au mieux à 39% des possibilités négociées en 2004, pour décroître ensuite à 33% (2005), 15% (2006) et 11% à la mi-2007.

Dans le détail des Etats membres, l'Espagne qui disposait de 70% des possibilités sur ce segment n'en a utilisé qu'entre 56% (2004) et 21% (2006), le taux 2004 ayant été remonté par la cession de possibilités à un navire italien. La Grèce n'a utilisé de possibilités qu'en 2007, alors qu'aucun navire portugais n'est venu en Guinée utiliser les possibilités réservées à cet Etat membre.

Tableau 67 : Détail de l'utilisation des possibilités de pêche pour la catégorie des chalutiers crevettiers. D'après données CE

		2004	2005	2006	2007*
Espagne	TJB utilisés	589.80	498.59	218.12	129.53
	Possibilités	1050	1050	1050	1050
	Utilisation	56%	47%	21%	12%
Grèce	TJB utilisés	0	0	0	35.565
	Possibilités	150	150	150	150
	Utilisation	0%	0%	0%	24%
Portugal	TJB utilisés	0	0	0	0
	Possibilités	300	300	300	300
	Utilisation	0%	0%	0%	0%
TOTAL CE	TJB utilisés	589.80	498.59	218.12	165.09
	Possibilités	1500	1500	1500	1500
	Utilisation	39%	33%	15%	11%

* au 20 juin 2007

Le nombre de navires crevettiers par trimestre est indiqué dans la figure suivante. Il montre des effectifs très variables, entre 3 et 9 en 2004 et 2005, puis entre 1 et 5 en 2006 et 2007. Pour chaque année, le troisième trimestre (juillet-septembre) est l'occasion d'un pic d'utilisation suggérant un intérêt saisonnier pour la zone.

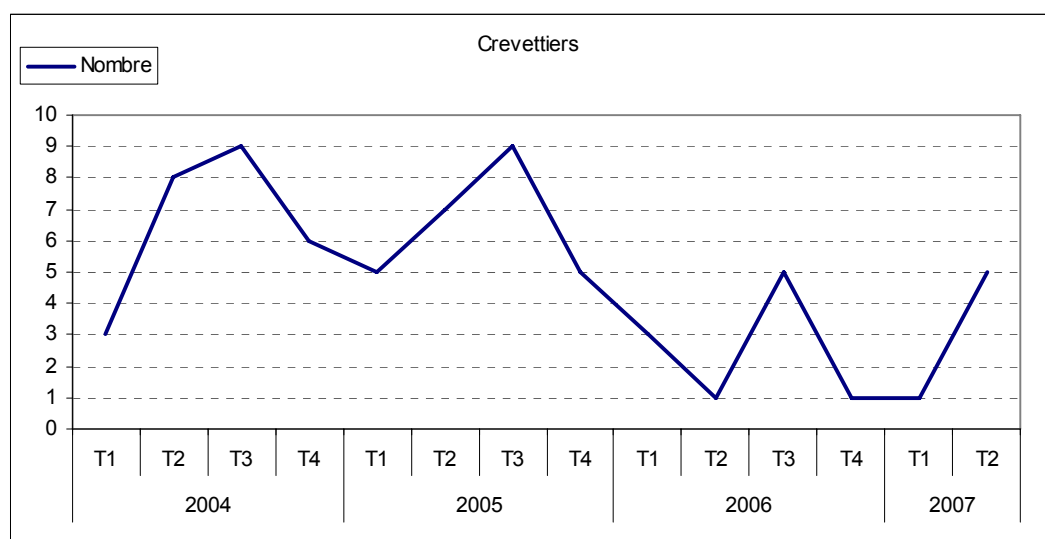


Figure 20 : Evolution par trimestre du nombre de navires européens de la catégorie crevettiers ayant pris une licence sous l'accord. D'après données CE

La principale association professionnelle du secteur (les chalutiers crevettiers basés en Andalousie) a été contactée mais n'a pas souhaité coopérer pour mettre en évidence les facteurs qui seraient à l'origine de ce niveau d'utilisation modeste. On peut cependant imaginer que cette flotte, qui travaille essentiellement dans les eaux de Mauritanie et de Guinée Bissau n'a qu'un intérêt saisonnier à fréquenter la zone de pêche guinéenne.

1.4.3. Les navires thoniers

Les navires thoniers ont des stratégies sensiblement différentes de celles des navires chalutiers. Travaillant sur une ressource migratoire, leur intérêt est de se préserver un accès à des ZEE susceptibles d'être traversées par la ressource en thonidés qu'ils suivent. La démarche est ainsi de prendre des licences de précaution, quitte à ne pas les utiliser réellement si la recherche des bancs de thonidés ne les amène pas dans la zone guinéenne. Ainsi, un tirage de licence n'équivaut pas

forcément à une présence dans la ZEE. Pour les navires chalutiers, investir dans une licence de pêche, au demeurant bien plus chère qu'une licence de pêche thonière, révèle une intention ferme de pratiquer une activité de pêche effective dans la zone.

1.4.4. Les senneurs

L'utilisation des possibilités de pêche par les senneurs a été satisfaisante la première année (82%), mais n'a cessé de diminuer ensuite pour atteindre 35% en 2007. L'Espagne a plus utilisé ses possibilités que la France (entre 94% et 41%, contre 71% et 29%). Le nombre total de thoniers senneurs communautaires qui ont utilisé cet accord est tombé de 28 en 2004 à 12 en 2007.

Tableau 68 : utilisation des possibilités de pêche par les thoniers senneurs. D'après données CE

		2004	2005	2006	2007*
Espagne	Nombre de navires	16	12	9	7
	Possibilités	17	17	17	17
	Utilisation	94%	71%	53%	41%
France	Nombre de navires	12	9	7	5
	Possibilités	17	17	17	17
	Utilisation	71%	53%	41%	29%
TOTAL CE	Nombre de navires	28	21	16	12
	Possibilités	34	34	34	34
	Utilisation	82%	62%	47%	35%

* au 20 juin 2007

Le nombre des senneurs qui ont pris une licence en Guinée est égal au nombre des senneurs qui opèrent encore en Atlantique, suggérant que la zone est intéressante stratégiquement parlant. Si l'utilisation est faible, c'est parce que la majorité de la flotte des senneurs européens s'est redéployée récemment en Océan Indien où les conditions d'exploitation sont jugées plus rentables.

1.4.5. Les canneurs

En ce qui concerne les canneurs, l'utilisation de l'accord a suivi une tendance comparable à celle réalisée par les senneurs : une utilisation relativement satisfaisante en 2004 (71%), puis une baisse continue jusqu'en 2007 (50%). L'Espagne a mieux utilisé ses possibilités que la France en 2004 et 2005.

Tableau 69 : utilisation des possibilités de pêche par les thoniers canneurs. D'après données CE

		2004	2005	2006	2007*
Espagne	Nombre de navires	7	7	4	5
	Possibilités	7	7	7	7
	Utilisation	100%	100%	57%	71%
France	Nombre de navires	3	2	4	2
	Possibilités	7	7	7	7
	Utilisation	43%	29%	57%	29%
TOTAL CE	Nombre de navires	10	9	8	7
	Possibilités	14	14	14	14
	Utilisation	71%	64%	57%	50%

* au 20 juin 2007

Comme pour les senneurs, le nombre des canneurs qui ont pris une licence en Guinée est sensiblement égal au nombre des canneurs en activité. Côté espagnol, deux canneurs sont actuellement en affrètement dans l'océan indien mais pourraient revenir vers leurs zones de pêche traditionnelles à la fin de cette opération. Côté français, les canneurs qui prennent des licences régulièrement sont les deux plus grands de la flotte. Les deux plus petites unités ont un rayon d'action plus limité qui les amènent à être plus sélectifs vis-à-vis des zones de pêche possibles. La zone de pêche guinéenne n'est pas considérée par ces navires comme une zone stratégique, mais peut

fournir des possibilités de pêche qui peuvent se révéler importantes si la ressource descend plus au Sud que la zone de la Guinée Bissau où les navires font des campagnes de pêche.

1.4.6. Les navires palangriers de surface

Aucun palangrier de surface espagnol ou portugais n'a pris de licence en Guinée entre 2004 et 2007. L'utilisation est donc nulle pour ce segment. L'explication de cette absence d'utilisation tient dans le caractère essentiellement hauturier de l'exploitation (zones de Haute-Mer médio Atlantique) et la taille restreinte de la ZEE de Guinée'.

1.4.7. Bilan de l'utilisation

Le tableau suivant résume les données sur l'utilisation de l'accord. On y ajoute également le nombre moyen annuel de navires communautaires qui ont pris une licence de pêche (moyenne des effectifs trimestriels). D'après ces informations, ce sont par conséquent entre 30 et 49 navires communautaires qui ont travaillé dans la ZEE de la Guinée. Les navires des catégories thonnières sont les plus nombreux, le nombre des navires de pêche démersale n'ayant été que 11 la meilleure année en 2004 pour décroître ensuite à 8,5 en 2005 puis 6,5 en 2006.

Tableau 70 : Bilan de l'utilisation de l'accord et du nombre de navires concernés. D'après données CE

	2004		2005		2006		2007*	
	Utilisation	Nombre moyen	Utilisation	Nombre moyen	Utilisation	Nombre moyen	Utilisation	Nombre moyen
Chalutiers poissonniers céphalopodiers	39%	4.75	10%	2	20%	4	4%	1.5
Chalutiers crevettiers	39%	6.5	33%	6.5	15%	2.5	11%	3
Thoniers senners	82%	28	62%	21	47%	16	35%	12
Canneurs	71%	10	64%	9	57%	8	50%	7
Palangriers de surface	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0
TOTAL		49.25		38.5		30.5		23.5

* situation juin 2007

1.5. Le coût de l'accord ex-post

Les frais réels de licences payés par les armateurs européens sous l'accord Guinée ont été estimés à partir du nombre de navires licenciés et des captures thonnières en excès des tonnages utilisés pour fixer le montant initial (et incompressible) de la licence (100 tonnes pour les senners, 16 tonnes pour les canneurs, et 40 tonnes pour les palangriers).

D'après les données vérifiées par les instituts scientifiques européens, seuls quelques navires du segment thonier sennier ont pêché des quantités de thonidés qui déclenchent des paiements additionnels à la partie guinéenne. D'après ces données, les quantités additionnelles ont été de 1 918 tonnes en 2004, 791 tonnes en 2005 et 280 tonnes en 2006. Le paiement est de 25 € par tonne.

Comme le montre le tableau suivant, les frais de licences payés par les armateurs ont été de près de 487 000 € en 2004, puis ont diminué à 263 000 puis 210 000 € en 2005 et 2006. Les données pour 2007 ne sont pas estimées car l'année est en cours. Les frais de licence payés par les navires du segment pêche démersale représentent environ 75% des paiements du secteur privé.

Tableau 71 : Estimation des frais de licences versés par les armateurs européens d'après l'utilisation réelle des possibilités de pêche. D'après données CE

		2004		2005		2006	
	Unité	Nombre	Valeur €	Nombre	Valeur €	Nombre	Valeur €
Céphalopodiers	TJB	405	88 717	0	0	0	0
Poissonniers	TJB	567	111 655	247	48 720	499	98 287
Crevettiers	TJB	590	164 554	499	139 107	218	60 855
Total démersal			364 927		187 827		159 143
Senneurs	Navires	28	70 000	21	52 500	16	40 000
Canneurs	Navires	10	4 000	9	3 600	8	3 200
Palangriers	Navires	0	0	0	0	0	0
Quantités additionnelles	Tonnes	1 918	47 950	791	19 775	280	7 000
Total thoniers			121 950		75 875		50 200
Total général			486 877		263 702		209 343

La comparaison entre les paiements que pouvaient attendre la Guinée en contrepartie de l'accès et ce que le pays a effectivement reçu indique une différence de l'ordre de -11% la première année et -17 à -19% les années suivantes. Ce manque à gagner est la conséquence directe de la faible utilisation de pêche par les armements communautaires, qui a fait que la contribution du secteur privé européen n'a été que de 46% la première année, 25% la seconde et 20% la troisième de ce que l'on pouvait attendre sous l'hypothèse d'une pleine utilisation.

En valeur absolu, le manque à gagner en recettes budgétaires est de l'ordre de 560 000 € de recettes la première année, - 790 000 € en 2005, et environ -840 000 € en 2006.

Tableau 72 : Comparaison entre les coûts ex-ante et ex-post de l'accord (en €)

	2004	2005	2006
Frais de licences payés	486 877	263 702	209 343
Frais de licences maximum	1 050 000	1 050 000	1 050 000
Ratio	46%	25%	20%
Contrepartie CE	3 400 000	3 400 000	3 400 000
Financement additionnel surveillance	500 000	300 000	
Coût total ex-post	4 386 877	3 963 702	3 609 343
Coût total ex-ante	4 950 000	4 750 000	4 450 000
Différence	-563 123	-786 298	-840 657
%	-11%	-17%	-19%

2. Analyse socio-économique des retombées de l'accord

2.1. L'emploi

2.1.1. Le contexte

Le protocole d'accord prévoyait des mesures destinées à rendre obligatoire l'embarquement de marins guinéens à bord des navires sous accord. Dans le détail, les mesures comprenaient (§ 6 de l'annexe au protocole) :

- Pour les navires chalutiers de pêche démersale, l'embarquement de deux marins guinéens jusqu'à 200 TJB de jauge (cas le plus fréquent), trois marins pour les navires jaugeant entre 200 et 350 TJB, et enfin quatre marins pour des jauges supérieures à 350 TJB
- Pour les navires senneurs, 6 marins embarqués en permanence sur la flotte européenne. Ainsi en principe, dès qu'un senneur a pris une licence pour pêcher dans la ZEE de Guinée, il

doit contribuer à cet effort d'embarquement, même si sa stratégie de pêche ne le conduit pas à fréquenter effectivement la ZEE.

- Pour les thoniers canneurs, cinq marins doivent être embarqués sans que ce nombre ne dépasse un marin par navire. Contrairement aux senneurs, l'embarquement de marins est obligatoire uniquement pour la durée de présence des navires dans les eaux guinéennes
- Enfin, pour les palangriers, deux marins à bord de chaque navire licencié et uniquement pour la durée de séjour dans les eaux guinéennes.

Pour les navires thoniers senneurs, canneurs et palangriers, le protocole prévoyait qu'en cas de non-embarquement, les armateurs devaient s'acquitter d'un paiement forfaitaire équivalant aux salaires qu'ils auraient dû payer aux marins afin de contribuer à l'effort de formation des marins nationaux³⁰. Pour les navires chalutiers de pêche démersale, il n'est pas prévu de régime de paiement dérogatoire.

Les Autorités de Guinée s'accordent pour constater que les navires thoniers n'ont pas respecté les clauses d'embarquement obligatoire. Ceci concerne potentiellement les senneurs et les canneurs, les palangriers européens n'ayant pas pris de licences pour exploiter les eaux de la ZEE de Guinée. Partant de ce constat, non contesté par les armements européens concernés, les autorités de Guinée réclament le versement des salaires non payés à titre de contribution au programme de formation. Les bases de calcul de cette compensation mériteraient d'être étudiée en détail car des chiffres divergents circulent. Si l'on reprend les considérations du protocole, les paiements devraient être :

- Pour les senneurs, six marins embarqués en permanence sur la flotte représentent pour une année pleine 6 salaires équivalents plein temps, soit $6 \times 12 \times 500 \text{ USD} = 36\,000 \text{ USD}$ par an (28 500 €)
- Pour les canneurs, le nombre d'unités et le temps de présence effectif dans la ZEE servent de base de calcul. Sous réserve de confirmation, il semblerait qu'aucun canneur ne soit effectivement venu dans la ZEE guinéenne, bien qu'y ayant pris une licence. Si cette information est confirmée (faisable en exploitant les données VMS), aucune somme n'est due à titre de compensation.

En ce qui concerne les navires de pêche démersale (chalutiers), les autorités guinéennes indiquent que les obligations d'embarquement ont été correctement respectées.

2.1.2. L'emploi sur les navires européens sous accord

Le tableau suivant présente les effectifs moyens par navire avec une répartition par nationalité compte tenu de la composition habituelle des équipages sur les types de navires considérés et des informations sur l'embarquement des marins guinéens à bord des navires de la CE. Les nombres d'équipages considérés intègrent la rotation par tiers sur les navires industriels (2/3 embarqué et 1/3 au repos). On notera que sur les navires chalutiers, le nombre de ressortissants communautaires est en général faible, limité à 2 marins par navire (habituellement le capitaine et le chef-mécanicien). Les ressortissants du Sénégal constituent la très grande majorité des ressortissants des autres pays ACP embarqués sur les navires européens du fait de l'excellente réputation de cette force de travail, et du fait que beaucoup de navires participant à l'accord Guinée travaillent à partir de Dakar. Les marins ivoiriens constituent une autre force de travail importante sur les thoniers senneurs.

Tableau 73 : Composition moyenne des équipages à bord des navires de pêche communautaires disposant de possibilités de pêche sous l'accord Guinée. (CE : Communauté européenne, GIN : Guinée).

	Equipe total	Ressortissants CE	Ressortissants GIN	Ressortissants autres ACP
Chalutiers poissonniers	21	3	3	15
Chalutiers crevettiers	23	3	5	15
Senneurs	32	10	0	22
Canneurs	22	6	0	16
Palangriers	16	6	0	10

³⁰ Il existe en Guinée un centre de formation spécialisé.

L'estimation de l'emploi à bord des navires communautaires utilisant les possibilités de pêche prévue sous l'accord avec la Guinée est obtenue en multipliant la composition moyenne des équipages des navires (tableau ci-dessus) par le nombre moyen annuel de navires présents dans la ZEE de Guinée pour les trois années pleines d'exploitation (Tableau 70 page 111 relatif au bilan de l'utilisation de l'accord). Les résultats de cette estimation indiquent qu'en moyenne sur trois années, les emplois soutenus grâce à l'accord avec la Guinée se montent à près de 300 emplois de marins communautaires (dont les ¾ sur les senneurs), près de 40 marins guinéens (uniquement sur les navires chalutiers) et 750 emplois de ressortissants d'autres pays ACP (dont plus de 80% sur les navires thoniers).

Tableau 74 : Estimation du nombre d'emplois équivalent temps plein (FTE) à bord des navires ayant utilisé des possibilités de pêche sous l'accord Guinée.

Nombre d'emplois (FTE)	2004			2005			2006			Moyenne		
	CE	GIN	Autres ACP	CE	GIN	Autres ACP	CE	GIN	Autres ACP	CE	GIN	Autres ACP
Chalutiers poissonniers	14	14	71	6	6	30	12	12	60	11	11	54
Chalutiers crevettiers	20	33	98	20	33	98	8	13	38	16	26	78
Senneurs	280	0	616	210	0	462	160	0	352	217	0	477
Canneurs	60	0	160	54	0	144	48	0	128	54	0	144
Palangriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	374	47	945	290	39	734	228	25	578	297	37	752

Le lien de dépendance entre ces emplois et l'accord Guinée s'apprécie différemment suivant les catégories de navires :

- Pour les deux catégories de chalutiers démersaux (poissonniers-céphalopodières & crevettiers) qui ont pris des licences en Guinée, le travail dans la ZEE apparaît essentiel pour maintenir les emplois, même si les navires fréquentent également d'autres ZEE en cours d'année
- Pour les thoniers senneurs, les captures réalisées dans la ZEE de Guinée sont de l'ordre de 5% du total des captures pour les senneurs français et d'1% pour les senneurs espagnols. Sur la période récente, on peut ainsi considérer que l'accord Guinée est important pour la flotte française et donc contribue à soutenir les emplois à bord de ces navires, mais beaucoup moins important pour les senneurs espagnols qui y pêchent peu. Cependant, les conditions environnementales peuvent changer d'une année sur l'autre et faire en sorte que la ZEE de Guinée devienne une zone de pêche stratégique pour les deux flottes.
- Pour les canneurs, la stratégie des navires depuis plusieurs années indique que les navires descendent peu pêcher dans des zones aussi Sud par rapport à leurs zones de pêche habituelles au large du Sénégal, du Cap Vert et de la Mauritanie. Le tirage de licence sous l'accord Guinée par cette flotte s'apparente à la sécurisation de licences de précaution (il n'y a eu aucune capture de thonidés par ce segment dans la ZEE de Guinée), ce qui fait que le maintien de ces emplois à bord de ces navires est peu lié à l'existence ou non d'un accord avec la Guinée sous les stratégies de pêche actuelles. L'accord peut être important pour cette flotte si la ressource exploitée se trouve plus au Sud.

2.1.3. La clause sociale

Le protocole d'accord de pêche prévoyait que les conditions d'embarquement des marins guinéens devaient respecter les standards de l'OIT, et en particulier que les salaires ne devaient pas être inférieurs aux normes de cette organisation. Si l'on interprète la recommandation 187 sur les salaires et la durée du travail des gens de mer complétant la convention C 180 comme base du salaire minimum dont il est question dans le protocole d'accord, celui-ci doit être de 500 USD par mois jusqu'à fin 2006 (398 € à la parité moyenne de 2006). Ce salaire minimum doit être augmenté ensuite³¹.

En Guinée, le Ministère en charge des transports, et plus particulièrement son agence spécialisée l'ANAM (Agence de Navigation Maritime), est en charge du suivi des gens de mer. De son côté, le

³¹ pour le détail des augmentations prévues, voir

<http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/techmeet/jmc/index.htm#subcomm>

Ministère en charge de la pêche assure le suivi technique de l'accord, et le protocole le désigne comme responsable du suivi des clauses afférentes aux gens de mer (salaires, embarquements, paiements compensatoires). Jusqu'en 2007, il n'existait pas de prescriptions nationales relatives à un salaire minimum de marins pêcheurs guinéens. Au moment du passage de la mission en juillet 2007, une convention collective venait d'être négociée avec les partenaires sociaux. Cette convention collective considère dans le cas général un salaire minimum mensuel de 500 000 FNG (100 €) pour un marin débutant ou de 600 000 FNG (120 €) pour un marin de 2^{ème} catégorie. Pour le cas particulier du travail sur les navires européens, la convention collective établit un salaire minimum de 485 USD (385 EUR) en référence au salaire minimum de l'OIT.

Si le Ministère en charge de la pêche confirme le respect des clauses d'embarquement obligatoires par les navires de pêche démersale, le Ministère en charge des transports ne peut que l'admettre car n'ayant pas été informé systématiquement, comme il aurait dû l'être, en tant que responsable du respect de la réglementation s'appliquant aux marins. Les services de ce Ministère n'ont ainsi pas pu vérifier la rémunération portée au contrat de travail des marins concernés. Cependant, sur les quelques cas d'embarquement dont il a connaissance, il est apparu que le salaire prévu était inférieur au minimum évoqué par le protocole d'accord de pêche. Sous réserve de vérifications, car il n'a pas été possible de consulter les contrats de travail, ceci tendrait à indiquer que la clause sociale prévue par l'accord n'a pas été respectée.

2.2. Retombées économiques directes

2.2.1. Présentation générale de la méthode

On cherche à estimer pour cette étude les principaux soldes intermédiaires de gestion à partir de la structure des coûts des navires. La méthode de calcul de ces soldes intermédiaires est détaillée dans la figure ci-dessous.

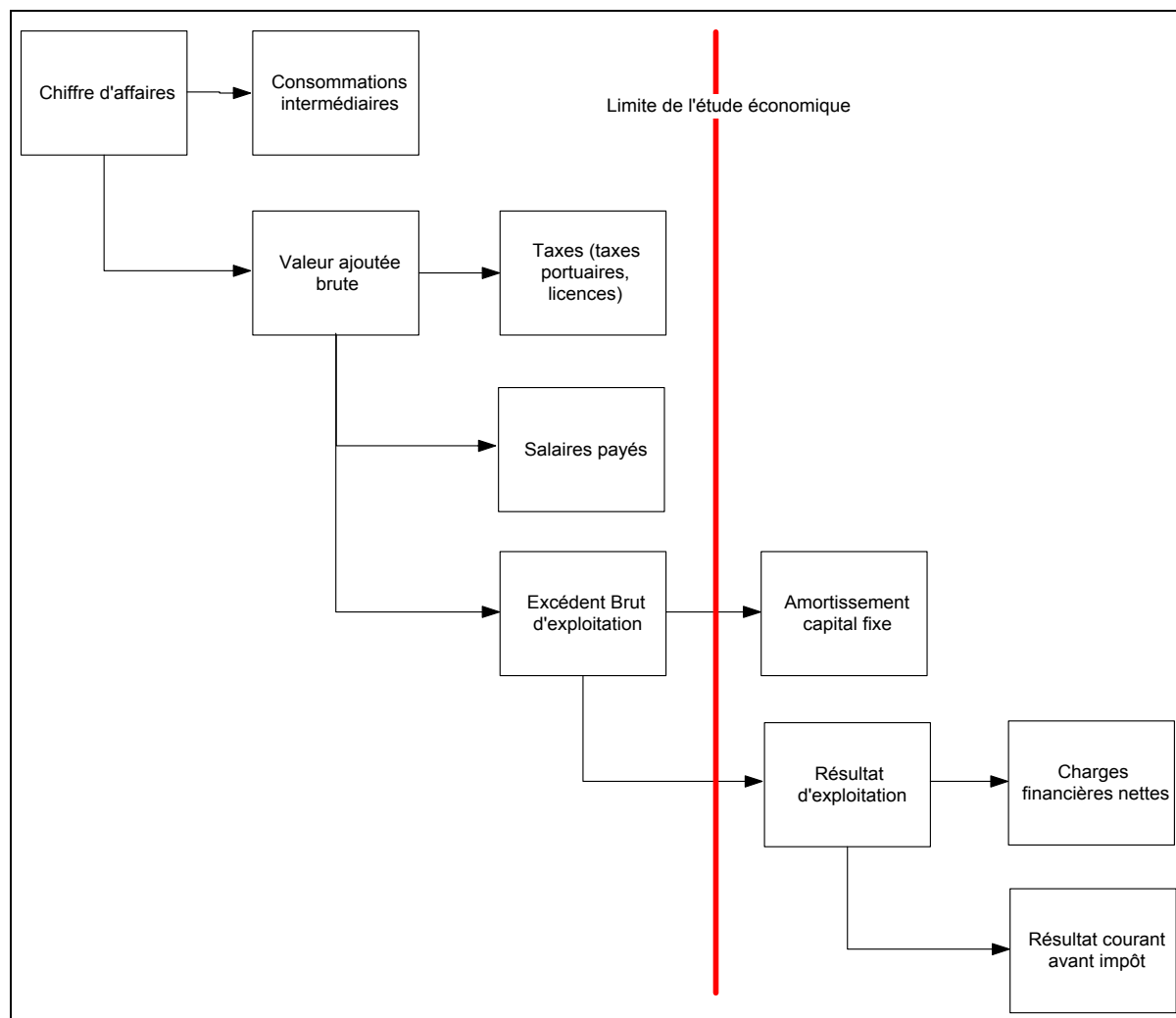


Figure 21 : Les différents soldes intermédiaires de gestion considérés pour l'étude des retombées économiques directes

- Le premier solde, la valeur ajoutée brute, est la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et les consommations intermédiaires. La valeur ajoutée représente la richesse brute générée pour rémunérer le travail et le capital. L'étude s'attache à estimer la valeur ajoutée de manière simple en faisant la différence entre le chiffre d'affaires des unités de pêche et les principaux postes de consommations intermédiaires, dont le carburant, les frais de réparation, de communication, d'engins de pêche, Dans certains cas où le détail des coûts intermédiaires ne peut être connu, on cherche à obtenir de la littérature économique le taux de valeur ajoutée en % du chiffre d'affaires.
- Le second solde intermédiaire de gestion est l'excédent brut d'exploitation. Ce solde fait la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et tous les coûts directs supportés pour générer ce chiffre d'affaire dont les coûts du travail et les taxes incluant le coût de l'accès (la licence), les taxes d'utilisation portuaire et tout autre type de taxe (hors impôts) payée pour l'exercice de la pêche (frais d'observateurs par exemple qui se rapprochent d'une taxe de contrôle). L'excédent brut d'exploitation représente le montant destiné à financer et rémunérer le capital investi (amortissement, emprunts).
- Les charges d'amortissement et les charges financières ne peuvent raisonnablement être estimées en raison de l'hétérogénéité des flottes concernées (taille des navires, âge, méthodes de financement, méthodes d'amortissement). L'étude s'arrêtera donc à l'estimation

de la valeur ajoutée brute et de l'excédent brut d'exploitation, et ne cherchera pas à estimer les résultats des exercices en termes de résultat comptable (profit ou perte).

2.2.2. Les données de base

➤ Comptes d'exploitation des navires

La principale source d'information sur les comptes d'exploitation des navires (Annual Economic Report jusqu'en 2004, Règlement DCR 1639/2001³² ne couvrent pas de manière suffisamment précise les types de navires de la flotte externe concernés par l'accord avec la Guinée (chalutiers céphalopodières et crevettiers, thoniers sennieurs). Les associations professionnelles du secteur ont accepté de coopérer et de fournir des comptes d'exploitation type des navires qu'elles représentent.

➤ Les prix des espèces cibles

Les prix des espèces ont été estimés à partir de plusieurs sources dont les associations professionnelles et les prix de vente des produits de la pêche congelés publiés par les provinces espagnoles des Canaries (base de céphalopodières) et d'Andalousie (base des crevettiers). Les prix des céphalopodes retenus sont ceux établis par la SMCP de Mauritanie, le principal fournisseur du marché européen en céphalopodes, après avoir constaté que les prix issus d'autres sources sont cohérents. Des prix pour la plupart des espèces cibles des navires ont pu être obtenus pour 2004, mais les séries se sont révélées plus difficiles à obtenir pour l'année 2005 et pour 2006. Quand les données sont absentes, le prix moyen est estimé en l'augmentant de 3%³³ par rapport à l'année précédente.

Tableau 75 : Hypothèses de prix ex-navire des espèces pêchées dans la ZEE de la Guinée. Italique : prix estimés en € par tonne. Sources diverses (voir texte)

	2004	2005	2006
Crustacés			
Gamba (<i>P. longirostris</i>)	6 550	6 830	7 035
Crabe profond	6 930	6 542	6 738
Céphalopodes			
Calmar	4 264	4 646	4 637
Poulpe	4 989	4 209	4 060
Seiche	1 770	1 691	1 676
Thonidés (pour conserves)			
Albacore	820	1 040	1 200
Listao	560	590	600
Patudo	680	690	700
Divers poissons	2 000	2000	2000

Pour l'évaluation économique, on n'utilisera que les prix des principales espèces en l'absence de données précise sur la composition des captures. Les captures de céphalopodes sont constituées de seiche principalement, celles de poulpe et de calmar étant très faibles d'après les rapports des observateurs. En ce qui concerne les crevettiers, les échantillons de rapports de marée d'observateurs consultés indiquent une prédominance de la crevette profonde (*P. longirostris*). Des captures de l'autre espèce profonde (*A. varidens*) et de crabe profond existent, mais elles sont très faibles en comparaison. Pour les poissons, l'hypothèse moyenne d'un prix moyen de 2 000 € par tonne est conservée. En l'absence de déclarations de captures, on ne dispose pas du détail des espèces qui permettait d'affiner un prix moyen.

2.2.3. Résultats

³² Règlement (CE) n° 1639/2001 de la Commission du 25 juillet 2001 établissant les programmes communautaires minimal et étendu pour la collecte des données dans le secteur de la pêche et portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1543/2000 du Conseil. JOCE L 222 du 17.8.2001, p. 53–115

³³ Augmentation moyenne des prix à la première vente mesurée par l'OFIMER (F)

➤ **Chiffre d'affaires de flottes sous accord**

Les estimations conduisent à situer le chiffre d'affaires des flottes européennes ayant travaillé sous l'accord de pêche avec la Guinée comme variant entre 10,2 M€ en 2004 et 5,3 M€ en 2006, avec une moyenne de 8 M€ sur trois ans et une tendance à la baisse d'année en année (le chiffre d'affaires 2006 est proche de la moitié du chiffre d'affaires 2004). Le chiffre d'affaires est généré à 80% par les navires de pêche démersale (crevettiers et céphalopodiers-poissonniers) et à 20% par le secteur thonier, thoniers senneurs exclusivement.

Tableau 76 : Estimation (en €) du chiffre d'affaires généré par les flottes européennes sous accord avec la Guinée

Chiffre d'affaires	2004	2005	2006	Moyenne
Poissonniers-Céphalopodiers	2 942 405	3 005 446	3 190 927	3 046 259
Crevettiers	5 118 950	4 260 014	1 261 484	3 546 816
Sous-total démersaux	8 061 355	7 265 460	4 452 411	6 593 075
Senneurs	2 219 112	1 278 589	823 992	1 440 564
Canneurs	0	0	0	0
Palangriers	0	0	0	0
Sous-total thoniers	2 219 112	1 278 589	823 992	1 440 564
Total général	10 280 467	8 544 049	5 276 403	8 033 639

➤ **Valeur ajoutée brute**

La valeur ajoutée brute est la différence entre le chiffre d'affaires et les consommations intermédiaires (carburant, frais fixes, frais variables), c'est-à-dire la richesse générée dans le cadre du processus de production. Cette valeur ajoutée se partage ensuite entre les opérateurs communautaires, de Guinée, et d'autres intervenants éventuellement.

Les estimations indiquent une valeur ajoutée brute qui de 4,5 M€ en 2004 a diminué jusqu'à 2,3 M€ en 2006. La moyenne se situe à 3,5 M€ sur les trois ans.

Tableau 77 : Estimation (en €) de la valeur ajoutée brute générée par les flottes européennes sous accord avec la Guinée

Valeur ajoutée brute	2004	2005	2006	Moyenne
Poissonniers-Céphalopodiers	1 311 756	1 339 860	1 422 550	1 358 055
Crevettiers	2 100 610	1 748 137	517 662	1 455 470
Sous-total démersaux	3 412 366	3 087 997	1 940 212	2 813 525
Senneurs	1 065 174	613 723	395 516	691 471
Canneurs	0	0	0	0
Palangriers	0	0	0	0
Sous-total thoniers	1 065 174	613 723	395 516	691 471
Total	4 477 540	3 701 720	2 335 728	3 504 996

➤ **Valeur ajoutée au bénéfice de la CE et de la Guinée**

La valeur ajoutée au bénéfice de la C.E. est approchée en retranchant de la valeur ajoutée brute globale les sommes versées à la Guinée sous forme de salaires ou autres taxes. En effet, les navires européens n'ont réalisé aucun autre type de transaction avec des opérateurs guinéens (avitaillement, escales au port, achats de biens et services) qui auraient pu contribuer à augmenter la valeur ajoutée créée localement.

Le tableau suivant présente l'estimation de la valeur ajoutée directe créée par l'activité des navires sous accord. Cette valeur ajoutée incorpore les frais de licences, les salaires de marins, les frais d'observateurs et les frais portuaires.

- Pour ce qui est des salaires des marins, les montants ont été estimés en multipliant l'estimation de l'emploi équivalent temps plein à bord des navires de la C.E. (Tableau 74 page 114) par le salaires minimum convenu par le protocole (500 USD soit 398 € par mois) sur une

base 10 mois. On considère ce niveau de salaires bien qu'il semble en réalité que les salaires payés aux ressortissants guinéens aient été plus faibles. On ajoute à ces sommes les salaires qu'auraient dû verser les senneurs pour l'emploi de 6 marins en permanence sur la flotte (28 500 €)

- Les frais d'observateurs sont calculés sur la base du coût fixé par le protocole multiplié par le temps de présence des navires dans la ZEE de Guinée
- Enfin, les seuls frais portuaires sont ceux liés aux visites techniques obligatoires. D'après le protocole, tout navire chalutier qui souhaite prendre une licence doit se présenter une fois par an au port de Conakry pour y subir une visite technique. Le coût de la visite a été fixé à 250 € tout compris par le protocole. Les montants qui découlent de cette obligation, assimilés aux frais portuaires, sont approchés en multipliant le nombre de chalutiers qui ont pris des licences (15 en 2004 et 2006, 12 en 2005) par le coût de la visite.

Tableau 78 : Estimation (en €) de la valeur-ajoutée générée par les navires européens au bénéfice de la Guinée hors compensation financière prévue par le protocole

VA Guinée	2004	2005	2006	Moyenne
Salaires marins	47 206	44 022	38 450	43 226
Frais de licences	486 876	263 702	209 342	319 973
Frais d'observateurs	260 672	102 720	126 187	163 193
Frais portuaires	3 750	3 000	3 750	3 500
	798 504	413 444	377 729	529 892

Suivant ces estimations, la valeur ajoutée au bénéfice de la Guinée, hors paiement de la contrepartie par la CE, a approché 800 000 € en 2004 pour chuter à un peu plus de 380 000 € en 2006 (530 000 € en moyenne). Les frais de licences représentent environ la moitié de cette valeur-ajoutée, les frais d'observateurs et les salaires de marins chacun ¼ environ. Suivant les années, cette valeur ajoutée au bénéfice de la Guinée représente entre 15% et 20% de la valeur ajoutée brute.

En tenant compte des paiements de la Communauté, la valeur ajoutée brute totale au bénéfice de la Guinée générée par l'accord de pêche est estimé proche de 4,3 M€ par an. A noter qu'elle est supérieure à la valeur ajoutée directe générée par les navires au bénéfice de la C.E. (2,8 M€ par an), et qu'elle est dans sa très grande majorité (95%) au bénéfice du secteur public, le secteur privé ne bénéficiant de retombées directes que par les salaires payés aux marins.

Tableau 79 : Valeur ajoutée (en €) générée par l'accord de pêche au bénéfice de la Guinée

VA GIN	2004	2005	2006	Moyenne
Compensation	3 400 000	3 400 000	3 400 000	3 400 000
Financement additionnel surveillance	500 000	300 000	0	266 667
Salaires marins	215 560	183 720	128 000	175 760
Frais de licences	486 876	263 702	209 342	319 973
Frais d'observateurs	260 672	102 720	126 187	163 193
Frais portuaires	3 750	3 000	3 750	3 500
Total	4 866 858	4 253 142	3 867 279	4 329 093

La différence entre la valeur ajoutée brute et la valeur ajoutée au bénéfice de la Guinée se distribue entre les opérateurs européens et les opérateurs de pays tiers. Parmi ceux-ci, le Sénégal (port d'escale des chalutiers européens), la Côte d'Ivoire (port d'escale des senneurs français) et le Ghana (port d'escale des senneurs espagnols) bénéficient des retombées de l'activité des flottes européennes sous accord avec la Guinée. Les données nécessaires à l'estimation de ces retombées nécessiteraient des recherches supplémentaires qu'il n'est pas possible de conduire dans le cadre de cette étude. Par défaut, on estimera que toute la valeur ajoutée qui n'est pas au bénéfice de la Guinée l'est au bénéfice de la C.E.

Comme le montre le tableau suivant, la valeur ajoutée directe au bénéfice de la C.E. varie entre 3,5 M€ en 2004 et 1,9 M€ en 2006 et s'établit à 2,8 M€ en moyenne.

Tableau 80 : Estimation (en €) de la VA générée au bénéfice de la C.E. par les navires sous accord (VA brute diminuée de la VA Guinée)

	2004	2005	2006	Moyenne
VA au bénéfice de la CE	3 510 682	3 148 578	1 868 449	2 842 570

➤ **Indicateurs de rentabilité**

Les indicateurs de rentabilité Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Chiffre d'affaires (CA) donnent une appréciation de la marge par rapport au coût de production. Il permet d'estimer quelle proportion du chiffre d'affaire peut être utilisée pour rémunérer le capital investi, et est par conséquent un indicateur utile pour établir la capacité de l'entreprise à générer des profits.

Les estimations indiquent un indicateur EBE / CA de l'ordre de 16% pour les senneurs, autour de 14% pour les poissonniers céphalopodiers, et inférieur à 10% pour les crevettiers. La pêche étant une activité qui demande un investissement important, l'entreprise devra présenter un ratio EBE / CA suffisamment élevé pour financer le capital.

Tableau 81 : Indicateurs de rentabilité : EBE / CA (excédent brut d'exploitation sur chiffre d'affaires) et Licences / VA (coût de la licence sur valeur ajoutée)

EBE/CA	2004	2005	2006
Poissonniers-Céphalopodiers	10%	16%	14%
Crevettiers	9%	9%	7%
Senneurs	17%	16%	16%
Licences/VA	2004	2005	2006
Poissonniers-Céphalopodiers	15%	4%	7%
Crevettiers	3%	3%	5%
Senneurs	11%	12%	12%

Il n'existe pas de référentiel de ratio EBE / CA pour les entreprises de pêche. Cependant, en reprenant les données publiées dans l'Annual Economic Report ed. 2004³⁴ (sur des données 2003), on note que le rapport EBE / CA pour les 96 segments de la flotte européenne analysés est en moyenne de 18% (ratio *Gross Cash Flow / Value of Landings*), avec 75% des valeurs estimées qui sont comprises entre 12% et 24%. Sur la base de cet élément de comparaison, on peut établir que la rentabilité des senneurs et des poissonniers céphalopodiers semble correcte (tout en étant dans le bas de la fourchette de distribution), alors que celle des crevettiers semble insuffisante. Il est cependant nécessaire de préciser que les données de l'Annual Economic Report datent de 2003, année où les charges d'exploitation étaient à des niveaux raisonnables. L'augmentation du prix du gas oil depuis a très probablement entraîné une dégradation de cet indicateur pour les flottes européennes, indicateur très sensible aux variations conjoncturelles. L'arrêt de cette publication empêche de le vérifier.

Le ratio licences / valeur-ajoutée (licences / VA) permet d'identifier le poids du coût de la licence dans la valeur ajoutée générée. Pour les trois segments de flotte concernés, la charge de licence n'apparaît pas d'un poids trop important, si l'on compare ce ratio avec ceux mesurés en Mauritanie (jusqu'à 20% pour certaines catégories). Ces ratios suggèrent que les navires crevettiers sont moins taxés que les autres catégories au niveau de l'accès, mais étant donné que la rentabilité de ce segment apparaît être limite (ratio EBE / CA) probablement du fait de rendements trop faibles, payer la licence plus chère pourrait compromettre encore plus la rentabilité des opérations et donc l'attractivité économique de la pêche en zone guinéenne.

2.3. Retombées économiques indirectes

L'activité des navires européens sous accord génère des retombées économiques au profit de la Communauté du fait des activités amont et aval qui dépendent du travail des navires.

³⁴ Economic Performance of Selected European Fishing Fleets. Annual Report 2004 (Rapport de l'action concertée Q5CA-2001-01502)

En ce qui concerne l'emploi, plusieurs travaux ont cherché à estimer les effets multiplicateurs de l'activité embarquée à terre. A l'échelle européenne, une étude menée par la DG FISH en 2000³⁵ a permis d'estimer que le nombre d'emploi généré à terre par un emploi embarqué varie entre 0,5 et 1,5, avec une moyenne de 1,1 emploi à terre par emploi embarqué. Ce ratio moyen correspond à des études socio-économiques menées en France par exemple.

Il n'y a à notre connaissance que très peu de travaux réalisés sur les effets multiplicateurs de la valeur ajoutée générée dans les secteurs amonts et aval par les flottes de pêche. L'estimateur utilisé dans l'étude d'évaluation des accords de pêche conclus par la Communauté européenne avait été fixé à 2 € de valeur ajoutée indirecte pour 1 € de valeur ajoutée directe, sans réelle démonstration et dans le cas où les captures des navires sous accord sont placées sur le marché européen (céphalopodiers - poissonniers, crevettiers). En l'absence de données alternatives, on utilisera ce coefficient multiplicateur de 2 € qui, même s'il semble a priori excessif, est la seule référence utilisable.

Les navires thoniers vendent la majeure partie de leurs captures aux conserveries des pays ACP (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana) pour transformation avant mise sur le marché communautaire et une partie est rapatriée dans les Etats membres (Espagne, Italie) pour y être transformée. Une partie de la valeur ajoutée induite dans le secteur aval par les thoniers communautaires est par conséquent au bénéfice de pays ACP. Faute d'éléments plus précis, on estimera que 1 € généré par les navires génère 1 € de valeur ajoutée dans la Communauté au titre des activités amont, de transformation de la partie travaillée en Europe, et des activités du secteur de la distribution.

Ces estimateurs sont utilisés *i)* en considérant que 80% de la valeur ajoutée générée au bénéfice de la CE l'est par les catégories démersales suivant la proportion générée pour la valeur ajoutée brute (Tableau 77), et le solde (20%) par les catégories thonières ; et *ii)* en multipliant ces ratios par le coefficient 2 et 1 respectivement suivant les hypothèses présentées dans les paragraphes précédents.

Les retombées économiques directes et indirectes bénéficient en premier lieu aux zones dépendantes de la pêche. La flotte crevettière est basée en Andalousie autour du port de Huelva, les céphalopodiers européens sont la plupart originaires de Las Palmas (Iles Canaries). La flotte thonière européenne génère des retombées au profit du Pays Basque espagnol et de Bretagne Sud en France.

3. Evaluation ex-post du protocole en cours

La méthodologie d'évaluation est basée sur le résultat de l'étude réalisée par Oceanic Développement en 2003 sur la recherche de critères et d'indicateurs utilisables pour l'évaluation des accords de pêche. Cette étude a proposé plusieurs séries de questions d'évaluation et critères de jugements destinés à vérifier si l'accord de pêche répond bien aux objectifs qui lui sont fixés. Suivant les résultats de cette étude, les objectifs sont :

Les **objectifs généraux** sont au nombre de trois :

- Contribution au développement durable dans ses aspects environnementaux, économiques et sociaux
- Politique de la pêche durable dans les eaux de la Guinée
- Bonne gouvernance dans les domaines politiques et financiers (contribution à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration de la Guinée dans l'économie mondiale)

Les **objectifs spécifiques** de la politique des accords de pêche peuvent être fixés au nombre de six. Ils sont rattachés à trois domaines : la pratique de la pêche responsable (PPR), le secteur des pêches communautaires (SPC) et l'investissement dans le développement (IDP).

³⁵ Regional Socio-economic Studies on Employment and the Level of Dependency on Fishing. Lot No.23: Coordination and Consolidation Study. MegaPesca pour DG FISH

- Adapter la taille et l'activité de la flotte de la CE à un niveau compatible avec la durabilité (domaine PPR)
- Maintenir une présence européenne dans les activités de pêche lointaine (SPC)
- Protection des intérêts du secteur de la pêche communautaire (SPC)
- Prix équitable pour le paiement des droits d'accès (IDP)
- Croissance de la valeur ajoutée générée en Guinée (IDP)
- Capacité propre d'exploitation et de gestion durable des ressources par la Guinée (IDP)

3.1. Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche

Les questions d'évaluation suivantes permettent de comparer les objectifs de la politique avec les résultats (réponse aux objectifs spécifiques) et les conséquences (réponse aux objectifs généraux). Ces questions d'évaluation visent à établir dans quelle mesure l'accord de pêche avec la Guinée parvient à atteindre ses principaux objectifs.

3.1.1. Quelle est la contribution de l'accord à la présence de la CE dans les pêches lointaines ?

En ce qui concerne les thoniers senneurs, la ZEE de Guinée est l'une des ZEE habituellement fréquentée par la flotte européenne qui suit le thon au hasard de ses migrations au travers des ZEE d'Etats côtiers et des eaux internationales de l'Atlantique Est. L'accord de pêche leur permet donc de sécuriser un accès à une zone potentiellement productive. Les thoniers senneurs français y ont réalisé près de 5% de leurs captures totales sur la période récente. Les armements espagnols, qui travaillent en général sur des zones plus nord que les français y ont capturés environ 1% de leurs prises, ce qui est relativement faible. Quoi qu'il en soit, il est important pour ces navires de pouvoir avoir accès à la ZEE au cas où des modifications des caractéristiques de l'environnement feraient que la ZEE de Guinée renferme des concentrations de thonidés. L'accord de pêche contribue par conséquent à la présence de cette flotte dans les pêches lointaines. Ceci se confirme par le fait que tous les navires senneurs en activité dans l'atlantique ont effectivement pris une licence de pêche dans les eaux guinéennes. La faible utilisation des capacités négociées pour ce segment sous le protocole en cours ne traduit donc pas un désintérêt des armements pour cette zone particulière, mais s'explique par une stratégie plus large qui a consisté à redéployer des senneurs européens qui travaillaient dans l'Atlantique vers l'Océan Indien. Ainsi, alors que l'on comptait près de 60 senneurs communautaires dans l'Atlantique au début des années 1990, il n'en reste plus que moins d'une quinzaine en 2006.

Concernant les canneurs, les navires travaillent depuis plusieurs dizaines d'années dans un triangle formé par les ZEE du Sénégal, de Mauritanie et du Cap Vert, avec quelques campagnes en Guinée Bissau. L'accord avec la Guinée n'a donc pas contribué à la présence de cette flotte, tout en notant que si les conditions environnementales avaient fait que la ressource exploitable se trouve plus au Sud que les zones traditionnelles, un accès aux eaux de la Guinée, en continuum d'un accès à la ZEE de Guinée Bissau, aurait pu permettre de soutenir cette flotte. Les navires avaient anticipé cette solution en prenant des licences de précaution. Le besoin de travailler plus au Sud ne s'est pas présenté sur la période 2004-2008.

S'agissant des palangriers de surface, l'accord avec la Guinée n'a eu aucun effet sur la présence de ces navires dans les pêches lointaines. L'utilisation des capacités négociées sous le protocole en cours a été nulle, comme elle l'était déjà sous le protocole précédent. Les palangriers de surface européens travaillent dans les zones de haute mer de l'Atlantique et travaillent peu dans les eaux des pays côtiers où l'espadon (l'espèce cible) est plus rare. Par ailleurs, la taille réduite des parties hauturières de la ZEE de Guinée est peu incitative pour des navires qui ont besoin d'espace.

Enfin, pour le segment des chalutiers démersaux, l'accord de pêche avec la Guinée n'apparaît avoir qu'une contribution modeste vis-à-vis de la présence de cette flotte dans les pêches lointaines. Sur un effectif total d'environ 150 chalutiers européens travaillant dans les eaux ouest-africaines, la ZEE de Guinée n'a été fréquentée que par un nombre limité de navires (une dizaine). Les navires du segment céphalopodiens-poissonniers sont peu venus ou de manière sporadique (seuls deux chalutiers grecs ont travaillé de manière constante dans la ZEE), avec au final, une utilisation des possibilités de pêche

très inférieure aux possibilités négociées. Pour le segment crevettier, la contribution de cet accord à la présence des flottes s'analyse différemment : les navires crevettiers qui ont tiré des licences sous l'accord Guinée sont en très grande majorité des unités espagnoles qui ciblent la crevette profonde. La stratégie de pêche consiste à chaluter les fonds situés au bas de la pente du plateau continental tout au long de la côte Ouest-Africaine. Il est ainsi courant que les navires prennent des licences de pêche dans plusieurs pays côtiers de manière à pouvoir se préserver un continuum des zones de pêche. En cela, un accès à la ZEE de la Guinée contribue à soutenir l'activité de cette flotte très spécifique qui exploite une ressource sur laquelle elle est en situation de quasi-monopole (comptenu de la technicité élevée de cette pêche profonde, il n'y a à notre connaissance aucun autre intervenant que les navires espagnols sur cette pêcherie en Afrique de l'Ouest).

De manière très résumée, on peut conclure que l'accord de pêche avec la Guinée contribue à soutenir la présence des navires senneurs et des chalutiers crevettiers profonds dans les pêches lointaines. Pour les autres segments (canneurs, chalutiers poissonniers-céphalopodières, palangriers), l'accord n'a apporté qu'une contribution très modeste à nulle à la présence de ces flottes.

3.1.2. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la stabilisation du marché européen ?

Les chalutiers démersaux (poissonniers-céphalopodières et crevettiers) ont pour débouché commercial le marché européen. Les prises, congelées à bord, sont débarquées dans des ports de la sous-région et chargées sur des reefers qui les envoient à Las Palmas pour redistribution sur les marchés des Etats membres. Les quantités pêchées par ces navires sont estimées varier entre 1 700 et 2 200 tonnes par an, dont en moyenne 500 tonnes de crustacés, 300 tonnes de crevettes et le solde en poissons divers (1 100 tonnes). Si l'on place ces chiffres en perspectives avec la demande intérieure du marché européen (env. 550 000 tonnes de crevettes par an, 675 000 tonnes de céphalopodes³⁶), la contribution de l'accord de pêche à la stabilisation du marché européen peut être qualifiée de négligeable en ce qui concerne les catégories démersales.

Pour les catégories thonières (senneurs et canneurs), le thon pêché est vendu à des industries de transformation de pays tiers (ou d'Espagne et Italie dans certains cas) et approvisionne le marché européen sous forme de conserves. L'origine de la matière première et sa transformation dans des pays ACP rend le produit éligible à l'importation à droit nul sur le territoire communautaire. Les tonnages pêchés par les navires senneurs dans la ZEE de Guinée sont modestes (entre 1 000 et 3 000 tonnes par an). Ils permettent la production de 480 à 1 440 t de conserves de thonidés par an³⁷. Comparées aux 145 000 tonnes de conserves de thons (NC 16 04 14 11) importées en 2005 dans la Communauté, la contribution de l'accord Guinée apparaît faible en valeur absolue. On doit cependant garder en mémoire que l'accord Guinée permet de soutenir l'activité de la flotte des thoniers senneurs européens dans l'Atlantique, et que du fait du caractère hautement migratoire de la ressource, la ZEE de Guinée peut se révéler d'une importance stratégique suivant les conditions environnementales.

3.1.3. Quelle est la contribution de l'accord de pêche au développement du secteur de la pêche en Guinée ?

Contrairement à ce qu'il peut se passer dans les ZEE d'autres pays tiers, les activités des navires européens dans la ZEE de Guinée n'ont eu aucun impact sur le développement de la filière. Les flottes européennes se sont trouvées en concurrence avec des flottes à dominante asiatique sur la ressource côtière, et les activités des chalutiers européens dans les zones profondes n'ont pas suscité d'effet d'entraînement sur la flotte nationale ni même étrangère autre que C.E.. La pêche dans la ZEE de Guinée n'a pas non plus sollicité de transferts de navires en sociétés mixtes avec des partenaires guinéens.

Par ailleurs, les navires européens ayant limité au minimum leurs escales dans le pays, il n'a pas eu d'impact sur le développement de filières amonts à la pêche en Guinée. La même constatation peut être faite sur la filière aval. Les navires européens ont très peu débarqué de produits de la pêche en

³⁶ Etude de Faisabilité de la construction de bilans d'approvisionnements pour les produits de la pêche. DG FISH/EUROSTAT par Oceanic Développement (FISH/2002/09)

³⁷ En prenant comme hypothèse un coefficient de rendement de 2,08

Guinée, mettant même à terre moins de produits de la pêche que le protocole ne le prévoyait. L'activité des navires sous accord n'a pas eu par conséquent d'impact sur la filière aval à la pêche.

L'accord de pêche peut donc être estimé n'avoir eu aucune contribution sur le développement du secteur de la pêche en Guinée.

3.1.4. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la mise en œuvre des pratiques de pêche responsables ?

S'agissant du régime de gestion des pêcheries nationales, l'accord de pêche a permis de mettre en place des mesures réglementaires innovantes comme une nouvelle limite réglementaire des activités de pêche plus au large que celle qui existait avant. L'accord a également incité les autorités nationales à diminuer le niveau des autorisations de pêche accordées aux navires chinois.

L'accord prévoyait également un soutien spécifique à deux fonctions institutionnelles essentielles pour la mise en place de pratiques de pêche responsable : le contrôle des pêches et la recherche scientifique. Concernant le contrôle des pêches, on ne peut estimer que celui-ci a progressé de manière satisfaisante. Le niveau d'activité (jours de patrouilles) et des arraisonnements n'a pas progressé de manière sensible, et les différents témoignages reçus faisaient toujours état d'un non-respect des mesures par les navires de pêche industriels nationaux et étrangers, comprenant des violations continues de la limite d'exclusion, des maillages non-réglementaires et un non-respect des obligations en termes de débarquements obligatoires. L'introduction du VMS, utile pour contrôler les navires de pêche licenciés, reste encore à l'état de projet. S'agissant du financement exceptionnel destiné à financer l'achat de navires de surveillance, la longueur des procédures a fait que le navire n'est arrivé en Guinée qu'en juillet 2007. Il n'est donc pas possible d'en estimer l'apport sur le dispositif de surveillance.

Concernant la recherche halieutique, les activités du centre de recherche en matière de campagnes d'évaluation des stocks sont restées insuffisantes, faute de moyens disponibles. Les bases de biomasses exploitables utilisées pour la préparation des plans d'aménagement sont restées les mêmes, alors que les analyses convergent vers un besoin de réduire l'effort de pêche pour atténuer l'effort de surexploitation des principaux stocks commerciaux.

Enfin, on doit également regretter que les termes de l'accord de pêche conclu avec la République de Chine continuent de rester totalement inconnus de la plupart des intervenants du secteur de la pêche. Une totale transparence dans les termes et conditions de l'activité de cette flotte est évidemment indispensable à une bonne gestion de la pêche dans la ZEE.

En conclusion, la mise en œuvre de pratiques de pêche responsable dans la ZEE de Guinée continue d'être minimale, avec une quasi-absence de contrôle sur zone et une allocation de droits de pêche à des partenaires étrangers que l'on peut qualifier de généreuse compte-tenu de l'état de la ressource et de non-transparente dans le cas des navires chinois sous accord.

En dehors de la ZEE, on relève que les obligations internationales auxquelles a souscrit la Guinée ne sont pas respectées. Le pavillon Guinéen peut être assimilé à un pavillon de non complaisance qui favorise l'activité de navires de pêche agissant en contravention avec les règles de gestion et de conservation mise en œuvre par la communauté internationale, dont la CE.

3.2. Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche

L'examen du critère de pertinence requiert de comparer les besoins auxquels doit répondre l'accord de pêche avec les objectifs fixés.

3.2.1. L'accord de pêche satisfait-il les besoins des groupes cibles de la Communauté ?

En ce qui concerne l'armement céphalopodier européen, l'accord n'apparaît pas satisfaire le principal intervenant du secteur dans la Communauté, soit l'armement céphalopodier basé aux Canaries. Aucun de ces navires n'a utilisé des possibilités de pêche prévue par l'accord, mettant en avant une situation trop conflictuelle sur zone avec les autres armements étrangers, et des règles de conservation (notamment zones d'interdiction de la pêche) non compatibles avec la présence de la ressource.

S'agissant des navires crevettiers, et en particulier des crevettiers profonds, l'accord avec la Guinée leur permet de satisfaire un besoin qui s'exprime en termes de continuité des zones de pêche. En effet, ces navires exploitent la ressource localisée dans le bas de la pente du plateau continental au large des côtes d'Afrique (du nord au sud). Les navires ont par conséquent besoin de disposer d'un accès à plusieurs ZEE pour se garantir un continuum des zones de pêche. Les navires crevettiers profonds qui ont utilisé l'accord sont également des navires qui utilisent des possibilités de pêche négociées sous les accords Mauritanie, Guinée Bissau et ex-Sénégal. Les navires européens qui exploitent cette pêcherie ont en outre l'avantage d'être en situation de quasi-monopole : ils sont les seuls à disposer de la technicité requise, et l'éloignement des zones de pêche par rapport à la côte fait qu'ils ne sont pas gênés dans leur exploitation par d'autres types de navires chalutiers ou artisanaux qui travaillent dans les eaux côtières.

Pour l'exploitation de crevettes côtières, l'accord n'apparaît pas satisfaire de besoins d'armements européens. Le mauvais état de la ressource et la concurrence importante avec les navires asiatiques sur zone sont probablement les facteurs qui diminuent l'attractivité de cette pêcherie pour les navires européens.

En ce qui concerne le segment thonier, l'accord satisfait les besoins des armements senneurs et canneurs. Les senneurs suivent une ressource migratoire qui se trouve suivant les moments dans les ZEE d'Etats côtiers ou en Haute-Mer. Un accès négocié à la ZEE de Guinée leur permet de sécuriser leurs stratégies d'exploitation. Les besoins des canneurs sont différents. Ces navires, d'un rayon d'action plus limité que les senneurs, travaillent essentiellement au large de la Mauritanie et du Sénégal descendant jusqu'en Guinée Bissau. En cas de variations de l'abondance des ressources ciblées dans cette ZEE, ils peuvent être amenés à se redéployer sur des zones plus sud, dont la Guinée. L'accord satisfait ce groupe cible en leur permettant de sécuriser une alternative viable en cas de besoin de changement de stratégie d'exploitation.

Enfin, pour les palangriers, les zones de pêche traditionnelles sont hauturières. Ces navires exploitent peu ou pas les eaux d'Etats côtiers d'Afrique continentale. Par ailleurs, la surface réduite des parties hauturières de la ZEE de Guinée diminue l'attractivité de la zone. Ainsi, l'accord Guinée n'apparaît pas satisfaire les besoins de ce groupe cible.

3.2.2. L'accord de pêche satisfait-il les besoins de la Guinée ?

En l'absence de flotte nationale suffisamment développée, la Guinée accorde des autorisations de pêche à des intervenants étrangers, lui permettant d'obtenir des recettes budgétaires utilisables pour la stratégie de lutte contre la pauvreté. L'accord avec la CE lui permet de sécuriser dans le moyen termes ces recettes et d'en programmer l'utilisation, en notant toutefois que compte-tenu de la richesse en ressources naturelles du pays, la contribution attendue du secteur pêche dans son ensemble ne représente qu'une faible proportion des recettes du pays (1,5% environ). L'accord est particulièrement pertinent pour les catégories de chalutiers crevettiers profonds et les navires thoniers car aucun autre armement n'exploite ces ressources en Guinée. En l'absence des européens, ces ressources naturelles ne seraient pas valorisées.

La Guinée a également des besoins en matière de sécurité alimentaire. L'approvisionnement en produits de la pêche, denrée de base de l'alimentation nationale, est déficitaire. La conclusion d'accords avec des partenaires étrangers intègre et intégrera probablement toujours une obligation de débarquement de produits au bénéfice du marché local, d'autant plus qu'il s'agit d'une contrepartie à laquelle la population guinéenne est très sensible. L'accord avec la CE prévoyait une telle clause, qui du fait des contraintes fixées par le protocole en termes de quantités et de périodicité, et sous une hypothèse de pleine utilisation des possibilités de pêche, pouvait permettre d'espérer des apports modestes de l'ordre de 800 tonnes par an de la part de cette flottille, soit moins d'1% des 100 000 tonnes qui forment la disponibilité en produits de la pêche du marché intérieur. Cette clause n'a pas

été respectée par les navires de la C.E., ce qui est un point négatif, mais sa contribution potentielle au marché national était de toute façon relativement faible. Les problèmes d'approvisionnement du marché intérieur, et surtout celui de la ville de Conakry, perdurent surtout parce que les autres flottes industrielles, dont la flotte nationale et la flotte étrangère dite basée, ne respectent pas les obligations de débarquement en Guinée.

3.3. Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche

L'examen de la viabilité consiste à comparer les impacts de l'intervention avec les besoins qui l'ont justifiée, de façon à vérifier si les conséquences positives sont susceptibles d'avoir des effets durables sur les populations cibles.

3.3.1. L'accord de pêche contribue-t-il à la viabilité des filières européennes ?

L'accord de pêche contribue à la viabilité des filières thonières et crustacés profonds européennes en donnant aux navires des possibilités de pêche nécessaires à leurs stratégies d'exploitation.

En l'absence d'accord de pêche avec la Guinée, les navires concernés n'auraient d'autres solutions que de chercher des moyens alternatifs d'accès (accords privés, affrètement, constitution de sociétés mixtes) qui n'offrent pas la même sécurité juridique ni la même visibilité dans le temps qu'un accord de pêche institutionnel, ces deux paramètres contribuant à la viabilité des entreprises.

3.3.2. L'accord de pêche contribue-t-il à la viabilité du secteur de la pêche en Guinée ?

L'accord de pêche avec la Guinée n'a eu qu'une contribution marginale sur la viabilité du secteur de la pêche. En l'absence d'utilisation des infrastructures portuaires et avec un approvisionnement très faible du marché national en produits de la pêche, les navires européens sous accord n'ont pas contribué au développement du secteur privé de la pêche guinéenne.

S'agissant du secteur public, les ressources financières du protocole n'ont pas abouti au renforcement sensible de quelques fonctions institutionnelles clés qui auraient pu permettre aux Autorités nationales de mieux gérer les ressources halieutiques au bénéfice des populations locales. En effet, il semble que sous l'effet conjugué d'un effort de pêche excédentaire et d'un non-respect des mesures de gestion et de conservation, la ressource tend à s'appauvrir, raréfiant l'offre et compromettant la rentabilité des navires industriels et artisanaux nationaux et des filières à terre qui en dépendent.

3.3.3. L'accord de pêche assure-t-il la viabilité biologique de l'exploitation des ressources dans les eaux guinéennes ?

Les avis scientifiques disponibles convergent sur le fait que la ressource exploitable située dans la zone côtière (crevettes côtières, céphalopodes, poissons) est en état de surexploitation. Le potentiel de la ressource profonde (crustacés) est inconnu. La ressource thonière (albacore et patudo) est dans un état qui nécessite la mise en œuvre de mesures de conservation et de gestion sous le contrôle de l'ICCAT.

Sur le segment du chalutage côtier (céphalopodes et poissons), les navires européens ont contribué au développement d'un effort de pêche excédentaire et à la génération d'impacts environnementaux défavorables (rejets notamment). Cependant, la part de l'effort déployé par les navires CE par rapport à l'effort total (mesuré en TJB effectivement déployés) est resté faible, entre 4 et 10% de l'effort total. Sur cette pêcherie, la majorité de l'effort est exercé par des navires sous licences libres (60 à 70%) et par les navires chinois sous accord (25% à 30%) qui sont par conséquent la première source d'excédent d'effort.

Sur le segment crevettier, la contribution du segment européen à l'effort total a été plus substantielle (jusqu'à 40%). Cet effort s'est en fait exercé sur la ressource profonde, alors que les autres navires étrangers sous licences libres ont travaillé sur la pêcherie de crevette côtière, laquelle interagit fortement avec les autres pêcheries industrielles et artisanales. Ce segment européen n'a donc pas contribué à aggraver l'état des stocks côtiers, mais a exploité une ressource dont on ne connaît pas l'état, et qui provoque des impacts environnementaux (prises accessoires abondantes) aux incidences inconnues. On ne peut ainsi dire si cette pêche compromet ou non la viabilité de la ressource profonde présente en Guinée en l'état actuel des informations. Dans l'hypothèse où cette pêcherie spécialisée continue, elle devra faire l'objet d'un suivi scientifique renforcé.

Pour les segments thoniers, l'accord de pêche avec la Guinée ne concerne que la ressource de thonidés partagée au niveau régional, et qui ne peut être discrétisée au niveau de la zone de pêche guinéenne. Les évaluations de la situation des stocks exploités indiquent une situation satisfaisante pour le listao, principale espèce cible des senneurs, mais plus délicate pour les autres espèces avec des niveaux d'exploitation jugés, en l'état des connaissances proches ou au-delà des niveaux soutenable. L'ICCAT a ainsi mis en place des mesures de gestion qui s'appliquent également à la pêche dans les eaux guinéennes et qui visent pour l'essentiel à faire obstacle à la pêche illégale et à maintenir l'effort de pêche à des niveaux compatibles avec le potentiel des stocks. La Communauté respecte ces règles tant en Guinée que sur les autres zones de pêche.

Les impacts des flottes thonières sur les stocks de l'océan atlantique sont par conséquent connus et suivis par l'ICCAT. L'exploitation de ces espèces dans la zone de la Guinée par les flottes communautaires ne présente pas de caractéristiques très différentes du profil d'exploitation moyen de ces flottes dans l'océan atlantique. Par conséquent, l'accord de pêche avec la Guinée n'a pas d'incidences particulières sur la viabilité des espèces cibles des stocks de l'océan atlantique.

■ 3.4. Conclusions d'étape et recommandations pour le futur

3.4.1. Principales conclusions de l'évaluation ex-post

L'évaluation ex-post du protocole d'accord en matière d'efficacité indique que l'accord avec la Guinée ne parvient pas à atteindre tous ses objectifs de manière satisfaisante. L'accord apporte une contribution positive à la présence des navires thoniers senneurs et crevettiers profonds dans les pêches lointaines, mais n'a qu'une incidence très marginale sur la présence des navires des segments céphalopodières et palangriers. La contribution de l'accord à la sécurisation du marché communautaire en produits de la pêche se révèle faible pour les segments céphalopodières et crevettiers, mais peut être jugée plus importante pour le segment thonier. En effet, si les captures des senneurs sont modestes en valeur absolue, l'accès à cette zone permet aux thoniers européens, et français en particulier, de pouvoir disposer d'une continuité des zones de pêche et par conséquent de pêcher suffisamment pour approvisionner les usines de conserves de pays tiers qui à leur tour alimente le marché européen de la conserve de thons. S'agissant de la Guinée, l'accord n'a pas réussi à favoriser le développement du secteur de la pêche nationale en l'absence d'interactions entre les secteurs privés européens et guinéens, ni n'a contribué à la mise en place de pratiques de pêche responsable. En effet, le mode de gestion et de conservation des pêcheries dans la ZEE ne parvient pas à contrecarrer la tendance à la diminution de l'abondance des stocks côtiers. La principale faille dans le système reste la faiblesse du dispositif de contrôle et de surveillance qui ne parvient pas à monter en puissance, laissant le champ libre aux fraudeurs.

En matière de pertinence, le protocole répond aux besoins des armateurs européens des secteurs thoniers (senne et canne) et des crevettiers profonds, et des filières à terre qui en dépendent. La pertinence de l'accord vis-à-vis des segments céphalopodières et palangriers de surface est plus discutable si l'on en juge par la faible utilisation des possibilités de pêche et les faibles perspectives en Guinée pour ces segments. L'accord correspond à un besoin de la Guinée en matière de rentrées de recettes budgétaires et de sécurisation de l'approvisionnement de son marché intérieur en produits de la pêche, même s'il faut signaler que l'obligation de débarquement n'a pas été respectée de manière satisfaisante par les armements européens, ni par les autres armements étrangers.

Enfin, si l'accord contribue à la viabilité des filières dépendant des segments thoniers et crevettiers profonds en leur donnant un environnement juridique stable et une visibilité à moyen terme, il n'a pas

d'effet sur les autres segments européens concernés par l'accord (céphalopodiers et palangriers). L'accord n'a pas d'impact sur la viabilité du secteur des pêches de la Guinée dans la mesure où il n'y a pas d'interaction entre le secteur privé européen et le secteur guinéen. L'exploitation des ressources halieutiques guinéennes par les navires poissonniers et céphalopodiers européens contribue à aggraver l'état des stocks côtiers, en signalant cependant que l'effort de pêche développé par ce segment ne représente qu'au plus 10% de l'effort industriel total. La majorité de l'effort sur ces ressources est développé par les navires sous licences libres, les navires chinois sous accord, et la pêche artisanale locale. Pour les ressources thonières, l'accord de pêche avec la Guinée n'a pas d'incidence particulière sur la viabilité des stocks car les espèces de thonidés exploitées dans la ZEE n'appartiennent pas à des unités discrètes cantonnées aux eaux guinéennes, mais se répartissent sur l'ensemble de l'océan atlantique.

En conclusion, il apparaît que l'accord de pêche avec la Guinée parvient difficilement à remplir totalement ses objectifs. Les principaux points négatifs à soulever sont un faible intérêt pour la zone de certains segments de flotte européens, une faible efficience de l'investissement communautaire dans la promotion de pratiques de pêche responsable qui contribue à maintenir un climat défavorable à l'investissement dans le pays au bénéfice du développement du secteur des pêches national.

Tenant compte des enseignements apportés par cette évaluation ex-post du protocole d'accord, une étude d'impact (paragraphes suivants) analysera plusieurs options pour le futur.

4. Etude d'impact

L'étude d'impact présentée dans cette partie répond aux spécifications du Secrétariat Général de la Commission³⁸, mais adaptée au fait qu'il s'agit de la poursuite d'une action en cours, et non pas d'une innovation réglementaire.

4.1. Définition du problème

Les eaux de la Guinée renferment des ressources halieutiques qui ne sont pas toutes exploitées par les flottes nationales. Le pays a donc un intérêt à les valoriser par le biais de l'intervention d'armements étrangers. Les retombées de l'accès accordé à ces navires doivent permettre d'abonder les recettes de l'Etat pour financer son programme de lutte contre la pauvreté, et dégager des financements pour développer son secteur de la pêche (l'un des secteurs identifiés comme porteur par le DSRP) pour les générations actuelles et futures. Ceci implique d'une part la mise en place d'un mode de gestion et de conservation des ressources qui permettent de préserver la viabilité des ressources biologiques exploitées et la rentabilité des armements, et d'autre part le développement d'un climat propice à l'investissement dans une filière encore trop dominée par des intérêts étrangers.

Pour la C.E., la conclusion d'accords avec des pays tiers lui permet de soutenir sa flotte de pêche lointaine et les emplois qui en dépendent, tout en lui permettant de sécuriser l'approvisionnement du marché communautaire, fortement et structurellement déficitaire en produits de la pêche. Les accords de pêche sont également un moyen d'investir dans les pays partenaires pour y favoriser la mise en œuvre de pratiques de pêche responsables, et notamment de favoriser la lutte contre la pêche INN, l'une des priorités de la Commission actuelle.

Les deux partenaires ont par conséquent sur le principe des intérêts mutuels qu'un accord de pêche permet de satisfaire.

Les principales conclusions de l'évaluation ex-post du protocole d'accord de pêche en cours tendent à indiquer que le rapport coût bénéfice de l'accord est globalement défavorable pour la C.E.. L'investissement communautaire, élevé en valeur absolue si on le compare aux possibilités de pêche effectivement exploitées par les navires européens, n'a apporté qu'une contribution partielle aux objectifs de soutien de la flotte externe et de sécurisation des apports pour le marché européen des produits de la pêche. La mise en œuvre de pratiques de pêche responsable dans la ZEE de Guinée, qui pouvait former un résultat positif de l'investissement communautaire, n'a pas eu les résultats

³⁸ http://ec.europa.eu/governance/impact/docs_en.htm

escomptés avec un mode de conservation, de gestion et de contrôle des flottes de pêche qui continue de présenter d'importantes lacunes vis-à-vis des critères de définition de la pêche responsable. Du fait de cette situation, le climat relatif à l'investissement par le secteur des pêches européens dans le développement de la filière pêche guinéenne reste peu incitatif. L'évaluation ex-post identifie également un problème potentiel de viabilité biologique de l'exploitation des stocks guinéens, avec une ressource côtière qui apparaît se situer en deçà des limites biologiques nécessaires à sa conservation, et des impacts environnementaux défavorables du fait de taux de rejets en mer importants.

Le futur des relations avec la Guinée en matière de pêche devra par conséquent prendre en compte ces conclusions, afin notamment d'améliorer le rapport coût bénéfice de l'investissement communautaire dans le secteur des pêches de la Guinée.

■ 4.2. Les objectifs

Les grands objectifs d'un prochain accord sont les mêmes que les objectifs assignés à l'accord précédent.

Les **objectifs généraux** sont au nombre de trois :

- Contribution au développement durable dans ses aspects environnementaux, économiques et sociaux
- Politique de la pêche durable dans les eaux de la Guinée
- Bonne gouvernance dans les domaines politiques et financiers (contribution à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration de la Guinée dans l'économie mondiale)

Les **objectifs spécifiques** de la politique des accords de pêche peuvent être fixés au nombre de six. Ils sont rattachés à trois domaines : la pratique de la pêche responsable (PPR), le secteur des pêches communautaires (SPC) et l'investissement dans le développement (IDP).

- Adapter la taille et l'activité de la flotte de la CE à un niveau compatible avec la durabilité dans les eaux de Guinée (domaine PPR)
- Maintenir une présence européenne dans les activités de pêche lointaine (SPC)
- Protection des intérêts du secteur de la pêche communautaire (SPC)
- Prix équitable pour le paiement des droits d'accès (IDP)
- Croissance de la valeur ajoutée générée en Guinée (IDP)
- Capacité propre d'exploitation et de gestion durable des ressources par la Guinée (IDP)

■ 4.3. Les options envisageables

Quatre scénarios sont considérés pour le futur :

- Un scénario de non accord sous lequel la CE et la Guinée n'entretiennent plus de relations en matière de pêche sous le cadre d'un accord de pêche. Sous cette option, la CE ne négocie plus d'accès pour ses navires et arrête son soutien au développement de la filière pêche sous un cadre d'accord de partenariat.
- Un scénario de renouvellement sous lequel l'accord est reconduit sous les mêmes bases techniques que celui conclu pour la période 2004-2008 (statu quo). La CE et la Guinée conviennent de conserver un accès pour les mêmes catégories de navires européens, et la contribution financière de la C.E. est mise à disposition de la Guinée sous le nouveau cadre d'un accord de partenariat, c'est-à-dire prévoyant une budgétisation d'une partie à convenir de la contrepartie au bénéfice de la filière pêche et un dialogue sectoriel plus étroit qui tente de parvenir à atteindre les objectifs fixés notamment en matière de promotion de pratiques de pêche responsable et d'établissement d'un climat favorable à l'investissement privé européen dans la filière pêche nationale.
- Un scénario de renouvellement de l'accord avec une introduction de capacités plus adaptée aux besoins de la CE. Suivant les conclusions de l'évaluation ex-post, cette option intègre

l'élimination des capacités de pêche européenne sur le segment poissonniers céphalopodiers du fait du faible intérêt marqué par les armements européens sous les protocoles en cours et passés, et de la situation critique des stocks côtiers ciblés par ce segment. L'option conserve un accès pour les chalutiers crevettiers profonds et les navires thoniers (senneurs et canneurs) car ce sont des segments qui ont un intérêt à pouvoir sécuriser des possibilités de pêche dans plusieurs ZEE d'Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest. S'agissant du segment des palangriers, le conserver ou non aura peu d'impacts car la capacité contributive de ces navires en termes de tonnages pêchés, qui constitue la réelle base de valorisation des accords thoniers, reste faible au regard de la capacité contributive des thoniers senneurs. Comme sous l'option précédente, la contrepartie payée par la Communauté sera utilisable par la Guinée suivant les principes et objectifs d'un accord de partenariat dans le domaine de la pêche.

- Un scénario sous lequel on ne négocie qu'un accès pour des navires thoniers (thoniers senneurs, palangriers de surface, canneurs). Par rapport à l'existant, ce scénario conduit à éliminer du cadre de l'accord de pêche tous les chalutiers de pêche démersale côtière et profonde. Ce scénario peut se justifier par la considération d'une approche de précaution que commande l'absence de connaissance sur le potentiel des stocks profonds (crevettes *P. longirostris* et *A. varidens*) et sur les impacts de cette pêche sur l'environnement profond.

■ 4.4. Les impacts économiques, environnementaux et sociaux probables

L'appréciation des impacts économiques, environnementaux et sociaux suppose que l'on puisse établir les évolutions possibles de la situation sous les différentes options considérées pour la partie guinéenne et la partie communautaire.

4.4.1. Option de non accord

➤ **Partie Guinéenne**

En l'absence d'accord de pêche, la Guinée perdra les recettes budgétaires générées par la compensation et la vente des licences aux armements européens. En l'état actuel des rentrées fiscales et non fiscales de l'Etat, la perte restera modeste (ces montants ne représentent que 0,75% des rentrées). Les Autorités guinéennes chercheront à la remplacer en accordant davantage de licences à des opérateurs étrangers, soit en augmentant les possibilités de pêche accordées à la Chine, soit en cherchant à vendre davantage de licences libres à des partenaires extérieurs. En l'état actuel du développement de la filière pêche nationale, il est en effet improbable qu'une flottille de pêche battant pavillon national se développe au point de compenser l'absence des navires européens sous accord.

Sous cette configuration, le Ministère en charge de la pêche devra chercher à obtenir de la part de l'Etat au moins l'équivalent de ce que lui accordait l'accord au titre des actions ciblées (1,4 M€) dans la mesure où il a pu être établi que la dotation budgétaire de l'Etat actuelle ne couvre que le coût de fonctionnement du Ministère, et que les seules ressources disponibles pour l'investissement dans le secteur sont celles des actions ciblées. Ceci nécessitera de nouveaux arbitrages budgétaires sur la répartition des dépenses. Le Ministère de la Pêche se situant parmi les petits ministères du Gouvernement actuels en termes de dotation, on peut anticiper que le réexamen du budget du Ministère de la Pêche le cas échéant ne parviendra pas à compenser totalement les montants des actions ciblées. Cela étant dit, la Guinée a identifié dans son DSRP le secteur de la pêche comme moteur de croissance. Il est donc peu probable que les bailleurs de fond laissent l'Etat se désengager financièrement de ce secteur.

Enfin, si l'on considère que l'un des objectifs de la Guinée en matière de délivrance d'autorisations de pêche est l'approvisionnement du marché intérieur, un non-accord avec la CE aura des conséquences minimales. D'une part parce que les quantités livrables par les navires de la CE sont faibles au regard des besoins totaux du marché, et d'autre part parce que l'expérience montre que cette clause de débarquement ne convient pas aux navires de la CE qui ne la respecte pas au risque de s'exposer à des sanctions.

➤ **Partie Communauté**

La Communauté réalisera une économie budgétaire de 3,4 M€ par an, ce qui à l'échelle du budget de la PCP ne constitue pas une économie significative.

Les segments de flotte qui participent à l'accord actuel seront les plus impactés. La zone étant stratégiquement importante pour les senneurs et les chalutiers crevettiers profonds, et pour les canneurs dans une moindre mesure, il est fort probable que ces navires chercheront à obtenir des licences de pêche privées pour exploiter la ZEE de Guinée, comme ils le font pour accéder aux ZEE de pays avec lesquels il n'existe pas d'accord de pêche (Sénégal, Libéria, Sierra Leone, Guinée Equatoriale, Nigeria, Congo pour les senneurs, Angola, Congo, Gabon, Nigeria pour les crevettiers). La Guinée accueillera très probablement favorablement ces demandes, mais les armements CE ne bénéficieront pas de la même visibilité et de la même sécurité juridique que procure un accord institutionnel, même si le fait de travailler loin de la côte les éloigne des difficultés créées par les problèmes de cohabitation entre les navires dans la zone côtière. Concernant le segment des poissonniers céphalopodières, les possibilités perdues sous l'accord Guinée et qui ne concernent qu'un nombre limité de navires (autour de 4) pourront sans doute être compensées par une utilisation des possibilités négociées sous les accords Mauritanie et Guinée Bissau qui n'apparaissent pas être utilisées au maximum par les navires de ces catégories. Pour les palangriers, l'existence ou non d'un accord avec la Guinée n'aura aucun impact. Les conséquences d'un non accord sur les flottes européennes devraient par conséquent être limitées.

En l'absence d'accord de pêche avec la Guinée, la CE perdra l'un de ses moyens d'intervention dans la zone. Ceci concerne notamment le développement des capacités de surveillance des ZEE des Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest, l'un des piliers de la priorité de la Commission actuelle en matière de lutte contre la pêche illégale (pêche INN). En effet, sans soutien communautaire, on peut anticiper que la ZEE de Guinée restera une poche à l'intérieur de laquelle la pêche INN pourra prospérer avec des impacts négatifs sur la Guinée elle-même, mais aussi sur les autres pays de la sous-région qui partagent certains stocks halieutiques avec la Guinée. La priorité de la lutte contre la pêche INN demandera ainsi que d'autres moyens soient trouvés pour renforcer le dispositif de surveillance national. Il en existe déjà avec l'initiative de la DG DEV au profit de la CSRP (programme SCS co-financé à hauteur de 5 M€ par la CE), et il sera probablement nécessaire d'abonder ce type de projet par un projet de surveillance spécifiquement opérationnel, à l'instar de ce qu'avait financé l'Agence de Développement du Luxembourg dans la sous-région, ou de ce que finance la CE dans l'Océan Indien au profit des Etats membres de la COI. Sans ces interventions communautaires, un non-accord avec la Guinée risque de diminuer la portée des efforts réalisés contre la pêche INN. A noter cependant que le succès d'une telle démarche est largement dépendant des capacités de la CSRP à gérer efficacement un tel projet. L'absence de réalisations de cette organisation depuis sa création incite à la prudence à cet égard.

4.4.2. Option de statu-quo

➤ **Partie guinéenne**

Le statu quo permettra aux Autorités de continuer à bénéficier de rentrées budgétaires. Le passage vers un accord de partenariat aura pour conséquence de modifier les conditions d'utilisation de la contrepartie, dans la mesure où les montants de l'accord réservés au développement du secteur de la pêche seront budgétés et le suivi de leur utilisation réalisé en commun par la CE et par la Guinée. Les fonds seront par conséquent gérés suivant les règles de la comptabilité publique. A noter cependant qu'en Guinée, l'inscription de montants au budget ne signifie pas forcément que les financements sont disponibles. Leur disponibilité effective est fonction des avoirs de l'Etat, et elle dépend d'arbitrages réalisés en cours d'année en cas de situations de crise (instabilité aux frontières, crises sociales).

L'introduction de capacités de pêche comparables à celle autorisées sous l'accord précédent aura pour conséquence de maintenir la présence de navires communautaires (les poissonniers et céphalopodières) sur des stocks côtiers dont on sait qu'ils sont surexploités. Même si l'effort de pêche développé par les navires de la CE sur ces stocks est faible au regard de l'effort déployé par les autres flottes asiatiques, l'activité des navires de la CE de ce segment contribuera à aggraver la situation, ce qui est contraire à l'esprit des accords de pêche. La même réserve peut être faite

concernant les crevettiers profonds à ceci près que l'on ne connaît pas avec suffisamment de précisions la situation du stock et la mesure de ses impacts environnementaux. En tout état de cause, si les navires de ce segment devaient bénéficier d'autorisation de pêche dans le futur sous un accord, ils devront faire l'objet d'un suivi scientifique renforcé, et d'une nouvelle réglementation sur leurs zones de pêche qui les empêche de pêcher sur le plateau continental (limite d'exclusion spécifique).

➤ **Partie Communauté**

Le statu quo sera défavorable à la Communauté qui continuera de payer pour des possibilités de pêche (chalutiers poissonniers et céphalopodiers) qui ne seront que faiblement utilisées. En effet, les perspectives qu'offrent la ZEE de Guinée en matière de pêche pour ces navires ne devraient pas s'améliorer dans un avenir proche sous le cadre de gestion actuel mis en place par les Autorités du pays. Le passage vers un accord de partenariat permettra cependant d'espérer quelques gains d'efficacité dans l'utilisation de la contrepartie de l'accord, notamment en ce qui concerne la surveillance des pêches, au bénéfice de la priorité de la Commission contre la pêche INN. C'est à cette condition que l'accord présentera un rapport coût bénéfice acceptable pour la Communauté. On doit cependant souligner que les Autorités devront faire preuve de progrès majeurs dans la façon d'utiliser les fonds, car on ne peut que constater que les 7 M€ investis par la CE dans ce secteur depuis 2000 n'ont pas permis d'obtenir des résultats tangibles.

4.4.3. Option d'un nouvel accord intégrant des segments de flotte différents

Suivant les conclusions de l'évaluation ex-post, un nouvel accord qui considère l'accès de thoniers senneurs, de canneurs et de chalutiers crevettiers profonds donnera une configuration qui conviendra le mieux aux intérêts communautaires. L'abandon des possibilités d'accès pour les chalutiers céphalopodiers et poissonniers et éventuellement des palangriers se justifie par la faible utilisation actuelle des possibilités de pêche et les conséquences environnementales potentiellement défavorables de l'activité du segment chalutiers côtiers sur les ressources.

➤ **Partie guinéenne**

Cette nouvelle configuration de l'accès sera nécessairement accompagnée par une baisse sensible de la contrepartie financière, que la partie guinéenne aura du mal à accepter. Le cas échéant, la Guinée perdra une partie de ses recettes budgétaires, mais avec un impact marginal sur le total des recettes de l'Etat. Le budget du Ministère de la Pêche risquera de diminuer, sauf si l'Etat lui apporte un supplément de budget, où si la négociation de l'accord de partenariat parvient à sécuriser un financement du secteur de la pêche supérieur (en % de la contrepartie) équivalent ou supérieur à ce qui est convenu actuellement. Une autre source de substitution des recettes perdues consistera à chercher à vendre davantage de licences libres à des armements étrangers ou à renégocier à la hausse l'accord avec la Chine, mais les conditions d'exploitation des ressources du plateau continental sont actuellement peu incitatives, et on peut douter que de nouveaux armements se déclarent intéressés par un accès à ces zones de pêche.

➤ **Partie Communauté**

Avec la négociation d'un accès plus adapté aux besoins des opérateurs communautaires, le niveau des fonds engagés par la CE sera plus en rapport avec les possibilités de pêche obtenues, ce que demande la dimension commerciale de la politique des accords de pêche.

Le principal point négatif de cette option rejoint celui d'une situation de non accord : avec des ressources financières en baisse, il ne sera pas possible de subvenir aux besoins en matière de renforcement des capacités de surveillance des pêches à hauteur des besoins. En effet, si l'investissement communautaire n'a pas été efficace avec les montants réservés sous les accords précédents, il le sera encore moins si la masse des financements diminue. Dans la perspective d'une contribution à la lutte contre la pêche INN, la mise en œuvre de moyens supplémentaires sera nécessaire, tels que présentés dans la partie consacrée à une situation de non-accord (financement FED sous-régionaux, programmes additionnels opérationnels). L'avantage pour la Communauté est que la conclusion d'un accord de partenariat, même de dimension plus modeste, lui permettra

d'interagir avec la politique sectorielle guinéenne et de veiller à ce que les actions menées avec la contrepartie de l'accord de pêche soient compatibles et susceptibles d'aider les programmes sous-régionaux à atteindre leurs objectifs.

4.4.4. Option d'un nouvel accord n'intégrant que des navires thoniers

La négociation d'un accès circonscrit aux navires thoniers permettra de ne plus avoir dans la ZEE de la Guinée de navires de pêche européens qui exploitent des ressources démersales, et donc d'annuler les impacts environnementaux potentiellement négatifs de ce type de pêche. L'accord thonier sera vraisemblablement construit sur les mêmes bases que les autres accords thoniers communautaires, c'est-à-dire la définition d'un tonnage de référence qui servira de base de paiement de la compensation pour l'accès des senneurs, palangriers de surface et des canneurs. Si l'on considère les prises des thoniers senneurs (les principaux contributeurs en tonnage pêchés) sur ces dernières années dans la ZEE (Tableau 42 page 61) et l'évolution décroissante du nombre de senneurs européens dans l'Atlantique, ce tonnage de référence ne devrait pas dépasser les 5 000 tonnes par an, tenant compte d'une marge de sécurité. La gestion des ressources thonières concernées par l'accord tombe sous le mandat de l'ICCAT, dont et la CE et la Guinée sont parties contractantes.

➤ Partie guinéenne

Comme sous le scénario précédent, cette nouvelle configuration de l'accès sera accompagnée d'une baisse sensible de la compensation financière, avec les conséquences déjà décrites sur les recettes de l'Etat et le budget du Ministère de la Pêche. Un accord thonier rendra également difficile la fixation d'une quantité de produits de la pêche à débarquer en Guinée au profit du marché local car *i)* les captures des senneurs ou des canneurs ne sont pas destinées à la consommation directe, mais à la transformation en conserves, *ii)* les infrastructures portuaires en Guinée ne sont pas adaptées à l'accueil de navires de la taille des senneurs, et *iii)* la zone de pêche des navires thoniers dépend de la présence de la ressource et de ses mouvements. Il n'est ainsi pas possible de prévoir à l'avance si la ZEE de Guinée sera intéressante pour la pêche, et si les navires y resteront suffisamment longtemps pour anticiper un déchargement de captures localement (au port ou sur un navire collecteur). Sachant que le débarquement de produits de la pêche sur place est une exigence de la société civile guinéenne face à la politique des accords conclus par son Gouvernement, un accord thonier avec la CE sans débarquement sur place risque d'être difficilement acceptable par la partie guinéenne d'autant plus que le contexte social d'après les grèves du début 2007 est particulièrement tendu.

L'absence de possibilités d'embarquements de marins et d'observateurs sur les navires européens chalutiers privera le pays de possibilités d'emplois, mais dans des proportions limitées (environ 40 postes de travail).

➤ Partie Communauté

La conclusion d'un accord thonier privera les chalutiers européens d'un accès à la ZEE de Guinée. Si l'absence de possibilités pour les chalutiers crevetniers poissonniers ne devrait pas avoir d'impacts défavorables vu le faible intérêt de la zone, cette situation pourrait avoir des conséquences sur la stratégie de déploiement des chalutiers crevetniers profonds qui utilisent les possibilités d'accès dans plusieurs ZEE de la sous-région. Tant que les deux ZEE utilisées à titre principal (la Mauritanie et la Guinée Bissau) conservent des possibilités d'accès pour ces navires, on peut anticiper que les 5 à 6 unités qui ont récemment utilisé l'accord n'auront pas trop de difficultés à trouver une solution alternative, la pêche dans la ZEE de Guinée apparaissant comme un prolongement saisonnier des activités dans le sud de la sous-région. L'élimination de ces navires présentera l'avantage de supprimer toute source potentielle d'impact défavorable sur des stocks et des environnements qui restent largement encore inconnus. En contrepartie, l'arrêt des navires privera la Guinée de sources d'informations sur une pêcherie inconnue et qui peut offrir des perspectives de redéploiement à des armements nationaux dans le futur.

La baisse de la contrepartie financière générée par cette nouvelle forme d'accord aura des répercussions sur la masse critique des financements qu'il sera possible d'investir au bénéfice du secteur de la pêche en Guinée, avec les mêmes conséquences que celle évoquées sous le scénario

précédent. Le fait pour la CE de ne plus disposer de navires de pêche démersaux dans la ZEE amoindrira également la position de la CE pour intervenir en partenariat avec les autorités guinéennes sur la promotion de pratiques de pêche responsables là où il y en a le plus besoin, c'est-à-dire dans les zones de pêche du plateau continental ou de ses accores. Par exemple, au cours du protocole précédent, la CE a pu utiliser sa position sur les pêcheries démersales pour influencer avec succès sur une diminution des possibilités de pêche allouées aux navires chinois.

Le tableau suivant présente les impacts des différentes options, tels que l'on peut les percevoir ex-ante.

Tableau 82 : Impacts environnementaux, sociaux et économiques de quatre options possibles de poursuite des relations en matière de pêche entre la CE et la Guinée (++ impact très positif, + impact positif ; 0 impact neutre, - impact négatif ; -- impact très négatif)

	Impacts environnementaux	Impacts sociaux	Impacts économiques
Option de non accord			
Partie guinéenne	Dégradation des stocks du fait d'un manque d'encadrement des flottes et d'une prédominance de flottes d'origine étrangères sans lien économique avec le pays (- -)	Quelques suppressions de postes de marins guinéens sur les navires CE (<40) (o à -) Inquiétude de la population guinéenne face à la perte d'un contributeur possible à l'approvisionnement du marché national (o à -)	Diminution des recettes globales de l'Etat (o) Diminution des moyens du Ministère de la Pêche (-) Risque augmenté de baisse de rentabilité du secteur de la pêche artisanale, principal générateur de valeur-ajoutée (- -)
Partie communauté	Perte d'un moyen d'action contre la pêche INN, particulièrement importante en Guinée au détriment de l'objectif de lutte globale contre ce fléau (- -) La poursuite de la lutte contre la pêche INN demandera une mobilisation de fonds à travers d'autres ressources communautaires		Risques augmentés pour les navires de la CE qui opéreront sous licence libre (-)
Option de statu quo			
Partie guinéenne	Aggravation de la surexploitation des stocks côtiers (-) Poursuite des efforts visant à l'amélioration des conditions d'encadrement des flottes grâce à des budgets sécurisés à partir de la contrepartie de l'accord (o/+ dépend de l'efficacité de l'utilisation des budgets)		Sécurisation d'un budget pour le Ministère de la pêche, mais efficacité à améliorer (o)
Partie Communauté	Navires de la CE participant à la surexploitation des ressources côtières (- -) Risques environnementaux créés par l'activité des crevetiers profonds (0 à - - , suivant les connaissances scientifiques à acquérir sur cette pêche)	Mise à l'index des navires de la CE par les ONG environnementales du fait de l'activité dans la bande côtière (-)	Rapport coût / bénéfice de l'investissement trop faible, et incompatible avec la dimension commerciale des accords (- -) Cadre juridique sécurisant pour les navires de la CE qui viennent pêcher en Guinée (++)

Impacts environnementaux		Impacts sociaux	Impacts économiques
Option d'un accord révisé à la baisse n'intégrant que des navires thoniers et crevettiers profonds			
Partie guinéenne	Diminution de 10% de l'effort de pêche dans la zone côtière (+ à 0 si cet effort est remplacé par celui d'autres flottes) Risques environnementaux liés à l'activité des crevettiers profonds (0 à -, voir supra)	Problème de l'admissibilité d'une baisse de la contrepartie financière de l'accord (- -) Diminution du nombre de postes de travail à bord des navires de la CE (-)	Baisse des recettes globales de l'Etat (o) Diminution des budgets mobilisables au profit du Ministère de la Pêche (-) Masse des budgets disponibles insuffisante au regard des besoins (0 à -, dépend des possibilités d'abonder le budget à partir d'autres sources)
Partie Communauté	La CE peut interagir sur la politique sectorielle au travers d'un accord de partenariat et aider la Guinée à améliorer la gestion de ses pêcheries (+) Nécessiter de trouver des moyens financiers additionnels d'action complémentaires en faveur de la surveillance des pêches (programmes sous-régionaux)		Meilleure rapport entre le coût de l'accord et les possibilités de pêche susceptibles d'être utilisées (++) Cadre juridique sécurisant pour les navires de la CE qui viennent pêcher en Guinée (++)
Option d'un accord thonier uniquement			
Partie guinéenne	Elimination de risques environnementaux potentiels générés par l'activité sur les stocks de crustacés profonds (+)	Difficulté, voire impossibilité, d'inclure un approvisionnement du marché local dans les contreparties de l'accord (- -) Diminution du nombre de postes de travail à bord des navires de la CE (0 à -)	Baisse des recettes globales de l'Etat (o) Diminution des budgets mobilisables au profit du Ministère de la Pêche (-)
Partie Communauté	Possibilité d'interagir sur la politique sectorielle de la Guinée en matière de gestion, mais position amoindrie par l'absence d'intérêts européens sur les pêcheries qui en ont le plus besoin (-)	Problème éventuels liés aux possibilités de redéploiement des navires crevettiers profonds qui opèrent également sous les autres accords dans la -région (0 à -)	Accord peu cher avec le rapport coût bénéfice favorable des accords thoniers (o)

Les considérations précédentes ne prennent pas en compte la promotion de l'investissement européen dans la filière pêche en Guinée. Ceci provient du fait qu'il apparaît totalement illusoire dans les conditions actuelles d'inciter des opérateurs du secteur privé européen à investir en Guinée. Nonobstant le niveau général insuffisant des infrastructures (fourniture d'eau et d'électricité, assainissement, moyens de communication), l'incertitude qui règne sur le potentiel des pêcheries et sur les capacités des Autorités du pays à mettre en œuvre un système de gestion qui permette aux opérateurs d'avoir une certaine visibilité est de nature à décourager toute initiative. L'urgence est dans le moyen terme de restaurer un climat de confiance. L'investissement privé suivra nécessairement une fois que les conditions seront estimées acceptables.

4.4.5. Comparaison des options

Des quatre options considérées, l'option du statu quo est à écarter.

La comparaison des impacts des options de non-accord, d'accord thonier uniquement et d'accord de pêche remodelé tend à indiquer qu'une option de poursuite des relations en matière de pêche entre la Guinée et la CE sera la plus bénéfique pour les deux parties si un nouvel accord est signé, et à condition que d'autres moyens d'intervention communautaires soient mis en œuvre, notamment en faveur de la surveillance des pêches dans ce pays. Se désengager du secteur de la pêche en Guinée risque d'ouvrir encore davantage la porte à des intérêts étrangers (asiatiques notamment) qui n'ont aucun intérêt à ce que la ressource halieutique soit préservée dans le moyen ou long terme. Quand la ressource sera épuisée, ces intérêts quitteront le pays et laisseront la Guinée en proie à des problèmes économiques et sociaux importants liés à l'absence de perspective de développement de la pêche nationale (secteur artisanal notamment) et à des problèmes structurels d'approvisionnement des populations locales.

Un accord remodelé et n'incorporant que des navires senneurs, canneurs et crevettiers profonds sera nécessairement d'un montant moins élevé. La partie guinéenne aura très probablement des difficultés à l'admettre. Si toutefois un terrain d'entente peut être trouvé, la conclusion d'un accord permettra aux deux parties de mettre en œuvre la nouvelle logique d'un accord de partenariat qui permet normalement davantage de transparence dans l'utilisation des fonds, et un dialogue sectoriel que les anciens types d'accord ne favorisaient pas nécessairement. Ce dialogue sectoriel devra permettre en priorité de trouver des solutions pour renforcer le secteur de la surveillance des pêches, qui se trouve être le point faible de la Guinée et l'une des priorités de la Commission actuelle, sans toutefois négliger d'autres fonctions importantes comme le secteur de la recherche halieutique. La conclusion d'un accord thonier uniquement, et donc l'absence d'intérêts européens dans les pêcheries industrielles du plateau continental, aura le désavantage d'affaiblir la position de la CE sur la promotion de pratiques de pêche responsables là où elles sont les plus nécessaires.

Une contrepartie en baisse signifiera des moyens financiers diminués pour soutenir les autorités du pays. Il sera donc nécessaire que des fonds additionnels soient trouvés. La CE se prépare à financer un programme de renforcement des capacités de surveillance à l'échelle régionale au travers de la CSRP dont la Guinée est Etat membre. Ce programme peut apporter une partie de la solution s'il comprend un volet opérationnel significatif (financement de patrouilles de navires et d'aéronefs), tout en admettant que son succès dépendra de la capacité de la CSRP à mener à bien les activités prévues et à insuffler à ses Etats membres la motivation nécessaire. Si ce programme porte essentiellement sur le renforcement des capacités institutionnelles, il sera probablement nécessaire de lui trouver un prolongement pour qu'il intègre un volet opérationnel.

5. Recommandations techniques en cas de renouvellement d'un accord

Certaines clauses du protocole d'accord en cours demandent une attention particulière dans le cas d'un futur accord de pêche.

➤ **Déclarations de captures**

Les obligations en matière de déclarations de capture n'ont été que très partiellement respectées. Sous un prochain accord, la CE devra veiller à ce que les navires respectent cette obligation de base, quitte à appliquer le régime des sanctions prévues dans ce cas.

➤ **Mesures techniques**

Si un prochain accord ne considère que l'introduction de chalutiers profonds, il sera utile de fixer en accord avec les Autorités une limite à partir de laquelle ils ne pourront pêcher. Cette limite se situera bien plus au large que la limite des 12 milles prévue actuellement pour toutes les catégories de chalutiers, et présentera l'avantage de démarquer clairement les activités des navires européens des activités des autres navires industriels dans la zone côtière.

➤ **Embarquement de marins**

La clause d'embarquement de marins guinéens sur les chalutiers qui pourront exercer en Guinée peut être maintenue, à condition que la CE veille à ce que les principes et droits découlant des déclarations de l'OIT soient respectées, notamment en matière de salaire puisque cela n'apparaît pas avoir été le cas sous le protocole en cours. A cet effet, la CE devra se ménager un droit de contrôle, celui-ci étant totalement délégué aux Autorités nationales dans le protocole en cours

Concernant le secteur thonier, l'embarquement de marins guinéens se révèle problématique pour des navires qui ne connaissent pas leurs lieux de pêche à l'avance, et d'ailleurs aucun marin guinéen n'a travaillé sur des thoniers européens. Sous un futur protocole, il sera plus judicieux d'adapter la clause à l'embarquement de marins ACP, comme cela a été fait récemment lors de la renégociation des accords avec d'autres pays de la région.

➤ **Débarquements obligatoires**

En cas de renouvellement de l'accord, il est très probable que la Guinée exigera le maintien du débarquement d'une partie des captures en Guinée au profit du marché local. C'est une priorité politique nationale et la seule manière de faire admettre la conclusion d'un accord auprès de la société civile guinéenne. Cette clause n'a pas fonctionné sous l'accord précédent : les navires européens n'ont pas fait escale à Conakry, et les Autorités guinéennes n'ont pas exploité la possibilité que le protocole leur accordait pour collecter gratuitement en mer ces quantités. Il sera par conséquent nécessaire d'explorer des solutions réalistes, quitte à trouver un financement pour le secteur privé guinéen qui a réussi à organiser cette collecte en mer auprès de navires asiatiques.

➤ **Embarquement d'observateurs**

La clause a fonctionné pour les chalutiers. D'après les Autorités, la couverture observateur a été respectée pleinement. Chargés à la fois de collecter des données sur la pêche et de veiller au respect de la réglementation, les observateurs ont collecté des données essentielles sur les captures et rejets des navires européens, mais qui attendent d'être valorisées par la recherche. Cette clause doit pouvoir continuer à s'appliquer lors d'un prochain accord, d'autant plus qu'il existe un besoin de suivi renforcé des activités des navires crevettiers profonds européens.

Concernant les navires thoniers, l'embarquement d'observateurs est beaucoup moins pertinent et logistiquement problématique à organiser. Les instituts scientifiques européens suivent cette flotte de façon étroite (prévu par la DCR) et les données sont collectées régulièrement. Si l'embarquement d'observateurs à bord de ces navires est prévu uniquement pour surveiller des zones de pêche, un suivi par VMS le fera avantageusement. Il est ainsi recommandé que cette obligation soit abandonnée pour les navires thoniers.

➤ **Coût de l'accès**

Pour les navires thoniers le coût de l'accès s'alignera sur la nouvelle répartition (35 € par tonne à la charge des armateurs, 65 € à la charge de la CE, au lieu de 25 € / 75 € comme sous l'accord en cours). Il est par ailleurs recommandé que la franchise de tonnage qui sert de base de calcul au prix de la licence reste compatible avec le coût d'une licence de précaution. En effet, les navires doivent en général prendre des licences pour accéder à toutes les ZEE des pays tiers de la région, sans être certains d'avoir à y pêcher. Fixer un niveau de franchise trop haut pourrait conduire les armements à faire des choix entre les ZEE, et les placer en situation difficile en cas d'abondance de la ressource dans une ZEE à laquelle ils n'ont pas pris d'accès pour des raisons économiques.

S'agissant des chalutiers, l'abondance relative de la ressource fait que la zone n'est pas particulièrement riche, en tous cas bien moins productive que la zone sénégal-mauritanienne. Le coût de la licence doit prendre cela en considération et rester à des niveaux proches des niveaux actuels qui sont déjà limites pour la rentabilité des opérations. Un alignement du coût des licences avec celui renégocié sous l'accord avec la Guinée Bissau serait acceptable.

➤ **Capacités de pêche**

La négociation devra prendre en compte que le nombre de navires senneurs dans l'Atlantique a considérablement baissé ces dernières années, la majeure partie de la flotte s'étant redéployée dans l'océan indien. Les conditions dans cet océan font cependant que des unités de la flotte peuvent revenir vers l'Atlantique et il ne faudrait pas qu'un prochain protocole prévienne cette possibilité. Il est donc recommandé de négocier un accès pour un minimum de 20 senneurs, avec possibilités d'augmenter si nécessaire. Pour les canneurs, les possibilités actuelles peuvent être maintenues sachant qu'il ne reste plus que 5 canneurs français et que parmi les 7 canneurs espagnols, deux sont sous charter scientifique temporaire dans l'océan indien. Ces navires pêchent beaucoup moins de thonidés que les senneurs, et ont donc une capacité contributive à l'accord beaucoup plus faible. Afin d'harmoniser ce protocole avec les autres protocoles thoniers, la négociation pourra prévoir la définition d'un tonnage de référence, qui n'est pas une limite de capture dans la ZEE guinéenne (cela n'aurait pas de sens), mais une quantité à partir de laquelle la contrepartie financière de la Communauté est augmentée en proportion (65 € la tonne en l'espèce).

Concernant les chalutiers crevettiers, le protocole actuel prévoit des possibilités pour plus de capacité de pêche que le segment n'en a développé (1 500 TJB). L'essentiel de la flotte européenne de ce segment travaille en Mauritanie et en Guinée Bissau, ou vers l'Angola et le Gabon, et ne considère la zone Guinée que comme une zone accessoire intéressante saisonnièrement, probablement en prolongement ponctuel des activités en Guinée Bissau. Il est peu probable que cette situation change dans le futur, sauf si les conditions d'accès dans les zones les plus importantes venaient à changer. L'optimisation des capacités négociées sous le prochain accord impliquera par conséquent une baisse, mais en préservant un volant de sécurité en cas de difficultés imprévues dans d'autres ZEE.

CONCLUSION

La Guinée est un pays qui tarde à laisser entrevoir des perspectives de développement social et économique. Avec une économie handicapée par le poids important de la dette extérieure et des problèmes sociaux persistants, tant liés à la situation intérieure qu'à l'instabilité politique dans les pays frontaliers, la Guinée a besoin du soutien de la communauté internationale.

Identifié par le DSRP comme l'un des moteurs de la croissance nationale, le secteur de la pêche mérite une attention particulière. Il s'agit en effet d'un secteur économique qui est potentiellement créateur de valeur-ajoutée et qui est un levier de lutte contre la pauvreté dans les régions littorales. Malgré tous les efforts des bailleurs de fonds, et de la CE en particulier au travers de sa politique extérieure en matière de pêche, les conditions de développement de ce secteur ne sont pas toujours réunies. Le mode de gestion et de conservation des ressources exploitées ne donne pas de résultats favorables, et l'on relève que la situation des stocks continue de se dégrader sous l'effet d'une pression de pêche importante et qui exerce son effort en contravention avec la réglementation en vigueur.

L'inefficience des efforts consentis a été un facteur qui a probablement incité les bailleurs de fonds à se désengager de ce secteur. De la même manière, les relations entre la Guinée et la CE en matière de pêche arrivent probablement à un tournant de leur histoire. L'évaluation ex-post du protocole de pêche en cours a en effet indiqué que le rapport coût bénéfice de l'investissement communautaire est globalement décevant, autant pour la partie européenne que pour la partie guinéenne. Les deux principales raisons sont des possibilités de pêche négociées trop importante au regard des besoins réels de la flotte communautaire, ce qui tend à rendre l'accord trop cher, et à une absence de résultat de l'investissement dans le secteur de la pêche, et en particulier dans deux de ses piliers institutionnels, la recherche halieutique et le contrôle des pêches.

L'examen de différentes options pour le futur indique cependant que le non renouvellement de l'accord n'est pas la meilleure solution car il laissera la Guinée en proie à des partenaires peu fiables qui n'ont pas d'intérêts à préserver la durabilité de la pêche dans le pays, et privera la CE d'un de ses moyens d'actions contribuant à la réussite de la priorité de la Commission actuelle en matière de lutte contre la pêche INN. Un nouvel accord offrirait des perspectives meilleures en donnant à la CE la légitimité pour interagir avec les autorités de Guinée sur le développement de la filière pêche, et ce, dans un contexte où l'aide extérieure de la Communauté prend en compte le traitement de certaines priorités comme la gestion des pêche et la surveillance des navires à l'échelle sous-régionale.

*

BIBLIOGRAPHIE

Alverson D.L., Freeberg M.H., Pope J.G. et S.A. Murawsky, 1994. - A global assessment of fisheries bycatch and discards. - FAO Fisheries Technical Paper N° 339.

Anonyme, 2006.- Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture. Plan de gestion et d'aménagement des pêcheries 2007., 18 p.

Bamy I. L., Van Waerebeek K., Bah S.S., Dia M., Diallo S.T., Kaba B., Keita N., Konate S. et H. Tall, 2006.- The cetaceans of Guinea, a first check-list of documented species.- 58th Annual Meeting IWC, St.Kitts, May-June 2006, SC/58/O15, 8 p.

Bouju S., 1999.- La pêche artisanale : histoire, structure, fonctionnement et dynamique. 1. Autochtones, migrants et technotopes ou l'appropriation des espaces sociaux de production.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 211-231.

Bouju S. et P. Chavance, 1999.- Embarcations et engins de la pêche artisanale.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 233-255.

Brown J., Macfadyen G., Huntington T., Magnus J. et J. Tumilty, 2005.- Ghost Fishing by Lost Fishing Gear.- Final Report to DG Fisheries and Maritime Affairs of the European Commission. Fish/2004/20, 151 p.- Institute for European Environmental Policy / Poseidon Aquatic Resource Management Ltd.

Castro J. L., Woodley C. M. et R. L. Brudek, 1999.- A preliminary evaluation of the status of shark species.- FAO Fisheries Technical Paper, no. 380, 72 p.

Chavance P. et G. Domalain, 1999.- Notes sur les captures et les efforts de la pêche artisanale maritime.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 277-291.

Chavance P., Damiano A. et A. Diallo, 1999.- Caractéristiques des lieux de débarquements et physionomie de la pêche.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 313-326.

Chavance P., Bangoura C., Damiano A. et A. Diallo, 1994.- La pêche artisanale maritime guinéenne en 1992. 1. Description, types d'engins et types de pêche.- Doc. scient. Cent. Nat. Sci. Halieut. Boussoura, 25, 70 p. + annexes.

CICTA / ICCAT, 2006.- Rapport du Comité permanent pour la recherche et les statistiques (SCRS). – Madrid, Espagne, 2-6 octobre 2006, 200 p.

CNSHB, 1996.- Bulletin statistique des pêches-Année 1995.

CNSHB, 1999.- Bulletin statistique des pêches-Année 1998.

CNSHB, 2001. – Bulletin statistique des pêches-Année 2000.- 46 p.

CNSHB, 2002. – Bulletin statistique des pêches-Année 2001.- 51 p.

CNSHB, 2003. – Bulletin statistique des pêches-Année 2002.- 51 p.

CNSHB, 2004. – Bulletin statistique des pêches-Année 2003.- 51 p.

CNSHB, 2005.- Rapport d'activité (janvier-novembre 2005).- 28 p.

CNSHB, 2007.- Plan stratégique à moyen terme de la recherche halieutique guinéenne (2007-2012).- 16 p.

Domain F., 1972.- Evaluation du niveau optimum d'exploitation de deux stocks de *Penaeus duorarum* du plateau continental sénégalais.- Document ORSTM, Centre de Recherches Océanographiques de Dakar-Thiaroye, DSP n° 43, 17 p.

Domain F. et M. O. Bah, 1999.- Description des fonds du plateau continental guinéen.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 37- 49.

Domain F., Keita M. et E. Morize, 1999.- Typologie générale des ressources démersales du plateau continental.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 53-85.

Domingo A., Sales G., Giffoni B., Miller P., Laporta M. et G. Maurutto, 2006.- Captura incidental de tortugas marinas con palangre pelágico en el Atlántico sur por las flotas de Brasil y Uruguay.- Col. Vol. Sci. Pap. ICCAT, 59(3), pp. 992-1002.

Doumbouya F., Sidibe A., Camara M. L. et I. L. Bamy, 2006.- Exploitation des sélaciens en Guinée : suivi des débarquements des requins des pêcheries artisanales maritimes.- Bul. Cent. Halieut. Boussoua. Vol.1, N° 2, pp.33-38.

Ecoutin J.-M., Bouju S. et A. Guilavogui, 1999.- Les modes d'exploitation spatiale du littoral de Guinée Par la pêche artisanale : zones et sorties de pêche.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 257-276.

FAO, 2005.- Profils FAO de la pêche et de l'aquaculture par pays. Guinée. 17 p.

FAO / COPACE, 1992.- Groupe de travail COPACE sur les ressources démersales du plateau et du talus continental de la Guinée-Bissau, de la Guinée et de la Sierra Leone (Conakry, 4-9 février 1991).- COPACE/PACE/Séries, No. 91/54, Rome, FAO. 206 p.

FAO / COPACE, 2004.- Etat des stocks démersaux dans l'Atlantique Centre Est.- Troisième session du Sous-Comité scientifique, Lomé (Togo), 24-26 février 2004.- COPACE/SCS/4/2004, 19 p.

FAO / COPACE, 2005.- Rapport de la quatrième session du Sous-Comité scientifique. Accra, Ghana, 24-26 octobre 2005.- Rapport sur les pêches. No 800 Accra, FAO. 2005. 52 p.

FAO / COPACE, 2006.- Rapport du Groupe de travail FAO/COPACE sur l'évaluation des ressources démersales. Conakry, Guinée, 19-29 septembre 2003. - COPACE/PACE Séries. No. 06/67. Rome, FAO. 357p.

FAO / WECAFC, 1999.- National reports presented and stock assessment reports prepared et the CFRAMP / FAO / DANIDA Stock Assessment Workshop on the Shrimp and Groundfish Fisheries on the Guiana-Brazil Shelf. Port-of-Spain, Trinidad and Tobago, 7-18 April 1997.- FAO Fisheries Report, No 600, 200 p.

FAO / WECAFC, 2000.- Report of the third Workshop on the Assessment of Shrimp and Groundfish Fisheries on the Brazil-Guianas Shelf. Belém, Brazil, 24 May-10 June 1999.- FAO Fisheries Report, No 628, 206 p.

Fontana A., 1999.- Les pêches maritimes guinéennes : réalités et enjeux.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 379-393.

Fonteneau A., Pallares P. et R. Pianet, 1999.- A worldwide review of purse seine fisheries on FADs.- in Pêche thonière et dispositifs de concentration de poissons, Actes et Colloques 28, Editions IFREMER, pp. 15-35.

Fretey J., Hoinsoudé Segniagbeto G. et M. Soumah, 2007.- Presence of Sea Turtles in Traditional Pharmacopeia and Beliefs of West Africa.- Marine Turtle Newsletter, 116, pp. 23-25.

Garcia S., 1977.- Biologie et dynamique des populations de crevettes roses (*Penaeus duorarum notialis* Pérez-Farfante, 1967) en Côte d'Ivoire.- Trav. Doc. ORSTM Paris, (79) : 271 p.

Gascuel D., Barry M., Laurans M. et A. Sidibé, (eds.), 2003.- Evaluations des stocks démersaux en Afrique du Nord-Ouest. Travaux du Groupe «Analyses monospécifiques» du projet SIAP.- COPACE/PACE Séries. No. 03/65. Rome, FAO, 108p.

Guilavogui A., Le Fur J. et A. Doumbouya, 2006.- Accès à l'espace et à la ressource halieutique dans la ZEE guinéenne : compétition et conflits.- Bul. Cent. Halieut. Boussoura. Vol.1, N° 1, pp.10-18.

Laë R., Williams S., Malam Massou A., Morand P. et O. Mikolasek, 2004.- Review of the present state of the environment, fish stocks and fisheries of the river Niger (west Africa).- In Proceedings of the Second International Symposium on the Management of Large Rivers for Fisheries. Volume I. Welcomme R. and T. Petr, Eds., FAO Regional Office for Asia and the Pacific, Bangkok, Thailand. RAP Publication 2004/16, pp. 199-227.

Laurans M., Gascuel D., Chassot E. et D. Thiam, 2004.- Changes in the trophic structure of fish demersal communities in West Africa in the three last decades.- Aquat. Living Resour. 17, pp. 163–173.

Lesnoff M., Morize E. et S. Traore, 1999.- La pêche industrielle en Guinée : état et bilan des données disponibles.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 175-198.

Marquet J.-P., 1996.- République de Guinée. Schéma Directeur Pêche et Pisciculture. Analyse et propositions pour le sous-secteur pisciculture.- Programme de coopération technique, TCP/GUI/4556 (A), FAO, Rome, 52 p.

Mathés H., 1993.- Rapport de la mission d'évaluation de la pêche continentale et de l'aquaculture en République de Guinée.-Rome, FAO, 94 p.

Matsumoto T. Saito H. et N. Miyabe, 2004. - Report of the observer program for the Japanese Tuna Longline Fishery in the Atlantic Ocean, from Sept. 2002 to Jan. 2003. - Col. Vol. Sci. Pap. ICCAT, 56(1), pp. 254-281.

Mejuto J., Garcia-Cortés B. et A. M. Ramos-Cartelle, 2007. - Preliminary approach to evaluate the importance of discards and other uses of billfish in the spanish surface longline fishery carried out in different oceans between 1993-2005.- Col. Vol. Sci. Pap. ICCAT, 60(5), pp. 1547-1554.

Mohammed H. M. A., Bishop J. M. et Y. Ye, 1998.- Kuwait's Post Gulf-War shrimp fishery and status from 1991/92 through 1995/96.- Reviews in Fisheries Science, 6(3), pp. 253-280.

ONP, 2005.- Bulletin statistique des pêches-Année 2004.- 55 p.

Pascoe S.,1997.- Bycatch management and the economics of discarding.- FAO Fisheries Technical Paper. No. 370. Rome. FAO. 137p.

Pézenneq O., 1999.- L'environnement hydro-climatique de la Guinée.- in « La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation » , F. Domain, P. Chavance et A. Diallo (éd.), coéd. IRD Editions/CNSHB, pp. 7-27.

Ramos Martos A., Sobrino Yraola I., Garcia Jimenez M. T. et L. Fernandez Peralta, 1992.- Las pesquerías españolas de crustáceos en aguas de Guinea Bissau.- Annexe 4 in COPACE/PACE/Séries, No. 91/54, 25 p.

Sheridan P. F., Browder J. A. et J. E. Powers, 1984.- Ecological interactions between penaeid shrimp and bottomfish assemblages. In « Penaeid shrimp – Their biology and management », Gulland J. A. et B. J. Rothschild (éd.), Fishing News Books, Farnham, pp. 235-258.

Sidibé A., Camara Y., Domain F. et D. Gascuel, 2003.- Evolutions d'abondances et évaluation par le modèle global de l'état de quatre stocks de la communauté à sciaenidés de Guinée, 18 p. in Gascuel et al., 2003, *COPACE/PACE Séries*. No. 03/65. Rome, FAO.

Tall H., 2007.- Memorandum sur le Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura.- 12 p.

Thiam D., 1992.- Note sur la pêche des crevettiers espagnols au large de la Guinée-Bissau, la Guinée, la Sierra Leone.- Annexe 6 in *COPACE/PACE/Séries*, No. 91/54, 6 p.

Welcomme R.L., 1979.- Les pêches continentales d'Afrique.- Doc. Occas. CPCA, (7), 77 p.

WWF, 2004.- Marine Turtle Update. Recent News from the WWF Africa & Madagascar Marine Turtle Programme. 18 p.